

Edouard Sill

Master II d'Histoire Contemporaine.
Université François Rabelais de Tours.

«*Ni Franco, ni Staline !*»

Les volontaires français de la Révolution espagnole;
Miliciens et militants révolutionnaires en Espagne 1936-1939

Sous la direction de M. Largeaud.

Juin 2006

Je voudrais remercier tout d'abord mon directeur de mémoire, M. Jean Marc Largeaud, pour sa confiance sans laquelle je n'aurais pu mener à bien ce long travail ; Gwënael Aucher, Julie Beigneux et Johanne Dru pour leur aide et leur soutien indéfectible. Les conservateurs de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine de Nanterre pour leurs conseils et leur intérêt, les conservateurs de l'Archivo General de la Guerra Civil Española de Salamanque et de l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis d'Amsterdam pour leur patience infinie et leur accueil, le personnel du SCD de l'Université de Tours et spécialement le bureau du PEB qui, malgré nos premiers échanges, a su avec brio me dénicher quelques merveilles issues de bibliothèques oubliées.

Sommaire

Abréviations	p.4
<i>Introduction</i>	p.5
<i>Première partie : Solidarité et volontariat</i>	p.14
<i>Seconde partie : La colonie française de Barcelone</i>	p.75
<i>Troisième partie : Le front</i>	p.116
<i>Quatrième partie : Violence et désillusions</i>	p.158
<i>Conclusion</i>	p.209
Sources et bibliographie	p.212
Table des matières	p.223

Abréviations

AIT	Asociacion Internacional de Trabajadores.
BOC	Bloc Obrer i Camperol.
FAI	Federacion Anarquista Iberia.
CGT	Confédération générale du Travail.
CGT-SR	Confédération générale du Travail - Syndicaliste Révolutionnaire.
CNT	Confederacion Nacional de Trabajo.
FAF	Fédération Anarchiste Francophone (ou de langue Française).
FGALE	Fédération des Groupes Anarchistes de Langue Espagnole.
JAC	Jeunesses Anarchistes Communistes.
JLL	Juventud Libertarias.
PCE	Partido Comunista de Espana
PCF	Parti Communiste Français.
PCI	Parti Communiste Internationaliste
POI	Parti Ouvrier Internationale.
POUM	Partido Obrero de Unificación Marxista.
PSOE	Partido Socialista Obrero Espanol.
PSOP	Parti Socialiste Ouvrier et Paysan.
PSUC	Partido Socialista Unificado de Catalunya.
SAP	Sozialistische Arbeiter Partei .
SFIO	Section Française de l'Internationale Ouvrière.
SIA	Solidarité Internationale Antifasciste.
UA	Union Anarchiste.
UGT	Union General del Trabajo.
USI	Unione Sindicalista Italiana.

Abréviations utilisées pour les renvois vers les centres d'archives ou les dictionnaires :

Archives AGGCE : *Archivo General de la Guerra Civil Española* (Salamanque)

Archives IISG : *Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*. (Amsterdam)

Archives Ppo : *Archives de la Préfecture de Police* (Paris)

BDIC : *Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine* (Nanterre)

DBMOF Maitron : *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* de Jean Maitron.

Introduction

L'étude de l'engagement des miliciens et militants révolutionnaires français dans la révolution espagnole pose le problème préalable de l'interprétation historiographique et politique de la nature de l'épisode espagnol entre 1936 et 1939. La terminologie utilisée pour qualifier la globalité de l'événement chez les différents auteurs est naturellement relative à leur sensibilité politique, et altère souvent l'originalité de nombreux aspects de la question. Ainsi, la formule de « Guerre civile » est sujette à caution car la dimension internationale du conflit exclut de fait une telle dénomination. Celle-ci est pourtant traditionnellement retenue en Espagne pour évoquer un passé particulièrement douloureux et réunit ainsi les différents protagonistes dans un même combat pour la conquête du pouvoir, ou mieux encore pour « des conceptions différentes de la liberté »¹. De même, parler de « Révolution espagnole » pour désigner l'ensemble des événements est incorrect ; on utilise par conséquent l'expression « Guerre d'Espagne » qui permet alors un point de vue plus global, non sans toutefois altérer ses dimensions politique et révolutionnaire particulières.

Il est pourtant incontestable que la situation née de l'échec du soulèvement militaire, notamment en Catalogne et au Levant, possède un caractère révolutionnaire. La déliquescence des institutions et la fragmentation des pouvoirs donnent naissance à un contexte révolutionnaire doué de sa propre dynamique, en rivalité avec la République, et, de fait, impose au conflit une autre perspective que la victoire sur l'adversaire. La Révolution Espagnole conserve ainsi son originalité jusqu'en août 1937, date à laquelle la dernière institution révolutionnaire d'importance, le Conseil d'Aragon, disparaît. A partir du printemps 1937, la dynamique révolutionnaire cède la place à l'unité gouvernementale et à la priorité donnée à la guerre.

¹ Voir à ce sujet l'article d'Edouard Waintrop dans le quotidien *Libération* du 5 septembre 2002 sous le titre : « Amnésie, blancs d'Espagne ».

En France, les contemporains se passionnent pour la situation au-delà des Pyrénées. Tandis que l'opinion se rassemble dans une même inquiétude face à la crispation des relations européennes, la politique intérieure et la victoire du Front populaire en mai 1936 forment le réceptacle de l'exacerbation des antagonismes politiques. Le déchirement de l'Espagne en deux camps inconciliables et l'amorce d'un conflit particulièrement passionnel fait alors office de catalyseur des passions françaises².

Parler des volontaires révolutionnaires français dans la guerre d'Espagne suppose une qualification subjective des sensibilités de gauche en France durant l'entre deux guerres. Si l'épithète révolutionnaire exclut de fait la gauche sociale-démocrate française incarnée par la SFIO, il intègre les militants néanmoins des minorités révolutionnaires de tendance au sein de la « Vieille maison³ » : Pivertistes et minorités trotskystes surtout. Les militants du Parti Communiste sont également exclus du corpus car ils ne sont déjà plus assimilés à la gauche dite révolutionnaire et suivent de surcroît le mot d'ordre de « socialisme dans un seul pays » de Staline et poursuivent en France une stratégie dite de « parlementarisme révolutionnaire ». De fait, le Parti Communiste Français obéit en 1936 à une dynamique qui lui est propre, opposée aux objectifs révolutionnaires de l'extrême gauche, que l'on peut alors regrouper dans une même lutte pour une « révolution permanente et internationale »⁴. Les révolutionnaires français de gauche se retrouvent surtout dans deux grands ensembles : les communistes ou socialistes révolutionnaires et les différentes familles libertaires.

Les motivations et la nature de l'engagement des volontaires français en Espagne trouvent leurs racines dans le contexte particulier de l'entre-deux-guerres en Europe. La guerre d'Espagne constitue en effet un épisode symptomatique et illustratif des crises qui secouent alors l'Europe. Les frustrations révolutionnaires, le repli des valeurs progressistes et l'émergence du fascisme remodelent profondément les gauches européennes. L'antifascisme devient au début des années trente la principale préoccupation militante, et force les organisations ouvrières et politiques à se

² Sur l'état d'esprit régnant alors en France, voir Serge Berstein : « L'affrontement simulé des années 1930 » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire* n°5 Janvier mars 1985.

³ Surnom de la Section Française de l'Internationale Ouvrière.

⁴ Le concept bien connu est de Léon Trotsky

recomposer. Les Fronts populaires en Espagne puis en France sont indissociables de ce contexte.

Après l'échec de la « révolution manquée »⁵ de juin et juillet 1936, c'est vers l'Espagne et les espoirs de révolution sociale que se tournent les yeux des révolutionnaires français pour trois ans. Certains, une minorité, choisissent de s'y rendre pour observer, témoigner ou se battre mais surtout pour construire une société nouvelle. Ils font ainsi un choix qui, tout en l'intégrant parfois, va bien au-delà de la défense de la République ou de l'antifascisme pragmatique.

L'Espagne offre un autre combat, un antifascisme direct et des problématiques révolutionnaires qui sortent de l'éternelle théorie pour passer à l'expérience concrète. Enfin et surtout, l'Espagne en guerre contre elle-même devient un formidable réceptacle à l'internationalisme révolutionnaire, accueillant les vaincus des fascismes européens et la volonté de revanche des victimes d'hier. La possibilité de participer à un « bon » combat ne fait pourtant pas l'unanimité parmi les révolutionnaires et, en France, les polémiques sont nombreuses à propos de la situation espagnole. L'expérience et les témoignages des volontaires jouent alors un rôle capital. Ainsi, très rapidement, le volontariat devient lui-même source de querelles sur le pacifisme militant, les objectifs des volontaires et du volontariat puis enfin le rôle des communistes.

L'étude de l'engagement des volontaires étrangers en Espagne hors du cadre des Brigades Internationales fait étonnamment exception dans l'historiographie française. Pourtant, les Fronts populaires français et espagnol, et surtout la Guerre d'Espagne, ont été l'objet de très nombreux travaux mais curieusement la plupart des ouvrages sur les interventions de volontaires étrangers durant la guerre d'Espagne, hors des Brigades Internationales, traitent des « volontaires » Italiens envoyés par Mussolini ou les allemands de la *Légion Condor*, et s'attardent parfois sur le cas ultra spécifique des volontaires dans les rangs nationalistes, comme la brigade des irlandais d'O'Duffy ou la poignée de français de la *Légion Jeanne d'Arc*⁶.

⁵ Reprise du titre de l'ouvrage de Daniel Guérin *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*, Babel, Paris, 1997.

⁶ Voir à ce sujet : José Luis de Mesa, *Los otros internacionales. Voluntarios extranjeros desconocidos en la Bando Nacional durante la Guerra Civil (1936-1939)*, Colección Documento, Ediciones Barbarroja, Madrid, 1998.

L'histoire des volontaires étrangers antifascistes non encadrés par les communistes souffre en effet de son assimilation avec les Brigades Internationales. Celles-ci ont effectivement longtemps été l'apanage des historiens communistes avant que certains travaux récents y apportent une lumière nouvelle, établie à partir des archives et des témoignages directs. L'ouvrage de Rémi Skoutelsky, « *L'Espoir* » *guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*⁷, tiré de sa thèse soutenue en 1996 sous la direction d'Antoine Prost, est ainsi devenu la référence sur la question des volontaires communistes en Espagne tout en étant également caractéristique de la façon dont la question des volontaires est traitée par l'historiographie : les volontaires étrangers qui ont rejoint les anarchistes espagnols de la CNT⁸ ou les communistes non stalinien du POUM⁹, n'y sont abordés que comme les précurseurs au véritable volontariat antifasciste : celui des Brigades Internationales. De même, les travaux sur les volontaires étrangers en Espagne républicaine ne consacrent que quelques pages aux anarchistes et communistes dissidents européens, en les évoquant rapidement et en insistant, non sans raison, sur leur faible nombre. De plus, l'historiographie globale de la Guerre d'Espagne a toujours assimilé les Brigades Internationales à l'armée régulière de la République espagnole, et les milices et centuries issues des formations politiques et syndicales à des formations paramilitaires mineures, où le volontariat étranger ne présenterait pas d'intérêt en soi au regard de ces formations déjà très spécifiques.

Le nombre proportionnellement très restreint de ces volontaires vis-à-vis des brigadistes, et le fait que certains d'entre eux aient fini par intégrer les Brigades Internationales, peuvent sans doute expliquer en partie ce désintérêt. Mais c'est alors faire abstraction d'un type d'engagement très particulier, d'une perception de la situation espagnole sous un angle original et de la présence en Espagne d'une population venue pour participer à la fois à la construction d'une société nouvelle et au

⁷ Rémi Skoutelsky, « *L'Espoir* » *guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Grasset, Paris, 1999

⁸ *Confederación Nacional del Trabajo*, Confédération Nationale du Travail, syndicat anarcho syndicaliste majoritaire en Espagne.

⁹ *Partido Obrero de Unificación Marxista*, Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, fruit du rassemblement de petits partis révolutionnaires espagnols communistes mais critiques tant à l'encontre de la IIIème Internationale que de la réflexion trotskyste.

combat contre le fascisme, c'est-à-dire un volontariat à l'horizon plus large que celui des Brigades Internationales.

Paradoxalement, c'est l'historiographie britannique qui fait office de référence en France, avec notamment les travaux de David Berry¹⁰ et Andy Durgan¹¹. Ces deux historiens spécialistes, le premier de l'anarchisme français et le second du trotskisme espagnol, ont entrepris au début des années 1990 de recenser les volontaires anarchistes français en Espagne et les volontaires internationaux du POUM. Néanmoins, il ne s'agit pas de monographies mais simplement d'articles sur la question : aucune étude globale n'a encore été entreprise sur les volontaires français en Espagne toutes tendances confondues, hormis donc la thèse de Rémi Skoutelsky sur les volontaires des Brigades Internationales qui aborde succinctement la question¹². Chez les militants, on ne s'est pas passionné non plus pour cette question : si d'autres aspects de la Révolution espagnole font florès, la question des volontaires, combattants ou non, n'a jamais été jugée digne d'intérêt, à l'exception de points anecdotiques. En Suisse, un travail important a été réalisé sur les volontaires et les brigadistes internationaux par Nic Hulmi et Peter Huber¹³, à partir notamment d'une base exceptionnelle : les procès verbaux réalisés lors du jugement des volontaires de retour en Suisse. En effet, la Confédération Helvétique, fidèle à ses traditions de neutralité, adopte un arsenal judiciaire contre ce qu'elle juge relevé du mercenariat, et une somme documentaire importante est alors constituée. Ce travail est à ce jour le plus complet sur la question des volontaires anarchistes et révolutionnaires, mais il est, à plus d'un titre, difficilement adaptable pour les volontaires français¹⁴.

Il n'y a pas eu de démarche similaire en France à l'encontre des ressortissants partis en Espagne, la production administrative se limite aux archives de la police qui consacrent tout de mêmes quatre importants volumes aux « événements espagnols ». Il faut donc tout d'abord rechercher du côté de la presse militante française de l'époque

¹⁰ David Berry, « *French Anarchists in Spain 1936-1939* » in *French History* n°4, 1989.

¹¹ Andy Durgan, « *International Volunteers in the POUM Militias* », in *Les Brigades internationales entre solidarité révolutionnaire et politique du Comintern*, Actes du colloque organisé par la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, les 18, 19 et 20 décembre 1997.

¹² En reprenant d'ailleurs les travaux de David Berry pour traiter des volontaires libertaires.

¹³ Nic Ulmi et Peter Huber. *Les Combattants suisses en Espagne Républicaine (1936-1939)*, Editions Antipodes, Lausanne, 2001.

¹⁴ Il faut néanmoins ajouter à ces travaux ceux réalisés par l'équipe des Giménologues, un groupe de passionnés, qui ont ajouté une annexe historique très riche à la publication du témoignage (exceptionnel) d'un milicien italien francophone en Espagne : Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006.

pour d'obtenir une première base de travail¹⁵ : comment a-t-on envisagé le déchirement espagnol, pourquoi y part-on, quels sont les rapports entre les volontaires français en Espagne et les militants restés en France, etc. Mais la presse donne des informations partielles et souvent imprécises ou contradictoires, et ne peut en aucun cas remplacer la documentation de première main.

La difficulté de ce type d'étude repose intégralement sur la nature et le nombre des sources. Contrairement aux Brigades Internationales qui bénéficient à la fois du grand nombre de volontaires, de l'existence d'une administration spécifique et du rapatriement des archives en URSS, les milices et centurions ne se sont jamais trop embarrassées de « paperasserie », et les rares documents élaborés ont par la suite fait les frais des répressions communiste, dès 1937, et franquiste en 1939, ou ont été éparpillés entre les organisations. Mais de nombreuses archives subsistent ; peu connues et très dispersées, elles en sont d'autant plus exceptionnelles. Tout d'abord en Espagne, au [Centre d'] Archive Général de la Guerre Civile Espagnole (*Archivo General de la Guerra Civil Española*) à Salamanque¹⁶, qui conserve des documents extrêmement divers mais mal répertoriés, et surtout l'Institut International d'Histoire Sociale (*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*) d'Amsterdam qui concentre, entre autres, les archives de la FAI¹⁷ et de la CNT.

En s'appuyant notamment sur cette documentation, il s'agit dans ce mémoire d'entreprendre une confrontation des différentes sources disponibles sur la question des volontaires français en Espagne pour tenter de dégager les caractéristiques de l'engagement de ces militants et miliciens révolutionnaires partis sans l'influence du Parti Communiste¹⁸. Il apparaissait intéressant de chercher à définir qui étaient ces

¹⁵ La presse française étudiée provient en majeure partie des collections de la *Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine* de Nanterre à Paris.

¹⁶ Les Archives Générales de la Guerre Civile Espagnole de Salamanque sont en fait le lieu où les armées victorieuses de Franco ont déversé les documents trouvés dans les administrations républicaines en 1939. Comme l'Histoire franquiste considère que la république du *Frente popular* fut illégitime, les documents républicains de 1936 à 1939 ont été rassemblés au même endroit puisqu'ils ne pouvaient prétendre intégrer les Archives Nationales espagnoles. Du récépissé de cordonnier aux décisions diplomatiques extérieures, les documents sont seulement triés par origines géographiques et parfois par thèmes. Avec la fin du franquisme, les villes comme Barcelone, qui ont perdu leurs archives aimeraient les récupérer, mais la ville de Salamanque et le Gouvernement espagnol ont constitué un centre d'étude de la Guerre civile à partir de ces archives. L'enjeu est extrêmement sensible en Espagne.

¹⁷ *Federación Anarquista Iberica*, Fédération Anarchiste Ibérique, principale organisation anarchiste ibérique, active notamment au sein de la CNT et de la CGT portugaise clandestine.

¹⁸ Et bien avant. Les recrutements en France pour les brigades ne commencent réellement qu'en novembre.

volontaires marginaux, de comprendre quelles raisons ou quelles motivations avaient pu les conduire en Espagne, de tenter de dessiner une étude globale de ces engagements mais surtout d'obtenir un aperçu de la présence de la colonie française en marge des Brigades Internationales. En effet, sur un grand nombre de points il n'est pas possible d'établir de comparaison avec les brigadistes ne serait-ce que sur la question des forces en présences : plus de 8 000 français ont été interbrigadistes, tandis que seuls 375 à 500¹⁹ volontaires français ont été au front dans les rangs de la CNT-FAI ou du POUM. De plus, tandis que les Brigades Internationales sont le produit d'un recrutement orchestré par le Parti Communiste Français²⁰, les libertaires et la gauche révolutionnaire n'organisent pas de recrutement à la même échelle ; en tout cas ils n'opèrent pas de grandes campagnes spécifiques sur ce point. Mais avant tout, ces volontaires révolutionnaires ne sont pas seulement des combattants, il s'agit d'un engagement principalement militant : ils souhaitent tout d'abord participer à la société future qui émerge en Espagne. Un certain nombre d'entre eux partage leur temps entre les tranchées arides d'Aragon et l'activité militante à Barcelone, Puigcerdà ou en Aragon. Volontaires, ils le sont également en occupant un poste administratif contraignant dans un comité de caserne, de contrôle ou de propagande : ils se considèrent tout autant comme miliciens avec ou sans fusil. Enfin, ils se concentrent très majoritairement en Catalogne, où le pouvoir révolutionnaire est le plus significatif, tandis que les Brigades Internationales, formations à vocation uniquement militaire n'ont pas de « patrie », si ce n'est leur base à Albacete.

Cette étude repose néanmoins sur un certain déséquilibre. Les volontaires anarchistes ou anarchisants sont beaucoup plus nombreux que les communistes ou socialistes dissidents qui n'ont pas voulu rejoindre une structure du Parti Communiste : il y a qu'une cinquantaine de volontaires français supposés. Néanmoins, les prérogatives et les motivations de leur volontariat sont exactement les mêmes, ils vivent les mêmes difficultés et partagent les mêmes espérances et problématiques. D'autre part, ce travail ne veut pas illustrer strictement le volontariat libertaire mais

¹⁹ Il s'agit d'une fourchette plausible. Les volontaires français des unités anarchistes ont été recensés à environ 250 selon David Berry, les organisations trotskystes françaises revendiquaient de leur côté une cinquantaine de miliciens. Cette étude a permis d'identifier formellement 335 volontaires dans les rangs anarchistes. Il ne s'agit ici que des effectifs combattants et le chiffre augmente au rythme des découvertes d'archives, voir chapitre 6.

²⁰ Ce qui ne signifie pas que tous ont été communistes au départ.

refléter l'engagement de ces miliciens-militants, mais compléter le panorama de ce que certains historiens appellent avec une cruelle ironie « *un tourisme militant promis à un bel avenir* »²¹. Tourisme dangereux toutefois s'il en est : il est extrêmement difficile d'estimer le nombre de morts mais il n'en reste pas moins que les combats furent farouches, sans relêve et avec un équipement déficient. Certains, ceux qui décident envers et contre tout de rester en Espagne jusqu'à l'été 1937, sont envoyés sciemment à la mort dans des attaques suicides ; les montagnes d'Aragon ont été bien souvent le tombeau de ces volontaires étrangers anonymes. Ceux de l'arrière supportent les bombes des avions italiens puis les geôles de la République, les bateaux prisons, les exécutions sommaires et le poids d'une perpétuelle remise en question de leur engagement.

Il s'agira dans un premier temps de s'intéresser à la nature des contacts entre les organisations françaises et l'Espagne révolutionnaire et de comprendre ainsi comment on passe de la solidarité extérieure à l'intervention directe et au volontariat ; puis dans un second temps de tracer les réseaux et filières qui mènent vers l'Espagne en s'arrêtant un instant sur une singularité de la présence française en Espagne : la vie militante et milicienne anarchiste française, sur la frontière, à Puigcerdà en Cerdagne, qui, par bien des aspects, constitue un trait d'union entre les deux pays.

Une seconde partie de cette étude est consacrée à la vigueur et au dynamisme de la vie de la « colonie » française de Barcelone de l'été 1936 au début de l'année 1937 en s'arrêtant notamment sur les « miliciens administratifs » de Barcelone.

La troisième partie est consacrée aux miliciens combattants sur le front d'Aragon en étudiant tout d'abord les départs et affectations des volontaires français parmi les autres étrangers puis une étude globale du parcours au front des différentes unités internationales du POUM et de la CNT.

La quatrième et dernière partie traite de l'effondrement des groupes français spécifiques sous les coups conjugués de la militarisation des colonnes de miliciens, le coup d'arrêt porté aux perspectives révolutionnaires, des déchirements fratricides et enfin de la répression qui frappe plus particulièrement les volontaires étrangers. Enfin,

²¹ L'expression est, à ma connaissance, de Guy Hermet.

ce chapitre se termine sur les derniers « carrés » français en Espagne hors de l'influence communiste afin d'illustrer que, coûte que coûte, en prison comme au front ils sont demeurés des militants.

Cette étude est accompagnée d'une annexe documentaire ; des mentions insérées dans le texte renvoient parfois à certains documents de cette annexe.

Première partie

*« Je n'aime pas la guerre ;
mais ce qui m'a toujours fait le
plus horreur dans la guerre, c'est
la situation de ceux qui se trouvent
à l'arrière. Quand j'ai compris
que, malgré mes efforts, je ne
pouvais m'empêcher de participer
moralement à cette guerre, c'est-
à-dire de souhaiter tous les jours,
toutes les heures, la victoire des
uns, la défaite des autres, je me
suis dit que Paris était pour moi
l'arrière, et j'ai pris le train pour
Barcelone dans l'intention de
m'engager »*

Simone Weil, extrait d'une lettre à
Georges Bernanos.

Solidarité et volontariat.

Chapitre 1

L'Espagne, extension naturelle des aspirations révolutionnaires

I De la République à la Révolution.

Dans la nuit du 17 au 18 juillet 1936, une partie de l'armée Espagnole, conduite par un groupe organisé d'officiers supérieurs, entre en rébellion contre la république Espagnole. On dit en Espagne que l'armée se « prononce » en intervenant directement dans les institutions afin de remplacer un pouvoir qui lui déplaît. Le principe du *pronunciamento* a marqué toute l'histoire politique espagnole du XIX^e avec une série de révolutions de palais plus ou moins virulentes. Initié depuis les casernes des troupes d'élites espagnoles au Maroc le 17 juillet et relayé dans la péninsule par les états major des principales régions militaires le lendemain, le soulèvement d'une partie de l'armée espagnole n'est pas une surprise pour les espagnols comme pour les chancelleries étrangères ; le gouvernement de Front populaire espagnol a pris très tôt conscience du danger sans toutefois adopter préalablement de mesures drastiques hormis l'éloignement des généraux Bahamonde Franco et Goded.

Le « pronunciamento » dépasse pourtant en juillet 1936 le caractère typique que revêtait jusqu'à lors ce genre d'entreprise : il s'identifie à un véritable coup d'état de la droite réactionnaire espagnole soutenu par les partis fascistes et monarchiques contre le gouvernement de coalition de gauche.

Pour les observateurs du monde entier, aucun doute ne peut subsister sur la nature de l'événement ; ce coup de force de droite se fonde parfaitement dans le contexte politique européen des quinze dernières années. Nulle surprise dès lors lorsque l'on apprend qu'au coup d'Etat répond une contre offensive de la part des organisations ouvrières qui prend peu à peu une nature révolutionnaire et tend à remplacer, en Catalogne notamment, le pouvoir central.

La Seconde République espagnole fut proclamée à la suite des élections municipales de 1931 mettant ainsi fin à la « *dictablanca* »²² de Primo de Rivera. Fille de la bourgeoisie et des libéraux, elle perd rapidement l'enthousiasme des travailleurs par la tiédeur des réformes sociales entreprises. A la suite de provocations de la droite une insurrection éclate dans les Asturies en 1934 : le 18 octobre, « la Commune asturienne » est vaincue. La troupe se comporte comme en pays conquis, l'échec de la commune asturienne vient parachever une série de tentatives révolutionnaires isolées et réprimées, généralement portées par les anarchistes espagnols.

Espagne, Terre promise de la révolution.

L'Espagne forme depuis longtemps un espace privilégié pour les révolutionnaires de tous bords. Ainsi le théoricien anarchiste russe Michel Bakounine juge que la situation des classes opprimées espagnoles offre un cadre rêvé au développement du communisme libertaire. De fait, la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) créée en 1910, est l'organisation syndicale révolutionnaire la plus puissante en Europe en 1936 (1 200 000 adhérents). La CNT est exceptionnelle du fait qu'elle fédère l'ensemble des courants libertaires et syndicalistes révolutionnaires, avec comme seule véritable rivale l'*Union General del Trabajo* (UGT) socialiste, et par le fait que ses statuts la place dans la tradition de l'anarchosyndicalisme. La *Federacion Anarquista Iberica* (FAI), créée en 1927, organisation anarchiste initialement clandestine, pénètre peu à peu dans les rouages de la centrale syndicale au point de voir les deux acronymes se confondre. Au sein de la CNT, des oppositions demeurent face à la toute puissance de la FAI, nombres de syndicats affiliés souhaitent

²² Jeu de mot fameux en Espagne à propos du régime de Primo de Rivera dont la traduction littérale en français serait « dictamolle ».

une plus grande indépendance de la Confédération face aux partis, FAI y compris. La confédération n'est pas un monolithe anarchiste inébranlable, les questions de la guerre et de la révolution vont cristalliser des divergences pratiques et idéologiques anciennes.

Les révolutionnaires de tendances socialistes ou bolcheviques se sont rassemblés dans l'Alliance Ouvrière en Catalogne le 6 avril 1935, à l'instigation du *Bloc Obrero i Camperol* (BOC)²³. L'Alliance Ouvrière gagne Valence, Madrid et les Asturies mais il apparaît très vite des divergences entre les organisations membres. Les marxistes révolutionnaires, dont le BOC, forment alors le *Partido Obrero de Unificación Marxista* (POUM)²⁴ en septembre 1935. Les autres, plus proches de la dialectique soviétique, sont attirés par l'idée de formation d'un Front populaire interclassiste et créent le *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (PSUC)²⁵ en Juillet 1936 qui adhère aussitôt à l'Internationale Communiste. Le POUM compte en juillet 1936 environ 6 000 membres mais il influence directement un grand nombre de petites structures ouvrières qui compte plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, ce qui fait du POUM en 1936 le principal parti ouvrier de Catalogne. A la fin de l'année 1936, pendant la révolution, le POUM rassemble plus de 30 000 adhérents.

La victoire du *Frente Popular* le 16 février 1936 est le fruit de la révolution avortée de 1934. La répression sanguinaire, l'étranglement des aspirations autonomistes de la Catalogne et du Pays Basque et le refus de considérer les revendications sociales et économiques des travailleurs ont offert un large champ aux idéologies révolutionnaires. De son côté, la gauche socialiste parlementaire espagnole qui arrive aux affaires a largement bénéficié de l'immobilité du gouvernement.

Le Front populaire espagnol est une coalition électorale de circonstance dominée par les poids lourds socialistes du PSOE et de l'UGT. Les anarchistes de la CNT et de la FAI refusent évidemment de participer à ce projet « bourgeois » mais contribuent, par leur attitude anti-électorale ambiguë qui rompt avec le mot d'ordre traditionnel d'abstention, à la victoire du Front populaire aux élections législatives de février 1936.

²³ Bloc Ouvrier et Paysan, parti marxiste catalan d'opposition de gauche.

²⁴Le POUM est souvent qualifié de trotskiste ce qui n'est pas exact ; le noyau de ce qui sera la future IVe Internationale est alors représenté par le minuscule parti des Bolchéviques-Léninistes.

²⁵ *Parti Socialiste Unifié de Catalogne*, affilié à L'Internationale Communiste.

Le nouveau pouvoir se retrouve très rapidement pris à partie autant par la droite qui se radicalise avec la crainte de voir « le drapeau rouge flotter sur l'Espagne » et d'autre part avec les aspirations révolutionnaires d'une large partie de la gauche. A cela s'ajoute l'exaspération des classes les plus pauvres, impatientes devant la lenteur des réformes et la timidité de la réforme agraire votée par le Front populaire. Celui-ci était attendu et est soutenu par la petite bourgeoisie urbaine et les libéraux mais déçoit très rapidement sa base populaire. La CNT et les organisations révolutionnaires qui s'étaient abstenus d'activité pouvant gêner l'émergence du Front populaire en Espagne²⁶ reprennent leurs distances et leurs critiques vis-à-vis du gouvernement.

Le soulèvement militaire redistribue les antagonismes, la césure idéologique entre les gauches espagnoles ne s'opère plus sur le principe de la représentation parlementaire mais sur la question de l'opportunité révolutionnaire. Le pays est désormais déchiré en deux courants antagonistes résumés imparfaitement plus sur l'opposition entre fascisme et antifascisme que sur le principe de défense de la république ou du gouvernement de front populaire. L'année 1936 forme l'acmé de la puissance des organisations révolutionnaires espagnoles au détriment de l'Etat contraint à lutter pour sa propre survie et conserver une once de légitimité intérieure et extérieure. La guerre civile espagnole s'amorce fin juillet par l'échec du soulèvement dans les villes les plus importantes : Madrid, Barcelone, Valence et la résistance populaire dans la plupart des capitales régionales. Le soulèvement circonscrit en Navarre, Galicie, Léon, Sud de l'Andalousie et au Maroc espagnol n'a plus d'autre choix que de vaincre militairement.

L'Espagne devient le miroir des tensions européennes, vingt ans de montée de l'autoritarisme en Europe semblent avoir trouvé leur conclusion face à la résistance des travailleurs espagnols. Un large « champ des possibles » s'offre depuis la Catalogne révolutionnaire, l'Espagne prend une place prépondérante et exemplaire pour les révolutionnaires européens : l'occasion tant attendue de s'opposer par la force au fascisme triomphant et de participer à l'érection d'une société nouvelle sur les fondations d'un l'Etat bourgeois déliquescant. Enfin, les premiers témoignages

²⁶ Ce qui suscite un certain nombre de critiques à l'étranger notamment dans la presse libertaire et ouvrière française.

parvenus de la péninsule en France contrastent singulièrement avec l'étendue des défaites ouvrières dans l'hexagone.

Il se passe également un phénomène nouveau pour les révolutionnaires français : les journaux de tous bords ne parlent que de l'Espagne révolutionnaire, les cinémas projettent dès la dernière semaine de juillet des actualités où l'Espagne constitue le premier sujet d'actualité internationale. Il est alors difficile de ne pas apercevoir à quels mots d'ordre obéissent les miliciens filmés comme « *travailleurs en armes pour défendre la République* » tandis que les caméramans se délectent à montrer les jeunes anarchistes catalans. Mêlé à l'enthousiasme singulier de cet été 1936, il se construit alors une vision romantique de l'Espagne déchirée ; les parias des grèves de juin en France deviennent subitement les héros de la résistance populaire au militarisme et à la réaction.

II Les identités des gauches révolutionnaires en France.

Les minorités et dissidents : les révolutionnaires du Front populaire.

Il ne s'agit pas de faire ici l'exégèse des mouvements révolutionnaires français des années trente ni même de s'attarder sur les questions d'ordres doctrinales mais de présenter un rapide aperçu des principales organisations révolutionnaires françaises. Ce bref panorama permet de rendre plus claires les différentes raisons et natures de l'engagement de nombreux militants révolutionnaires français au sein de la Guerre civile espagnole et la façon dont on appréhende alors en France les grandes problématiques soulevées par la révolution espagnole.

La Gauche Révolutionnaire et le PSOP.

Le courant marxiste révolutionnaire se distingue en France par un éparpillement singulier en de nombreuses organisations plus ou moins formelles, toutes en gravitation autour de la CGT ou de la SFIO qui leur servent ainsi d'amplificateur. Ces organisations partagent de nombreuses similitudes comme le remarquent Pierre Broué et Nicole Dorey : « *Toutes les minorités révolutionnaires françaises ont en commun d'ouvrir des perspectives révolutionnaires, de définir une stratégie fondée sur l'action des masses, la grève, les milices ouvrières et débouchant sur les soviets et la dictature du prolétariat, de tenir pour réformiste la ligne générale des Partis socialiste et communiste préparant l'union sacrée sous la bannière du Front populaire*²⁷ ».

La gauche de la SFIO est une nébuleuse qui gravite notamment autour de Jean Zyromski et du journal *La Bataille Socialiste*. La grande figure de ces révolutionnaires de tendance est Marceau Pivert, dirigeant de la puissante Fédération de la Seine, qui cherche à rassembler les différentes tendances dans un même groupe. En octobre 1935, est créée la tendance *Gauche révolutionnaire* au sein de la SFIO, fruit des dissensions au sein de *la Bataille Socialiste*. La majorité reste derrière Zyromski, les autres socialistes révolutionnaires rejoignent Pivert dans la *Gauche révolutionnaire* qui réunit alors des représentants de nombreuses sous tendances et entame un travail de sape pour « gauchir » le parti. En juin 1938, la tendance est finalement exclue et les pivertistes fondent alors le *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan* (PSOP).

Trotskistes et communistes dissidents en France

Les autres organisations ont une influence plus modeste. La Ligue Communiste, créée en 1922, est le premier noyau trotskyste en France et édite *La Vérité*. Enfant chérie de Trotsky en exil, elle se fait le relais en France de la voix du compagnon de Lénine. Les militants méprisent le syndicalisme révolutionnaire et sont en perpétuelle référence au modèle russe, tout en critiquant vigoureusement le stalinisme, ce qui ne facilite pas le rayonnement de l'organisation parmi les travailleurs. En juin 1936 elle devient le Parti Ouvrier Internationaliste. Peu après, à la suite de l'exclusion de l'un de

²⁷ Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) » in *Le Mouvement social* .Janvier-mars 1966

ses leaders, une autre organisation apparaît au programme similaire : le Parti Communiste Internationaliste.

Révolution Prolétarienne, fondée en 1925 par Pierre Monatte, est un petit groupe qui rassemble des syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances autour du journal éponyme. Les dissidents du PCF sont par définition dans une opposition clandestine réunie notamment autour de Georges Kagan, d'André Ferrat et de Kurt Landau et de la revue *Que faire ?*.

La fragmentation du microcosme socialiste révolutionnaire français se retrouve au niveau international. Les organisations françaises refusent de participer de près ou de loin à la l'*Internationale Communiste* ou aux internationales syndicales²⁸ et s'agrègent ainsi à d'autres structures internationales affinitaires. Les socialistes révolutionnaires de la SFIO ne peuvent compter sur la *Seconde Internationale Ouvrière* trop réformiste à leur sens et se rapprochent du *Bureau de Londres* au point d'en devenir les principaux animateurs. La constitution du *Bureau International de l'Unité Socialiste Révolutionnaire* dit « *Bureau de Londres* » est le fruit du rapprochement autour de Trotsky d'*Opposition Internationale*²⁹, du *Socialist Arbeiter Partei* allemand et de deux petits partis hollandais. Plus tard s'y adjoint l'*Independant Labour Party* britannique, le *Parti Socialiste Italien* « maximaliste » et le POUM espagnol. Le Bureau est formellement constitué à la conférence de Paris en février 1936. La création de la IVe internationale en 1938 par les partisans de Trotsky marque les profondes divergences au sein de ces différents courants ; le *Bureau de Londres* n'est de fait que la représentation internationale de sa section la plus importante : le POUM espagnol.

Aux cotés des organisations socialistes et communistes révolutionnaires dispersées mais aussi fortement interconnectées existe l'autre grande famille révolutionnaire, les libertaires aux multiples « chapelles ». Beaucoup plus isolés en France que les socialistes révolutionnaires et les communistes dissidents, la révolution en Espagne portée principalement par les anarchistes, leur permet d'acquérir une audience publique extrêmement large et une apparition renforcée.

²⁸ A la FSI, *Fédération socialiste Internationale* (réformiste) ou à l'ISR l'*Internationale Syndicale Rouge* future Sofintern.

²⁹ *Opposition Internationale* est une tentative de reconstruction d'une internationale portée par des dissidents du KPD (Parti Communiste) allemand et des organisations exclues de l'IC.

Une famille à part, les libertaires.

Le mouvement anarchiste se divise en de nombreuses chapelles autour de trois grandes orientations : les communistes libertaires, les individualistes et les anarcho syndicalistes. Si il existe à peu près une organisation représentative pour chacune de ces trois grands courants, la majorité des anarchistes ne sont pas pour autant affiliés à une organisation ou un syndicat spécifiquement libertaire.

La guerre d'Espagne et la révolution en Catalogne vont profondément affecter la nature des relations entre les organisations libertaires françaises. Au-delà de la question du soutien inconditionnel ou de la « critique constructive » vis-à-vis des choix opérés par la CNT et la FAI il faut ajouter que les révolutionnaires de tout horizons assistent à la matérialisation d'une expérience encore jamais vue : la mise en place d'une société libertaire, ce qui pose de nombreux cas conscience face auxquels les théoriciens classiques n'apportent pas de réponse. Le problème de la guerre par rapport à la révolution va cristalliser les oppositions entre libertaires. Il faut dès lors remonter quelque peu en arrière afin de mieux saisir les ambivalences entre les très nombreux groupes et organisations mais aussi les forces et faiblesses du mouvement libertaire français.

Les organisations anarchistes.

La plus importante formation libertaire française est sans conteste l'Union Anarchiste, qui vient prendre le relais des vieilles organisations anarchistes d'avant guerre, dissoutes ou laminées par la Grande Guerre.

L'Union Anarchiste regroupe à l'origine la plupart des libertaires français dans une organisation créée en 1920 autour d'une plateforme minimale. Elle diffuse *Le Libertaire*, le plus célèbre journal anarchiste qui tire à 10 000 exemplaires et environ un millier d'abonnés, ce qui est néanmoins très loin des riches heures de l'anarchisme au début du siècle où le journal avait un tirage dépassant les 50 000 exemplaires³⁰. L'Union Anarchiste fédère plus qu'elle ne rassemble, on ne peut pas parler d'une organisation monolithique : elle regroupe un grand nombre de groupes locaux, environ 70 pour 3 000 adhérents, qui se regroupe par tendance en son sein.

³⁰ Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France tome2, de 1914 à nos jours*, Collection Tel, Gallimard, 1992, Paris. p 107.

Les autres organisations libertaires sont d'une taille plus modeste, proportionnellement à leur influence dans la classe ouvrière. La *Revue Anarchiste*, journal hebdomadaire pacifiste et anarchiste individualiste, paraît à environ 2 000 exemplaires mais dispose d'une certaine aura qui dépasse le milieu anarchiste stricto sensu. L'administrateur est Ferdinand Fortin, membre du syndicat CGT³¹ des typographes et correcteurs, une personnalité influente du monde libertaire. A la fin de l'année 1936 la *Revue Anarchiste* disparaît car ces principaux rédacteurs sont engagés en Espagne. La revue n'est pas en lien à proprement parler avec une organisation mais se fait la porte parole d'un courant d'idée intitulé en 1936 des « Individualistes d'action » et regroupe ses sympathisants autour des cercles locaux des « *Amis de la Revue Anarchiste* »³².

La minuscule Fédération Anarchiste Indépendante s'agrège autour de la revue *Terre Libre* où collaborent Voline³³ et André Prudhommeaux³⁴. En août 1936, elle se recompose dans la Fédération Anarchiste de langue Française appelée FAF (Fédération Anarchiste Française) avec des militants qui ont claqué la porte de l'Union Anarchiste. Cette nouvelle organisation veut réaliser avec la CGT-SR une alliance du même type que celle qui unie la FAI à la CNT en Espagne comme l'illustre cet « *Appel pour une FAI française* » qui paraît dans *Le Combat Syndicaliste* du 17 juillet 1936. La FAF se construit sur la dénonciation constante des dérives « réformistes » de l'Union Anarchiste, sans que cela ne perturbe *Le Libertaire* et l'UA, qui accordent désormais plus d'importance en 1936-1937 à la constitution d'un front révolutionnaire élargi qu'à l'unité du mouvement anarchiste.

³¹ Un certain nombre de libertaires demeure à la CGT même après la création de la CGT-SR.

³² Il y a pour projet de créer une Entente Anarchiste en France sur la base des Amis de la Revue Anarchiste mais le projet reste à ma connaissance sans suite. Précisons que cette branche anarchiste des Individualistes d'Action est encore particulièrement ignorée des historiens de l'anarchisme. Sources : *Le mouvement anarchiste en France, exposé du Groupe Français de la CNT*, Archives IISG FAI Pe 121.

³³ Vsévolod Mikhaïlovitch Eichenbaum dit « Voline », né en 1882 et mort en septembre 1945. Théoricien russe de l'anarchisme, réfugié en France depuis 1921. Membre de la FAF en 1936.

³⁴ Prudhommeaux André dit également « André Prunier ». Né le 15 octobre 1902 à Guise (Aisne), mort le 13 novembre 1968 à Versailles. Militant communiste d'ultra gauche puis libertaire. Poète, écrivain et traducteur. Fondateur de *Terre Libre* et de *L'Espagne Nouvelle*. Source : DBMOF Maitron, Jocelyne Blancheteau *André Prudhommeaux, un militant anarchiste (1902-1968)* Mémoire de Maîtrise soutenu à l'université de Nanterre, 1972.

Les anarcho syndicalistes.

La Confédération Générale du Travail-Syndicaliste Révolutionnaire³⁵ (CGT-SR) tire ses racines idéologiques et ses pratiques de la CGT d'avant 1914, fortement influencée par les syndicalistes révolutionnaires. Elle se réclame de l'anarcho syndicalisme et du syndicalisme d'action directe, selon Jérémie Berthuin elle pourrait avoir compté entre 8 000 et 10 000 militants³⁶. La CGT-SR rassemble une trentaine d'unions régionales. Le syndicat le plus important est l'ancienne fédération CGT-U du bâtiment, la FNTB-SUB (Fédération Nationale des Travailleurs du Bâtiment). Créée en 1926 après le départ d'un certain nombre de syndicalistes révolutionnaires de la CGT-U, elle est une structure ultra minoritaire face à ses deux rivales confédérales et ne parvient pas à rassembler l'ensemble des militants libertaires en son sein : elle ne peut donc en aucun cas être comparée à sa puissante sœur latine : la CNT.

Enfin, la CGT-SR dispose d'un poids considérable dans l'anarchosyndicalisme en 1936 car le secrétaire de l'Association Internationale des Travailleurs à laquelle elle est affiliée est également le secrétaire de sa commission administrative : Pierre Besnard Cette double casquette donne à la CGT-SR et à son secrétaire une position de force

Une internationale anarchiste : l'AIT.

La CGT-SR, comme la CNT, est affiliée à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) (re)créée³⁷ en 1922 qui fédère la majeure partie des syndicats se réclamant de l'anarcho syndicalisme.

Avec l'exil forcé des autres grandes centrales européennes, les sections Italienne (USI)³⁸ et allemande (DAS)³⁹, la CGT-SR et surtout la CNT sont les principales sections de l'AIT. L'énorme disproportion entre les effectifs des confédérations française et espagnole est compensée au sein de l'AIT d'une part par le fait que chaque section ne dispose que d'une voix lors des congrès et d'autre part que Paris accueille le secrétariat et que des français occupent le poste secrétaire de 1936 à

³⁵ Sur la CGTSR, voir Jérémie Berthuin, *De l'espoir à la désillusion, la CGTSR et la Révolution espagnole. Juillet 1936-1937*, Editions CNT- Région parisienne, Paris, 2000.

³⁶ Jean Maitron mentionne 4 000 militants en 1939, il semble effectivement que les dissensions issues des positionnements divergents à propos de la révolution espagnole aient fait considérablement baissés les effectifs de la centrale anarcho-syndicaliste.

³⁷ On parle alors de l'AIT « reconstituée ».

³⁸ *Unione Sindicale Italiana*.

³⁹ *Deutsche AnarchoSyndikalisten*.

1937⁴⁰. Enfin, jusqu'au déclenchement de la guerre civile, Paris accueille la plupart des sections de l'AIT en exil. Certains de ces militants Italiens ou allemands se syndiquent d'ailleurs à la CGT-SR.

L'annonce du soulèvement en juillet 1936 et le triomphe de la révolution libertaire en Catalogne font taire un temps les critiques. Mais dès le mois de septembre, avec en premier lieu la suppression du Comité Central des Milices Antifascistes et la pause amorcée dans les réalisations économiques révolutionnaires, la CGT-SR fait preuve de plus en plus de réprobation vis-à-vis de sa sœur espagnole. La participation ministérielle de plusieurs personnalités de la CNT, l'acceptation de mesures jugées contre révolutionnaires comme la militarisation des milices ou la suppression du Conseil Economique d'Aragon créent un large fossé entre les deux confédérations. Vu la franche hostilité de la CGT-SR et de la FAF, la CNT s'empare du secrétariat de l'AIT en décembre 1937 qui est transféré à Barcelone et traite désormais volontiers avec l'Union Anarchiste en France, quitte à dénoncer les entreprises de solidarité française animées par des membres de la CGT-SR.

Ainsi, l'organisation de la solidarité en France vers l'Espagne révolutionnaire est dans une très large mesure tributaire du soutien de la CNT vers les différents comités créés. De même, le mouvement libertaire se déchire dès la fin de 1936 entre ceux qui choisissent de mettre provisoirement de côté les critiques à l'encontre des aménagements aux principes révolutionnaires et ceux qui voient avant tout la corruption des objectifs initiaux nés de juillet 1936.

⁴⁰Alexandre Shapiro puis, en Septembre 1936, Pierre Besnard. Ce dernier est contraint à la démission en décembre 1937 sous pression de la CNT et est alors remplacé par l'espagnol Prieto.

III L'Espagne vue de France.

Le Front populaire français et le soutien à l'Espagne.

Les gauches françaises voient de manières différentes les motivations d'un soutien à l'Espagne entre l'antifascisme, la solidarité avec un régime partageant les mêmes valeurs et les liens traditionnels qui unissent les deux pays. C'est le contexte diplomatique européen qui finalement dictera la marche à suivre du Front populaire vers l'Espagne, non sans l'incompréhension de beaucoup de militants socialistes.

Après quelques envois d'armes effectués dans les premiers jours, le gouvernement de Front populaire est à la recherche d'une alternative conduite par une position de consensus national et de garantie de l'équilibre géopolitique européen. Le 1^{er} août, une note est envoyée aux ambassadeurs à Londres et à Rome sous l'intitulé « proposition d'adoption d'une règle commune de non-intervention ». Le principe de non intervention devient à partir du 8 août le credo de la politique du Front populaire à l'endroit de son alter ego espagnol. D'une initiative française unilatérale, la non intervention devient une proposition d'accord internationale ratifiée par 24 pays en août 1936. Le gouvernement choisit donc la recherche d'une solution diplomatique à la situation espagnole : il ne s'agit plus de coup d'état contre la démocratie, ni de révolution mais de la perception d'une « affaire espagnole » comme une guerre civile compliquée et dangereuse.

En février 1937 la frontière franco espagnole est fermée, l'envoi de volontaire déclaré illégal. L'année suivante, le Comité de non-intervention négocie le retrait des volontaires étrangers. Les Brigades Internationales mises sur pieds par les partis communistes servent de monnaie d'échange contre le départ des troupes envoyées par Mussolini et le contingent allemand de la Légion Condor mais sans succès véritable. En mars 1938, l'éphémère second gouvernement Blum semble hésiter à intervenir plus directement dans les affaires espagnoles mais l'état major se montre hostile à une telle entreprise⁴¹. Après les quelques envois de matériel militaire en juillet, l'aide française

⁴¹ Il en est de même pour l'ambassadeur français en Espagne Mr Herbette qui ne cache pas ses sympathies pour la rébellion. C'est à cette occasion qu'est prononcé la célèbre phrase du Lieutenant Colonel Morel alors attaché militaire à Madrid qui, consulté par Léon Blum, déclara selon ce dernier « *Monsieur le président du Conseil, je n'ai qu'un mot à vous dire, un roi de France ferait la guerre* ». Voir à ce propos Anne-

à l'Espagne antifasciste devient entièrement le fait de la solidarité populaire et des organisations ouvrières.

Les révolutionnaires français face à la Révolution espagnole.

C'est tout d'abord la question de la non intervention qui préoccupe les organisations. Les tendances socialistes révolutionnaires au sein de la SFIO sont partagées sur ce problème. Marceau pivert⁴² tente désespérément jusqu'en décembre 1936 de justifier la direction choisie par le gouvernement de Front populaire⁴³. Comme la plupart des militants qui soutiennent l'idée du blocus des frontières espagnoles, Pivert agit d'abord par pacifisme et la crainte de l'émergence d'un nouveau grand conflit européen. Chez les libertaires, on ne souhaite pas non plus que les événements en Espagne conduisent à un engagement de la France : ceux qui, à l'instar des communistes, prêchent l'engagement direct du pays en Espagne sont violemment dénoncés en septembre dans les colonnes du *Libertaire* :

«Ils n'hésitent pas à sommer le gouvernements français de se jeter dans la bagarre et d'intervenir manu militari. [...] Pas ça, parce que ça, c'est la guerre. Et la guerre c'est le pire des maux, car c'est le mal total, le mal absolu.»⁴⁴

Ainsi, la Guerre d'Espagne ne doit pas menacer le fragile équilibre européen mais ce refus de l'intervention directe de la France de la plupart des organisations révolutionnaires ne porte en aucun cas sur le fait d'envoyer des armes. Mais surtout, tous sont persuadés qu'une intervention de la France rétablirait l'autorité du gouvernement de Madrid sur l'ensemble du territoire et mettrait alors fin à l'expérience révolutionnaire portée par la CNT-FAI et le POUM.

Aurore Inquimbert, « Monsieur Blum...un roi de France ferait la guerre » in *Guerres mondiales et conflits contemporains, revue trimestrielle d'Histoire* n°215 Juillet 2004, Paris. p35

⁴² *Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire* d'août 1936, les critiques sont censurées dans *Le Populaire* et le débat reste interne jusqu'à l'automne 1936.

⁴³ Revirement assumé à partir du supplément au n°12 de *La Gauche révolutionnaire* du 20décembre 1936.

⁴⁴ « Ah non ! Pas de guerre ! » de Sébastien Faure in *Le Libertaire* du 2 septembre 1936.

La presse des organisations révolutionnaires reste évasive sur l'Espagne au tout début ; on pense alors qu'il s'agit d'une réminiscence de la tentative révolutionnaire de 1934. Mais très vite le ton change: « *la révolution espagnole c'est la notre*⁴⁵ ». Mêmes échos dans *Le Combat Syndicaliste* qui titre « *Devant la Révolution Espagnole : Fascistes bas les pattes !* » et appelle au rassemblement pour « *continuer à soutenir les travailleurs espagnols qui se battent pour eux et pour nous*⁴⁶ ». Dès le 31 juillet, la presse libertaire est convaincue que le trait majeur de l'évènement espagnol n'est plus simplement le pronunciamiento mais la révolution sociale en passe de triompher : Il s'agit d'une vraie « guerre de classe ». Les organisations anarchistes sont les premières à être mêlées de près aux affaires espagnoles. D'une part, dans les départements limitrophes, les groupes locaux sont directement en relations avec les organisations de Catalogne et d'Aragon et un grand nombre de travailleurs espagnols du Roussillon et des Pyrénées Orientales cherchent à repartir en Espagne ou bien apportent des informations sur le déroulement des opérations. D'autre part les groupes d'anarchistes étrangers réfugiés en France souhaitent que les français facilitent leurs départs vers l'Espagne : C'est la première entreprise de solidarité directe en France avec les combattants antifascistes en Espagne:

« *Un autre devoir nous incombe, chaque jour des camarades espagnols passent dans nos locaux, ils retournent dans leurs pays se battre contre l'odieux fascisme. Ils quittent leurs foyers, ils laissent en France compagnes et enfants sans aucun moyen d'existence, c'est à nous qu'incombe la tâche de les leur assurer.*⁴⁷ »

Le 7 août 1936 un appel publié dans *Le Libertaire* de la Fédération des Groupes Anarchistes de Langue Espagnole en France (FGALE) s'adresse « *à tous les révolutionnaires* » en les exhortant à se rassembler derrière la bannière de la révolution sociale en Espagne et de « *prendre conscience de leurs devoirs* ». Effectivement, la CNT souhaite la création d'un comité français commun chargé essentiellement de la diffusion de la propagande et de la centralisation des démarches de solidarité

⁴⁵ Titre du *Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936.

⁴⁶ *Le Combat Syndicaliste* n° 167 du 31 juillet 1936.

⁴⁷ « Pour leur liberté et la notre » in *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936.

IV L'effort de solidarité des révolutionnaires français, une solidarité effective mais divisée.

Perpignan, cheville ouvrière entre l'Espagne et la France.

C'est naturellement la capitale catalane française qui fait office de relais entre les deux pays : sa proximité avec la frontière, la présence de la ligne de chemin de fer Paris-Barcelone, une forte population espagnole et le fait que les autorités locales soit initialement clémentes voire complices de la solidarité entre les deux pays⁴⁸ font de Perpignan le lieu de passage obligé pour les réseaux de solidarité. Deux comités, en plus du comité monté par le Parti Communiste, fonctionnent très activement.

Le CDREA

Le *Comité de Defensa de la Revolución Española Antifascista* (CDREA) est formé dès la fin juillet par des espagnols vivant dans la région et avec le soutien de la CNT. Il est en lien avec l'ensemble des autres comités tout en gardant une grande indépendance et en conservant un étroit travail de collaboration avec la CNT. Plus encore que la Fédération des Groupes Anarchistes de Langue Espagnole en France, il constitue de fait une sorte « d'ambassade » en France des organisations antifascistes espagnoles. Il possède d'importants locaux, les anciens hôpitaux militaires de Perpignan, où sont rassemblés et stockés les colis pour l'Espagne. Il reçoit les groupes de volontaires dans lesquels il opère un premier tri, rend compte des consignes de la CNT et de la Généralité vis-à-vis de la frontière et travaille en liaison avec l'ambassade d'Espagne à Paris⁴⁹

Le Comité du « Continental Bar »

Le Comité de Perpignan dit « Comité du Continental Bar » est le lieu de réunion de la Gauche Révolutionnaire locale mais aussi le quartier général des activités de passage d'armes et de matériel. Le comité est censé rassembler le

⁴⁸ Douaniers, maires etc.

⁴⁹ *Manifestos del CDREA*, archives IISH FAI Pe 62 A-4b.

ravitaillement acheminé par les officines de solidarité socialistes à Paris mais sa principale activité consiste à organiser le passage clandestin d'armes en liaison avec le nouvel ambassadeur d'Espagne en France, Fernando de Los Rios. Le Comité est dirigé par Grandjouan du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes et de la Gauche Révolutionnaire, puis par Maurice Jacquier⁵⁰ également pivertiste. Par la suite, le Comité du Continental Bar travaille en liaison avec SIA et prend en charge les militants du POUM qui fuient la répression communiste en Espagne.

Les premiers comités et la création du CASDLPE.

En plus de l'organisation de meetings de solidarité, l'ensemble des journaux révolutionnaires faisait déjà paraître depuis la fin du mois de juillet des listes de souscriptions dont le bénéfice est reversé aux organisations espagnoles. En province, des collectifs locaux se forment, sans qu'il y ait véritablement de centralisation. Le POI et la revue *Que Faire ?* organisent de façon commune à Paris un Comité d'Aide à la Révolution Espagnole en direction du POUM animé notamment par Colette Audry.⁵¹

Le cap est franchi à la mi août chez les libertaires avec la formation à Paris du Comité Anarcho Syndicaliste pour la Défense et la Libération du prolétariat Espagnol (CASDLPE)⁵² qui réunit l'Union Anarchiste, la CGT-SR et la région parisienne de la FAF, c'est-à-dire l'ensemble des groupes libertaires organisés, avec, par contre, un travail de collaboration avec d'autres journaux anarchistes ou anarchisants comme « *La Revue Anarchiste* », « *Le Barrage* » et « *La Patrie Humaine* ». Il ouvre immédiatement une souscription nationale permanente, incite les comités locaux à se greffer à l'initiative et à multiplier les Comités Anarcho Syndicaliste en province. Tandis que la CGT-SR se taille la part du lion au sein du CASDLPE, l'*Union Anarchiste* rejoint le Comité avec circonspection.

⁵⁰ Maurice Jacquier, *Simple militant*, Denoël, Paris, 1974. p 124.

⁵¹ *Note du 6 octobre 1936 à propos de la création d'un comité d'aide à la Révolution Espagnole* Archives Ppo 1665.

⁵² Le manifeste de la déclaration du CASDLPE paraît dans *Le Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936.

Des comités anarcho syndicalistes locaux se forment bientôt un peu partout en France. David Berry en compte vingt cinq⁵³, l'*Espagne Antifasciste* fait écho de seulement dix CAS représentés au congrès des 24 et 25 octobre 1936⁵⁴. De fait, les CAS dont il est fait le plus souvent référence dans la presse libertaire correspondent à des lieux dans lesquelles la CGT-SR dispose déjà d'une forte implantation : Marseille, Toulouse, Nîmes, etc. Le CASDLPE déploie une grande activité de propagande à travers l'organisation de meeting notamment assuré par Mirande de la CGT-SR et Huart de l'UA.

L'Espagne Antifasciste

En plus de la souscription et de l'organisation de meetings, le CASDLPE est chargé de la diffusion en France de *L'Espagne Antifasciste CNT-AIT-FAI*⁵⁵ voulu comme l'organe de référence pour la propagande francophone et dont les articles sont tirés de la presse libertaire péninsulaire⁵⁶.

A Barcelone, c'est André Prudommeaux qui est chargé par le CASDLPE de la responsabilité de sa publication et de son acheminement vers la France, en collaboration sur place avec Jean Dautry⁵⁷.

La parution de *L'Espagne Antifasciste* connaît rapidement des ennuis : Si les premiers numéros du 22 août au 3 septembre passent sans trop de problèmes la frontière, les colis contenant les numéros suivants ne parviennent pas à passer les Pyrénées et sont saisis par la police française. *L'Espagne Antifasciste* quitte Barcelone pour Paris sans doute mi septembre⁵⁸, coupant peu à peu le cordon ombilical avec la confédération espagnole même si celle-ci continue pour un temps d'assumer

⁵³ David BERRY, « French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-39. Contribution to a Collective Biography of the French Anarchist Movement » in *Les Brigades internationales entre solidarité révolutionnaire et politique du Comintern*, Actes du colloque organisé par la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, les 18, 19 et 20 décembre 1997.

⁵⁴ Dix CAS locaux participent aux votes, il est possible que d'autres aient été présents avec un simple mandat d'observation. *L'Espagne Antifasciste* n°15 du 28 octobre 1936.

⁵⁵ Appelée plus volontiers *L'Espagne Antifasciste* tout court, dénomination ici choisie dans cette étude. Il ne faut pas la confondre avec *L'Espagne Antifasciste. Organe trimensuel au service de la Révolution Espagnole* édité à Bordeaux par Aristide Lapeyre entre septembre et octobre 1937.

⁵⁶ *Informacion y Propaganda. Boletín de la CNT y FAI* n°29 du 20 août 1936. Traduction de l'auteur.

⁵⁷ Jean Dautry est né le 27 juillet 1910 et décédé le 6 mars 1968 à Paris. Professeur agrégé d'histoire, historien social, militant de différents groupes d'extrême gauche entre-deux-guerres puis membres du PCF à partir de 1941. Il participe en 1936 au groupe *Contre attaque* puis part pour Barcelone où il rejoint la Section Française de la CNT FAI et est spécialement chargé des émissions françaises de Radio CNT FAI. Il revint faire son service militaire à l'automne à Strasbourg en 1936. Source : fiche DBOMF Maitron, Henri Dubief « Un homme : Jean Dautry (1910-1968) » in *Annales Historiques de la révolution française* n°3, 1968.

⁵⁸ A partir du numéro 7 de *L'Espagne Antifasciste* ; Les numéros 7 et 8 de septembre ne porte pas de mention de date de publication précise.

financièrement sa publication : la publication demeure jusqu'en janvier 1937 théoriquement dépendante des Services de propagande extérieure de la CNT, tout du moins d'un point de vue financier.

La rupture

Installé à Paris, le journal prend rapidement des distances avec la CNT et inclus de plus en plus d'articles originaux, c'est-à-dire non issus de la presse espagnole mais écrits par une équipe de rédaction parisienne. Voline intègre alors l'équipe de rédaction et ses articles se font de plus en plus critiques à l'encontre des concessions faites par les libertaires espagnols et exhortent la CNT-FAI à retrouver un chemin plus orthodoxe. Ainsi, *L'Espagne Antifasciste* publie dès le mois d'octobre un certain nombre de mises en garde en direction de la CNT, ce qui est pour le moins curieux venant d'un journal portant les initiales de la CNT FAI et quasiment entièrement financé par la confédération espagnole. Ainsi à propos de la disparition du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne, institution née de la révolution, *L'Espagne Antifasciste* publie dans son éditorial d'octobre 1936 l'avertissement suivant :

*« Nous insistons donc de la façon la plus formelle auprès de nos camarades de la Régionale de Catalogne pour qu'ils rectifient, sans attendre d'avantage, les erreurs que nous leur avons signalés. De même, nous attirons l'attention de la CNT tout entière pour que ces erreurs ne soient pas généralisées et entraînent le mouvement qu'elle représente en dehors de la route qu'il doit suivre et que les Congrès de la CNT ont si lumineusement tracé. [...] Nous attendons donc d'eux les actes nécessaires : ceux qui doivent redresser radicalement la situation en leur faveur et donner l'expérience en cours toute sa signification révolutionnaire sur le plan qui nous est commun. »*⁵⁹

En janvier 1937 la CNT juge que les bornes ont été franchies et cesse sa collaboration avec *L'Espagne antifasciste*. Faute de fond suffisant, celui-ci cesse immédiatement de paraître⁶⁰. La CNT se sépare des journaux étrangers qu'elle a contribué à lancer et dont la ligne diverge de plus en plus de la sienne. L'affrontement

⁵⁹ « Redressement nécessaire » in *L'Espagne Antifasciste* n°14 du 24 octobre 1936.

⁶⁰ *Bulletin d'Information en langue Française* n°13 du 20 janvier 1937.

entre la CGT-SR et la CNT se conclut en décembre 1937 lors du congrès de l'AIT par l'éviction de Pierre Besnard du poste de secrétaire de l'internationale. La CGT-SR et la FAF se rapprochent en 1938 du groupe espagnol de « cénétistes » dissidents, *Los Amigos de Durruti*, tout en maintenant les critiques formulées à l'encontre de la confédération espagnole notamment après les journées de mai 1937 à Barcelone et la répression qui touche les militants étrangers en Espagne.

L'Union Anarchiste voit avec réprobation les critiques formulées par le CASDLPE vis-à-vis du « circonstancialisme »⁶¹ de la CNT et multiplie les initiatives autonomes ou en dehors du cadre libertaire. Début octobre, *Le Libertaire* annonce la fondation d'un centre de ravitaillement parisien chargé de rassembler les dons et les colis à destination de l'Espagne et situé rue d'Alésia dans le XIV^e arrondissement⁶².

La fondation du Comité pour l'Espagne Libre.

Les premières dissensions entre l'UA et la CGT-SR surgissent autour de la question de l'élargissement des réseaux de solidarité avec d'autres organisations révolutionnaires non libertaires. En effet, depuis son congrès d'avril 1936, l'Union Anarchiste a adopté une stratégie visant à la constitution de front révolutionnaire antifasciste élargi aux autres organisations révolutionnaires. De plus, avec la mise en place de la politique de non intervention par le gouvernement Blum, les socialistes révolutionnaires et en premier lieu les pivertistes se rapprochent de l'Union Anarchiste.

La CGT-SR s'oppose absolument à ce principe qui signifierait de surcroît la fin de sa situation privilégiée au sein du CASDLPE. Elle s'étonne tout d'abord de la présence de membres de la Gauche Révolutionnaire à la tribune lors du meeting organisé par l'UA le 3 octobre et devient franchement hostile lorsqu'elle apprend qu'au grand meeting du 23 octobre 1936 doit participer Léon Jouhaux. Pierre Besnard, également invité, refuse d'y participer⁶³.

⁶¹ Très succinctement, le « circonstancialisme » définit la politique de participation de la CNT durant la Guerre d'Espagne aux différentes structures étatiques y compris la présence de ministres anarchistes à la Généralité de Catalogne puis à Madrid ; adaptation politique contrainte par les « circonstances ».

⁶² « Solidarité, solidarité effective ! » in *Le Libertaire* n°516 du 2 octobre 1936.

⁶³ *Le Combat Syndicaliste* n° 179 du 23 octobre 1936.

Quelques jours auparavant l'Union Anarchiste avait fait part de sa décision de créer un autre comité sur des bases plus larges : c'est la naissance du Comité pour l'Espagne Libre (CEL) le 12 octobre 1936. L'annonce est faite en première page du *Libertaire* du 9 octobre 1936 qui plaide pour l'union de toutes les bonnes volontés⁶⁴ :

« L'esprit de parti, les querelles de boutique, le sectarisme imbécile en dispersant les efforts qui sont fait pour marquer la solidarité de la France antifasciste à sa sœur au-delà des Pyrénées n'annihilent pas lesdits efforts ?

*Si la révolution espagnole peine tant pour vaincre n'est ce pas un peu de notre faute ? [...] Sortons de nos petits cercles, agrandissons notre champ d'action. Formons un vaste comité.»*⁶⁵

Un simple nota bene précise les rapports du nouveau comité avec les CAS :

*«La commission ajoute qu'elle ne rompt pas le front commun amorcé avec le Comité Anarcho Syndicaliste, elle veut l'étendre au contraire ; elle espère que ledit Comité approuvera sa tentative et adjoindra un militant comme Besnard au secrétariat du Comité pour l'Espagne Libre. »*⁶⁶

Le meeting «grandiose » du 23 octobre au Vel'd'Hiv est un succès éclatant qui place le lancement du CEL sous les meilleurs auspices : Le CEL rassemble largement et obtient de fait une légitimité propre.

⁶⁴ C'est d'ailleurs le sobriquet qu'utilise la CGT-SR pour railler le CEL : le « Comité des bonnes volontés ».

⁶⁵ « Union ici comme là-bas pour la révolution espagnole » in *Le Libertaire* du 9 octobre 1936.

⁶⁶ Idem.

La scission.

La légitimité du CEL vis-à-vis des autres organisations libertaires est garantie officiellement dès le 16 octobre avec la publication en « une » du *Libertaire* d'une communication du secrétaire du Comité National de la CNT Horacio Prieto :

*« Nous demandons à nos camarades de l'Union Anarchiste française et du Libertaire d'agir de toutes leurs forces, et de la façon qu'il leur conviendra, en vue de venir en aide d'une manière efficace et rapide au peuple espagnol en lutte contre le fascisme. En notre nom ils ont le droit, dans le but de nous soutenir, d'en appeler à quiconque, aux organisations et personnalités sympathiques à notre cause. Puisse le mandat que nous leur donnons augmenter leur champ d'action et nous apporter les résultats que nous en attendons. »*⁶⁷

Ce courrier est suivi d'un autre de Durruti lui-même qui, s'excusant de ne pouvoir venir le dire lui-même au meeting du 23 octobre, appelle également à l'union et à la formation « *d'un front antifasciste vraiment populaire* »⁶⁸.

Le CEL fut appelé de ses vœux par la CNT elle-même ; le CASDLPE n'est donc plus le référent français de la CNT. Au congrès du CASDLPE des 24 et 25 octobre, l'UA est exclue du Comité, huit CAS votent l'exclusion contre deux. La décision ne concerne cependant « *pas les individus de l'UA en désaccord avec elle* »⁶⁹. La CNT tente de désamorcer la crise en favorisant l'ouverture d'un nouveau congrès à Lyon à la mi novembre. Elle justifie alors ses préférences vis-à-vis de l'UA en insistant sur le fait que celle-ci est mieux considérée en France et dispose d'un plus grand écho⁷⁰, la CGT-SR repousse les propositions espagnoles et compte sur l'AIT pour faire plier la centrale espagnole. Le divorce est consommé et les deux comités co-existent en France. Fait curieux, le CASDLPE continue à mentionner dans ses

⁶⁷ Lettre du 3 octobre 1936 publiée dans *Le Libertaire* n°518 du 16 octobre 1936.

⁶⁸ Message de Durruti lut au Meeting du Vel d'Hiv et publié dans *Le Libertaire* n° 520 du 30 octobre 1936.

⁶⁹ *L'Espagne Antifasciste* n° 15 du 28 octobre 1936.

⁷⁰ Voir le *Compte rendu du congrès* [de l'AIT, à Lyon des 14 et 15 novembre 1936], archives IISG CNT 60 C-2.

déclarations et en-tête de ses courriers qu'il demeure « *seul Comité en France reconnu par la CNT d'Espagne et la FAI* »⁷¹ (voir document 1 en annexe).

D'après l'étude de David Berry, il semble que les deux comités aient parfois travaillés en commun dans certaines villes de province⁷². Le CASDLPE se rapproche par la suite d'un réseau de solidarité belge animé entre autre par le militant anarcho syndicaliste belge Marcel Dieu dit « Hem Day » et crée alors une Union Fédérative des Comités Anarcho Syndicalistes Franco-Belge. Ce rapprochement franco belge autour de la CGT-SR prend également forme par la suite à Barcelone.

Le CEL est installé à la même adresse que le centre de ravitaillement et rencontre un franc succès, des convois vers l'Espagne sont organisés toutes les semaines⁷³. Le CEL organise également au début de l'année 1937⁷⁴ une colonie qui accueille des orphelins de Madrid et de Malaga évacués dans un château réquisitionné de Llansa en Catalogne non loin de la frontière française qui fonctionne jusqu'en janvier 1939. Le CEL en 1937 compte plus de 40 centres de ravitaillement en France dont 19 dans Paris et la région parisienne⁷⁵ et plusieurs centaines de tonnes de ravitaillements divers sont envoyées en Espagne par des convois d'au moins trois camions chaque semaines. A l'automne 1937, le CEL se dissout dans la section française de *Solidaridad Internaciaonal Antifascista* (SIA).

Solidarité Internationale Antifasciste.

Solidarité Internationale Antifasciste, section française de *Solidaridad Internaciaonal Antifascista* est née lors du congrès de l'UA des 30 octobre et 1^{er} novembre 1937 par l'adhésion du CEL à la nouvelle structure. La CNT souhaite alors

⁷¹ La première mention de cette déclaration se trouve dans le *Combat Syndicaliste* n°177 du 9 octobre 1936, on la retrouve encore en 1937 dans les différents journaux liés à la CGT-SR.

⁷² David Berry, « Solidarité Internationale Antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne » in *Les français et la Guerre d'Espagne, actes du colloque de Perpignan* » (septembre 1989) sous la direction de Jean Sagnes et Sylvie Caucanas, Collection Etudes, Presses Universitaire de Perpignan, Perpignan, 2004, p83.

⁷³ Les appels du CEL dans *Le Libertaire* donnent parfois lieux à des slogans curieux dans un journal se réclamant du pacifisme telle la légende des photographies qui illustrent un article sur le centre de ravitaillement : « Pour ceux qui versent leur sang... apportez votre appui matériel » in *Le Libertaire* n° 520 du 30 octobre 1936.

⁷⁴ « Sous l'égide du Comité pour l'Espagne Libre » in *Le Libertaire* du 2 février 1937.

⁷⁵ Deux listes des centres de ravitaillements sont publiées : *Le Libertaire* n°524 du 4 décembre 1936 et *Le Libertaire* n°536 du 18 février 1937.

que les français rejoignent la structure créée en juin 1937 à Valence sous les efforts conjugués de la FAI, de la CNT et de l'UGT.

SIA se veut « apolitique » et altruiste : « *SIA accourt rapidement là où son concours est nécessaire, sans demander autre chose de la victime que sa souffrance*⁷⁶ » non sans rappeler ainsi les principes édictés par Henri Dunant pour la Croix Rouge : on ne peut que reconnaître alors la volonté de concurrence vis-à-vis du Secours Rouge International, émanation communiste, qui dispose alors en Espagne d'une très grande aura, évidemment mise à profit par le PSUC et le PCE. SIA connaît une expansion rapide et intègre d'autres structures d'entraide espagnoles et Catalanes. L'organisation joue un rôle important en faveur des prisonniers antifascistes à Barcelone dont un grand nombre de volontaires étrangers, le caractère international et de rassemblement de SIA facilite les démarches vers les détenus.

La CGT-SR désapprouve la démarche de SIA et met sur pied de son côté deux structures, immédiatement et fermement condamnées par la CNT, sans rencontrer un grand succès en France : Le Comité d'Aide et de Secours aux Victimes de la Contre Révolution en Espagne en août 1937⁷⁷ puis la section française du Fonds International de Secours de l'AIT dépendant d'un Comité de Solidarité Internationale (CSI) en février 1938.⁷⁸

Au-delà de l'activité de solidarité morale de propagande et l'envoi de fonds et de produits, c'est-à-dire une orientation quasiment « humanitaire », les structures mises en place par les organisations révolutionnaires et libertaires françaises jouent un rôle capital dans la concentration, l'acheminement et même l'enrôlement des volontaires français et étrangers vers les milices de la CNT et du POUM. En effet, une lecture partielle des sources à notre disposition à propos de ces comités, essentiellement la presse libertaire, ne permet pas de saisir complètement le très grand effort effectué notamment par le CEL dans cette activité. La consultation des différentes archives sur le sujet, notamment celles de la police française, mais surtout une lecture comparée des différents journaux permet de démontrer que cette activité existe et est parfaitement assumée.

⁷⁶ *Manifiesto del Consejo Nacional, SIA 1937*, cité in Cédric Dupont, *Ils ont osé ! Espagne 1936-1939*, Los solidarios, Toulouse, 2002. p 291.

⁷⁷ *Le Combat Syndicaliste* n°222 du 20 août 1937.

⁷⁸ *Le Combat Syndicaliste* n°248 du 18 février 1938.

Chapitre 2

Une solidarité combattante : du militant au milicien.

I. Du ravitaillement au recrutement, les activités multiples du Comité pour l'Espagne Libre.

Le CEL, comme le CDREA à Perpignan, joue un grand rôle depuis Paris dans le transit des volontaires étrangers vers l'Espagne. Parallèlement au travail de solidarité orchestré en France, il met en place un véritable réseau chargé de l'organisation des départs et parfois de recruter des volontaires ; la frontière entre ces deux activités est dans les faits souvent ténue.

Le CEL, base logistique arrière des volontaires étrangers au front.

L'activité du CEL et du centre de ravitaillement est tout d'abord de réunir des armes pour l'Espagne, c'est écrit formellement dans le journal *Le Libertaire* du 9 octobre 1936. Si par la suite cette activité n'est plus directement évoquée c'est que le CEL considère que cette activité doit absolument demeurer discrète :

«En ce qui concerne l'aide matérielle, nous plaçons en premier lieu celle qui consiste à munir d'armes et de munitions les antifascistes espagnols [...]. Mais cette question sera traitée amplement ailleurs que par la voie de cette rubrique. »⁷⁹

De plus, le centre de ravitaillement fonctionne en premier lieu pour le front et seulement ensuite en direction des populations civiles proches du front :

« Notre service de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne constitue, il faut le préciser, un service rapide et direct aux colonnes de miliciens qu'il va trouver aussi près que possible de la ligne de feu.

Nos camionneurs qui font la navette de Paris aux différents fronts, sont en mesure de connaître ce qui manque aux miliciens et ils nous informent par retour de leurs besoins les plus urgents.

Mais son action s'étend également aux populations civiles les plus durement éprouvées par les combats incessants et qui errent souvent sans abri dans le dénuement le plus complet parmi les villages dévastés, incendiés par les obus. Car il est aussi nécessaire de donner le réconfort moral et le soutien matériel qui leur manquent aux compagnes de ceux qui se sacrifient pour notre cause et à leurs enfants, aux orphelins qu'ils laissent sans ressources. [...] Nous pouvons également nous charger de la correspondance destinée aux miliciens qui leur sera portée sur place par nos camions. »⁸⁰

On réclame alors des effets divers comme des « vestes de cuir, pantalons de velours, sous vêtement de laine, conserves, sucre, café, cigarettes, médicaments, pansements, gâteaux secs. ⁸¹ » La nature des dons demandés illustre tout à fait que le centre n'est pas un pôle de solidarité à destination des réfugiés, des enfants ou bien même des hôpitaux mais un centre logistique à vocation militaire. Le centre envoie également trois ambulances : « la première sur le groupe international de la colonne Ortiz Ascaso, la seconde sur le groupe international de la colonne Durruti, la troisième sur la colonne de Valence de Alphonso de Miguel. »⁸²

⁷⁹ *Le Libertaire* n°517 du 9 octobre 1936

⁸⁰ « A propos du centre de ravitaillement » in *Le Libertaire* n° 523 du 20 novembre 1936.

⁸¹ « Solidarité, solidarité effective ! » in *Le Libertaire* n°516 du 2 octobre 1936.

⁸² Idem, *Le Libertaire* n°516 du 2 octobre 1936.

On demande également aux militantes et aux familles de tricoter pour les miliciens : *« Et voici ce que nous proposons camarades femmes : c'est de tricoter un chandail pour les miliciens de Durruti. Ils sont 10 000 ! Vous n'aurez pas fini demain mais l'hiver est juste commencé »*⁸³. Malgré le sabotage par la police de la campagne d'affichage sur ce thème⁸⁴, les chandails sont effectivement envoyés aux français du Groupe International de la colonne Durruti :

*« Notre centurie occupe toujours les mêmes positions sur les pentes glacées de la sierra d'Alcubières (sic). La vie n'a rien de drôle par ici car, en plus du fasciste nous avons le froid contre lequel il nous faut lutter et cet ennemi est aussi terrible que le premier. Cependant, nous subissons notre sort avec plaisir car nous sommes ici en volontaire pour défendre nos droits. Il nous est arrivé, ces jours ci, quelques vêtements envoyés par vos soins. Inutile de vous dire avec quel bonheur nous les avons recueillis »*⁸⁵.

Le Libertaire du 23 octobre 1936 nous donne des renseignements plus précis encore sur la destination de son activité : les camions du CEL sont sans exceptions orientés vers les colonnes Ortiz, Ascaso, le Groupe italien de la colonne Ascaso, le groupe international de Sastago de la colonne Hilario Zamora ; soit toutes les formations confédérales comprenant un contingent de volontaires anarchistes français.

Le parrainage des miliciens.

Le CEL accueille également le Comité de liaison international des combattants antifascistes mis en place par la sœur et la femme du défunt Francisco Ascaso. Le comité a un pied à Paris et l'autre à Barcelone où se sont installés les deux femmes. Il a un rôle essentiel entre les deux pays, c'est par lui que transitent les courriers, le suivi administratif et le relais des informations entre le front, Barcelone et Paris :

« Nos chers compagnons de la Centurie Sébastien Faure et du groupe Durruti sont sur le front de Saragosse, en première ligne. Nous avons pensé que parmi les lecteurs

⁸³ « Pour les miliciens de Durruti » in *Le Libertaire* n°518 du 16 octobre 1936.

⁸⁴ « Blum à l'action...contre les miliciens ! » in *Le Libertaire* n° 533 du 29 janvier 1937. Voir document 3 en annexe.

⁸⁵ « Pour leur venir en aide » in *Le Libertaire* n°524 du 27 novembre 1936.

du Libertaire se trouveraient des camarades pour « parrainer » individuellement les vaillants miliciens au combat.

Que ceux ou celles qui désirent « adopter » un milicien de la Centurie Sébastien Faure ou du groupe Durruti veuillent bien se mettre en relation avec notre camarade Marguerite Bary, du Comité de liaison internationale des combattants antifascistes du front, 203 rue d'Alésia, paris 14^e. Chaque semaine les camarades pourront ainsi déposer au siège de la rue d'Alésia correspondance et paquets individuels qui seront acheminés directement à leurs destinataires par les soins du Comité pour l'Espagne Libre. Quelques douceurs chaque semaine seront les bienvenues!

*PS : l'adresse : Berthe et Maria Ascaso, 47, Calle Rogent (Clot) Barcelone. »*⁸⁶

C'est par exemple par l'intermédiaire de ce comité de liaison que les avis de décès de volontaires parviennent en France :

« Nous avons appris qu'un bon et jeune milicien de la centurie Sébastien Faure était tombé en combattant. Plusieurs autres ont été blessés. Le bureau de liaison de la rue d'Alésia fournira aux amis et parents toutes précisions possibles.

*Nous avons également reçu de Berthe et Maria Ascaso des papiers qui appartenaient à quelques uns des nôtres tombés à Perdiguerra.»*⁸⁷

Une activité de recrutement ?

Plusieurs groupes de volontaires sont constitués en France sous l'appellation de colonnes ou centuries. La presse libertaire fait passer régulièrement des informations à propos de ces groupes, ainsi au mois d'octobre une colonne intitulée *Malatesta*⁸⁸ part de Marseille. On invite alors « *Tous les camarades anarchistes désireux d'en faire partie* » à se mettre en contact avec le journal ou bien de se diriger directement vers un lieu précis. Au-delà du simple fait de diffuser les informations à propos de la constitution de groupes de volontaires au départ, le CEL est parfois à l'origine même

⁸⁶ *Le Libertaire* n°524 du 27 novembre 1936.

⁸⁷ *Le Libertaire* n° 529 du 1 janvier 1937.

⁸⁸ *Le Combat Syndicaliste* n°178 du 16 octobre 1936. A ne pas confondre avec le bataillon italien Malatesta qui est constitué à Barcelone. Cette formation marseillaise, sans doute composée essentiellement d'Italiens, sera d'ailleurs en partie amalgamée au Bataillon de la Mort ; les autres volontaires sont ventilés dans d'autres unités selon leur nationalité. Bulletin d'Information n°30 du 19 novembre 1936 ; *Lettre de Yvan Noël Urvoas*, Archives IISG Fai Pe 18.

de certaines initiatives de recrutement et il revendique même sans complexe la formation d'une unité combattante, la *Centurie Sébastien Faure*.

Il crée ainsi un véritable bureau de recrutement, temporaire, pour la future centurie dont le recrutement commence à partir du 25 septembre 1936. Le *Libertaire* publie chaque semaine un encart sur la future formation :

« Centurie Sébastien Faure. Les camarades qui auraient la volonté de faire partie de la Centurie Sébastien Faure sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le camarade Pierre Odéon⁸⁹. Le départ de la Centurie pour le front de Saragosse aura lieu rapidement. S'adresser au Libertaire. »⁹⁰

Le recrutement se termine à la fin octobre puisque *« Les camarades portés sur la liste sont priés de « passer d'urgence » voir Pierre Odéon 203 rue d'Alésia »⁹¹* c'est-à-dire dans les locaux du CEL. Cette activité ne passe d'ailleurs pas inaperçue des renseignements généraux qui considèrent également que le CEL procède à des recrutements :

« Le 7 novembre dernier, vous avez bien voulu me communiquer une information signalant qu'un bureau de recrutement pour l'armée gouvernementale espagnole fonctionnerait 203, rue d'Alésia. J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, les renseignements recueillis sur « centre de ravitaillement des milices antifascistes » existant à cette adresse. »⁹²

Cette activité de recrutement à peine voilée suscite pourtant un certain nombre de réprobations, se faire soldat, même volontaire, ou recruteur ne vont pas de soi pour de nombreux anarchistes.

⁸⁹ Pierre Perrin dit Pierre Odéon (1903-1978), militant de l'Union Anarchiste, insoumis, rédacteur au *Libertaire*. Il se rend en Espagne à Puigcerdà dès le mois de juillet avant de revenir peu après en France. Véritable chef d'orchestre du CEL, il s'occupe principalement des questions de liaisons entre l'Espagne et la France notamment en accompagnant personnellement un grand nombre de convois de camions du CEL. Il semble avoir eu un rôle important dans la constitution des centuries françaises confédérales au mois d'août 1936 puis organise depuis Paris la formation de la Centurie Sébastien Faure sans pour autant l'accompagner en Espagne. Il rejoint ensuite la colonie de Llansa du CEL.

⁹⁰ *Le Libertaire* n°516 du 2 octobre 1936.

⁹¹ *Le Libertaire* n°519 du 23 octobre 1936. Effectivement, la *Centurie Sébastien Faure* rejoint le front début novembre.

⁹² *Le préfet de Police à Mr le ministre de l'intérieur, note du 8 décembre 1936. Archives Ppo 1663.*

Partir combattre.

Le fait de participer de manière active à un conflit ou même de simplement soutenir l'un des partis est une nouveauté pour les anarchistes. L'antimilitarisme cher aux libertaires trouve cependant certains aménagements de circonstance : pour la plupart des organisations révolutionnaires françaises, il ne s'agit pas d'un conflit classique mais d'un vaste processus révolutionnaire passant nécessairement par un affrontement violent. Le débat sur le pacifisme intégral est rapidement circonscrit au plan intellectuel et doctrinal, la Ligue Internationale des Combattants de la Paix⁹³, pourtant très circonspecte aux premières heures du conflit, adopte d'ailleurs elle aussi le point de vue de la majorité des libertaires et en juillet 1937 son président René Guérin précise dans les colonnes du *Libertaire* « *pourquoi et en quel sens, combattant de la Paix, il est prêt à être le soldat d'une guerre civile.*⁹⁴ » Pour la plupart des partisans du pacifisme intégral, il n'y a pas de paradoxe : la paix universelle sera de mise après l'accomplissement de la révolution sociale ; la lutte des classes engendrera la paix⁹⁵. L'Union Anarchiste assume très clairement ses choix, la fin justifiant les moyens :

*Nous persistons à en réclamer dussions nous affliger quelques mauvais coucheurs qui vont murmurant de ci delà que nous tournons le dos au pacifisme intégral. [...] Les principes [du pacifisme intégral] ne sont pas en cause ; la nécessité est là, impérieuse.*⁹⁶»

Et pourtant, la question d'un soutien affirmé pour un protagoniste en conflit ne va pas de soi, notamment sur le fait de participer de près ou de loin aux trafics d'armes. Ainsi, lors du premier meeting de soutien, Pierre Le Meillour⁹⁷ « *se félicite avec humour de voir par ailleurs d'authentiques non violents d'hier se rallier aujourd'hui à la thèse de la défense de la révolution espagnole*⁹⁸ ». La propagande en

⁹³ La Ligue Internationale des Combattants de la Paix est créée en 1931, l'Union Anarchiste en est membre.

⁹⁴ « Oui, des armes pour l'Espagne ouvrière ! » in *Le Libertaire* n°556 du 8 juillet 1937.

⁹⁵ Voir le discours prononcé sur les ondes de Radio CNT-FAI par Roger Monclin lors de son séjour à Barcelone en septembre 1936, *Boletín de Informacion* n°42 du 4 septembre 1936.

⁹⁶ *Le Libertaire* n°521 du 6 novembre 1936.

⁹⁷ Membre de l'Union Anarchiste et rédacteur au *Libertaire*. Il participe activement à la mise en place du *Comité pour l'Espagne Libre* dont il accompagne de nombreux convois vers l'Espagne.

⁹⁸ *Le Libertaire* n°507 du 31 juillet 1936.

faveur du combat mené par le prolétariat espagnol rencontre parfois certaines réticences comme en témoigne un rapport des Renseignements Généraux à propos de la préparation d'une campagne de solidarité :

« Emilienne Morin, maîtresse du militant libertaire espagnol Durruti Buenaventura, chef d'une colonne de miliciens du front de Saragosse, est arrivée mercredi dernier à Paris, en compagnie du libertaire français Perrin Pierre dit « Odéon », de Berthe Faber, ex maîtresse de l'anarchiste espagnol Ascaso Abadia [...], et de quelques autres militants français et espagnols.

Elle s'est rendue le lendemain, en compagnie de Perrin, au siège de « La Patrie Humaine », où elle a remis un article que Robert Tourly, le directeur de cette feuille, s'est refusé à laisser insérer, parce qu'il constituait un véritable appel aux armes.

Perrin Pierre a rapporté d'Espagne un film cinématographique tourné sur le front des milices catalanes et représentant notamment le moment où fut blessé l'anarchiste français Carpentier, François Charles.

D'après Monclin (administrateur de la Patrie Humaine), film sans grand intérêt.⁹⁹ »

A l'instar du *Combat Syndicaliste*, qui fait tout de suite fi des principes doctrinaires comme en témoigne l'éditorial du journal du 14 août 1936 : « Cette guerre là, c'est la nôtre !¹⁰⁰ », *Le Libertaire* adopte peu à peu un discours plus offensif : « Il n'y a que dans les guerres civiles que les travailleurs savent pourquoi ils se battent.¹⁰¹ ». Les partisans du pacifisme « absolu » sont donc extrêmement minoritaires chez les militants révolutionnaires. De plus, la grande latitude permise par le travail de solidarité et de propagande permet à chacun de s'impliquer selon sa conscience.

La question du volontariat est liée en France à ce débat du pacifisme. En 1939, alors que l'Espagne antifasciste est d'ores et déjà considérée comme vaincue en France, l'Union Anarchiste se défend une fois pour toutes d'avoir organisé une activité de recrutement mais n'en dénonce pas le principe, bien au contraire. Pour Fremont,

⁹⁹ *Du retour à Paris de libertaires*, note des Renseignements Généraux datée du 26 septembre 1936. Archives Ppo 1664. Il s'agit de toute évidence du film intitulé *La prise de Siétamo* filmé par Adrien Porchet, cinéaste amateur français qui accompagne la colonne *Durruti* en 1936.

¹⁰⁰ Editorial du *Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec la déclaration pacifiste de la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915 dont la substance se résumait alors à : « Cette guerre n'est pas notre guerre ».

¹⁰¹ *Le Libertaire* n°530 du 8 janvier 1937.

rédacteur au *Libertaire* et membre de l'UA, le système n'appartient pas au domaine militaire mais demeure bel et bien dans le cadre des traditions du mouvement ouvrier : il compare le fait de s'inscrire comme combattant volontaire aux listes de souscriptions de grève dans les usines :

« Nous avons refusé de nous faire les sergents recruteurs pour la guerre en Espagne. Nous pensions que le champ d'action des militants anarchistes français était sur notre sol, pour assurer la solidarité. [...] De plus aujourd'hui nous disons : si, pour les aider, nos camarades avaient besoin de volontaires français nous ne reculerions pas à devenir des « sergents recruteurs ». [...] Si nous faisons circuler des listes de volontaires, nous suivrions cette tradition ouvrière. »¹⁰²

Il ne faut pas négliger non plus la façon dont les journaux révolutionnaires traitent les témoignages des volontaires : la première page leur est souvent accordée, on donne régulièrement des nouvelles des camarades blessés. Les lecteurs du *Libertaire* peuvent suivre quasiment au jour près les tribulations du Groupe International de la colonne Durruti par le biais des chroniques de Ridet et Carpentier¹⁰³. Ces publications de témoignages ont à l'évidence un impact important tant sur la réflexion favorable des libertaires à propos du conflit que sur les éventuels futurs volontaires.

Comme à l'orée de toute guerre, les combats sont faciles, la victoire semble proche. Jusqu'à la fin novembre 1936, date des engagements les plus meurtriers pour les Français du Groupe International, ce sentiment perdure au point de voir certains témoignages contraster douloureusement avec la réalité du front à partir de la fin de l'automne 1936, même s'ils reflètent forcément le quotidien de leurs auteurs au moment où ils l'écrivent, comme l'illustre notamment cette lettre d'un volontaire, l'anarchiste algérien Saïl Mohamed¹⁰⁴, écrite en octobre depuis le front d'Aragon et publiée dans le *Combat Syndicaliste* :

¹⁰² « Oui, de la poudre et des balles ! » de Fremont in *Le Libertaire* du 26 janvier 1939.

¹⁰³ « En marche sur Saragosse avec la colonne Durruti » et « De la colonne Durruti » in *Le Libertaire*, du 7 août au mois d'octobre 1936.

¹⁰⁴ Saïl Mohamed Ameriane Ben Ameziane, né le 14 octobre 1894 à Taourit Béni Ouglis (département de Constantine), mort en avril 1953. Chauffeur mécanicien, infatigable dénonciateur de l'exploitation coloniale, il est militant à l'UA dès 1922 et est syndiqué à la CGT-SR. Saïl Mohamed rejoint l'Espagne au mois d'août, il est blessé en novembre 1936 lors de l'attaque de Farlete. Rentré en France pour convalescence en décembre de la même année, il participe à de nombreux meetings en faveur de l'Espagne révolutionnaire. Arrêté en décembre 1938 pour propagande antimilitariste, il est condamné à 18 mois de

« Pina de Ebro, le 7 octobre 1936.

Lorsque j'étais à Paris il y a 15 jours seulement, je croyais encore à certains reportages de la presse pourrie sur les événements qui se déroulent ici.

Or, étant sur place (en première ligne), je n'en reviens pas qu'il puisse y avoir des journalistes, oui, des hommes dont l'idéal est le pur mensonge.

Les fascistes ? Sachez que eux, les prostitués de la plume, qui nous déguisent en terreur, ne sont en réalité que de vulgaires lapins, se sauvant à la première escarmouche. Jamais ils n'ont avancé d'un pas pendant que nous leur prenions des positions, et de belles encore.

Ne pouvant nous déguiser en hommes avions pour conquérir toute la province, nous progressons à pied, il nous faut donc du temps.

Selon moi, d'après ce qui se passe dans notre secteur, le fascisme est d'ores et déjà inscrit comme mort et enterré.

Aux polichinelles qui vous font croire que nous nous battons là bas pour une bonne petite République, dites leur que le Communisme Libertaire est déjà en route ici.

Nous ne manquons de rien, la nourriture est abondante : c'est la prise au tas, tout le monde mange à sa faim.

Pas grand-chose à vous dire pour aujourd'hui.

Fraternellement à vous tous.

Saïl Mohamed. »¹⁰⁵

Armand Aubrion, un autre milicien anarchiste français, tient un discours similaire : tout semble facile durant ces premiers mois au front. Pourtant, ce qu'il évoque avec désinvolture en septembre constitue le prodrome de ce qui attend les miliciens pour les prochains mois :

« Mais qu'importe ! L'enthousiasme révolutionnaire pourvoit à tout.

Les armes ? On les prendra à la canaille fasciste.

Le pain ? On s'en passe pour un jour.

prison. Pendant sa participation au Groupe International de la colonne Durruti il envoie un grand nombre d'articles au *Libertaire* et au *Combat Syndicaliste*. Sources : Fiche DBMOF Maitron, Sylvain Boulouque, « Saïl Mohamed ou la vie et la révolte d'un anarchiste algérien » in *Volonté anarchiste* n°43, Fédération Anarchiste, groupe de Frenes-Anthony, 1994.

¹⁰⁵ « Nouvelles du front d'Aragon » in *Le Combat Syndicaliste* n°179 du 23 octobre 1936.

C'est à ce début, dans ces moments héroïques que nous avons vu revivre les grands jours révolutionnaires des géants de 1793.... »¹⁰⁶

Le discours de l'antimilitarisme resurgit évidemment au début de l'année 1937 lorsque la guerre prend le pas sur la révolution et que le processus de militarisation dissout les milices. Les volontaires français, comme la plupart des étrangers combattants dans les rangs de la CNT et du POUM, rappellent alors qu'ils se sont fait soldats pour la Révolution et non pour un Etat, fut-il antifasciste. Il y a parmi les volontaires français un grand nombre d'insoumis ou de déserteurs de l'Armée française comme l'atteste cette déclaration de Ferdinand Fortin de la Section Française de Barcelone en 1937 à propos des problèmes lors de la militarisation des milices et de leur « démobilisation volontaire » en Espagne :

« Il y a un certain nombre de camarades qui sont des déserteurs ou des réfractaires à l'armée ou condamnés à la prison par contumace. Il est évident qu'ils ne seront pas livrés aux autorités, cas probable s'ils retournent en France. »

Cette question motive d'ailleurs une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets leur recommandant de ne pas être trop sévères à leur endroit mais de faire en sorte qu'ils réintègrent leurs unités en France.¹⁰⁷

¹⁰⁶ « Une lettre d'Aubryon du Groupe Paris [de l'UA] » in *Le Libertaire* n° du 25 septembre 1936.

¹⁰⁷ *Note du ministre de l'Intérieur à Messieurs les préfets du 24 mai 1937. Sur les français insoumis rapatriés d'Espagne. Archives Ppo 1663.*

II. La CNT-FAI et le POUM et le volontariat étranger.

Contrairement aux partis communistes européens, la CNT-FAI et le POUM n'ont pas cherché à créer ni même favoriser une politique de recrutement de volontaires étrangers pour les milices confédérales, le fait est connu. Si le POUM fait immédiatement appel à la solidarité du Bureau de Londres et accepte la proposition d'envoi de volontaires faite par la délégation du POI menée par Benjamin Péret¹⁰⁸ et Jean Rous début août 1936¹⁰⁹, la CNT juge qu'elle dispose de suffisamment de miliciens, c'est l'armement qui fait défaut. Une lecture même partielle des documents illustrant la politique des libertaires espagnols le confirme : on retrouve ainsi dans l'abondante bibliographie de la Guerre d'Espagne les mêmes exemples, telle cette déclaration du délégué de la CNT-FAI à l'un des premiers meetings de solidarité en France qui termine son intervention en précisant « *aux espagnols de Paris qu'il n'est pas nécessaire d'aller en Espagne –on ne manque pas d'hommes là-bas [...]* »¹¹⁰.

Il faut cependant se garder d'avoir une lecture trop rapide de ces exemples qui sont souvent trompeurs, même si le fond reste exact.

Une phrase célèbre de Durruti est ainsi régulièrement citée à tort : « *Il y a une énorme propagande à faire à l'étranger et les camarades qui sympathisent avec notre lutte antifasciste peuvent nous aider grandement ; ils nous seront autant utiles qu'au front, peut être plus.* »¹¹¹. Elle est extraite d'une lettre de Durruti en novembre 1936 dite « dernière lettre de Durruti¹¹² », il s'exprime en fait ici sur les difficultés engendrées par certains volontaires étrangers qui se sont engagés avec trop de légèreté

¹⁰⁸ Benjamin Péret (1889-1959), poète surréaliste et militant communiste révolutionnaire. Il fréquente en France les cercles communistes dissidents avant de rejoindre le POI. Il compte partir combattre en Espagne avec son ami André Breton mais celui-ci hésite et finalement ne partira pas. Il accompagne Jean Rous dans la délégation du POI à la rencontre du POUM. Tandis que Jean Rous repart en France, Péret rejoint le front. Il s'engage dans une unité du POUM avant de rejoindre les rangs de la CNT après l'interdiction de ce parti.

¹⁰⁹ Archives Jean Rous citées dans Pierre Broué *La révolution Espagnole (recueil d'articles de Trotsky)*, éditions de Minuit, 1975, pp 622 623

¹¹⁰ « Compte rendu de meeting du 4 août 1936 à la Mutualité » in *Le Libertaire* n°508 du 7 août 1936.

¹¹¹ « La dernière lettre de Durruti » in *Le Libertaire* du 27 novembre 1936.

¹¹² Cette « dernière lettre de Durruti » envoyée par lui au *Libertaire* juste avant de partir pour Madrid et donc d'y trouver la mort, prend une valeur post mortem immense en France.

ou qui acceptent mal la nécessité « d'autodiscipline » au front. Ainsi, cette phrase doit être reliée avec le paragraphe qui la concerne :

« Les camarades étrangers qui ne se sentent pas assez forts pour accepter la rude vie des miliciens peuvent s'atteler à une autre tâche chez eux. Il y a une énorme propagande à faire à l'étranger et les camarades qui sympathisent avec notre lutte antifasciste peuvent nous aider grandement ; ils nous seront autant utiles qu'au front, peut être plus.

Nous espérons que vous partagerez notre point de vue, que nous vous avons exposé en toute camaraderie.

Nous vous saluons bien fraternellement. »¹¹³

Dans les faits, la CNT-FAI n'orchestre pas de campagne à l'étranger sur le thème du volontariat¹¹⁴ et fait effectivement parfois paraître des communiqués dissuadant les volontaires de se rendre en Espagne comme ce communiqué du Comité Central des Milices de Barcelone aux camarades français le 25 août 1936 parut dans *Le Combat Syndicaliste* en septembre :

« De différents côtés de France nous arrivent des offres faites par des techniciens militaires disposés à aller en Espagne à l'aide des travailleurs révolutionnaires. Nous avons le devoir de leur dire qu'à l'heure présente il ne manque pas en Espagne de techniciens militaires ni de combattants et que tous les postes sont pourvus de façon satisfaisante.

Nous remercions sincèrement tous les hommes qui, par delà les frontières, s'offrent à venir Espagne lutter pour la Révolution et pour la liberté. Mais à l'heure présente nous aspirons simplement à ce qu'ils s'inscrivent sur une liste, prêts au premier appel que pourra leur adresser le Comité Central des Milices.

Ce que nous demandons tout spécialement c'est que les camarades de France fassent tout ce qu'ils peuvent pour réunir du matériel de guerre efficace et pour l'envoyer le

¹¹³ Op cit, *Le Libertaire* du 27 novembre 1936.

¹¹⁴ Les nombreux rapports des Renseignements Généraux français qui prétendent le contraire semblent plutôt se rapporter aux bureaux de recrutement des Brigades Internationales ou bien aux activités du *Comité pour l'Espagne Libre*.

*plus rapidement possible aux travailleurs révolutionnaires d'Espagne. Voila notre appel présent aux travailleurs.*¹¹⁵»

Cette politique de découragement du volontariat reste inchangée jusqu'à la fin de la guerre : le problème reste toujours le même, la République et les organisations ouvrières manquent d'armes et de munitions, pas de combattants, tandis que le matériel allemand et italien fait florès chez leurs adversaires¹¹⁶. Il s'agit dès lors d'entraver à la source l'aide reçue par les nationalistes et de faire pression sur les pays démocratiques afin de les obliger à rendre caduque le traité de non intervention¹¹⁷. En 1937-1938 avec l'arrivée de l'armement soviétique de première génération, multiplier les sources d'approvisionnement de matériel militaire permettrait également à la CNT, entre autres, de relativiser le poids politique du PSUC-PCE en Espagne.

En France, les organisations anarchistes sont de leur côté parvenues aux mêmes conclusions même si un article de Pierre Besnard, de la CGT-SR, illustre en 1937 toutefois une perception légèrement différente du refus du volontariat étranger en y associant directement la responsabilité des succès de la contre révolution en Espagne :

« Le PSUC, pour ainsi dire inexistant le 19 juillet, a pris de la force par votre faute. Je m'explique ; au début du coup de force fasciste la CGT-SR vous avait informé qu'elle pouvait vous envoyer des combattants et des techniciens. Vous nous avez répondu : pas d'hommes ! Mais des armes et des munitions ! Si vous aviez accepté nos offres beaucoup de camarades étaient décidés d'aller en Espagne vous donner un coup de main. Ces camarades vous auraient très probablement empêché de commettre toutes vos fautes et vous auraient empêché de dévier de votre ligne de conduite que vous aviez prise et qui était la bonne. [...] Quant au PSUC lui, il a agi plus intelligemment, il a accepté l'envoi de milliers de volontaires, recrutés par le Parti

¹¹⁵ « Le Comité Central des Milices de Barcelone aux camarades français » in *Le Combat Syndicaliste* n°173 du 11 septembre 1936.

¹¹⁶ *Le Libertaire* n°521 du 6 novembre 1936 relaie toutefois un appel de la CNT aux médecins et chirurgiens français.

¹¹⁷ Voir par exemple, au printemps 1937, l'article « Para los que no pueden venir del extranjero » in *Boletín de Informacion* n°219 du 30 mars 1937.

Communiste. C'est ce qui lui permet de renforcer ses rangs et de prendre une place prépondérante. »¹¹⁸

L'accueil des étrangers.

Dans les faits, les organisations révolutionnaires espagnoles accueillent de toute manière très chaleureusement dans les premiers mois les volontaires étrangers : les témoignages des militants sont dans leur grande majorité unanimes sur ce point, et même avec la précaution nécessaire qu'induit la lecture de témoignages parfois très passionnels, la presse espagnole est en elle-même suffisamment explicite:

« La CNT et la FAI aux camarades venant en Espagne pour lutter contre le fascisme international.

Camarades de tous les pays, de toutes les races, de toutes les langues et de tous les secteurs antifascistes, nous vous saluons !

A votre arrivée en Espagne vous trouverez l'accueil fraternel et la gratitude de tout un peuple généreux, plongé dans une lutte sanglante et implacable, qui lui a été imposée par le fascisme international.

La CNT - Confédération National du Travail - et la FAI – Fédération Anarchiste Ibérique – vous souhaitent la bienvenue, à laquelle se joint celle de tout le peuple espagnol. [...]

La CNT, Centrale syndicale et organisme de reconstruction économique, dont les réalisations en ces quatre mois de guerre ont fait l'étonnement et l'admiration du monde- mérite votre appui le plus enthousiaste et le service généreux que vous venez lui offrir. [...]

Au moment où le fascisme international, coalisé, tente d'abattre l'un des derniers remparts de la liberté mondiale et de la dignité humaine, votre venue sur cette terre ardente et martyre est pour l'humanité entière la plus belle leçon de solidarité. Avec votre appui, joint aux efforts de tous les hommes intègres et amants de la liberté, sans distinction de races ni de tendances, nous sauverons, nous en sommes sûrs, l'Espagne et le monde de l'invasion des Barbares modernes.

¹¹⁸ « Polémique nécessaire » de Pierre Besnard in *Le Combat Syndicaliste* n°219 du 30 juillet 1937.

*Le fascisme ne passera pas ! Mort aux tyrans ! Vive la révolution sociale ! »*¹¹⁹

Les premières arrivées de volontaires étrangers font effectivement l'objet d'articles enthousiastes. Le 28 juillet 1936, le *Boletín de Información* de la CNT consacre quatre pages à l'arrivée d'un petit groupe de volontaires venus de France et souhaite « *la bienvenue aux combattants antifascistes français et espagnols résidant en France et [nous] saluons dès maintenant les futures arrivées que ce groupe annonce.*¹²⁰ ». *La Batalla* du POUM y voit quant à elle : « *La révolution espagnole, point de départ d'une nouvelle ère du mouvement ouvrier international. Les internationalistes qui luttent sur notre front sont les bâtisseurs au service de la Révolution mondiale* » et ceux-ci forment « *Un nouveau pas vers les Etats-Unis Socialistes du monde*¹²¹ ».

Mary Low, qui se rend en Espagne avec son compagnon le poète surréaliste cubain Juan Breá pour s'engager dans les unités du POUM, précise dans son témoignage que le terme « *extranjeros* » possédait alors une connotation péjorative et il est vite remplacé par « *internacionales* » par la population espagnole, ce qui est, assure-t-elle, d'« *une haute estime révolutionnaire* »¹²² pour les catalans.

Une catégorie de volontaires étrangers est toutefois sollicitée au début du conflit, il s'agit des marocains français. La CNT estime alors qu'il peut être possible de favoriser la défection des *Regulares*¹²³ marocains de Franco et d'inviter les marocains à rejoindre le camp antifasciste contre la promesse de l'indépendance du Maroc. Le projet, qui rencontre de toute manière l'hostilité du gouvernement républicain, reste lettre morte et il ne semble pas qu'un grand nombre de marocains ait rejoint les rangs des miliciens antifascistes hormis ceux venus en Espagne par affinités idéologiques¹²⁴. En octobre 1936 un volontaire Marocain de France est invité à

¹¹⁹ « Communiqué du Comité Régional de la CNT-FAI » in *Bulletin d'Information* n°2 (nouvelle série) du 30 novembre 1936.

¹²⁰ « La emocionante llegada de un grupo de camaradas franceses y españolas residentes en Francia » in *Boletín de Información* n°8 du 28 juillet 1936, traduction de l'auteur.

¹²¹ *La Batalla* du 22 août 1936, traduction de l'auteur.

¹²² Mary Low et Juan Breá, *Carnets de la guerre d'Espagne (The Red Spanish Notebook)*, Verticales, Genève, 1997, p. 87.

¹²³ Troupes coloniales espagnoles au recrutement indigène et à l'encadrement européen, semblables aux Tabors en exercice dans l'Armée Française.

¹²⁴ L'idée d'initier un soulèvement indépendantiste au Maroc donne lieu à des projets singuliers absolument passionnants, notamment chez les dirigeants de la CGT-SR, comme organiser l'évasion du chef Rifain

prononcer un discours, en arabe et en espagnol, radiodiffusé par les soins de radio CNT-FAI :

*« Moi, Ahmed Ben Thami, né à Rabat (Maroc), tirailleur marocain pendant quatre ans durant la grande guerre, je lutte maintenant aux côtés des antifascistes sur le front d'Aragon dans les rangs de la colonne Ascaso. J'ai laissé le travail que j'avais en France, je suis venu combattre pour la liberté du peuple d'Espagne. »*¹²⁵

Cependant, le gouvernement français surveille attentivement l'attitude des marocains vis-à-vis du conflit dans la péninsule mais les rapports de Police relèvent tous le relatif désintérêt de ces derniers à propos des « événements espagnols »¹²⁶.

Abdel Krim. Les archives de la Préfecture de Police montrent que les Renseignements Généraux prennent très au sérieux ces projets ainsi que l'influence de la Guerre d'Espagne sur les marocains. Voir à ce propos Abel Paz *Buenaventura Durruti, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Les éditions de Paris-Max Chaleil, Essais et Documents, Paris, 2000. p 323 et archives Ppo 1664 et 1665.

¹²⁵ « Un Marocain s'adresse à ses frères de race » in *L'Espagne Antifasciste* n°12 du 17 octobre 1936.

¹²⁶ Divers commandes et rapports de police, archives Ppo 1663.

III. Les filières vers la frontière.

Des références sont exigées des volontaires dès les premiers jours suivants le soulèvement. Il est impératif de pouvoir justifier de ses motivations de volontaire par le biais d'un document issu d'un des comités accrédités ou bien à défaut prouver son appartenance à une organisation ou syndicat ouvrier. Les accréditations sont délivrées par le CASDLPE, le CDREA de Perpignan ou par les groupes locaux affiliés. Certains volontaires qui ne disposent pas de ces laissez-passer franchissent alors clandestinement la frontière à pied à Port Bou en passant par le tunnel ferroviaire ; ils arrivent parfois sans encombre jusqu'à Barcelone, l'exploit est rapporté par les miliciens français du Bureau de Contrôle¹²⁷ : les français de Barcelone multiplient ainsi les avertissements vers la France et les villes frontalières pour éviter ce genre d'arrivées :

« Le camarade Girardin nous prie de porter ce qui suit à la connaissance des Postes de Contrôle de la frontière :

Attendu que beaucoup de camarades passent la frontière sans être contrôlés par l'organisation antifasciste, nous demandons aux camarades responsable de Puigcerda, Port Bou, La Junquera, Toulouse et Perpignan d'établir une sérieuse mesure de d'identification pour éviter des infiltrations nuisibles à la révolution espagnole. »

*Tous ceux qui désirent s'incorporer au mouvement doivent être dirigés au Comité Français de la Caserne Michel Bakounine, ex-Pédralbes.»*¹²⁸

Les volontaires jugés suspects ou sans recommandation sont refoulés vers la France où ils sont recueillis faute de mieux par le CDREA. La concentration d'étrangers et de français refoulés à Perpignan inquiète sérieusement d'ailleurs les autorités françaises :

¹²⁷ Rapport du 21 août 1936. Archives IISG FAI Pe 15 A-2.

¹²⁸ «Communication de Girardin du Comité Français de la caserne Pédralbes » in *l'Espagne Antifasciste* n°4 du 30 août 1936 (Barcelone).

« Un journal a signalé la présence à Perpignan, dans un immeuble loué par le comité antifasciste, de plusieurs centaines de volontaires étrangers dont l'entrée en Espagne était jugée indésirable par les espagnols eux-mêmes. Si demain l'intervention allemande et italienne dans les affaires espagnoles se fait plus active, des incidents peuvent surgir du fait d'une population manifestement surexcitée.

Autant de raisons pour lesquelles il paraît indispensable que la surveillance de la frontière soit renforcée et qu'un ordre rigoureux puissent être maintenu dans les agglomérations de la zone-frontière : il ne paraît pas certain que ce double but soit dès maintenant atteint. »¹²⁹

Le Comité Central des Milices de Barcelone demande même explicitement l'arrêt du volontariat pendant un temps. Les difficultés du CDREA à accueillir l'afflux des volontaires et des étrangers refoulés jouent peut être un rôle dans cette décision comme semble l'illustrer cette déclaration du CDREA qui est seulement diffusé dans *Le Combat Syndicaliste* et est, de fait, sans suite :

Avis important

Le Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste de Perpignan est dans l'obligation de faire retourner chaque jour de nombreux camarades qui se présentent soit à titre personnel soit envoyés par une organisation syndicale et politique pour se rendre en Espagne.

Notre comité a reçu des instructions formelles du Comité des Milices de Barcelone pour suspendre momentanément l'envoi de camarades français ou étrangers qui désirent prendre part à la lutte contre le fascisme en Espagne.

Dès que nous recevrons de nouvelles instructions, nous en ferons part aux organisations responsables.

*P.S : Il serait utile de faire reproduire la présente note dans toute notre presse car nous ne pouvons pas faire face à tout les frais de retour et d'hébergement de nombreux camarades qui se présentent continuellement, en particulier envoyé par « Justice et Liberté ».*¹³⁰

¹²⁹ Note du Département au Ministre. *Volontaires pour l'Espagne*. Documents Diplomatiques Français 512 du 19 novembre 1936. DDF 1936-1939 2^e série, Tome IX.

¹³⁰ *Le Combat Syndicaliste* n°176 du 2 octobre 1936.

Les arrivées de volontaires continuent en tout cas d'affluer jusqu'à la fin de l'année 1936¹³¹ avant de chuter brutalement en février 1937 avec la suspension des visas pour l'Espagne appliquée scrupuleusement par les préfets¹³².

Le passage de la frontière des volontaires est cependant une opération nullement anodine pour les volontaires. Entrer en Espagne par les grandes routes ou en train implique forcément un contrôle de la part de la police ou des douaniers français ce qui ne se passe pas toujours pour le mieux comme le note Jean Louis Blanchon : « *Des témoins, de gauche mais peu séduits par l'expérience, nous confiaient que ces volontaires avaient une si mauvaise réputation auprès de la police française qu'on déchirait, sur le pont de Bourg Madame, leurs cartes d'identité pour qu'ils ne puissent plus revenir. Est-ce pour sauver ce document que quatre vingt volontaires ont rejoint Puigcerdà par le chemin de Palau à Aja vierge de toute force de police ?* »¹³³. D'autres témoignages sont plus caustiques : lors des arrivées en groupes, on demande aux volontaires de prendre chacun un nom espagnol et d'apprendre par cœur quelques mots usuels pour donner le change aux douaniers français¹³⁴; on peut douter de l'efficacité réelle du stratagème qui devait assurément plus à la complicité des douaniers qu'à la qualité de la prestation. Jusqu'en février 1937, un simple visa est nécessaire pour se rendre en Espagne et en 1936 les douaniers des Pyrénées Orientales reçoivent des consignes officieuses par voies syndicales d'être peu sourcilieux sur les papiers des volontaires.

Par contre, les volontaires sans papiers sont systématiquement refoulés par les miliciens espagnols à la frontière comme le rapporte l'*Indépendant* du 14 août 1936 « *l'entrée en Espagne est interdite. L'accès du territoire français n'est permis qu'aux porteurs de passeport* »¹³⁵. Les français chargés d'accueillir les volontaires s'affectent d'ailleurs du fait que certains points de passages soient de véritables « passoires » et que le contrôle et le tri parmi les volontaires ne soient pas effectués :

¹³¹ Affirmation établie à partir de l'étude des listes de départs au front de miliciens français, lesquelles seront étudiées plus précisément dans le chapitre 6.

¹³² *Du ministre de l'Intérieur à Messieurs les préfets*, suspension des visas vers l'Espagne. Note du 18 février 1937 Archives Ppo 1663.

¹³³ Jean Louis Blanchon *Une expérience libertaire en Cerdagne 1936-1937*, Mémoire de Maîtrise soutenu à l'Université de Toulouse le Mirail sous la direction de Mrs Almaric et Estèbe en juin 1986, p41.

¹³⁴ Evoqué par Maurice Jacquier dans son autobiographie : Maurice Jacquier *Simple militant*, Dossier des Lettres Nouvelles- Les Lettres nouvelles, Denoël, Paris, 1974, p 79 et suivantes.

¹³⁵ *L'Indépendant* du 14 août 1936 cité in Jean Louis Blanchon, op. cit. p 143

« Le Comité français de Pédralbes vous informe qu'il arrive actuellement des camarades sans papiers [de] Puigcerdà, Port Bou et la Joncquière. Notre rôle nous est difficile, puisqu'il n'y a pas de correspondance entre ces postes et Pédralbes. Je serais heureux que vous portiez cette lettre à la connaissance des camarades responsables de ces postes frontière. »¹³⁶

Les volontaires venus par le train sont obligés de changer de train à Port Bou car les rails français et Espagnols sont, le fait est connu, de largeur différente, ils sont alors soumis à un premier contrôle espagnol, parfois doublé d'un autre, français¹³⁷, du *Comité de Investigación-control extranjero*¹³⁸ il faut alors obtenir un laissez-passer du Comité local pour continuer vers Barcelone¹³⁹ (voir document 2 en annexe) et être de nouveau contrôlé à la gare, même chose à Puigcerdá pour Maurice Jacquier : « *L'un d'eux m'emmène vers Puigcerdá, où le Comité Révolutionnaire me délivrera un laissez-passer.*¹⁴⁰ »

L'arrivée en Espagne.

Les documents du Comité français de contrôle recensent 113 personnes qui sont passées par leurs services du 19 août 1936 au 9 septembre 1936 à Barcelone. Les listes de contrôle couvrent une période trop courte pour être vraiment représentatives ; tous les étrangers arrivés à Barcelone pendant cette période ne sont pas passés par le Bureau français¹⁴¹.

¹³⁶ *Communication du Comité de Contrôle au Comité Français* (de Barcelone) sans date mais forcément rédigé avant novembre 1936. Archives IISG FAI Pe 15 A-3.

¹³⁷ Certains survivants de la *Centurie Sébastien Faure* seront affectés à cette tâche ingrate de contrôle.

¹³⁸ Hanns Erich Kaminski, *Ceux de Barcelone*, Allia, Paris, 2002 (1^{ère} édition : 1937). p 9.

¹³⁹ Quelques exemplaires ont été conservés aux Archives de Salamanque : Barcelona PS 454 et Seccion Militar 4974.

¹⁴⁰ Maurice Jacquier, op cit, p 104.

¹⁴¹ Il faut ajouter que les papiers du *Comité Français de contrôle* ont été très mal conservés et particulièrement dispersés et sont, par conséquent, incomplets. Archives IISG FAI Pe 15, 52,55-C, 62-4.

Néanmoins on peut distinguer quelques éléments.

Volontaires arrivés de France entre le 19/8/36 et le 9/9/36 reçus par le Comité français de contrôle à Barcelone.			
Espagnols			41
Etrangers sauf français *			13
Français	Militants anarchistes	9	59
	Symp. Anarchistes **	7	
	Militants communistes	13	
	Symp. communistes ***	5	
	Sans précision : antifascistes, socialistes, etc.	19	
	Suspects****	3	
	Repartis ou renvoyés immédiatement	3	
Total			113

* : dont 5 belges, 4 suisses, 1 polonais, 1 russe, 1 grec, 1 américain.

** : se déclarant de « tendance libertaire ».

*** : se déclarant « communistes », sans précisions d'un parti ou groupe précis.

***** : Motivations jugées insatisfaisantes, sans précision d'appartenance politique.

D'après cette liste, les trois quarts sont arrivés à Barcelone en passant par Port Bou, les autres via Puigcerdà. Parmi les Français, 11 viennent de Paris, le reste au sud d'une ligne Bordeaux - Clermont Ferrand – Nice. Vu la courte période couverte par cette liste, il est difficile de tirer des conclusions générales mais cela correspond aux villes de départ des volontaires français de l'été 1936, signalées par les articles parus dans *Le Libertaire*. Il faut relever également le nombre relativement élevé de volontaires anarchistes ou de tendance anarchiste, sachant que l'indication d'une appartenance politique est forcément motivée par la présentation d'un document l'attestant et que l'interrogatoire est parfois accompagné de quelques questions plus précises dont les réponses sont compilées sur les documents. Il y a moins d'exigence vis-à-vis des communistes, cela tient sans doute du fait que les membres du Comité français de contrôle sont conscients que ces derniers vont être orientés, ou partir d'eux-mêmes, vers la délégation communiste à Barcelone, l'Hôtel Colón, et par conséquent ne seront pas dirigés vers une unité confédérale.

Dans une lettre au CASDLPE, le délégué de la caserne Pédralbes Jean Dupoux brosse un portrait général des volontaires qu'il reçoit en octobre, celui-ci correspond

tout à fait aux observations relevées à propos des arrivées de volontaires étudiées précédemment :

« [...] *La plupart de ceux qui arrivent ici pour se battre contre les fascistes ne sont pas des camarades du mouvement libertaire mais de braves prolos qui veulent purement et simplement lutter. Ils ne connaissent rien ni de mes idées ni de ce que nous sommes. Si quelques uns arborent une carte de parti, ils n'en sont pas moins ignorants pour cela et ne connaissent rien pour la plupart du parti politique auquel ils sont affiliés. Ils sont seulement des antifascistes sincères. Comme ils sont obligés de séjourner quelques temps à la caserne avant de partir, je vous supplie de me faire parvenir personnellement du matériel de propagande : journaux, brochures, livres, tout ce que vous pourrez me faire parvenir.* »¹⁴²

Avant d'arriver à Barcelone, une partie des volontaires qui sont passés par la petite ville frontière de Puigcerdà dans les Pyrénées s'y arrêtent un temps. Il se développe ainsi à la lisière des deux pays une colonie française au sein d'une région particulièrement autonome par rapport au reste de la Catalogne. Par sa nature et ses fonctions, cette communauté française tient autant du travail de solidarité que de la participation à réalisation d'une micro société libertaire. L'activité des volontaires français de Puigcerdà possède des caractéristiques à l'image de la région : à cheval entre solidarité et intervention directe.

¹⁴² Lettre du 5 octobre 1936 du Comité français de Pédralbes au CASDLPE. Archives IISG FAI Pe 15 A-3.

Chapitre 3

Un trait d'union entre solidarité et participation directe : la communauté française de Puigcerdá.

I. La révolution en Cerdagne.

Une identité liée à la frontière.

La Province de Cerdagne, à cheval sur les Pyrénées, constitue un point de passage ancien entre les « deux sœurs latines ». La frontière, qui marque la séparation entre les deux pays depuis le Traité des Pyrénées, la partage également en une partie française et une espagnole. Le chef-lieu de la partie espagnole, le Comarque de Cerdagne¹⁴³, est la petite ville de Puigcerdá qui jouxte le village français de Bourg Madame. La frontière qui partage la Cerdagne a cependant oublié un petit morceau de terre espagnol au sein du Roussillon : l'enclave de Llivia, qui se retrouve liée à la Cerdagne Espagnole par un chemin déclaré neutre et véritable paradis des contrebandiers.

La double identité de la Cerdagne lui a toujours profité car le tracé de la frontière était jusque là plus implicite que concret. La révolution et la guerre marquent désormais une réelle distinction profonde entre les deux parties, entre celle en guerre et l'autre en paix.

¹⁴³ Aujourd'hui *Comarca de Baixia Cerdanya* dépendant de la province de Girona (Gérone), Catalogne.

Puigcerdá, ville transfrontalière, subit la guerre à travers sa proximité avec la France mais surtout par sa situation d'unique point de passage routier favorable de la région. La route offre de plus une certaine discrétion que n'en possèdent les routes et chemin de fer via Port Bou sur la côte Catalane. La ville ne dispose pas en juillet 1936 de garnison militaire mais seulement un peloton de carabiniers¹⁴⁴ ce qui explique la prise du pouvoir local sans heurts par les organisations ouvrières mais signifie également que le contingent local doit dorénavant composer avec les miliciens pour le contrôle de la frontière.

En fait, l'autorité de la Généralité de Catalogne est parfaitement inexistante sur la frontière jusqu'au mois d'avril 1937¹⁴⁵. C'est, d'ailleurs, le prétexte de la réinstallation des douaniers le 16 avril 1937 par décision du président Negrín qui met le feu aux poudres et achève le pouvoir anarchiste de Cerdagne. Pendant neuf mois, la gestion de la frontière est ainsi assurée directement par le Comité révolutionnaire de Puigcerdá. La capitale cerdane est alors le lieu de prédilections des passages de matériel de guerre, des transferts discrets, de contrebande mais aussi une place réputée pour le rançonnement, qui s'y exerce, des émigrés espagnols¹⁴⁶. C'est également par Puigcerdá qu'il est tenté, début septembre, de faire parvenir des munitions vers Irun assiégée¹⁴⁷ mais aussi là que parviennent les survivants de la résistance Basque et la « Colonne de la mort » des réfugiés d'Irun ; la ville n'a donc pas un rôle militaire direct mais, de part sa situation frontalière, une liaison avec le front. La guerre se fait plus prégnante avec l'arrivée de la seconde vague de réfugiés en février 1937, ceux de Malaga que la Catalogne recueille et distribue dans les Comarques de l'arrière. Ils sont entre 300 et 400 à Puigcerdá¹⁴⁸ c'est-à-dire beaucoup pour une petite ville et cette situation nécessite alors la création d'un Comité pro-réfugiés. Sa gestion, ou plutôt son dynamisme, est notamment le fait de militantes françaises.

La prise du pouvoir local par les organisations ouvrières semble s'être faite sans difficultés particulières. Jean Louis Blanchon juge que la CNT disposait alors

¹⁴⁴ Douaniers espagnols.

¹⁴⁵ Jean Louis Blanchon, *Une expérience libertaire en Cerdagne 1936-1937*. Mémoire de Maîtrise soutenu à l'Université de Toulouse le Mirail sous la direction de MM. Almaric et Estèbe en juin 1986, p15.

¹⁴⁶ Jean Louis Blanchon, op.cit. p 26.

¹⁴⁷ Convoi bloqué par les douaniers français, ce qui indigna durablement en Cerdagne.

¹⁴⁸ *Sembrador* du 14 mars 1937.

d'une situation confortable dans la région et l'élaboration du Comité révolutionnaire reprend la composition partagée par la plupart des nouveaux pouvoirs locaux ou municipaux en Catalogne : « *Presque aussitôt après, les délégués de la CNT et de la FAI arrivaient à Puigcerdà et constituaient un Comité de Front Populaire composé de trois représentants du Front Populaire, de deux communistes libertaires et d'un représentant de la FAI. Mais ce comité dura à peine un jour. Il fut remplacé par un nouveau composé exclusivement de communistes libertaires et d'anarchistes.* »¹⁴⁹ L'originalité tient surtout au fait que la Cerdagne prend une certaine indépendance vis-à-vis « *du gouvernement de Catalogne dont elle recevait les ordres par pure courtoisie, les directives sans en tenir compte*¹⁵⁰ ».

Les premières arrivées de volontaires français à Puigcerdà.

Les institutions nouvelles et l'enthousiasme initial qui suit les premiers jours de la révolution marquent particulièrement les premiers arrivants français. Les témoignages que publient les journaux de la presse révolutionnaire française jouent ainsi, à l'évidence, un rôle dans la notoriété que prend alors la Cerdagne anarchiste en France. Ainsi, à peine deux semaines après le 19 juillet on peut lire dans *Le Libertaire*¹⁵¹ un récit de Pierre Albert de Narbonne¹⁵² :

« *Nous sommes arrivés à Puigcerdá, hier matin, et avons trouvé un enthousiasme tel que tous les espoirs nous paraissent permis.*

Le peuple est armé, voila qui est de bon augure. Il ne se laissera pas ravir l'instrument de son émancipation. Ceci est sûr. L'organisation est parfaite, avec beaucoup de doigté, les éléments syndicalistes et faïstes n'écrasent nullement les représentants des organisations voisines dans l'Alliance ouvrière. Par leur influence

¹⁴⁹ Jean Louis Blanchon, *op. cit.* pp 19 et 24.

¹⁵⁰ Carlos M. Rama, *La crise espagnole au XXe siècle*, Librairie Fischbacher, 1962, p 264 cité in Jean Louis Blanchon *La Cerdagne française face à l'expérience anarchiste de Puigcerdà (1936-1937)* in *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque de Perpignan du 28, 29 et 30 septembre 1989 à Perpignan.

¹⁵¹ L'article est signalé en première page.

¹⁵² Il s'agit en fait d'Albert Perrier dit Germinal, né le 7 août 1897 à Buenos Aires et mort le 25 avril 1970 à Angers. Terrassier, secrétaire de la FA du Nord et Pas de Calais (1923-1926), puis installé à Périgueux et militant de l'UA et syndiqué à la CGT Il reste à Puigcerdà jusqu'en 1939 où il joue un rôle majeur dans les passages clandestins d'armes et au sein du Groupe de Langue Française. Source : DBMOF Maitron, D.Berry.

incontestable, ils ont vu juste à mon avis. Mais ce qui compte, c'est que les décisions prises par le Comité révolutionnaire sont toutes marquées de l'empreinte anarcho-syndicaliste. [...] Je suis très bref, car nous devons partir sur Saragosse ce matin même ou bien sur Barcelone pour être dirigés sur des foyers d'insurrection du centre de l'Espagne.

Fraternel salut de tous les copains¹⁵³».

Un autre témoignage sous forme de chronique-reportage, celui de Ridet et Carpentier, évoque également Puigcerdá avec chaleur dans le *Libertaire* :

« Les repas sont gratuits aux miliciens et combattants.

Tous les non combattants doivent travailler.

La semaine de 36 heures est appliquée et 15 % d'augmentation sur les salaires.

De ce côté tout marche bien¹⁵⁴».

Un collaborateur régulier du *Libertaire*, Lashortes¹⁵⁵, se rend fréquemment à Puigcerdá d'où il rapporte des articles célébrant la mise en place de la « cité future »¹⁵⁶ et appelle ces compatriotes à y participer directement et pratiquement.

Cet engouement parmi les libertaires français pour Puigcerdá vient également de la personnalité de l'homme fort, pour ne pas dire le chef, du Comité Révolutionnaire de Puigcerdá dominé par les anarchistes : Antonio Martín. Ce dernier a milité en effet de nombreuses années dans les cercles anarchistes parisiens¹⁵⁷ des années 20. Lorsque Maurice Jacquier effectue son premier séjour en Espagne en passant par Puigcerdá, il est particulièrement surpris de le retrouver à la tête du *Comité Local des Milices Antifascistes*¹⁵⁸ et donne un témoignage savoureux de ses retrouvailles avec l'ancien cordonnier de Montparnasse¹⁵⁹. Antonio Martín est un personnage aux contrastes forts et Jean Louis Blanchon dans son étude sur l'expérience libertaire en Cerdagne rapporte que son nom évoque encore des souvenirs très marqués voire franchement

¹⁵³ « Ce que veulent les révolutionnaires espagnols » in *Le Libertaire* n° 507 du 31 juillet 1936

¹⁵⁴ « En marche sur Saragosse avec la colonne Durruti- Notre arrivée en Espagne », courrier de Ridet et Carpentier in *Le Libertaire* n° 508 du 7 août 1936.

¹⁵⁵ Lashortes est le nom de plume du célèbre pacifiste et libertaire Maurice Catalogne.

¹⁵⁶ « Aux camarades du Sembrador » in *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936.

¹⁵⁷ Militant anarchiste espagnol, il est contraint à l'exil comme tant d'autres espagnols par Alphonse XIII, il réside à Paris jusqu'en 1934.

¹⁵⁸ Où il siège en tant que délégué de la CNT.

¹⁵⁹ Maurice Jacquier, *Simple militant*, op.cit, p 105.

hostile dans les enquêtes orales qu'il a réalisées dans les années 80 mais signale également que l'homme était de fait un remarquable meneur d'hommes¹⁶⁰.

II. Les miliciens français

Dès la fin juillet, le *Combat Syndicaliste* signale des Français à Puigcerdá¹⁶¹ et, à la mi-août, le même journal fait état de la correspondance d'un certain « M », militant français présent à Puigcerdá d'où il donne des nouvelles de quatre français également membres de la CGT-SR dont deux militants de Narbonne¹⁶². L'un d'entre eux a « été chargé de loger les compagnons venus d'un peu partout, dans un des trois grands hôtels réquisitionnés et organisé un restaurant coopératif pour les mêmes compagnons »¹⁶³.

Les gardes mobiles stationnés à Bourg Madame font également parvenir des rapports à propos de l'intégration de certains français dans la milice locale¹⁶⁴. Ridet et Carpentier, dans un courrier envoyé au *Libertaire* au même moment, insistent sur le fait que la participation à la vie locale passe nécessairement par l'admission dans la milice de Puigcerdá :

« De nombreux groupes d'espagnols et de français sont arrivés et sont entrés dans la milice. Nous retrouvons des copains de Narbonne, de Tarbes, etc. Ils participent déjà à la besogne quotidienne avant de rejoindre les colonnes. [...] Cent cinquante volontaires sont partis en train vers Barcelone. »¹⁶⁵

Il est particulièrement difficile d'établir avec précision le nombre de volontaires français qui sont passés, ou même restés, dans la milice de Puigcerdá. La

¹⁶⁰ Jean Louis Blanchon, *op. cit.* p 27 et 31.

¹⁶¹ *Le Combat Syndicaliste* n°167 du 31 juillet 1936.

¹⁶² *Le Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936, la correspondance est datée du 5 août 1936.

¹⁶³ Idem

¹⁶⁴ *Des français servent dans la milice de Puigcerdá*, Archive départementale de l'Aude, 6 M27, cité par Rémi Skoutelsky in *Les volontaires français en Espagne républicaine (1936-1939)* Thèse d'Histoire Contemporaine sous la direction de Antoine Prost, Paris I, soutenue en 1996. p 169.

¹⁶⁵ « En marche sur Saragosse avec la colonne Durruti », courrier de Ridet et Carpentier au *Libertaire* in *Le Libertaire* du 7 août 1936.

plupart des volontaires français partent pour Barcelone, une minorité reste sur place et une partie d'entre eux rejoint directement le front ; ils sont alors notamment concentrés à Tarragone comme les miliciens espagnols de la région. Enfin, la plupart sont intégrés à la colonne de la FAI *Hilario-Zamora* qui se constitue à partir des miliciens de l'Ouest de la Catalogne. Puigcerdá fournit la 5^e Centurie de la colonne en décembre 1936 mais les miliciens français venus de Puigcerdá sont suffisamment nombreux pour créer un groupe international dans la colonne, le « *groupe international* [dit] *de Puigcerdá* »¹⁶⁶. A l'origine, il y a l'un des tous premiers groupes de volontaires français qui part de la banlieue nord de Paris le 22 juillet 1936. Ils restent quelque temps à Puigcerdá avant de rejoindre la *Columna Hilario Zamora* mais la plupart des membres de ce groupe sont des espagnols de Saint Denis, les français qui les accompagnent les suivent sûrement par esprit de groupe vers cette unité. En tout cas, ces français et leur délégué Armand Aubrion, combattent durement sur l'Ebre à Zaida avant d'être rejoints en novembre par les français de la *Centurie Sébastien Faure*.

D'après son travail sur les listes de miliciens demeurés à Puigcerdá, Jean Louis Blanchon signale que « *De fait, les cent cinquante noms de miliciens connus ont le plus souvent une sonorité ibérique à part une dizaine d'exceptions : Pierre Grave, Jean Barde, Ivan Deguot, Georges Vieu, Paul Galtier, Alphonse Tricheux*¹⁶⁷, *Paul Loubic et Paul Dermé*.¹⁶⁸ » Le seul nom identifiable parmi ceux que relève Jean Louis Blanchon est celui d'Alphonse Tricheux¹⁶⁹ qui reste dans la milice de Puigcerdá jusqu'en mars 1937. Peut-on alors en déduire que les sept autres miliciens de la liste sont restés de façon permanente ? Parmi les rares témoignages qui abordent ce sujet, on note également la présence de miliciens d'autres nationalités, italiens, tchèques et allemands, sans atteindre apparemment l'effectif des miliciens français.

Le journal français de droite *L'Eclair* rapporte à ses lecteurs qu'il y a cinquante miliciens français à Puigcerdá en mai 1937 mais il est difficile de juger de la

¹⁶⁶ « La vérité sur le 'front paresseux' » de Ridet et Carpentier in *Le Libertaire* n° du 15 avril 1937. La mention de « dit de Puigcerdá » et l'absence de majuscule le distinguent dans les témoignages du « vrai » *Groupe International*, celui de la colonne *Durruti*.

¹⁶⁷ Né le 22 janvier 1880 et décédé le 16 octobre 1957. Militant anarchiste de Toulouse, syndiqué à la CGT-SR. Source : *DBOMF* Maitron.

¹⁶⁸ Jean Louis Blanchon « La Cerdagne française face à l'expérience anarchiste de Puigcerdá (1936-1937) » in *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque de Perpignan du 28, 29 et 30 septembre 1989 à Perpignan, p 127.

¹⁶⁹ Il faut toutefois préciser qu'Alphonse Tricheux à 56 ans en 1936 ce qui, de fait, lui interdit une participation directe au front en tant que milicien.

pertinence de cette estimation car les journalistes travaillant pour des journaux jugés inamicaux ont été expulsés¹⁷⁰.

La population garde plutôt une mauvaise image des miliciens français d'après les entretiens oraux réalisés par Jean Louis Blanchon : « *Ils faisaient les chefs sans travailler* »¹⁷¹, ils étaient parmi les plus violents des miliciens mais surtout on les accuse d'avoir été des « *planqués* ». Il est ainsi reproché aux miliciens français de Cerdagne « *d'avoir choisi de faire la révolution à l'arrière pour ne pas être au contact direct des fascistes en Aragon* »¹⁷². On notera qu'il s'agit néanmoins d'une remarque récurrente vis-à-vis des miliciens locaux ou des membres de la *Retaguardia*¹⁷³. En France la presse n'est pas plus généreuse à leur sujet : lors de l'offensive des troupes régulières du Gouvernement sur Puigcerdá, l'*Indépendant* évoque la question des miliciens étrangers :

« *La situation à Puigcerdá devient de plus en plus confuse. Les anarchistes démolissent la prison. Cinquante miliciens français, italiens et tchèques cherchent à quitter la ville ; la police française ne leur permet pas le passage et l'on laisse faire courir le bruit que ces miliciens ont peur d'aller sur le front.* »¹⁷⁴

La présence des volontaires français à Puigcerdá est cependant suffisamment importante pour motiver la création de plusieurs groupes français très originaux dont on trouve essentiellement l'écho à travers le journal local des *Juventud Libertarias*¹⁷⁵ : le quotidien *Sembrador*. Il s'agit d'un journal à la mise en page très soignée, aérée et dont les articles témoignent d'un réel dynamisme culturel ; il est le seul quotidien libertaire Cerdan. A l'automne 1936, dans certains numéros, les petites annonces concernant des français occupent parfois la moitié des brèves, preuve de la collaboration de français au journal¹⁷⁶. Au début de l'année 1937, une double page

¹⁷⁰ *Le Combat Syndicaliste* n°169 du 14 août 1936.

¹⁷¹ Jean Louis Blanchon, *op. cit.* p 42.

¹⁷² Jean Louis Blanchon, *op. cit.* p 41.

¹⁷³ Littéralement « arrière garde », unités militaires aux mêmes attributions que les « territoriaux » en France à la même époque : protection des ponts, des dépôts, patrouilles à l'arrière du front, etc.

¹⁷⁴ Jean Louis Blanchon, *op. cit.* p 167, d'après *L'Indépendant* du 21 mai 1937.

¹⁷⁵ Jeunesses Libertaires, groupe anarchiste espagnol qui pendant le conflit se fait l'écho des anarchistes les plus orthodoxes.

¹⁷⁶ *Sembrador* n°18 du 22 novembre 1936.

francophone y est introduite (*Pagina de colaboración en francés*) et est offerte à l'expression du Groupe de Langue française et au Groupe Féminin.

III. Le Groupe de Langue Française de Puigcerdá.

La création d'un groupe français spécifique à Puigcerdá ne correspond pas à une décision pratique prise par le CASDLPE ou une organisation quelconque. : il s'agit d'un rassemblement de militants présents sur les lieux qui ont jugé utile de se regrouper par affinité linguistique vers l'automne 1936, soit bien après les premières vagues d'arrivée de volontaires. La naissance du groupe est annoncée dans le *Combat Syndicaliste* par une simple note :

« Nos amis séjournant dans la localité frontière de Puigcerdá ont constitué un groupe anarchiste de langue française. Son but est de renforcer la liaison entre les groupes français et Barcelone. Ce groupe est constitué avec l'assentiment de nos camarades de la FAI. Pour toute correspondance, s'adresser à Albert Perrier, Hôtel Salvat, Bourg Madame, Pyrénées-Orientales. ¹⁷⁷ »

Il est certain qu'avant décembre 1936 des contacts existent entre les différents comités français de Barcelone et Puigcerdá à propos de l'accueil des volontaires à la frontière¹⁷⁸. En effet, les membres du Groupe Anarchiste de Langue Française semblent jouer un rôle dans le contrôle à la frontière mais il n'est pas possible de considérer l'ampleur de leur activité : il n'existe pas de bureau de contrôle français officiel à Puigcerdá comme celui créé à Barcelone fin août.

La Section française de Barcelone entretient également une correspondance avec un groupe français à Puigcerdá puisque son journal se fait l'écho d'un

¹⁷⁷ « A Puigcerdá » in *Le Combat Syndicaliste* n°185 du 4 décembre 1936.

¹⁷⁸ Signalons également que Marcel Schlauder, militant français influent de Barcelone, se rend à Puigcerdá en décembre 1936.

« *malentendu avec Puigcerdá*¹⁷⁹ » à propos de la diffusion du *Bulletin d'Information*. Cependant, ni le *Bulletin d'Information*, ni la presse libertaire espagnole ne se font l'écho de la naissance de ce comité. De même, les journaux révolutionnaires français ne publient que les communiqués envoyés par le groupe tandis que de nombreux articles de cette même presse sont écrits à propos des réalisations du Comité révolutionnaire de Puigcerdá. Le correspondant du groupe à Bourg Madame est Albert Perrier dont on connaît le rôle important qu'il joue dans le passage clandestin d'armes vers l'Espagne en liaison avec le CEL mais moins son activité ou influence au sein du groupe. Alphonse Tricheux et sa femme Pauline Tricheux¹⁸⁰ sont sans conteste les deux principaux animateurs des groupes français à Puigcerdá. Alphonse Tricheux rejoint Puigcerdá au début du mois d'août tandis que sa femme y effectue des séjours fréquents avant de s'y installer début 1937. Hoche Meurant¹⁸¹ participe également très tôt aux activités du groupe et collabore régulièrement au *Sembrador*. Aristide Lapeyre fréquente également le groupe, même avant sa participation au Grand meeting international du 18 décembre 1936¹⁸² organisé à Puigcerdá où Alexandre Mirande est invité au nom de l'AIT et Pierre Besnard pour la CGT-SR, (soit les trois militants à la tête de la Confédération française). Le Groupe Anarchiste de Langue Française est effectivement très proche de la CGT-SR et, contrairement à beaucoup de membres de la Section Française de Barcelone, il reste très lié à l'organisation anarcho syndicaliste française. Ainsi dans *Sembrador* paraissent des articles très critiques contre le *Libertaire*, la *Pensée Humaine* et le *Barrage*¹⁸³ ainsi que de nombreuses communications de groupes ou individus de la CGT-SR

¹⁷⁹ « La vie de la Section Française » in *Bulletin d'Information* n°8 du 22 décembre 1936.

¹⁸⁰ Peut être également leur fille.

¹⁸¹ Hoche Meurant, né le 17 décembre 1883 à Roubaix, mort le 13 avril 1950 à Croix (Nord). Ouvrier bonnetier, militant anarchiste de la région Nord, il est membre de la CGT-SR. Il écrit certains articles pour *Sembrador*, notamment un curieux « hymne des internationaux », et il est souvent fait état de dons généreux de sa part pour les différents groupes de Puigcerdá. Il est gravement blessé lors d'un accident de voiture lors d'un séjour en France fin janvier 1937. Sources : DBMOF Maitron, *Le Libertaire* du 5 février 1937.

¹⁸² *Sembrador* du 20 décembre 1936.

¹⁸³ *Sembrador* du 22 novembre 1936.

Vers une Section Française ?

Peut-on parler pour autant d'une Section Française-bis à Puigcerdà ? David Berry répond par l'affirmative¹⁸⁴. Ce titre lui est donné par le *Combat Syndicaliste* et le *Libertaire* dans les communications qu'ils reçoivent du « nouveau » Groupe Anarchiste de Langue Française.

En effet, le groupe se recompose en février 1937 en prévision des conditions nouvelles des contrôles à la frontière et de l'interdiction faite aux volontaires étrangers de se rendre en Espagne. Ce serait donc plutôt ce « nouveau » groupe qui souhaite être considéré comme la Section Française de Puigcerdà. Le *Combat Syndicaliste* et le *Libertaire* publient en février la communication suivante :

« Section Française de Puigcerda

En raison des nouvelles conditions qui vont régir la frontière, les miliciens de langue française de Puigcerda ont pensé devoir reconstituer sur une forme plus sérieuse et plus rigoureuse le groupe qu'ils ont fondé dans cette localité il y a quelque temps. Tout français venant de l'intérieur de l'Espagne aussi bien que ceux arrivant de France et passant par Puigcerda, seront tenus de passer par le groupe et prendront contact avec le permanent pour le contrôle et tous les renseignements utiles. [...]

Correspondance : Perrier Albert

Pour le groupe : M Rougier.¹⁸⁵»

Ainsi, en mars 1937, le groupe fait passer une communication dans *Sembrador* qui laisse suggérer que le groupe dispose d'un rôle à la frontière notamment à propos du recensement et l'orientation des volontaires :

« Camarades, venant de France ou y allant, adressez-vous pour tous renseignements utiles à la Section Française, ainsi que pour tous autres renseignements :

Groupe de Langue Française

¹⁸⁴ David Berry, *French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-1939 : Contribution to a Colective Biography of the French Anarchist Movement*, p 7.

¹⁸⁵ Le *Combat Syndicaliste* n°197 du 26 février 1937, Le *Libertaire* n° 537 du 25 février 1937.

Siège des Sindicatos Unicos¹⁸⁶ »

Toujours dans *Sembrador*, le groupe évoque sa reformation autour de principes généraux très vagues : cette déclaration, qui n'est pas envoyée ou pas publiée par les principaux journaux libertaires français, est assez explicite sur l'impact réel de l'activité du groupe vis-à-vis des structures espagnoles :

« Le groupe de Langue Française à l'opinion publique

Depuis quelque temps, le Groupe de langue française de Puigcerdà, mène une activité, subordonnée aux évènements.

Plus que jamais il vient de démontrer sa raison d'être.

Il était nécessaire pour Puigcerdà de l'existence du groupe. Le contrôle des camarades de langue française allant et venant de France, leur donner toutes les indications utiles, leur fournir [la possibilité] de continuer leur route, et écarter les éléments douteux ou inconscients, apporter la solidarité aux réfugiés victimes de l'ignoble fascisme et [se] mettre à la disposition du comité, pour tout le travail nécessaire à la Révolution.

Voici, les grandes lignes que le groupe de langue française s'est tracé.

On peut dire sans être taxé de vanité que le groupe a fait tout son possible pour donner un résultat positif, aux grandes lignes citées plus haut.

Toujours en accord avec les compagnons responsables des groupements du comité de Puigcerdà, et contrôlé par eux, nous avons apportés dans la lutte de chaque jour notre part de Matériaux pour l'édifice de la société nouvelle.

Nous voulons croire que les Compagnons Libertaires de Langue Espagnole, ainsi que tous les camarades de Puigcerdà comprendront l'effort que nous voulons fournir.

Nous espérons aussi qu'ils ne verront pas dans notre activité une façon de s'immiscer dans leurs propres affaires, que logiquement leur appartient, notre rôle consiste purement et simplement d'apporter toute notre collaboration à la lutte contre le fascisme.

¹⁸⁶ *Sembrador* du 14 mars 1937.

Nous demandons à nos camarades Anarchistes, Syndicalistes et Jeunesses Libertaires de faciliter notre tâche en nous donnant la possibilité de connaître leurs besoins et ils peuvent être assurés de notre activité et de notre dévouement pour réaliser dans la mesure de nos possibilités la solidarité nécessaire à la lutte.

Notre siège est (situé au siège des) Syndicats de la C.N.T. salle n°21, une permanence est assurée pour recevoir les Camarades de langue française qui fournira tous les renseignements et répondra aux demandes qui pourrait être faite par les camarades de Puigcerdà.

Le Groupe.¹⁸⁷»

En effet, le groupe possède jusqu'alors certaines activités curieuses pour un Comité investi dans la réalisation d'une société future. Le Groupe de Langue Française de Puigcerdà communique ainsi début 1937 à propos de son activité....de vente par correspondance comme en témoigne cet encart publié dans le *Libertaire* :

« Les camarades lecteurs du « Libertaire » sont avisés que le groupe de Langue Française de Puigcerdà continue à fonctionner. Nous invitons les compagnons à nous écrire pour toute demande de renseignements. Nous pouvons nous charger de livrer à tous les groupes qui nous en feront la demande, des foulards, tableaux, insignes, brochures françaises et espagnoles. Ecrire à Albert Périer, Hôtel Salvat, Bourg Madame.¹⁸⁸ »

Idem dans le *Combat Syndicaliste* :

« Nous informons également les groupes de France ainsi que les syndicats anarcho syndicalistes que le groupe de Puigcerda est en mesure de fournir sur leur demande tous emblèmes, insignes, tableaux, affiches, brochures, almanach 37, etc dont ils voudraient effectuer l'achat et ceci aux meilleurs prix.¹⁸⁹»

¹⁸⁷ « Le groupe de Langue Française à l'auinion publique (sic) » in *Sembrador* du 14 mars 1937, il s'agit ici d'une version corrigée, l'article publié en français dans les pages de *Sembrador* est parfois incompréhensible vu l'orthographe et la grammaire employées.

¹⁸⁸ *Le Libertaire* n° 536 du 18 février 1937.

¹⁸⁹ *Le Combat Syndicaliste* n°197 du 26 février 1937

En mars cependant, l'activité du groupe se concentre de plus en plus sur l'accueil des réfugiés espagnols après la chute de Malaga à l'intérieur du Comité *pro-refugiados*. Les communications aux journaux français appellent à la générosité des lecteurs et sont signés des « *Groupe français et Groupe Féminin de Puigcerdá* ». Il est évident que les contacts de certains militants français présents à Puigcerdá avec la France sont particulièrement appréciés pour la mise sur place de souscriptions spécifiques pour les réfugiés. C'est la française Paule Tricheux du *Grupo Femenino* qui incarne le mieux cet engagement des françaises dans une initiative à la lisière entre le volontariat direct et la démarche de solidarité.

IV. Le Groupe Féminin libertaire.

Ce groupe prend la relève du *Grupo de accion y Cultura y Educacion Libertaria*, dont les ambitions et la nature sont très proches des groupes « *Mujeres Libres* » espagnols, sans toutefois en faire apparemment partie. Une pleine page du *Sembrador* de mars 1937 rend hommage au Groupe Féminin, « *A las Mujeres Libres*¹⁹⁰ », article accompagné d'une photo sur laquelle figure le groupe de femmes, dont certaines portent un foulard de la FAI (voir document 6 de l'annexe documentaire).

Il est évident que Paule Tricheux a une grande responsabilité dans la création du groupe. Elle relaye très fréquemment les initiatives du groupe vers la France et se forge un nom dans la presse anarchiste pour son activité à Puigcerdá : elle reçoit un grand nombre de courriers et certaines de ses réponses sont publiées dans le *Combat Syndicaliste*. Elle adopte très vite un grand nombre de surnoms singuliers accolés à sa signature des articles qu'elle envoie à *Sembrador* et au *Combat Syndicaliste*. Citons entre autres : « *La Maman du G.F. de Puigcerdá. Paule Tricheux.*¹⁹¹ » ou encore

¹⁹⁰ « *A las Mujeres Libres* » in *Sembrador* n°33 du 7 mars 1937.

¹⁹¹ « Communiqué du Groupe Féminin » in *Sembrador* n°35 du 21 mars 1937.

« Signé : Celle qui considère de son devoir d'être la maman des petits déshérités. Paule Tricheux¹⁹² ».

Egalement membre du Comité Anarcho Syndicaliste féminin de Toulouse, comme la femme de René Teulé¹⁹³, elle met en contact les deux groupes en créant par là même un véritable réseau de solidarité entre les deux villes. Le *Libertaire* publie en février une communication de Paule Tricheux qui annonce la création du Groupe :

«Groupe d'action, de culture et d'éducation des femmes libertaires.

A Puigcerdà

Face aux évènements, les femmes de Puigcerdà ont senti la nécessité d'apporter la coopération de leurs efforts dans la Révolution et la guerre contre le fascisme.

Elles ont décidé de former un groupe féminin libertaire qui à tenu sa première réunion le mercredi 12 février. Le bureau est ainsi constitué : secrétaire : la camarade Pienette Cerda ; secrétaire adjointe : Emilia Molina ; trésorière ; Lucie Cabello ; Trésorière adjointe Madeleine Perez ; déléguée à la propagande : les camarades Paule Tricheux, Aurora Lorenzo, Buenaventura Vidal, Emilia Lopez et Armonia Sola. De nombreuses adhésions furent enregistrées. A la réunion du vendredi 12 février 1937, un important travail de propagande fut envisagé.

La camarade Paule Tricheux dit que devant la prolongation de cette guerre, la femme doit se préparer à occuper tous les postes que les hommes laisseront quand ils partiront au front et monter aux fascistes qu'elles garderont énergiquement tous les points menacés. Après une discussion générale sur ce sujet, il fut décidé que chacune s'exercerait au maniement du fusil, cependant que certaines camarades manoeuvrèrent le volant automobile.

La question brûlante de l'éducation de l'enfant est une de celle qui préoccupent le plus nos camarades.

Nombreuses adhésions nouvelles furent enregistrées. Le groupe féminin de Puigcerdà. N.B. : Pour le groupe, adresser toute la correspondance, journaux, revues, etc. à la camarade Paule Tricheux, poste restante, Bourg Madame (Pyrénées Orientales)¹⁹⁴ »

¹⁹² *Le Combat Syndicaliste* n°199 du 12 mars 1937.

¹⁹³ Militant libertaire français à Barcelone, milicien chargé pendant un temps de représenter la Section française de Barcelone à la caserne Espertaco.

¹⁹⁴ *Le Libertaire* n°538 du 4 mars 1937.

Avec la chute du pouvoir anarchiste en Cerdagne en avril 1937, le groupe se fond dans le Comité pour les réfugiés¹⁹⁵.

Les groupes français de Puigcerdà forment un ensemble singulier de la participation française à la révolution espagnole. Des français ont fait la démarche volontaire de s'installer en Cerdagne et même de s'engager dans la milice locale mais leurs activités restent toutefois très déconnectées du reste de l'Espagne et surtout de la grande communauté française de Barcelone.

¹⁹⁵ David Berry, *French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-1939 : Contribution to a Colective Biography of the French Anarchist Movement*, p 8. http://melior.univ-montp3.fr/ra_forum/en/people/berry_david/spain_french.volunteers.a.html

Deuxième partie

« Rien n'est changé effectivement, sauf une chose : le pouvoir est au peuple. Les hommes en bleu commandent ; C'est à présent une de ces périodes extraordinaires, qui jusqu'ici n'ont pas duré, où ceux qui ont toujours obéi prennent les responsabilités. Cela ne va pas sans inconvénients, c'est sûr. Quand on donne à des gamins de dix-sept ans des fusils chargés au milieu d'une population désarmée... »

Simone Weil, Journal d'Espagne.

La colonie française de Barcelone

Chapitre 4

1936-1937, aspects de la « Barcelone française ».

I. Délégations et permanents.

La guerre civile qui succède à l'échec du soulèvement militaire conjuguée à la pérennisation de la situation révolutionnaire en Catalogne force les organisations ouvrières espagnoles à multiplier les contacts internationaux ; il s'agit d'obtenir une visibilité internationale et d'intensifier la propagande étrangère en direction du mouvement ouvrier. Avec l'arrivée des étrangers venus se battre aux côtés des miliciens il faut également mettre en place des infrastructures affinitaires et linguistiques particulières, créer des journaux dans la langue, encadrer cette population pan européenne qui rejoint Espagne et principalement Barcelone

La mise en place des Sections étrangères de la CNT-FAI.

Le 24 juillet 1936 est décidée la restructuration du service de propagande internationale de la CNT, sous l'initiative d'Augustin Souchy, en accord avec le Comité National de la CNT. Ce dernier, militant anarcho-syndicaliste allemand exilé en France¹⁹⁶, est en Espagne depuis début juillet 1936 et membre de la CNT. Militant

¹⁹⁶ Lors de son exil en France il est inscrit sous un pseudonyme à la CGT-SR. Cela lui sera reproché par la suite.

européen plus qu'allemand, il met en place le Service d'Information et de Propagande étrangère qui comprend alors deux sections : Une Section espagnole et une Section internationale. Cette dernière est composée de « Sections étrangères » divisées par langue et tenues par des militants recrutés directement par Souchy.

Ces sections étrangères ont pour seules vocations de produire et de traduire du matériel de propagande et, éventuellement, d'en assurer la diffusion en lien avec les organisations libertaires étrangères. Elles s'occupent notamment des tâches administratives liées aux éditions en langue étrangère d'*Informacion y Propaganda de la CNT y FAI Boletín de la Confederacion Nacional del Trabajo y Federacion Anarquista Iberica*¹⁹⁷, quotidien du Service d'Information et de Propagande de la CNT et de la FAI.

Ces services, et donc le bulletin, sont sous la direction du francophile Bernardo Pou¹⁹⁸. Le bulletin constitue le principal organe d'information et de liaison confédéré de Barcelone : il publie quotidiennement des informations générales issues des différentes structures confédérées de la capitale Catalane, les déclarations officielles de la CNT et de la FAI et des articles issus d'autres organes syndicaux de la Confédération ou d'organismes affiliés. Enfin, il contient jusqu'au printemps 1937 les communiqués officiels du Comité Régional à propos du front d'Aragon.

Cinq jours à peine après le début du soulèvement militaire, *Informacion y Propaganda* de la CNT et FAI annonce ainsi l'impression de deux nouveaux périodiques édités par les Services d'Information et de Propagande : l'un en allemand¹⁹⁹ et l'autre en français, intitulé *Bulletin du Service d'Information de la CNT et FAI*.

Ces deux bulletins ont pour vocation « *d'informer les gens de langue française et allemande sur l'évolution de notre organisation comme les faits d'armes des combattants de la CNT et de la FAI* »²⁰⁰. Conçus à l'origine comme bihebdomadaires et composés de six à dix pages ronéotypées, les bulletins ont en fait une publication variable dans le temps, tributaire des difficultés matérielles rencontrées par les Sections

¹⁹⁷ Le premier numéro sort le 23 juillet 1936, son nom évolue quelques numéros plus tard en *Boletín de Informacion. Informes y noticias facilitadas por la CNT y la FAI*.

¹⁹⁸ Bernardo Pou-Riera, secrétaire délégué à la Presse et à la propagande de la CNT, très lié avec les organisations anarchistes françaises dont il épousera l'une des jeunes militantes les plus actives, Renée Lamberet, qui effectue alors de nombreux séjours en Espagne libertaire. Source : fiche DBMOF Maitron.

¹⁹⁹ *Informationsdienst der syndikalisten CNT und der anarchistischen FAI*.

²⁰⁰ *Boletín de Informacion* n°2 du 24 juillet 1936. Traduction de l'auteur.

étrangères. Le bulletin est confié au français Styr Nhair²⁰¹, nommé à ce poste par Augustin Souchy.

La Section Information et Propagande étrangère de la CNT est évidemment en lien étroit avec le Comité Anarcho Syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol, son secrétaire délégué, Pierre Besnard, effectue de nombreux séjours à Barcelone et participe alors aux réunions du Service. En son sein se forme ainsi un groupe de militants français déjà présents à Barcelone en juillet 1936 ou envoyés dès les premiers jours du soulèvement par les organisations libertaires françaises. La plupart sont membres de la CGT-SR, quelques uns de l'UA ou de la FAF. La section étrangère française accueille notamment les délégués permanents de la CGT-SR: Les deux frères Lapeyre, Aristide puis Paul, et Alexandre Mirande. Selon Jérémie Berthuin, « *Alexandre Mirande, militant CGT-SR de la région de Toulouse, a un rôle avant tout administratif : il sert de d'intermédiaire entre la CNT- FAI et la CGT-SR et entre la centrale espagnole et l'AIT dont la CGT-SR, rappelons-le, gère le secrétariat. Il est secondé par Adrien Périssaguet secrétaire général de la CGT-SR en Haute Vienne et administrateur du Combat Syndicaliste. Il est envoyé en juillet 1936, à Barcelone à titre d'observateur.* »²⁰² C'est depuis la Section internationale que sont envoyés au *Combat Syndicaliste* les articles de la rubrique « Informations d'Espagne ».

C'est depuis la Section internationale qu'est rédigée et imprimée *l'Espagne Antifasciste*, dont le travail est effectué par les délégués français du CASDLPE, tous membres de la CGT-SR. *L'Espagne Antifasciste* prend le relais de la propagande francophone, le *Bulletin d'information* en langue française disparaît ainsi au bout de six numéros. Néanmoins, les initiatives de propagande française depuis Barcelone continuent, principalement à travers les émissions en langue française de Radio CNT-FAI.

Les français sur les ondes de Radio CNT-FAI.

Les Services d'Information et de Propagande de la CNT et de la FAI disposent à Barcelone d'un grand choix pour la diffusion de la propagande du fait des réquisitions révolutionnaires : les imprimeries et les ateliers des anciens journaux bourgeois sont

²⁰¹ C ou G Styr-Nhair, rédacteur de la *Revue Anarchiste*, présent à Barcelone au moment du pronunciamiento.

²⁰² J. Berthuin, op. cit, p. 100.

investis par une pléthore d'opuscules révolutionnaires de toutes sensibilités. En 1937, les presses semi clandestines des ambassades italiennes et allemandes sont « découvertes » et mises à profit par certaines organisations ouvrières de Barcelone.

Le médium le plus important utilisé par la Confédération espagnole est sans conteste les ondes de Radio CNT- FAI dont la direction est confiée au militant confédéral espagnol Torhyo. La réquisition de la station de *Radio Barcelona* dès les premiers jours de la révolution donne à la propagande libertaire une dimension tant nationale qu'internationale.

De nombreuses personnalités françaises sont invitées à y prendre la parole lors de leur passage à Barcelone, citons notamment Sébastien Faure et Roger Monclin²⁰³, en septembre, ou Pierre Besnard, en décembre 1936. Parmi les français résidant à Barcelone, les orateurs sont nombreux à s'exprimer régulièrement à l'antenne, Aristide Lapeyre, Jean Dautry et Pierre Odéon d'août à octobre 1936 puis Jean Dupoux et surtout Ferdinand Fortin jusqu'à la disparition en mai 1937 de Radio CNT-FAI par décision de la Généralité de Catalogne.

L'occasion offerte aux militants français de disposer depuis l'Espagne d'une possibilité d'émettre jusqu'en France conjuguée au peu de contrôle opéré par Torhyo sur les speakers à l'origine donnent parfois lieu à des interventions médiocres mais surtout à certaines initiatives extrêmement partisans. Les membres de la Section française des services d'Informations et de Propagande constatent en effet un certain nombre d'irrégularités au nombre desquelles la mise place d'émissions en langue étrangère sans concertation avec les sections étrangères. :

*« Des militants du mouvement français ont pu utiliser la radio et de la tribune de la CNT-FAI pour une propagande exclusive en faveur de leur organisation et tendances particulières, en violation des accords passés lors de la constitution du Comité Anarcho-Syndicaliste de Paris. Cette erreur aurait pu être évitée si on avait consulté préalablement la section française au lieu de la placer devant le fait accompli. »*²⁰⁴

²⁰³ Animateur du journal humaniste et pacifiste intégral de tendance libertaire *La Patrie Humaine*.

²⁰⁴ *Projet de réorganisation des services d'information et de propagande étrangère*. Sans date. Archives IISG 62 C3.

Les militants visés ici sont indubitablement ceux de la CGT-SR. On peut supposer que ces incriminations valent surtout pour la fin de septembre 1936, date à laquelle les conflits apparaissent plus visiblement entre les militants français. Dans le même temps, le travail des membres de la Section française des Services d'Information et de Propagande comme celui des autres sections étrangères, est très rapidement parasité par la personne du secrétaire-délégué-permanent de l'AIT à Barcelone : l'allemand Rudiger²⁰⁵. Appuyé par Souchy en juillet 1936 pour obtenir le poste de Délégué permanent de l'AIT à Barcelone, Rudiger fait très rapidement obstruction aux autres délégués des organisations internationales, plaçant l'AIT à travers sa personne, comme intermédiaire impératif entre les délégués étrangers et les Comités de la CNT²⁰⁶.

Ce panorama quelque peu accablant semble réduire le rôle des Sections étrangères à l'état de gadget : les sections ne sont pas consultées ni mises à contributions dans les rôles qui paraissent pourtant naturellement leur échoir. La réalité est cependant plus complexe : si les débuts des Sections étrangères sont marqués par une improvisation totale²⁰⁷, celles-ci s'organisent rapidement, quitte à prendre une certaine autonomie avec le Service d'Information et de Propagande et se rattacher aux groupes étrangers qui gravitent autour de la CNT à Barcelone.

De même, les sections étrangères se retrouvent de moins en moins en lien avec les opérations de propagande vers l'étranger. L'arrivée massive de volontaires étrangers à Barcelone donne aux sections étrangères d'autres responsabilités qui modifient rapidement leur nature même. Des comités étrangers se forment dans les casernes, au début de façon informelle avant d'être reconnus par la CNT. Celle-ci souhaite déléguer le travail de contrôle et d'orientation aux sections étrangères qui s'y plient de mauvaise grâce : en effet, celles-ci qui avaient initialement un rôle stricte de propagande sont dorénavant invitées à effectuer un travail administratif important et fastidieux.

La Section Française des Services d'Information et de Propagande se disperse ainsi dans un grand nombre de tâches et ses membres rejoignent alors une tentative de fédération des groupes libertaires français à Barcelone ; non plus à l'initiative de la CNT

²⁰⁵ Helmut RUDIGER, né en 1903, mort en 1966. Anarcho-syndicaliste allemand, théoricien du fédéralisme libertaire. Il occupe différents postes au sein de l'AIT. Contraint à l'exil, il rejoint la France puis l'Espagne en juillet 1936.

²⁰⁶ Déclaration de Souchy au congrès extraordinaire de l'AIT de décembre 1937. Archives IISG FAI Pe 17.5.

²⁰⁷ Improvisation de toute manière partagée par la plupart des structures nées durant l'été 1936.

mais des individus français présents à Barcelone, sous le patronage du CASDLPE. En effet, un grand nombre de petits groupes français se sont créés à Barcelone, ils éditent leur propre presse et disposent donc d'une certaine visibilité.

II. Les français de Barcelone : Dispersion et structures affinitaires.

Le modèle italien.

Il y a indéniablement chez les français la volonté d'imiter le fonctionnement des antifascistes italiens de Barcelone. En effet, les militants et volontaires s'émancipent peu à peu de la CNT et donnent à la *Seccion Italiana* l'aspect d'une véritable structure autonome, le Bulletin en langue italienne de la CNT cède d'ailleurs la place à *Guerra di Classe*²⁰⁸, l'organe de l'USI²⁰⁹ à Barcelone.

Membre de l'AIT, l'USI obtient ses propres locaux et fédère ainsi les italiens de Barcelone et plus largement les volontaires anarchistes italophones²¹⁰ autour de Camillo Berneri²¹¹ et Francesco Barbieri²¹². Il faut tout de même observer que l'USI rassemble la majeure partie des anarchistes italiens, contrairement aux multiples chapelles anarchistes françaises, ce qui simplifie largement les choses. De plus, il y avait déjà à Barcelone un groupe d'exilés anarchistes italiens avant juillet 1936. Les socialistes de *Guistizia e Libertà* doivent d'ailleurs composer sur place avec les anarchistes. En tout cas leur organisation impressionne fortement les français comme l'illustre cet extrait d'une lettre de Jean Dupoux au nom du Comité français de Pédralbes au CASDLPE :

²⁰⁸ L'annonce est faite notamment dans *L'Espagne Antifasciste* n°8 de septembre 1936.

²⁰⁹ *Unione Sindicalista Italiana*, anarcho-sindicaliste.

²¹⁰ Les volontaires italiens naturalisés en France s'agrègent plutôt à la *Seccion Italiana* qu'aux groupes français si on en juge par leur absence dans les listes des comités français.

²¹¹ Camillo Berneri est né en 1897 à Lodi et assassiné pendant les journées de mai à Barcelone en 1937, Anarchiste, théoricien, militant antifasciste italien en exil, il est à Barcelone le principal animateur de la *Seccion Italiana*.

²¹² Francesco Barbieri, né en 1895 à Briatico et assassiné en même temps que son camarade Camillo Berneri en 1937. Anarchiste italien, militant et voyageur infatigable, il rencontre Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso en 1926 en Argentine où ils participent ensemble à des opérations d'actions directes puis terroristes. Expulsé, il rencontre Berneri en Suisse en 1932. Ils gagnent tous deux l'Espagne en juillet 1936.

« Les Italiens ont pu organiser leur section d'une façon impeccable, parce qu'ils ont reçu un certain nombre de souscriptions. Les italiens qui viennent se battre contre le fascisme ne manquent absolument de rien parce que la Section italienne supplée à ce que donne les organisations espagnoles. Je vous demande d'en faire autant. »²¹³

Les trotskystes français à Barcelone.

Le POUM a une politique très différente de celle de la CNT sur la question des étrangers : si la CNT ne demandent pas expressément aux volontaires étrangers d'intégrer le syndicat, le POUM exige que l'on prenne la carte du parti. En outre, le parti de Nin et de Maurín n'admet pas le droit de fraction, ce qui pose rapidement un certain nombre de problèmes pour les volontaires étrangers et plus particulièrement aux trotskystes français.

Il existe bien un parti « frère » pour les français en Espagne, les *Bolchevik-Leninistas*, mais sa taille groupusculaire n'incite pas les étrangers à l'intégrer et ce malgré les invitations de Trotsky. Le journal des Bolchévik-Léninistes, *La Voz Leninista*, est rejoint par un certain nombre d'étrangers, allemands et italiens pour la plupart, dont le français Louis Zanon²¹⁴. Ce dernier collabore également avec *La Batalla* mais le POUM demeure très hostile vis-à-vis des trotskystes français comme l'écrit amèrement Benjamin Péret à André Breton : « Toute collaboration avec le POUM était impossible. Ils voulaient bien accepter des gens à leur droite, mais pas à leur gauche »²¹⁵.

La délégation du POI menée par Jean Rous auprès du POUM ne débouche sur rien de concret si ce n'est l'envoi de volontaires mais quelques mois plus tard, le POI conseille finalement à ses volontaires de rejoindre les unités de la CNT²¹⁶. Les relations sont très tendues comme l'illustre l'enterrement de Robert de Fauconnet, membre français du POI qui trouve la mort à 22 ans au front de Huesca en septembre 1936. Ses funérailles

²¹³ Lettre du Comité français de Pédralbes au CASDLPE. Archives IISG FAI Pe 15 A-3.

²¹⁴ Ou Luigi Zanon ? D'après la plupart des sources il s'agit d'un militant français mais le doute subsiste.

²¹⁵ Lettre de Benjamin Péret à André Breton citée dans Félix Janvier, « Les vies parallèles de Benjamin Péret à l'épreuve de la guerre d'Espagne » in Paul Nizan et les années trente, *Revue du Groupe Interdisciplinaire d'Etudes Nizaniennes* n°3 octobre 2004. p 156.

²¹⁶ Félix Janvier, op cit. p 157.

sont suivies par des milliers de miliciens à Barcelone mais le déploiement du drapeau de la IV^e internationale provoque un incident « diplomatique » sérieux²¹⁷ entre « poumistes » et trotskystes. Peu de temps auparavant, les Bolchéviques-Léninistes ont d'ailleurs été exclus des bureaux du POUM pour activité de faction²¹⁸. C'est alors le communiste autrichien Kurt Landau qui remplace l'italien Fosco²¹⁹ à l'accueil des étrangers.

Les français qui intègrent les services de propagande du POUM sont chargés des émissions de radio comme Benjamin Péret, ou de la rédaction et la diffusion de *La Révolution Espagnole*, organe francophone du POUM (voir document 7 en annexe) à laquelle participent les français Colette Audry de la Gauche Révolutionnaire et Michel Collinet. Les services étrangers du POUM sont situés à l'Hôtel Falcón mais certains rejoignent le journal clandestin de l'opposition interne du POUM *El Soviet* dirigé par l'Italien Nicolas Di Bartolomeo dit Fosco ; c'est le cas de Georges Chéron dit Rémy²²⁰, militant français du POI. D'autres encore choisissent une voie intermédiaire comme Robert Louzon de *Révolution Prolétarienne* qui se met au service de la CNT ou Maurice Jacquier qui préfère tout simplement ne pas adhérer :

« Simone Kahn et Michel Collinet qui étaient en Espagne en même temps que moi, me disent qu'ils déplorent que ne sois pas passé au POUM, auquel ils ont adhéré. Je leur dit que je verrai les gars du POUM, mais j'ajoute : « Aussi longtemps qu'existera le Comité central des Milices antifascistes, c'est de lui que je solliciterai un mandat et c'est avec lui en priorité que je travaillerai...Bien entendu, je serai à la disposition du POUM pour toutes les tâches politiques²²¹ »

²¹⁷ Voir sa fiche DBMOF Maitron, Mary Low et Juan Breá, *carnets de la guerre d'Espagne (The Red Spanish Notebook)*, Verticales, Geneve, 1997. p 126-127.

²¹⁸ Domenico Sedran, « Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire » in *Cahiers Léon Trotsky*, n°29, mars 1987. p 83.

²¹⁹ Nicola di Bartolomeo (dit Fosco), né en 1901 et décédé en 1946. Militant communiste italien, il se rapproche très tôt des marxistes critiques bordiguistes. Il se rend en Espagne en juillet 1936 et rejoint les Bolcheviks Léninistes et le POUM. Il fuit en France en 1938 car activement recherché lors de la répression à l'encontre du POUM.

²²⁰ Georges Chéron dit Rémy. Né le 31 décembre 1897. Militant communiste, il est exclu du Parti en 1934 pour activité de faction. Il rejoint le Parti Ouvrier International et part en Espagne dès 1936. Il rejoint les rangs du POUM à Siguënza avant d'être muté instructeur à la caserne Lenin puis comme ouvrier spécialiste de l'armement à Barcelone. Il se syndique alors à la CNT et participe à la première réunion du Groupe Français de la CNT. En 1937 il est inquiété par la répression à l'encontre du POUM et rentre alors en France. Source : DBMOF Maitron, *Bulletin d'information* n° 16 du mars 1937.

²²¹ Maurice Jacquier, *Simple militant*, op.cit, p 124.

Première tentative de fédération : Le Comité français de Barcelone.

On dispose de peu d'information sur ce comité. Il est créé vers le 20 août 1936²²² et il reproduit à Barcelone la structure du CASDLPE français. Mis à part les militants français Georges Girardin de l'Union Anarchiste, Jean Dupoux de la FAF et Marcel Schlauder de la CGT-SR les autres membres de ce comité sont inconnus. Le Comité français de Barcelone acquiert rapidement une certaine légitimité auprès des espagnols mais aussi des groupes français de Barcelone en nommant des délégués au Bureau français de contrôle et au Comité Français de la caserne Pédralbes.

Le comité disparaît fin octobre ou début novembre ; difficile alors de ne pas faire le lien avec l'exclusion de l'UA du CASDLPE les 24 et 25 octobre 1936. De même, l'Union Anarchiste est d'une remarquable discrétion à Barcelone pendant les quatre mois de mandat de son permanent Lucien Haussard.²²³ La CGT-SR commence à prendre certaines distance tant avec l'UA qu'avec la CNT et ces militants à Barcelone créent de toute pièce une nouvelle structure dès début octobre. Le nom choisi est particulièrement stratégique : La Section Française de Barcelone, ce qui lui donne une définition à la fois globale et floue mais pratique.

Après des débuts difficiles, la Section française de Barcelone devient, durant huit mois, une structure dynamique et mouvementée, vivante plus qu'efficace, mais qui constitue néanmoins la principale représentation de la vie libertaire française à Barcelone et surtout un épisode pittoresque et peu connu de la participation française à la Révolution espagnole.

²²² La date est suggérée dans un document concernant la caserne Pédralbes : *Compte rendu de la réunion du bureau du Comité Français de Pédralbes du 24 août 1936*. Archives IISG FAI Pe 15 A-2.

²²³ *Le Libertaire* n°550 du 27 mai 1937.

III. La Section Française, un microcosme français à Barcelone.

Le Bulletin d'Information « Nouvelle série ».

A la fin novembre 1936, une nouvelle édition du bulletin est imprimée, avec une numérotation significativement réinitialisée²²⁴. Il est imprimé par les soins de l'imprimerie du Comité Régional de la CNT. La nouvelle série propose toujours des articles issus des journaux espagnols²²⁵ traduits en français. Il conserve également le rythme de parution hebdomadaire²²⁶ de la première série mais sa régularité de publication évolue notamment durant l'année 1937 au point de devenir de fait un bi-mensuel. Effectivement, le journal est très souvent victime de problèmes divers, techniques et logistiques, qui affectent régulièrement sa parution. Il faut d'ailleurs reconnaître une certaine abnégation à son équipe qui, malgré un contexte difficile voire hostile, parvient à publier le *Bulletin d'Information* jusqu'au tout début de l'année 1938. Le bulletin « nouvelle édition » compte ainsi 50 numéros jusqu'à sa disparition le 1^{er} janvier 1938, date du dernier numéro publié²²⁷.

Il est impossible d'évaluer le nombre d'exemplaires imprimés pour chaque numéro. La seule estimation que nous ayons de son tirage vient d'un rapport confidentiel à propos des activités de la Section française réalisé à la fin de 1938, soit bien après. Mais, surtout, ce document est réalisé à un moment où son auteur, Ferdinand Fortin, qui n'est autre que le seul rédacteur du journal durant ses treize mois d'existence, fait de ce rapport un véritable plaidoyer de son activité personnelle. Ferdinand Fortin estime ainsi un tirage situé selon les numéros entre 500 et 2000 exemplaires, soit un tirage plutôt important pour un opusculé tel que celui-ci²²⁸.

²²⁴ *Bulletin d'Information publié par la « Section Française » de Barcelone* n°1 (Nouvelle Série) du 25 novembre 1936.

²²⁵ Cependant, *Solidaridad Obrera* et le *Boletín de Información* ne sont plus les seules références, une revue de presse très large est visible. Fait important, on cite dans le *Bulletin d'Information* des articles parus dans *La Batalla* du POUM.

²²⁶ Il devait être à l'origine un bihebdomadaire.

²²⁷ *Bulletin d'Information (en langue Française)* n°49/50 du 1^{er} janvier 1938.

²²⁸ *Informe sobre la actividad de la Sección francesa de propaganda CNT - FAI*, rapport confidentiel rédigé par Ferdinand Fortin le 13 décembre 1938, p.3. Archives IISG FAI Pe17.5. Il s'agit d'un long document de 19

Le nom de Ferdinand Fortin est indissociable du *Bulletin d'Information* ; il se dit à l'origine de sa reparution, ce qui paraît vraisemblable même si il écrit que celui-ci est une réalisation de la Section Française de Barcelone ce qui, nous l'avons vu, n'est pas tout à fait exact. Par la suite, tandis que la Section explose sous les coups des rivalités et disparaît lamentablement dans le tourbillon des « évènements » de mai 1937, Fortin reste seul maître du bulletin.

L'organe de la Section Française de Barcelone.

Dans le premier numéro de sa nouvelle série, la rédaction du *Bulletin d'Information* explique les raisons de sa reparution et redéfinit les objectifs que se donne la nouvelle équipe :

« Camarades, avec l'assentiment du Comité régional de la C.N.T. et l'appui moral des camarades de la F.A.I, la Section française a décidé de la reparution du Bulletin en langue française tel qu'il existait au début. [...] Très intelligemment, le Comité régional a compris la nécessité d'un Bulletin en langue française. [...] Pour vivre par lui-même, ce Bulletin compte sur le concours des camarades qui le rédigent, sur la Section Française et sur la compréhension des organisations ou individualités que cette initiative intéresse. »

On remarque ici la similarité avec les objectifs initiaux que la CNT et le CASDLPE souhaitaient dans la mise en œuvre d'une propagande francophone à destination de l'étranger. Cette nouvelle édition paraît donc, de prime abord, simplement s'inscrire dans la continuité ; or il n'est plus fait mention de l'existence du Comité parisien. Dans les faits, le bulletin, nouvelle édition, est également très clairement une feuille de liaison en direction des français de Barcelone, on sort donc du cadre strict de la propagande à destination de l'étranger. La suite de cette présentation insiste particulièrement sur la dimension œcuménique et l'esprit d'ouverture de la nouvelle édition :

« Soulignons, d'ailleurs qu'il s'agit d'un Bulletin contenant seulement des informations sans commentaires, ne faisant aucune polémique, n'ouvrant pas la porte aux querelles de tendances ou de personnes. Une demie page ou une page –suivant les cas- sera consacrée à la vie de la Section Française, section unie où les camarades anarchistes de toutes tendances sont fraternellement accueillis. [...] Le temps n'est pas aux polémiques : il faut abattre notre ennemi commun, le fascisme. » ²²⁹

Le *Bulletin d'Information* n'est pas a fortiori la Section Française ; il existe de nombreuses annotations signées de la rédaction et non de la Section l'attestant. Par contre, il en est l'organe officiel, l'écho de ses initiatives. Cette distinction entre l'organe et le groupe devient vite plus floue puisque s'il est imprimé au Comité Régional, la distribution et les envois, sont assurés financièrement par la Section²³⁰. De même, au fil des publications, les comptes rendus des activités de la Section Française prennent une place importante. Une commission de la Section se réunit d'ailleurs régulièrement à ce propos, sans doute à l'origine pour des questions pratiques et administratives mais très vite, la ligne rédactionnelle du bulletin devient le reflet des positions de la Section Française (jusqu'au point de se confronter aux autres journaux de propagande et solidarité édités en France par le biais des CAS). Cette commission introduit de plus en plus d'articles originaux, c'est-à-dire rédigés par des membres de la Section, souvent très virulents et ajoute de nombreux commentaires partisans présentant ou concluant les articles issus de la presse libertaire espagnole et signés « *Note de la Rédaction* ». Le bulletin doit, comme la Section, imposer sa présence puisque comme elle il ne s'agit pas d'une structure créée par la CNT ni d'une représentation officielle française quelconque à Barcelone. Lors de la disparition de *L'Espagne Antifasciste*, supprimée par décision de la CNT en janvier 1937, le Bulletin salue son confrère et profite alors de l'occasion pour rappeler sa légitimité :

²²⁹ L'ensemble de la déclaration est publié en première page du *Bulletin d'Information* n°1 (Nouvelle Série) du 26 novembre 1936.

²³⁰ Les Archives de Salamanque présentent un grand nombre de listes répertoriant les contacts à l'étranger où l'on envoie le Bulletin, cela représente plus d'une centaine de références, soit un travail particulièrement important et onéreux. Archives AGGCE Barcelone 43 PS carpeta B 1428.

« Par contre coup, notre Bulletin d'Information est plus nécessaire que jamais [afin de] continuer à informer, sans distinction de tendance, groupe, syndicats, rédactions de journaux, militants, etc. »²³¹

Le bulletin doit assurer formellement son indépendance car sa paternité floue et le fait d'avoir « repris » un titre qui peut être considéré tout autant comme la propriété du CASDLPE que celle des Services étrangers de la CNT posent quelques problèmes de reconnaissance :

« Une entente à été convenue avec le secrétaire de l'AIT pour que les camarades français conservent la plus large autonomie et la plus grande indépendance, tout en étant contrôlés –comme convenu- par la CNT, confiance était accordée à ceux qui s'occupent de la rédaction et de l'administration de ce Bulletin. Par suite de difficultés matérielles, il n'est pas tenu compte d'une lettre du Service de Propagande étrangère, tendant à modifier les jours de parution.²³² »

La parution de la nouvelle série du *Bulletin d'Information* rend ainsi compte de l'existence et de l'activité de la Section Française de Barcelone qui n'est plus ni la Section Française des services étrangers de la CNT-FAI ni le Comité Français de Barcelone.

La seconde naissance de la Section Française de Barcelone.

La CNT prend acte de la disparition du Comité Français de Barcelone mais souhaite que la nouvelle structure quitte ses locaux de la Casa CNT, vu qu'il ne s'agit plus d'un groupe français représentatif ou initié par la CNT, tout en maintenant au début un travail de collaboration avec elle. Après un mois de cohabitation avec la CNT²³³, l'annonce du déménagement est faite dans le *Bulletin d'Information* :

²³¹ « Le journal *L'Espagne Antifasciste* disparaît » in *Bulletin d'Information* n°13 du 20 août 1937.

²³² « La vie de la Section Française » in *Bulletin d'Information* n°8 du 22 décembre 1936.

²³³ Aucun document ne subsiste de cette période, peut être la Section a-t-elle une existence informelle avant son déménagement. Il est par contre assez évident que la crise entre la CGT-SR et la CNT n'a pas joué en faveur des militants français à Barcelone à cette période.

Comme nous vivons une période transitoire et que, d'autre part, il est assez à l'étroit dans ces locaux, le Comité Régional s'est vu dans l'obligation d'inviter toutes les sections étrangères à quitter la Casa de la Via Durruti (anciennement Via Layetana). Ainsi que les autres, la Section Française a dû s'installer dans un nouveau local. [...] Tous les camarades sont priés de se souvenir que, désormais, la Section doit vivre par elle-même²³⁴.

Si la raison invoquée par la CNT paraît tout à fait crédible, cette annonce quelque peu laconique illustre imparfaitement le caractère péremptoire de la décision de la Confédération vis-à-vis des sections étrangères ni les conditions dans lesquelles s'est déroulé le déménagement. De plus, le nouveau local situé au 253 Consejo de Ciento est mis à la disposition par la FAI et non par la CNT²³⁵. En effet, il est possible d'entrevoir le caractère expéditif de l'opération à travers un courrier de la Section française adressée au Comité Régional peu de temps après ce qui fut, de fait, une expulsion pure et simple :

«La « Section française », invité par vous à quitter le local qu'elle occupait dans la Casa, s'est exécutée et, après bien des difficultés, a trouvé un local. Mais nous n'avons pu emmener la machine à écrire qui nous était confiée. En tant que secrétaire de la Section, je suis obligé de vous demander de faire en sorte que nous puissions avoir, le plus tôt possible, une machine à écrire – outil indispensable à notre travail.»²³⁶

La Section perd également les fonds que lui octroyait le Comité Régional. La situation de la Section est dès lors très paradoxale : elle acquiert une relative autonomie vis-à-vis de la Confédération, mais voit cette indépendance mise à mal par ses difficultés à s'autofinancer comme l'illustre un courrier envoyé par la Section Française « *A tous les groupements ou individualités anarchistes de France* » et publiée dans *L'Espagne Antifasciste* du 14 novembre 1936 :

²³⁴ *Bulletin d'Information* n°1 (nouvelle série) 26 novembre 1936.

²³⁵ *Informe sobre la actividad de la Section Francesa de Propaganda de la CNT-FAI*, rapport confidentiel du 15 septembre 1938 de Fortin. Archives IISG FAI Pe 17.5.

²³⁶ *Lettre de la Section Française de Barcelone à la CNT* signée de Marcel Schlauder. Archives IISG FAI pe

« Or, le Comité régional, certainement mal informé, vient de décider, non la suppression des Sections étrangères –puisqu’il reconnaît leur utilité- mais de demander aux dites sections de vivre désormais par elles mêmes.

*Les locaux sont supprimés, ce qui importe peu vu que des facilités seront accordées pour en trouver d’autres. Mais la faible indemnité accordée au permanent (12 pesetas par jour) est également enlevée ce qui est plus grave».*²³⁷

C’est à travers cette nécessité de trouver des fonds propres que la Section trouvera son énergie : puisque la CNT a coupé son cordon ombilical avec la Section, celle-ci se retrouve forcée d’acquérir sa propre légitimité, se faire reconnaître par les autres structures et enfin assurer sa place de référence face à de possibles concurrents.

Fonctionnement interne.

La Section reprend la structure traditionnelle des organisations anarchistes françaises. Elle possède une Commission administrative²³⁸ composée de cinq membres élus (aux mandats strictement administratifs et impératifs) dont un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un délégué à la propagande, un archiviste–bibliothécaire. La Section renouvelle la Commission une première fois à la fin décembre 1936, date à laquelle elle devient réellement une structure organisée et aux activités ordonnées.

On peut distinguer, grosso modo, deux époques dans la brève histoire de la Section Française « autonome » De novembre 1936 à début mars 1937, les dates des réunions sont signalées dans le Bulletin, des comptes rendus de réunions attestent que les « camarades français viennent de plus en plus nombreux²³⁹ », illustrant à la fois le fait que la nouvelle équipe a réussi à faire connaître la Section et que celle-ci est effectivement ouverte à tous. Etre membre signifie fréquenter les réunions, des cartes de la sections sont confectionnées mais le 3 mars 1937 les cartes sont remplacées par un système de cooptation²⁴⁰.

²³⁷ *L’Espagne Antifasciste* n°20 du 14 novembre 1936.

²³⁸ Nommée par la suite « bureau de la Section ».

²³⁹ *Bulletin d’information* n°6 du 15 décembre 1936.

²⁴⁰ « Compte rendu de la réunion extraordinaire du 3 mars 1937 » in *Bulletin d’information* n°17 du 13 mars 1937.

La Section fonctionne par un système de délégués élus ou nommés à des fonctions particulières suivant les activités de la structure. Les membres de la Commission administrative sont ainsi invités à « *travailler en étroite relation avec les camarades désignés aux principaux services de la Section : Bulletin, Caserne, Comité International, Service du front, etc* »²⁴¹ ; activités auxquelles s'agrègent, par la suite, les interventions à l'antenne de Radio CNT-FAI, la bibliothèque de la Section, les permanences au local, et les présences dans les autres structures libertaires de Barcelone.

Il ne s'agit plus d'une structure collégiale composée de représentants des organisations françaises comme l'était le Comité Français de Barcelone. La Section n'est pas non plus une représentation française en Espagne, elle a une nature propre, autonome. Elle s'impose autant à la CNT qu'aux organisations françaises et la CGT-SR ne reconnaît d'ailleurs son existence qu'avec circonspection puisque cette dernière aurait préféré assister à la création de sections étrangères nommées et chapeautées par l'AIT. Il n'en reste pas moins qu'une grande partie des membres fondateurs étant affiliés à la confédération française celle-ci accepte, placée devant le fait accompli.

Le poste de secrétaire est tenu depuis au moins la mi novembre 1936 par Marcel Schlauder, membre de la CGT-SR de Marseille²⁴², jusqu'à la « dissolution » de la Section Française le 13 mai 1937. Le secrétaire n'a pas de responsabilité supérieure aux autres membres, il est toutefois apparemment plus sollicité pour des mandats de représentation à l'extérieur. Le véritable « chef d'orchestre » de la Section est son délégué à la propagande. Ce poste est occupé depuis au moins décembre 1936 par Ferdinand Fortin. Celui-ci occupe rapidement une place prépondérante dans la Section Française, phagocytant la plupart des postes clefs. Ferdinand Fortin joue un rôle trouble dans les rapports entre la CNT et les organisations françaises à Barcelone. Son nom est lié de près ou de loin à l'ensemble des structures libertaires françaises.

La disparition de la Section Française en 1937 et sa situation d'homme de confiance de la CNT font de lui la personnalité incontournable de l'activité libertaire

²⁴¹ *Bulletin d'information* n°8 du 22 décembre 1936.

²⁴² Voir Fiche Maître. Il est secrétaire depuis au moins novembre 1936 : un courrier reçu de Barcelone par le CASDLPE le mentionne comme *le Secrétaire de la Section. L'Espagne Antifasciste* n°20 du 14 novembre 1936.

française à Barcelone. Ferdinand Fortin à 37 ans en 1936²⁴³, il est l'un des animateurs de la *Revue Anarchiste* et, à ce titre, sans doute l'un des membres du groupe des « Amis de la *Revue Anarchiste* » à Barcelone. Militant connu de la sphère anarchiste française, il est l'ancien compagnon de Georgette Kokoczinski dite « Mimosa », fameuse militante et artiste anarchiste parisienne. Milicienne sur le front d'Aragon, elle est tuée par les troupes Nationalistes à Perdiguera le 17 octobre 1936.

Une vie dynamique et autonome.

Les rapports avec la France.

La Section se considère comme oubliée par les organisations françaises, même si elle reconnaît qu'elle n'est pas suffisamment connue d'après les témoignages des volontaires français qui passent par ses locaux²⁴⁴. La Section souhaiterait que les organisations libertaires françaises et les différents comités de solidarité agissent avec elle comme les Italiens font avec la *Seccion Italiana*, c'est-à-dire centraliser l'argent reçu pour l'Espagne, ou, au moins, recevoir une part des fonds recueillis en France :

« [Les membres de la Section] *ne manqueront certainement pas de remarquer amèrement que ces comités ont, une fois de plus, totalement oublié cette arme qu'est la « Section française ». Heureusement que la section compte pas mal de philosophes ! »*²⁴⁵

Ses rapports avec les organisations françaises sont de toute manière limités, sauf avec la CGT-SR dont elle cherche de plus en plus à se dégager. Très vite des dissensions éclatent entre les membres français mandatés par la CGT-SR pour participer à la Section et les autres membres de la Section. Le premier point d'achoppement porte sur le principal privilège de la Section, celui de s'exprimer régulièrement à l'antenne de *Radio*

²⁴³ Contrairement à ce qui est indiqué dans le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français, il n'a pas pu être milicien au front à la fin de l'été 1936. Il est arrêté par la police à cet période en France et signe certains articles dans la presse anarchiste française avant son arrivée à Barcelone en novembre 1936.

²⁴⁴ *Bulletin d'Information* n°8 du 22 décembre 1936.

²⁴⁵ Note de la rédaction du Bulletin à propos de l'article « Solidarité internationale » paru dans le *Boletin de Informacion* du 19 janvier dont ils publient la traduction sous le titre modifié de « *Solidarité...Incomplète !* », *Bulletin d'information* n°8 du 20 janvier 1936.

CNT-FAI. Il s'agit donc d'une question stratégique, la CGT-SR n'entend pas laisser ce puissant média entre les seules mains de la Section Française :

Réunion du samedi 2 janvier 1937 ; Réunion importante par le sujet traité. Sans s'occuper des questions de personne, elle revient à celle-ci : Envers et contre tous, la « Section Française », ouverte à toutes les tendances, veut conserver son unité et ne peut permettre qu'une tendance –même si elle se déclare anarcho-syndicaliste- essaye de s'attribuer un monopole. C'est pourquoi elle ne peut accepter la façon cavalière de D²⁴⁶., profitant de l'absence d'un camarade, pour empêcher son remplaçant de parler à la radio et se substituer à lui définitivement. [...] La « Section française » conserve sa sympathie pour la CGT SR – bien que certains de ses dirigeants soient sévèrement jugés- mais les représentants de cette Centrale sont rappelés à plus de délicatesse et prié de ne pas rompre l'unité existant chez les anarchistes actuellement en Espagne. »²⁴⁷

Souchy intervient peu après au nom de la CNT pour demander à la section de partager l'antenne avec la CGT-SR.²⁴⁸

Les activités de la Section.

La Section est suffisamment reconnue et active pour organiser, le 17 décembre 1936, un meeting international en partenariat avec le Comité Régional de la CNT. A la salle de Gran Price à Barcelone, le meeting réunit Aristide Lapeyre, Pierre Besnard, Bernardo Pou, Gaston Leval, un délégué du Comité Régional et « des camarades italiens ». C'est l'occasion pour la Section Française de présenter son activité mais surtout de se placer comme l'intermédiaire indispensable entre la France et l'Espagne. En novembre, déjà, la Section cherchait à convaincre en France de son importance, non sans faire cependant un léger raccourci dans l'explication de son origine :

« Dès le début des événements espagnols, le Comité Régional de la CNT réclama la création d'une Section Française.

C'est cette section qui s'occupe de tous les camarades de France sans distinction de tendance, qui se rendent utiles d'une façon ou d'une autre, elle réceptionne ceux qui se

²⁴⁶ Il s'agit de Jean Dupoux, militant de la CGT-SR et de la FAF, délégué du Comité Français de Pédralbes et membre de la Section Française de Barcelone.

²⁴⁷ « Compte rendu de la réunion du samedi 2 janvier 1937 » in *Bulletin d'Information* n°11 du 6 janvier 1937.

²⁴⁸ *Bulletin d'Information* n°13 du 20 janvier 1937.

dirige vers le front, se met en contact avec les miliciens qui en reviennent, pilote ceux qui ont des difficultés et ne connaissent pas la langue espagnole ; elle s'occupe également des camarades espagnols venant de France et les dirige vers leurs syndicats respectifs.

*Bref, son utilité est incontestable, sa présence indispensable. »*²⁴⁹

Au meeting de Gran Price, Ferdinand Fortin présente les buts que poursuit la Section

« Ici, à Barcelone, il est un organisme qui relie entre eux les camarades français et les camarades espagnols : c'est la Section Française.

*Si même, en France, le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste était divisé, ici, sur le dernier pallier avant d'arriver sur le champ de bataille, il n'existe pas de division. La Section Française ne veut pas faire de différences à aucun prix entre les camarades à l'idéologie anarchiste : Qu'ils soient anarcho-syndicalistes, communistes libertaires ou individualistes . Tous luttent pour une même cause, pour un même idéal, au coude à coude et c'est pourquoi cette Section reçoit dans son sein, sans faire de préférence et à bras ouverts, tous les anarchistes dignes de ce nom. C'est là une de ses premières tâches : la réception des camarades français. Elle se charge-avec l'appui de la CNT et de la FAI, avec lesquelles est étroitement liée- d'accorder toutes facilités aux arrivants.*²⁵⁰

Ferdinand Fortin présente ensuite le travail de propagande de la Section à travers le bulletin, la bibliothèque et l'organisation de conférences éducatives et enfin, il insiste sur les liens qui unissent la Section et le front.

²⁴⁹ « A tous les groupements ou individualités anarchistes de France » in *L'Espagne Antifasciste* n°20 du 14 novembre 1936.

²⁵⁰ *Bulletin d'Information* n°7 du 18 décembre 1936.

La Section Française et les miliciens français.

Dans cette présentation des activités de la Section française une certaine importance est donnée aux activités en relations avec le front. Si ce « *contact étroit avec le front* » n'est pas à proprement parler une nouveauté dans les activités des français de Barcelone puisqu'il existe déjà le Comité Français de la caserne Pédralbes qui opère en lien avec les milices confédérales au front, la Section française se donne des objectifs bien plus larges :

« La Section Française est fréquentée par les blessés, les convalescents, les permissionnaires : c'est pour eux leur maison. Ils sont ici chez eux.

D'autre part, la Section vient de décider :

Une visite régulière des camarades français actuellement soignés dans les hôpitaux de Barcelone ou des alentours.

Une liaison suivie par auto avec le front. Ainsi les camarades auront plus régulièrement leurs courriers et leurs paquets. A ce sujet nous invitons les expéditeurs de France à centraliser à la Section tout ce qui est destiné aux camarades français actuellement sur le front

La section rappelle quelles sont ces principales attributions : elle s'occupe de tous les camarades de France sans distinction de tendance qui se rendent utiles d'une façon ou d'une autre, elle réceptionne ceux qui se dirigent vers le front, se met en contact avec les miliciens qui en reviennent, pilote ceux qui ont quelques difficultés et ne connaissent pas la langue espagnole ; elle s'occupe également des camarades espagnols venant de France et les dirige vers leurs syndicats respectifs.

Elle envisage d'établir un contact étroit avec tous les camarades actuellement sur le front ou dans les hôpitaux (déléguant des camarades pour visiter les malades ou blessés actuellement dans les hôpitaux de Barcelone). »²⁵¹

²⁵¹ Idem.

Le local de la Section est ouvert aux miliciens même si ceux-ci sont parfois curieusement interpellés dans le *Bulletin d'Information*:

*La Section Française invite les anarchistes français, miliciens en permission, blessés ou autres actuellement à Barcelone à fréquenter ses locaux, à venir y lire, à s'y instruire, écouter la musique, etc. Comme il y a une salle de lecture et une salle d'attente, il est inutile de rappeler que l'on doit se dispenser de déranger inutilement le secrétaire ou les camarades qui travaillent dans la Section. Enfin nous comptons sur la conscience de chacun pour que les locaux soient maintenus en état de parfaite propreté : tout anarchiste, digne de ce nom, mettra un point d'honneur à respecter ce mot d'ordre.*²⁵²

En tout cas, la Section semble rencontrer un certains succès auprès des miliciens selon quelques témoignages, dont celui de Charles Ridel²⁵³, et les allusions à la fréquentation du local dans le *Bulletin d'Information*. Son contact avec le front ne passe pas qu'à travers la visite des permissionnaires ou des convalescents : La Section Française organise également une véritable tournée sur le front, distincte des allers-retours réguliers pour les colis ou la correspondance. Le secrétaire Schlauder, le délégué à la propagande Fortin et le chauffeur « attitré » de la Section, René, accompagnés de Maurice Wullens et de deux miliciens effectuent une visite à Gelsa et Vellila du Groupe International de la colonne Durruti dans les premiers jours de janvier :

« Nous allons vers les miliciens de la Colonne Durruti : par Caspe, Bujalaroz, Gelsa, Vellila, etc. [...] Mais quelle compensation constitue à notre arrivée l'accueil des miliciens, eux-mêmes réconfortés parce qu'ils ont la preuve, en voyant la « Section française » chez eux, qu'ils ne sont point oubliés par ceux de l'arrière ! Heureux, également, de recevoir des colis, des journaux, des lettres, etc. [...]

Réception chaude, repas gai, conversation animée. De temps en temps, au prononcé d'un nom, un silence : on songe au camarade qui ne revint pas de telle ou telle attaque. Malgré les dures réalités du présent, le passé compte, ici. La milicienne Thérèse a conservé ses qualités ménagères et veille à ce que chacun puisse avoir la pâtée, aidée en cela par une bonne équipe de camarades dévoués.

²⁵² *Bulletin d'information* n°5 du 11 décembre 1936.

²⁵³ « Non, le temps n'est pas avec nous ! » de Ridel in *Le Libertaire* n° du 29 avril 1937.

*Le moral est bon et les compagnons, aimés qu'ils sont par leur enthousiasme révolutionnaire, ne demandent qu'une chose : Continuer à se battre en miliciens. »*²⁵⁴

Mais cette visite au front est exceptionnelle. Les miliciens français n'ont pas d'autres rapports avec la Section Française que les visites de son local ou les initiatives de propagandes qu'elle met en place. Ce sont le Bureau français de contrôle et le Comité Français de la caserne Pédralbes qui s'occupent des volontaires français des milices confédérales.

²⁵⁴ « La Section Française en tournée sur le front » in *Bulletin d'information* n°5 du 11 décembre 1936.

Chapitre 5

Bureaux et secrétariats, les « fonctionnaires » français de la Révolution espagnole.

I. Pédralbes, plaque tournante des miliciens confédéraux.

C'est à la caserne Pédralbes que s'installe la commission technique du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne²⁵⁵ chargée d'organiser les premières colonnes de miliciens à destination de l'Aragon. La commission est composée d'Abad de Santillan, Saltó, Edo et Ricardo Sanz²⁵⁶ de la Confédération. Symbole de la résistance victorieuse des milices ouvrières de Barcelone face au soulèvement des garnisons, la caserne est investie dans les premiers jours de la Révolution par la Confédération. Elle prend alors le nom de *Cuartel Miguel Bakunin*, en référence au « père » du communisme libertaire, mais on utilise encore très volontiers son ancienne dénomination de Pédralbes. Le récit de sa capture devient rapidement une légende dont les étrangers qui arrivent à la caserne se font narrer les péripéties. Pédralbes devient un élément majeur de la propagande à l'extérieur, ainsi dans *l'Espagne Antifasciste* :

²⁵⁵ Installation début août 1936.

²⁵⁶ Ramón Salas Larrazábal, *Historia del Ejército Popular de la República Tome 1 : De los comienzos de la guerra al fracaso del ataque sobre Madrid (noviembre de 1936)*, La esfera de los libros, Madrid, 2006. Pp 430-435.

« Pédralbes, ancien pilier de la réaction ! La caserne était occupée autrefois par 1 500 hommes d'infanterie, avec trois sections de mitrailleuses sous les ordres de 60 officiers. Le 19 juillet à 6 heures du matin, les soldats conduits par ces officiers, partirent de la caserne vers la Place de Catalogne. On sait ce qu'il advint. Pédralbes est aujourd'hui l'endroit où se forge l'instrument d'attaque contre le fascisme, en même temps que la citadelle des positions révolutionnaires conquises. Il y a là environ deux milles hommes, jamais les mêmes. De toute la province de Barcelone et de Gérone arrivent sans cesse des renforts. »²⁵⁷

Durant les mois de juillet et d'août, c'est le Comité Révolutionnaire de Pédralbes qui à la haute main sur la gestion interne et qui prend en charge les premières concentrations de volontaires²⁵⁸. Dès le 25 août 1936 il n'est cependant plus évoqué dans les documents où il est alors remplacé par le « Comité Central de Pédralbes²⁵⁹ ». Il ne paraît pas y avoir eu évolution des prérogatives mais simplement changement de nom, la plupart des structures nées de la révolution ont tout d'abord pris le nom de Comité révolutionnaire pour ensuite prendre une désignation officielle. Le Comité Central de Pédralbes possède de larges pouvoirs : il décide de la création des centuries voire des colonnes elles mêmes²⁶⁰, règle les questions de logistique diverses, administre la vie intérieure de la caserne et décide enfin des affectations particulières ou des spécialisations vers l'industrie de guerre²⁶¹. Les volontaires étrangers suivent eux un parcours légèrement différent, en passant par un premier tri à la gare suivi d'un passage au Comité de contrôle au Comité Régional de la CNT (ou bien directement à Pédralbes) où est effectuée une vérification de leurs papiers personnels, des saufs conduits, recommandations. Les membres du Comité de contrôle demandent le cas échéant des compléments d'informations ou bien diligentent des d'enquêtes sur certains individus suspects. Le travail de renseignement et d'enquête est mené par les services du Bureau général d'Investigation dont les services sont également dans les locaux du Comité Régional.

²⁵⁷ *L'Espagne Antifasciste* n°7, septembre 1936 (Barcelone).

²⁵⁸ Volontaires espagnols désirant intégrer les milices antifascistes à destination du front, par opposition avec les soldats en service en juillet 1936 dont la réorganisation s'effectue alors dans d'autres casernes.

²⁵⁹ Appelé « capitainerie » par certains membres français de la caserne.

²⁶⁰ Ramón Salas Larrazábal, *Historia del Ejército Popular de la República* Tome 1, op cit, p.434.

²⁶¹ Affectations de toutes sortes car on retrouve des orientations pour la production qui vont de la couture à l'aéronautique.

Les membres des Sections étrangères, demeurant au même endroit, sont évidemment particulièrement sollicités pour participer aux activités de contrôles et d'investigations et ce jusqu'à motiver la création d'un Comité de contrôle au personnel français.

Les sections étrangères de la caserne.

Les sections étrangères récemment constituées sont totalement mises à contribution, ce qui ne va pas sans susciter la réprobation des intéressées. Ainsi, le *Projet de réorganisation des Services d'Information et de Propagande étrangères CNT- FAI- AIT*, rédigé à la fin septembre 1936 par la Section Française des mêmes services, insiste sur les problèmes issus de cette nouvelle activité :

« Entre-temps le personnel de l'émigration internationale à Barcelone et les tâches d'orientation et de contrôle qui en découlent s'étaient accru au point d'absorber presque toute l'activité de la section internationale. Les sections étrangères avaient à remplir des tâches nombreuses pour lesquelles elles n'étaient pas créées et rendaient impossible tout travail de suivi d'information et de propagande. [...] A notre avis il importe de distinguer complètement le travail de contrôle et d'orientation des camarades étrangers à Barcelone, des tâches de propagande qui nous incombent relativement au public anglais, français, italiens, etc.²⁶² »

Le premier document attestant de l'existence d'un groupe français spécialement chargé d'accueillir les français à Barcelone date de la troisième semaine d'août²⁶³. Il s'agit d'un rapport hebdomadaire d'activités qui est l'une des rares traces d'une structure éphémère : La Section Française de Pédralbes. Cette Section est en fait la désignation du bureau français chargé du contrôle des étrangers francophones : la Section Française du Comité de contrôle. L'intitulé peut laisser suggérer qu'il ne s'agit que d'une entité purement administrative, mais la Section Française de Pédralbes sanctionne ses documents d'un tampon particulièrement significatif : (voir

²⁶² *Projet de réorganisation des services d'information et de propagande étrangère CNT-FAI-AIT*, Archives IISG FAI Pe 62 C3.

²⁶³ *Rapports des activités du Comité de contrôle – Section Française de Pédralbes*, document initié au 19 août 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2.

document 10 en annexe) avec un en-tête composé des quatre sigles : UA - CGT-SR – AIT – FAF Il s'agit donc d'une structure reproduisant à Barcelone la composition des Comités Anarcho-syndicalistes français ; on retrouve effectivement en son sein des militants connus des trois organisations.

Cependant la dénomination du groupe français, ou plutôt devrait-on dire des groupes, chargé de l'accueil et du contrôle des volontaires francophones change souvent dans les sources : *Section française*, *Comité français*, *Comité français Antifasciste*. Il est souvent bien difficile d'établir si il y a eu une évolution de la forme, ou simplement du nom et, dans ce cas, si les textes font finalement référence à une seule et même chose.

A la fin de l'automne 1936, il semble ne demeurer définitivement qu'un groupe, du nom de Comité Français de Pédralbes, non sans que les attributions du groupe aient sensiblement évolué. Il garde cette appellation jusqu'à sa dissolution, en même temps que les autres groupes étrangers, en février 1937.

Néanmoins, il est possible de retracer un historique de sa formation et de distinguer les différents services occupés par des français en direction des volontaires francophones.

La Section Française de Pédralbes.

La Section Française de Pédralbes regroupe les membres français des différents services en direction des volontaires francophones. Elle se compose essentiellement d'un secrétariat qui fait partie intégrante du Comité de Contrôle, son secrétaire est Marcel Schlauder²⁶⁴ de la CGT-SR. La Section envoie des délégués dans les gares de Barcelone qui assurent une liaison avec la France et participe au Comité d'investigation chargé notamment d'enquêter sur les étrangers aux motivations douteuses. Le bureau de contrôle français est installé au rez-de-chaussée du siège du Comité régional de la CNT, les autres services sont installés à l'étage : la Section Française de Pédralbes n'est donc pas située à la caserne Pédralbes proprement dite à

²⁶⁴ Marcel Schlauder, militant influent de la CGT-SR de Marseille (Syndicat Inter-corporatif de Marseille). Il arrive en Espagne dès la fin de l'été 1936. Il occupe très tôt diverses responsabilités administratives à Barcelone jusqu'en 1938 et n'a apparemment jamais été dans une unité combattante.

ses débuts. Elle y est représentée par des délégués et par une permanence. Jusqu'à la mi août, cette permanence à la caserne est assurée par des membres de la CGT-SR sous le nom de « *Comité Français antifasciste de Pédralbrès (sic)* »²⁶⁵, accompagné des signes CGT-SR et AIT (voir document 9 en annexe).

La Section Française de Pédralbes rassemble les informations générales recueillies par ses membres, établie des listes des volontaires rencontrés et contrôlés, note des informations élémentaires sur chaque individu et y ajoute parfois des appréciations ou des commentaires. Elle délègue enfin au Comité d'investigation, où se trouvent également du personnel français, des enquêtes à effectuer soit en direction de volontaires dont le bureau de contrôle a jugé utile d'obtenir un complément d'information sur leur passé ou leur motivation réelle, soit suite à des dénonciations ou des mises en gardes. La Section commissionne enfin des délégués chargés d'accueillir les volontaires à la gare ou directement à la caserne Pédralbes. Ces délégués, français ou francophones²⁶⁶, prennent en charge les étrangers à la descente du train. Ils les orientent en fonction des formalités que ceux-ci doivent effectuer et s'occupent également de les loger et de les nourrir.

Ces militants français se disent membres du « Comité Français » même avant qu'un tel comité officiel ne soit créé : on peut supposer que cette appellation générale et pratique renvoie à l'ensemble des français des services espagnols, même si, d'après les archives à notre disposition, il n'existe encore que la *Section Française de Pédralbes* du Comité de contrôle.

La nucléarisation des activités d'accueil, de permanence et de contrôle des volontaires francophones pose rapidement des difficultés pratiques et administratives, une solution est trouvée avec la formation fin août du Comité français de Pédralbes et une simplification de ses activités.

²⁶⁵ Archives IISG FAI Pe 15 A-2, cette pancarte est particulièrement étonnante du fait de la seule mention de la CGT-SR mais surtout par la faute d'orthographe particulièrement évidente pour des gens qui travaillent sur place.

²⁶⁶ Il est fait référence à un « camarade belge » qui prend part aux activités du Comité de Contrôle. Il pourrait s'agir de Hem Day (Marcel Dieu), militant anarcho-syndicaliste belge et membre de la CGT-SR à Barcelone présent à ce moment.

II. Le Comité français de Pédralbes.²⁶⁷

Les archives de la FAI possèdent un compte rendu d'une réunion de travail du bureau du Comité français qui nous renseigne sur la composition et la vie interne du groupe²⁶⁸. Il faut préciser que cette réunion se tient le 24 août 1936, soit très peu de temps après la formation du Comité Français de Barcelone, comité qui entend fédérer l'ensemble des militants français présents à Barcelone et remplacer les diverses structures ad hoc.

Il est fort probable qu'il s'agisse là de la première réunion du Comité Français de Pédralbes car on y apprend le Comité français de Barcelone est représenté par un délégué, Georges Girardin²⁶⁹. Celui-ci déclare ainsi aux autres participants de la réunion « *qu'il est tributaire des autres membres du Comité [français de Barcelone]* » et « *qu'ayant pris en main l'organisation du bureau de contrôle, il s'est entouré des camarades volontaires décidés à l'aider pour son travail* ». Il avait également fait lecture du compte rendu de la création du *Comité Français de Barcelone* quelques jours auparavant, preuve qu'il n'y avait pas encore collusion entre les membres du comité de la caserne et ceux du Comité français de Barcelone.

Girardin déclare, sans rencontrer d'ailleurs d'opposition sur ce point : « *il n'existe pas de Comité Français de Pédralbes, qu'il n'existe qu'une succursale du Comité français de Barcelone* ». Vu que la quasi totalité des autres militants présents lors de la réunion du 24 août appartiennent à la CGT-SR, on peut en déduire que cette réunion clos l'existence du Comité Français antifasciste de Pédralbes tenu par la CGT-SR.

La réaction circonspecte des participants suggère que la réunion a été imposée de l'extérieur. Le Comité Français de Barcelone a sans doute souhaité créer une structure qu'il contrôle dans la caserne, suppléant la permanence de la Section Française de Pédralbes.

²⁶⁷ Appelé dans certains documents « *Comité français du Cuartel* ».

²⁶⁸ *Compte rendu de la réunion du bureau du Comité Français de Pédralbes du 24 août 1936*, archives IISG FAI Pe 15 A-2.

²⁶⁹ Georges Girardin, né en 1905, membre de l'Union Anarchiste comme son frère et gérant du *Libertaire* en 1936. Source : DBMOF Maitron, note de R Bianco. Les traces de sa présence à Barcelone sont peu nombreuses, il y est présent au moins de la fin août 1936 au 3 octobre 1936 date à laquelle il est part pour le front au sein du Groupe International de la colonne Durruti.

Par contre, le secrétariat de la Section Français de Pédralbes du Comité de Contrôle demeure une entité de la CNT : seuls la permanence à la caserne et le bureau de contrôle français se fondent dans le Comité Français de Pédralbes, on utilise alors deux tampons différents dans les documents officiels qui distinguent le fait. (voir document 10 en annexe).

Enfin, le Comité Français de Pédralbes est appelé par la suite *Comité français de Control-Cuartel Bakunin*²⁷⁰.

Une fois encore, on assiste à la volonté chez les militants français de travailler en *collaboration* et non en *intégration* vis-à-vis des services de la CNT-FAI.

Le Comité fonctionne dans des conditions particulièrement difficiles : manque de moyens, absence de considération de la part du Comité régional de la CNT et du Comité Central de Pédralbes. Il ne peut pas, par exemple, faire éditer des bons de repas pour les volontaires français ni pour les membres de permanence. Il doit passer pour cela par le Comité Français de Barcelone ou directement par la CNT.

Même après la création du Comité Français de Pédralbes, les problèmes pratiques demeurent apparemment par le manque de sérieux de certains membres français. L'un des membres du Comité, Deflèche, se plaint auprès des responsables supérieurs de la CNT directement :

« Après tout se qui s'est passé ces deux derniers jours, je suis monté²⁷¹ voir le secrétaire Poux et je lui ai raconté les faits. Il me dit : Puisque les français sont incapables d'exécuter une consigne, je te donne pleins pouvoirs pour former une nouvelle équipe. Ce que je fis aussitôt. Nous en reparlerons ce soir à la réunion de 4 heures. Je me suis assuré le concours de deux espagnols parlant couramment le français – ce sont deux militants très connus en France. L'un des deux était déjà au train de 7h55, voir ce qui se passe. [...] Tout ceci sera mis au point ce soir. »²⁷²

Le secrétaire « Poux » que mentionne Deflèche pourrait être Bernardo Pou. En effet, Deflèche signale plus haut dans son rapport que lors de son passage au Comité

²⁷⁰ Cette appellation est utilisée à partir de novembre 1936 et remplace progressivement l'autre désignation.

²⁷¹ Au Comité Régional de la CNT.

²⁷² Rapport de Deflèche du 29 août 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2

Régional il a rencontré les membres du Comité Français de Barcelone et Jean Dautry de l'Espagne Antifasciste :

« A la délégation française j'ai remis une note de frais. J'ai reçu en échange une lettre de recommandation et une note concernant les responsables français. On m'y a confirmé une réunion pour demain 4 heures. J'ai pris aussi une note concernant la radio.²⁷³ »

On retrouve la présence de Pou dans un rapport de Girardin et Deflèche du 31 août²⁷⁴ comme autorité supérieure. Si il ne s'agit pas d'un homonyme espagnol, cela confirme qu'il n'y a pas de réelle autonomie du Comité français de contrôle et que le Secrétaire chargé de la Propagande extérieure de la CNT conserve son autorité sur les sections étrangères, ou en tout cas sur les français.

Les membres du Comité.

Les participants à la réunion du 24 août 1936, qui marque la naissance du Comité, sont au nombre de sept dont un invité, le délégué italien de la Section Italienne de la caserne. La présidence de la réunion est assurée par Rousseau²⁷⁵, la prise de notes par Sarrazain²⁷⁶. Sont présents également Girardin, de l'Union Anarchiste, Faivre, Deflèche et Sarrazain de la CGT-SR et Buhler qui se dit indépendant. Georges Girardin possède un rôle prééminent par rapport à ses camarades : il est mandaté par le Comité Français de Barcelone et dispose en outre d'informations directes du Comité Central²⁷⁷ venant notamment de Diego Abad de Santillan lui-même.

²⁷³ Idem, Jean Dautry est signalé plus loin dans ce rapport.

²⁷⁴ Rapport de Girardin et Deflèche du 31 août 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2.

²⁷⁵ Inconnu, il ne prend apparemment pas la parole à cette réunion. Il ne figure nulle part ailleurs dans les documents du Comité Français sauf sur une liste des départs vers le front le 17 octobre 1936 pour le Groupe International de la colonne Durruti.

²⁷⁶ Nommé dans le document sous le surnom de « Sar ». Dans ce document son nom est orthographié différemment : Charles Sarazin, et dans d'autres encore : Sarasain. J'ai conservé ici l'orthographe du nom utilisé lors de la remise de ces rapports au secrétariat.

²⁷⁷ Appelé « Comité Espagnol » dans le document.

A cette réunion devaient être nommés officiellement les membres du bureau de Contrôle : il est fait allusion de la nécessité d'avoir un bureau « légal²⁷⁸ » ce qui en dit long sur le caractère informel de ce premier comité. Cependant, après une revue des appartenances de chacun, il apparaît que la FAF ne possède pas de représentant à la réunion et Girardin explique alors « *qu'il ne peut y avoir un bureau officiel puisque les éléments font défaut.* ». L'arrivée de Jean Dupoux, délégué de la FAF en Espagne et membre actif de la CGT-SR²⁷⁹ peu de temps après au sein du Comité résoudra ce problème de légitimité. C'est lors de cette première réunion que sont abordés les principaux problèmes que rencontrent les militants français, problèmes qui se cristallisent principalement autour du manque de reconnaissance. La présence « imposée » de Girardin ne semble pas être l'objet de contestations de la part des membres présents du Comité, même si les membres de la CGT-SR font preuve d'une évidente mauvaise grâce. Girardin est d'ailleurs confirmé par la suite comme délégué du Comité Français par le Comité Central²⁸⁰

Les compte rendus d'activité du Comité font souvent état des mêmes noms : Emile Deflèche, Georges Faivre, Charles Sarazin. A ces noms il faut ajouter un certain nombre d'anonymes qui aident le comité dans ses tâches, en étant parfois la cause de problèmes de discipline à l'intérieur de la caserne²⁸¹. Le Comité manque de personnel et doit sans doute proposer à certains volontaires de participer. Ainsi, J.Buhler effectue ses permanences à la gare de France assisté de sa compagne tandis que « *la camarade Simone*²⁸², *qui n'était pas déléguée, [y] portait la pancarte* »²⁸³. Des espagnols de France aident également dont un certain Gomez qui, en tant que membre du Comité Central de Pédralbes, assure la liaison avec le groupe français.

Il est fort probable que durant leur séjour à la caserne certains volontaires francophones aient fait parti du Comité Français de Pédralbes. Une note établie

²⁷⁸ Commentaire de Deflèche, pourtant présent à Barcelone depuis le mois de juillet en tant que délégué de la CGT-SR.

²⁷⁹ Il est l'un des militants historiques de la FNTB-SUB (Fédération Nationale des Travailleurs du Bâtiment), membre à Barcelone de la délégation de la CGT-SR et de la FAF, il participe à la création du comité français et est un des orateurs français de Radio CNT-FAI.

²⁸⁰ Ce qui suscite alors quelques rancœurs de la part de la CGT-SR. Girardin est de toute manière particulièrement détesté par certains miliciens de la CGT-SR.

²⁸¹ De nombreuses remontrances sont faites aux responsables du Comité Français pour « l'enivrement » prononcé de certains de ces membres, donnant souvent lieu à des algarades à la cantine de la caserne.

²⁸² Une certaine Simone est signalée comme militante de la CGT-SR à Barcelone sur une liste des français membres du syndicat rédigée par le *Groupe Français de la CNT*, Archives IISG FAI Pe 59.

²⁸³ Rapport de Deflèche du 26 août 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2

d'ailleurs une liste de dix noms de « *camarades* [partis pour la colonne *Garcia Oliver*²⁸⁴ le 7 septembre] *qui étaient du Comité Français*.²⁸⁵ » Il s'agit en fait de sept français²⁸⁶ et de trois helvétiques²⁸⁷.

Les membres du Comité Français partent effectivement tôt ou tard au front : Faivre et Sarrazain le 11 septembre pour la colonne *Italienne* (colonne *Ascaso*), Girardin le 3 octobre pour le *Groupe International* (colonne *Durruti*). Seul Deflèche ne part pas pour le front, on le retrouve d'ailleurs plus tard en tant que membre actif de la communauté libertaire française de Barcelone.

Après le départ de Georges Girardin pour le front c'est Jean Dupoux qui est mandaté par le Comité Français de Barcelone comme responsable du Comité Français de Pédralbes. Lors de la disparition du Comité Français de Barcelone et la création de la Section Française de Barcelone, sa nomination comme délégué au Comité Français de Pédralbes est maintenue.

²⁸⁴ *Los Aguiluchos de la FAI*.

²⁸⁵ Archives IISG FAI Pe 15 A-2.

²⁸⁶ Jean Joseph Million, Puerta José, Loïc Renée Lenne et Maurice Rajaud de la CNT, Yvallon de l'UGT, Raoul Bouchez et Ernest Prados de l'IJC, d'après certains recoupements ils appartiennent tous deux aux Jeunesses Communistes. Rajaud sera l'un des tous premiers morts au front que va compter la Colonne *Los Aguiluchos* (Albert Minnig, *Por el bien de la revolución. Crónica de un anarquista suizo en el frente de Aragon*, Alikornio ediciones, Barcelona, 2005. p29)

²⁸⁷ Il s'agit d'Albert Minnig, Ferrand Chevallier et Louis Walter, précisés comme étant membres de la CNT on ne trouve pourtant aucune trace dans les mémoires d'Albert Minnig d'une participation de sa part aux activités du Comité ni d'un lien avec la CNT. Il y aborde peu le Comité Français et toujours d'un point de vue extérieur. Il arrive avec ces deux compatriotes et amis à Barcelone le 2 septembre et reste cinq jours seulement à la caserne. Albert Minnig, op cit. Pp 20-26.

III. Accueil et contrôles, les tracasseries du milicien Deflèche.

La principale activité des français est l'accueil et l'orientation des volontaires. Les archives du Secrétariat du Bureau de Contrôle – Section française de Pédralbes présentent des rapports d'activités générales pour la période du 26 août 1936 au 1^{er} septembre 1936, soit une semaine²⁸⁸. Le fonctionnement des permanences d'accueils présent dans la gare de France (les trains venant de France via Port Bou) et la gare du Nord (les trains venant de France via Puigcerdá) y sont précisés. Le principe définitif des équipes de deux personnes chargées des permanences est fixé lors de la réunion du 24 août, entérinant de fait un système qui existait déjà :

« Deflèche propose pour organiser le travail des gares de faire deux équipes de camarades : la première partant le matin pour le train de 10h40 assurant les trains de la journée et couchant à proximité de la gare pour assurer les trains du soir et du matin, la deuxième la remplaçant le lendemain. »²⁸⁹

Ces équipes accueillent les volontaires à l'aide d'une pancarte signalant leur présence. Si l'on ne possède pas de trace du message sur la pancarte, on sait par contre qu'il *« entraîne beaucoup de confusion »* et qu'il devait plutôt y être précisé *« Commission de contrôle et de renseignement pour tous les voyageurs et les miliciens venant de France »* selon les déclarations d'un des permanents²⁹⁰. Il s'agit d'un travail particulièrement ingrat et sans rétributions ni responsabilité particulière, au grand dam des permanents²⁹¹.

Les trajets incessants entre les gares, le Comité Régional et la caserne Pédralbes sont en effet particulièrement difficiles : les permanents reçoivent parfois des groupes

²⁸⁸ La collection est sans doute lacunaire, le reste des archives a peut être « disparu » lors de la liquidation de la *Section Française de Barcelone* en mai 1937.

²⁸⁹ Op cit. Archives IISG FAI Pe 15 A-2

²⁹⁰ Rapport de Deflèche du 29 août 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2

²⁹¹ Il faut toutefois noter que tous ne prennent leur rôle avec autant de sérieux que Deflèche qui rend compte de ses permanences sur des notes de trois pages pour une demi journée quand ces camarades n'en rédigent que quelques lignes.

de plusieurs dizaines de personnes qu'il faut renseigner, amener au bureau de contrôle, nourrir et loger le cas échéant. La majeure partie de permanents revendique fréquemment la possibilité d'avoir une voiture, ce qui leur sera refusé jusqu'à l'automne. Pour souligner la valeur de cette demande récurrente, il faut préciser que les transports en commun ne sont plus gratuits pour les non miliciens²⁹² depuis la fin de l'été 1936. Encore une fois, Deflèche offre une illustration des difficultés qu'il rencontre à titre personnel :

« Gare de France 10H45.

Arrivée de 32 soit disant émigrés –dont une bonne partie sans papiers refuse de servir comme miliciens- ils viennent donc prendre des vacances (bons pour la frontière). [...] Je regrette beaucoup de ne pas avoir un bon de réquisition pour l'auto car à onze heure et demi je me trouvais avec 33 arrivants qui voulaient manger à tout prix et la cantine de la C.N.T. n'étant pas prévenue, n'avait pas à manger pour eux. J'ai été obligé de monter quatre fois dans les bureaux pour avoir une voiture pour les conduire. Pendant que je me trouvais au bureau ils ont été chargés sur un camion sans mon contrôle »

Tous les volontaires accueillis par les permanents des gares (et menés à bon port par eux) sont conduits au bureau de contrôle d'où ils repartent avec leur affectation dans la milice ou l'industrie ou bien invités à repartir²⁹³. Le bureau de contrôle organise les départs au front en fonction des départs effectués ; les volontaires étrangers sont alors rassemblés par groupes, en fonction de leur date d'arrivée et de leur nombre. La liste du groupe est alors envoyée au Comité Central des Milices et intégrée comme section de renfort vers une colonne ou une centurie²⁹⁴. Enfin, les informations relatives aux étrangers contrôlés et jugés « suspects » sont envoyées au Comité d'investigation qui procède à des enquêtes.

²⁹² Milicien = qui porte un fusil. Cette précision revient très fréquemment dans les documents et apporte un éclairage intéressant à propos du fait que l'on ait dénoncé si souvent en 1936 le grand nombre d'individus en armes à Barcelone tandis que le front en manque cruellement.

²⁹³ Il y eut même lieu de véritables « reconduites à la frontière » menées par les organisations ouvrières puisque les archives de la Préfecture de police rapportent des informations en ce sens avant mai 1937. Néanmoins, il n'y a pas d'archives évidentes à ce sujet dans les papiers des différentes sections françaises en Espagne.

²⁹⁴ Ils sont normalement affectés dans une centurie une fois arrivés dans leur unité, il n'y a mention de la centurie au départ que dans le cadre de la *Centurie Sébastien Faure* pendant l'hiver 1936-1937 mais celle-ci est un cas à part, voir chapitre 6.

Les permanents chargés de l'accueil dépendent d'organisations concurrentes : les gares de Barcelone sont le cadre d'une véritable foire d'empoigne entre les représentants étrangers délégués par les centrales ouvrières espagnoles.

Deflèche, relate ainsi l'une de ses mésaventures :

« Je dus me disputer à la gare avec un type portant le brassard du POUM qui à toute force voulait emmener un camarade italien au POUM. Cet individu me dit que je n'étais pas qualifié, bien que je lui fis voir mon Passe libre portant le cachet du Comité. Il me dit également que ma place était au front et non dans les gares. Je demande : - Qu'on fasse le nécessaire pour éviter que cela ne se reproduise.²⁹⁵ »

La présence des délégués communistes dans les gares pose des difficultés plus importantes encore. Dans une délégation formée par les Sections Françaises et Allemandes de Barcelone et Pédralbes auprès de Santillan, les sections étrangères insistent notamment sur ce point :

« Pour les étrangers venant de France pour s'engager dans les milices, les sections étrangères de la CNT –FAI signalent la confusion que provoquent à la gare les agents recruteurs du PSUC et demandent la réorganisation du service des gares, et pour les trains venant de Port-Bou la nécessité d'avoir une auto (camionnette si possible) pour le transport des hommes venant dans nos milices après l'examen sérieux de leur documentation.²⁹⁶ »

Les activités de contrôle des étrangers sont retirées aux sections étrangères début février 1937 par le Conseil de défense et le Comité Régional de la CNT, ce travail est désormais centralisé à la *Casa Internacional de los voluntarios* créée à cette occasion et dont les services sont dirigés par l'Italien Justi Le contrôle des volontaires doit être effectué avec plus de rigueur, l'application totale de la conscription bouleverse les activités habituelles des bureaux de contrôle. Les membres des sections étrangères réagissent avec réprobation, ils ne peuvent que prendre acte d'une décision pour laquelle ils n'ont pas été consultés :

²⁹⁵ Rapport de Deflèche du 29 août, op cit.

²⁹⁶ Mandat contre signé de la délégation des Sections Française et Allemande auprès de Santillan et texte de la déclaration, archives IISG FAI Pe 15 A3. Sans précision de date mais forcément établie entre début octobre 1936 et la fin novembre 1936.

« Les camarades de la Section Française²⁹⁷ –tout en souhaitant qu'un contrôle identique soit également effectué dans les classes encore privilégiées- ne sont nullement opposés au contrôle des miliciens, ils le réclament même, mais pour éviter tout excès, tout arbitraire, ils désirent avoir droit de regard sur ce contrôle et y participer. Ils sont surpris également de ce que le camarade Justi n'ait placé les Sections que devant le fait accompli.²⁹⁸ »

²⁹⁷ Il s'agit ici de la Section française de Barcelone qui prend la suite du Comité Français de Barcelone durant l'automne 1936.

²⁹⁸ Déclaration de la Section française, compte rendu de la réunion extraordinaire du 11 février 1937 paru dans *Le Bulletin d'information* n°15.

IV. L’instruction militaire et le déménagement à la caserne *Espertaco*.

La création de l’*Ejercito Popular* et la réintroduction de la conscription amènent un certain nombre de changements donc le plus important est pour les Sections étrangères le déménagement de la caserne Pédralbes pour la caserne Espartaco. Cette caserne accueille désormais tous les volontaires étrangers venus s’engager dans les milices confédérales. Cette décision est vue comme une sanction par le Comité Français, à l’instar des autres comités étrangers, comme l’atteste ce courrier du 12 décembre 1936 envoyé au Comité Régional :

« *Camarades,*

A la suite de l’appel de classes sous le drapeau et de la formation de la nouvelle armée révolutionnaire, le Commandement des Milices Antifascistes nous a transférés du Quartier Bakunin de Pédralbes au Quartier Espartacus (ex Doks). Cette mesure qui ne vise pas seulement notre groupe mais toutes les sections étrangères, indépendamment du caractère politique qu’elles puissent avoir ou qu’on veut leur donner, amène avec soi des conséquences que nous avons le devoir de vous signaler, afin qu’elles soient examinées et résolues de la meilleure façon possible.

Tout d’abord nous croyons superflu de vous rappeler que les réflexions, critiques et avertissements que nous sommes portés à avancer, ne sont point déterminés par esprit partisan ou contraste politique, ni par des exigences égoïstes.

Nous vivons en des moments révolutionnaires et nous savons que tous les sacrifices qu’on accomplit pour la Cause sont peu de chose face aux finalités que nous nous proposons. Toutefois, nous sommes d’avis que même dans les sacrifices doit y être une juste équité, comme demain devra être pareil le mérite si la victoire que nous désirons et pour laquelle nous tous travaillons sera conquise.

Les locaux fixés (Quartiers Espartacus) comme station de transit des miliciens avait été désaffecté par les autorités militaires par sa vétuste et irrationnelle construction et distribution des locaux et parce que ne répondants plus aux modernes exigences belliques , pour manque d’hygiène, d’installations, de sûreté, etc. Il avait été construit

anciennement comme magasin maritime, affecté par la suite comme Quartier d'artillerie, et présentement pet au surplus servir comme écurie.

Il y manque un véritable et propre champ de tir, il n'y a pas d'infirmerie, pas de bains, pas d'aération, pas de terrain qui puisse servir pour le déploiement d'infanterie indispensables à la formation d'unités tactiques : en un mot, rien qui puisse servir utilement à la besogne.

En outre, cette soi-disant caserne n'est dotée d'armes d'aucune sorte pour l'exercitation de ceux qui viennent s'inscrire aux milices.

Or les camarades et sympathisants qui viennent de l'étranger pour se battre aux cotés de la CNT et de la FAI ne demandent ni exigent d'être traité en privilégiée, mais pensent d'avoir droit dans les limites des possibilités révolutionnaires et belliques (sic), à un traitement au moins égal à celui qu'on use envers les autres formations (POUM ou Bataillons de la Mort, par exemple).

Selon nous, l'on devrait demander et obtenir des locaux où l'hygiène et le confort permettent une préparation intensive de caractère moral et militaire des volontaires qui viennent de l'étranger, de manière que leur enthousiaste esprit de sacrifice ne soit immédiatement refroidi par le contraste trop marqué entre les divers traitements réservés aux uns respect aux autres (sic).²⁹⁹»

La caserne Espertaco ne réunit pas les conditions nécessaires au bon déroulement de la préparation militaire. Du fait du peu de temps écoulé entre l'arrivée à Barcelone et le départ au front des volontaires (généralement moins d'une semaine), l'exercice militaire est de toute manière réduit à la portion congrue. *L'Espagne Antifasciste* présente, en théorie, l'aspect qu'il revêt en septembre 1936 :

« Une fois dans la caserne, ils s'organisent par groupes de dix, qui nomment un délégué. Dix délégués, avec leurs groupes, forment une centurie, sous la responsabilité d'un centurion qui est le délégué général nommé par cent camarades. L'instruction des miliciens a lieu en permanence et est assurée par des techniciens militaires très qualifiés et de confiance. On se borne au maniement des différentes armes de combat et aux connaissances de tactique militaire indispensable pour la

²⁹⁹ Communication non signée, Archives IISG FAI Pe 15 A-2

*lutte. Pas de perte de temps inutile à apprendre les évolutions idiotes et les marques extérieures de respect, en quoi consistait l'instruction militaire d'autrefois. L'apprentissage se fait très rapidement et les colonnes partent, l'une après l'autre, pour le front aragonais. »*³⁰⁰

L'instruction militaire est effectuée conjointement par les sections allemandes et françaises de la caserne, tandis que les italiens ont leur propre système :

« Les camarades des sections françaises et allemandes de Barcelone et Pédralbes ont délégué auprès du camarade Santillan, Jean Dupoux, secrétaire du comité français de Pédralbes, Heinrich Bortz, délégué allemand, et Adolphe Mersel, instructeur militaire, pour insister sur la nécessité de la réorganisation des services étrangers de Pédralbes.

*Pour ne pas envoyer au front de la chair à canon, mais des hommes parfaitement préparés, les sections étrangères réclament si possible pour l'instruction un fonds permanents d'armes : fusils (50), mitrailleuse, grenades, etc. Pour l'instruction également un fond permanent de 50 granotes, les étrangers se trouvant jusqu'ici dans l'obligation de faire l'exercice avec leurs effets civils et se trouvant gênés de ce fait. Les sections étrangères réclament pour leur délégués de la part du camarade Santillan un mandat leur facilitant d'obtenir ce dont ils ont besoin dans la mesure où on peut leur donner satisfaction (cartouches pour le tir par exemple). [...] Avec l'armement nécessaire et une instruction plus sérieuse, les éléments étrangers sympathisant à notre mouvement libertaire peuvent prêter un concours inestimable. »*³⁰¹

En comparant ce document rédigé par les sections française et allemande de Pédralbes, comparé au précédent illustrant les conditions de l'instruction militaire à Espartaco, on voit qu'aucune amélioration de la préparation militaire n'a eu lieu. D'autre part, l'armement demandé à la CNT manque déjà cruellement au front,

« Cher camarade du Comité Anarcho Syndicaliste ;

³⁰⁰ *L'Espagne Antifasciste* n°7 de septembre 1936 (sans date).

³⁰¹ Archives IISG FAI Pe 15 A, sans date. Le fait que ce document traite de la caserne Pédralbes, du Comité Français de Barcelone, de Jean Dupoux en tant que délégué et qu'il précise que le *Groupe International* de la colonne Durruti compte 230 membres nous permet de situer cette demande à la mi octobre 1936.

Le camarade martin retour de Barcelone vous expliquera plus clairement ce que j'attends de vous. Voici en deux mots de quoi il s'agit. Je suis ici chargé d'organiser les français qui viennent s'enrôler dans les milices pour partir au front et je désirerais que le Comité Anarcho Syndicaliste s'intéresse un peu à ces camarades français. Ici nous ne recevons d'aide de personne et nous ne sommes pas payés. [...] Prenez sur vos souscriptions une petite somme pour la section française de Pédralbes (Caserne Michel Bakounine) –c'est toujours pour l'Espagne. »³⁰²

Après une préparation militaire réduite à la portion congrue, les miliciens partent pour le front. La caserne leur fournit leur armement, ils sont réunis en groupe et dirigés en train ou par camion vers les fronts de Saragosse ou de Huesca.

³⁰² Lettre de Jean Dupoux de la part du Comité français de Pédralbes au CASDLPE. Archives IISG FAI Pe 15 A-3.

Troisième partie

« Venus pour ce battre, ils sont impatients. Proscrits d'Italie et exploités de l'impérialisme français sont venus faire le coup de feu, pour le vieux rêve caressé depuis tant d'années, d'une société libertaire. [...] Face à la Légion marocaine, ce ramassis de tueurs et de voleurs venus en Espagne pour restaurer l'ordre bourgeois, se dresse la Légion internationale des sans-patrie, qui sont venus se battre dans la péninsule pour l'ordre ouvrier et révolutionnaire. »

*De la colonne Durruti, de Ridel et Carpentier
Le Libertaire du 21 août 1936.*

Le front

Chapitre 6

Les volontaires français des colonnes confédérales

I. Les départs au front des volontaires étrangers.

Présentation du corpus.

Les archives de la FAI conservées à l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* d'Amsterdam recèlent un certain nombre de documents exceptionnels encore non exploités comme la liste des départs au front des groupes de volontaires français, recensés par le Comité français de Pédralbes puis d'Espertaco³⁰³,

Ces documents sténotypées, rassemblés dans un dossier nommé « *Liste des compagnons étant partis au front* »³⁰⁴, présentent 23 listes de groupes au départ pour le front, en direction exclusivement d'unités internationales au sein des colonnes confédérales en Aragon. Plus précisément, ces listes ne constituent pas l'ensemble des départs de miliciens depuis la caserne Pédralbes mais seulement ceux des volontaires français. Les départs s'étalent du 7 septembre 1936 au 22 février 1937 soit une période couverte de 6 mois environ. Cette période permet de suivre assez précisément la formation et l'évolution des groupes internationaux avant la militarisation en plus de fournir un grand nombre d'informations sur la composition des groupes de volontaires étrangers.

³⁰³ Les listes établies à la caserne Espartaco de la fin décembre 1936 à février 1937 ne diffèrent pas de celles rédigées à Pédralbes.

³⁰⁴ Archives IISG Pe 15 A-3.

Sont ainsi recensés 476 individus, Français, Espagnols, Allemands et une dizaine d'autres nationalités ; les 23 groupes sont divisés en sous-listes par nationalité dans lesquelles figures le nom, le prénom et la nationalité « déclarée »³⁰⁵ de chaque volontaire sauf pour trois de ces listes. Celles-ci, sans précision de nationalité, concernent 83 miliciens quasiment tous français d'après des recoupements réalisés. En effet, en comparant les noms des volontaires présents sur ces différentes listes, il s'avère que plus des deux tiers sont français ; par exemple, le départ du 14 novembre 1936 serait ainsi composé de plus de 90% de français.

Le fait qu'il n'y ai plus de listes de départs passé le 22 février 1937 ne signifie pas forcément qu'il n'y ait plus de volontaires étrangers envoyés vers le front mais plutôt que ceux-ci sont englobés dans les départs « espagnols » ; les sections étrangères se sont vus retirés leur travail de contrôle et d'organisation dans les casernes et remplacées par la *Casa Internacional de los Voluntarios* fin février 1937.

Ces listes font souvent mention de l'unité précise de destination ce qui nous renseigne sur le statut de l'unité internationale et de la colonne dont elle dépend.

³⁰⁵A travers le (long) travail de comparaison et de tri entre les nombreuses listes recensant des volontaires étrangers, il s'avère que certains volontaires « changent » parfois de nationalité officielle. Ainsi certains espagnols de nationalité française se déclarent espagnols en arrivant en Espagne mais sont identifiés comme français au sein de leur unité. De la même manière, des suisses francophones préfèrent être considéré comme français sans doute pour des raisons linguistiques ou bien par soucis de discrétion : la Confédération Helvétique ayant développé un arsenal « anti volontaire » très répressif (voir à ce sujet : Nic Ulmi et Peter Huber, *Les combattants Suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, Editions Antipodes, collection Histoire, Lausanne, 2001)

Chronologie des départs et composition des groupes.

	Nombre de départs	Nombre d'individus
Septembre	4	103
Octobre	5	110
Novembre	3	100
Décembre	5	70
Janvier	5	78
Février	1	15
<i>Total</i>	<i>23</i>	<i>476</i>

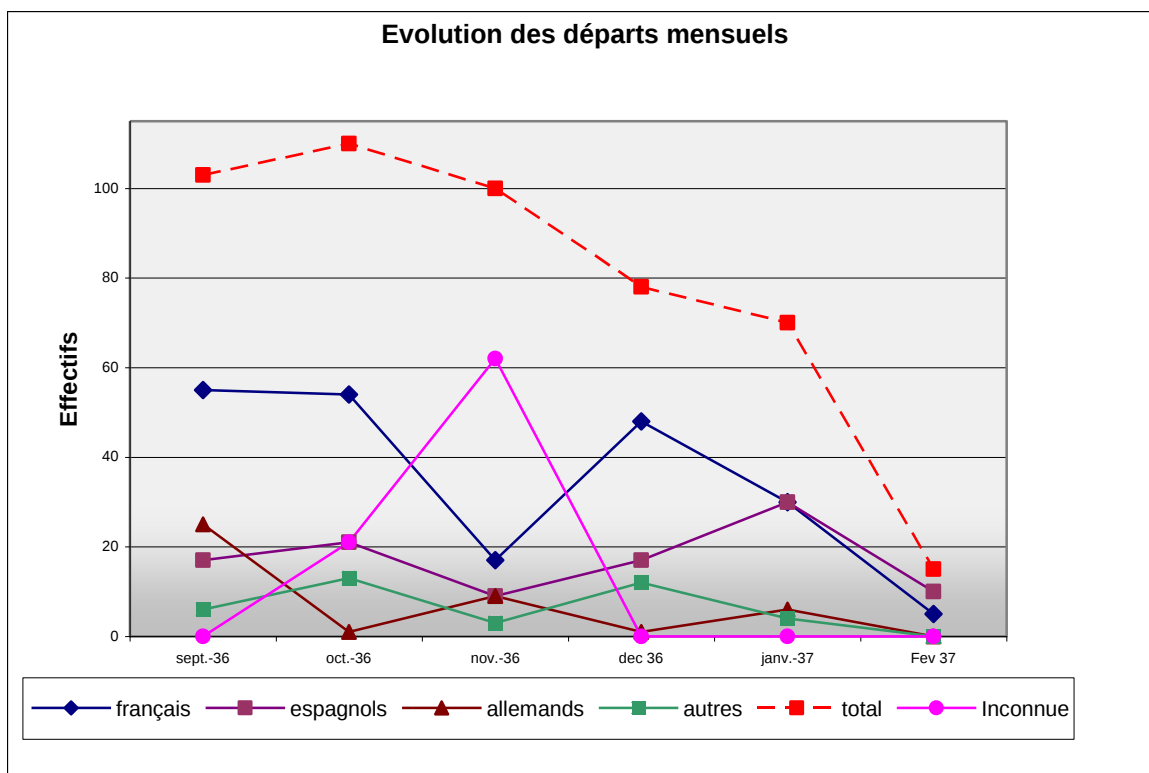
Tableau 1 : Nombre de départs effectués chaque mois et nombres d'individus concernés (toutes nationalités confondues)

Le nombre de départs est assez régulier de septembre 1936 à janvier 1937, sachant que le 3 octobre 1936 ont lieu deux départs³⁰⁶ et que le départ du 26 décembre ne concerne qu'un seul individu³⁰⁷. Le nombre de miliciens envoyés au front est également stable jusqu'en janvier 1937 en décroissant légèrement à partir de décembre, la moyenne mensuelle du nombre de milicien par groupe au départ est légèrement inférieure à 80.

En février 1937, le nombre de départ et de miliciens envoyés au front s'effondre littéralement ; sans doute est-ce le résultat conjugué de la fermeture de la frontière française, de la décision du Comité de non intervention d'interdire l'envoi de volontaires en Espagne et enfin de le reflet de la généralisation du processus de militarisation des milices antifascistes.

³⁰⁶ Ces deux départs ont un contingent français, pour plus de lisibilité, ils seront considérés comme un seul départ ce jour là dans les différents tableaux et graphiques.

³⁰⁷ Ce départ du 26 décembre sera associé au départ du 25 décembre pour les mêmes raisons que précédemment, néanmoins, le départ du 25 à pour destination le *Groupe International* de la colonne *Durruti* tandis que le départ du 26 décembre concerne la centurie *Sébastien Faure*.



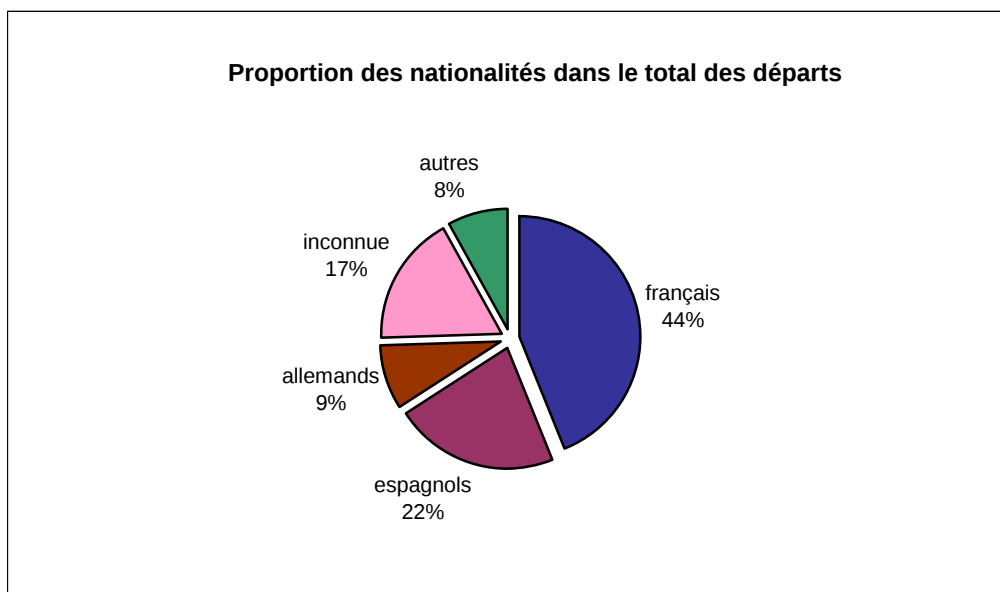
Graphique 1 : Evolution des départs mensuels

Le groupe national le plus représenté dans les listes est formé par les volontaires français : il y a 209³⁰⁸ miliciens avec la mention « français », soit 61% des 476 miliciens en partance pour le front durant ces 6 mois et une moyenne d'environ 34 français au départ par mois. Cependant, si on considère que les départs d'octobre et novembre concernent au moins deux tiers de français, on obtient une moyenne plus logique d'environ 44 français au départ par mois : le mois de novembre devrait en effet correspondre au pic des effectifs français. Enfin, il faut remarquer que la chute des effectifs constatée en février affecte l'ensemble des nationalités.

Pour cette étude spécifique sur les volontaires recensés dans ces listes, il a été choisi de distinguer, en plus des français, les espagnols et les allemands ; ces derniers étant suffisamment nombreux pour représenter un groupe identifiable. Les autres volontaires étrangers, soit 38 individus, se regroupent dans un ensemble formé de 15 nationalités³⁰⁹.

³⁰⁸ Plus de 280 en fait, après étude comparée des noms figurant sur les trois listes sans mention de nationalité.

³⁰⁹ Précisément : 8 Helvétiques, 6 Bulgares, 4 Hollandais, 4 Arméniens, 3 Portugais, 2 Anglais, 2 Belges, 2 Russes, 1 Danois, 1 Estonien, 1 Hongrois, 1 Italien, 1 Lithuanien, 1 Polonais et 1 Tchécoslovaque.



Graphique 2 : Proportion des nationalités dans le total des départs.

Les trois départs dont la nationalité du groupe n'est pas mentionnée rassemblent un total de 17% des volontaires partis au front, en se basant toujours sur le postulat qu'il y a une majorité de français dans ces départs, la proportion de français dans le total des volontaires étrangers dans les départs se compose alors de plus de 50 % des effectifs.

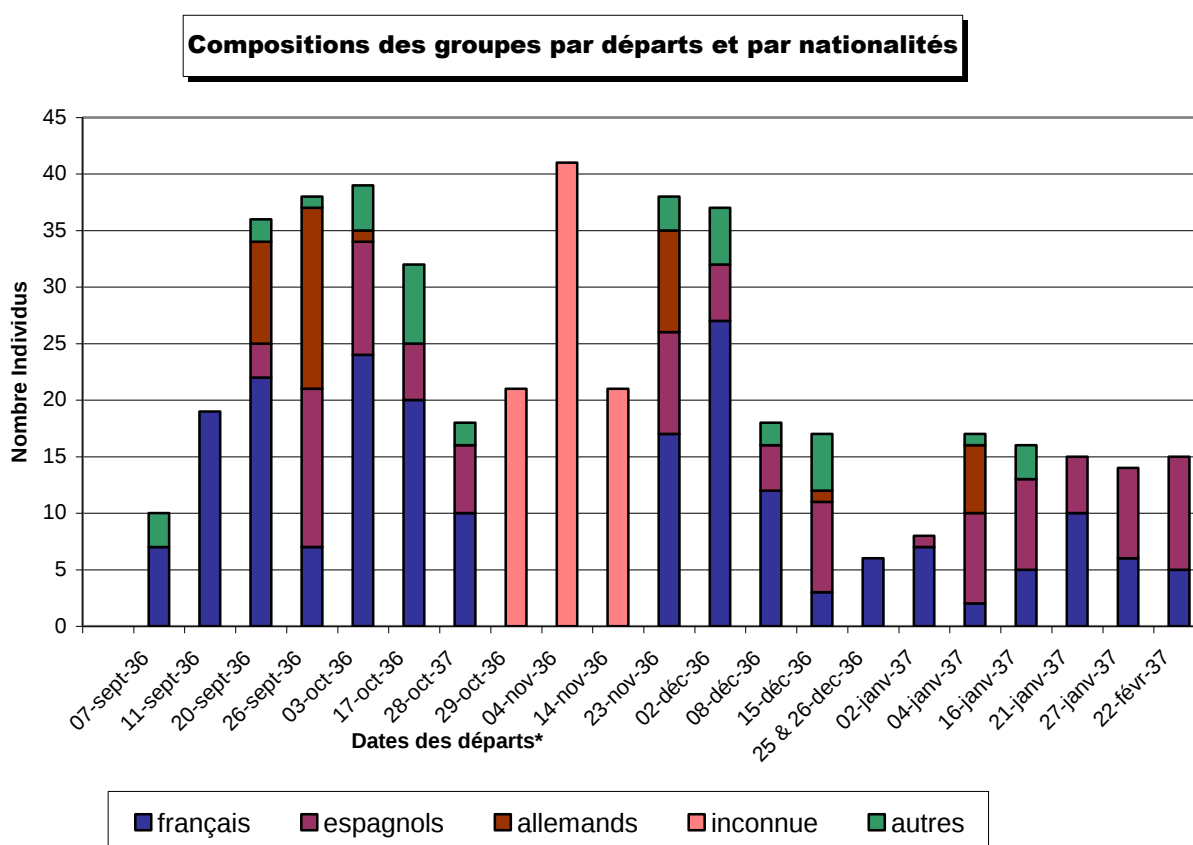
La part des espagnols.

On peut être surpris par le nombre tout de même élevé d'Espagnols : ils forment près d'un quart des effectifs et ces listes devraient illustrer normalement que les départs affectant les volontaires étrangers , vu que les destinations sont toujours les groupes internationaux des colonnes au front.

Qui sont alors ces espagnols ? Des espagnols venus de France pour s'engager dans les milices confédérales ? C'est fort possible, nous avons vu qu'un grand nombre d'espagnols installés en France sont revenus à Barcelone et se sont présentés spécifiquement au Bureau de contrôle Français. Cela dit, il n'y a pas que des étrangers,

ou des espagnols vivant en France, au sein des groupes internationaux, loin s'en faut. De plus, la caserne Pédralbes est *d'abord* le principal point de convergence des miliciens de la CNT-FAI de Catalogne et *accessoirement* le lieu où sont installés les groupes étrangers. Des départs pour le front ont sans doute lieu quotidiennement depuis la caserne car certaines listes comportent la mention d'un numéro de groupe sans doute attribué pour des questions d'intendance. Une lecture plus détaillée de la composition des groupes au départ semble suggérer que l'on rajoute des miliciens espagnols en fonction des effectifs étrangers afin de réunir suffisamment d'individus pour former un groupe homogène en partance pour le front d'Aragon.

La part des français.



Graphique 3 : Composition des groupes par départs et par nationalités.

On peut constater que les groupes sont formés d'une trentaine de personnes environ et que les départs sont espacés dans le temps d'environ une semaine (sauf début septembre et entre le 28 octobre et le 4 novembre 1936) mais sans qu'il y ai de jour fixe de départ.

L'étude détaillée des départs au front illustre clairement l'importance du contingent français. La plupart des groupes sont composés d'au moins 10 français et la régularité des départs révèle une arrivée continue de volontaires avant une baisse sensible des effectifs dès la mi décembre. Le dernier départ du mois d'octobre et les deux suivants concernent en fait une majorité de français avec le plus gros départ de volontaires étrangers le 4 novembre avec 41 personnes ; les départs du 29 octobre et du 4 novembre ont pour destination la *Centurie Sébastien Faure* récemment formée à Paris, il s'agit donc à l'évidence d'un groupe de français qui vient d'arriver en Espagne. Les départs espacés dans le temps par un écart inférieur à une semaine et dont les effectifs sont entièrement ou majoritairement composés de français (29 octobre-4 novembre, 2 et 8 décembre 1936, 2 et 4 janvier 1937) pourraient s'expliquer par l'arrivée d'un groupe de volontaires français durant cette période.

Les autres étrangers.

La présence régulière de volontaires allemands n'est pas une singularité car les Sections allemandes et françaises de la caserne Pédralbes travaillent de concert comme cela a été évoqué dans le chapitre précédent.

Un groupe d'étrangers aspirants miliciens est toutefois absent de ces listes : les volontaires italiens. Un seul est présent dans un groupe au départ tandis que ces compatriotes représentent la population de volontaires étrangers la plus importante dans les rangs confédéraux. Cette absence des volontaires italiens associée à la présence du contingent allemand nous permet de mieux définir le cadre de ces listes : le Comité Français de Pédralbes prend en charge l'ensemble des volontaires autres qu'italiens, ces derniers étant recensés sur d'autres listes similaires et envoyés vers les groupes spécifiquement italiens³¹⁰ du front d'Aragon.

³¹⁰ Voir le chapitre dédié aux groupes internationaux pour ce qui concerne les originalités du volontariat italien.

Une illustration de l'ensemble des miliciens français ?

Les départs au front recensés par ces listes commencent le 7 septembre 1936 soit six semaines après le début du conflit, par conséquent les « premiers » volontaires, ceux qui sont partis en Espagne dès la fin juillet ou en août, c'est-à-dire la plupart des plus « célèbres » miliciens français (Ridel, Carpentier, Weil, etc.), n'y figurent pas. Même chose pour les miliciens français qui ont rejoint le front directement, y compris ceux arrivés par Puigcerdà et qui ne sont pas passés par Barcelone³¹¹. Des miliciens français servent également, en nombre très restreint, dans des centuries étrangères d'unités confédérales espagnoles au front de Madrid³¹² ou bien, du fait de leurs connaissances militaires spécialisées, au sein d'unités espagnoles. Enfin, les archives de Salamanque possèdent deux gros cartons qui contiennent 322 fiches de volontaires étrangers qui ont rejoint les colonnes Ascaso et Ortiz³¹³ en janvier et février 1937. Il ne s'agit quasiment que de volontaires italiens ; il n'y a que 18 français³¹⁴. Ces volontaires français ne figurent pas sur les départs recensés par le Comité Français de Pédralbes. Néanmoins, les dates de leurs départs au front n'étant pas explicitement rapportées³¹⁵, ils n'ont pas été ajoutés dans cette étude sur les groupes de volontaires français au départ pour le front.

Remi Skoutelsky signale avec justesse dans son étude que « *les étrangers venus se battre à cette époque se soucient fort peu de la couleur politique de l'unité dans laquelle ils entrent dans la mesure où celle-ci part effectivement au front.* »³¹⁶ Certains documents semblent d'ailleurs l'exprimer fort bien :

³¹¹ Il s'agit d'une minorité, les miliciens français de Puigcerdà étant théoriquement chargé de les mettre dans le train pour Barcelone. *Communication du Comité Français de Pédralbes au Comité Français de Barcelone à propos des postes frontières*. Archives IISG FAI Pe A-2 3

³¹² Voir chapitre suivant pour ces volontaires français de la Colonne *Libertad*.

³¹³ Archives AGGCE PS Barcelona B 454 et B 455, *Voluntarios extranjeros*.

³¹⁴ Dont 13 se déclarant anarchistes.

³¹⁵ Malheureusement, rien ne permet de déterminer précisément l'origine de ces fiches. Quelques indications assez floues suggèrent qu'elles ont été faites dans un bureau de contrôle car la destination de chaque volontaire est rajoutés à posteriori ; il y a deux dates de signalées (sans doute la date d'arrivée à Barcelone et celle du départ au front) et les fiches sont parfois accompagnées de commentaires en italien qui prouvent un certain suivi du volontaire (*Ha abandonato il gruppo, partito per la Francia* ou bien *Partito col gruppo francese, etc.*). Il est donc probable que ces fiches soient issues du comité italien de contrôle

³¹⁶ Remi Skoutelsky, *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français des Brigades internationales 1936-1939*, Grasset, 1998, Paris, p.40.

« Les camarades :

- Meusset, Loiseau venant de Nice. Arrivés le 16 août. (tendance libertaire)
- Thyteville, Hoslet, Resaucou, ([4^e nom illisible] (suisses) venant de Bruxelles et arrivés à Barcelone le 24 août. (socialiste de gauche)
- Gauthier (Français) arrivé le 28 août de Marseille. (communiste)
- Papucci Umberto ? Ancien officier dans l'armée Italienne, venant d'Aix en Provence (socialiste).

...ont pris leurs effets personnels, et sont passés à l'UGT parce qu'il n'y avait pas de départ pour le front.

Il est regrettable que de bons copains passent à l'UGT par suite de départs au front. »³¹⁷

Tous les volontaires libertaires n'attendent donc pas forcément la formation d'un groupe affinitaire. Cependant, ce document se présente en fait d'une manière intéressante : les deux français de tendance libertaire viennent de la même ville, idem pour les quatre suisses. Les individus de chaque groupe partagent de plus la même sensibilité politique et sont arrivés le même jour. On peut alors supposer qu'ils sont partis ensemble et souhaitent rester ensemble dans la même unité. L'unité de destination importait dans ce dans sans doute moins que le fait de rester ensemble.

Inversement, certains volontaires préfèrent attendre la formation d'un groupe de la même communauté linguistique ou mieux de compatriotes. En effet, on retrouve parfois la mention « *ne voulait pas partir au front parce qu'il n'y avait pas de groupe français*³¹⁸ ».

Enfin, les listes de départs au front du Bureau français de Pédralbes puis Espertaco précisent la destination des groupes de volontaires vers le front d'Aragon.

³¹⁷ Rapport fait à Pedralbès le 5 septembre 1936, archives IISG FAI Pe 15 A-2.

³¹⁸ Op cit, Archives IISG FAI Pe 15 A-2

II. Destinations et affectations des miliciens étrangers.

Les 23 départs effectués entre le 7 septembre 1936 et le 22 février 1937 envoient 372 volontaires étrangers dont 209 français vers six formations internationales du front d'Aragon : Le Groupe International de la colonne *Durruti*, la « *Colonne Italienne* », des groupes de la colonne *Ortiz* sous trois dénominations différentes et la *Centurie Sébastien Faure*.

Critiques des sources.

La mention de « *Colonne Italienne* » renvoie soit à la colonne *Los Aguiluchos de la FAI* ou bien à la colonne *Ascaso*. En fait, en observant les noms et en recoupant avec d'autres sources il apparaît que l'un des deux départs, celui du 7 septembre 1936 à pour destination la colonne *Garcia Oliver*, c'est-à-dire *Los Aguiluchos de la FAI*. L'autre départ vers la « *Colonne Italienne* », le 11 septembre 1936, est plus difficile à déterminer : des départs de français vers la « *Colonne Italienne* » de la colonne *Ascaso* ont lieu en janvier 1937 selon les documents retrouvés aux Archives de Salamanque³¹⁹, on ne peut pas exclure tout à fait cette possibilité. Il sera donc question dans cette étude de « *Colonne Italienne* » sans précision supplémentaire.

Les départs vers la colonne *Ortiz* changent de dénomination dans le temps. Il y a trois départs vers cette colonne, auxquels il faut ajouter en fait deux autres : ceux de la *Centurie Sébastien Faure*. En effet, ces listes prouvent avec certitude que la *Centurie Sébastien Faure* ne fut pas à l'origine une sous-formation du Groupe International de la colonne *Durruti* mais bel et bien le Groupe International de la colonne *Ortiz* ; pour peu de temps il est vrai.

Le 29 octobre 1936 s'effectue le premier convoi, entièrement composé de français, vers le Groupe International de la colonne *Ortiz*. Le suivant du 4 novembre 1936 concerne « *Grupo Internacional – Sébastien Faure. Columna Ortiz* ». Le 2

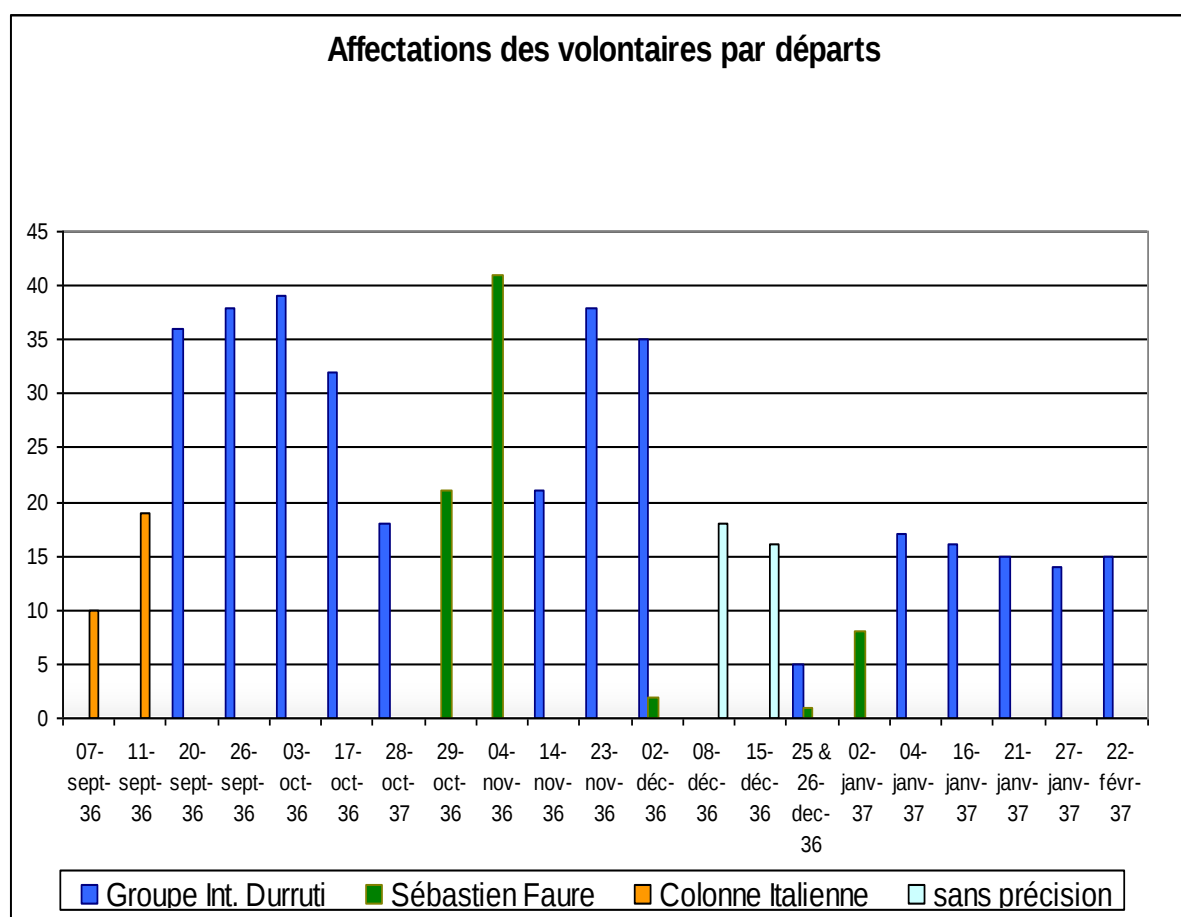
³¹⁹ Archives AGGCE PS Barcelona B 454 et B 455, *Voluntarios extranjeros*.

décembre 1936 et le 2 janvier 1937, il n'est plus fait allusion qu'à la *Centurie Sébastien Faure* mais le 26 décembre 1936 un français est envoyé à la *Columna Ortiz- Groupe Zaranine*³²⁰ à Azaila, soit le lieu où stationne la *Centurie Sébastien Faure*.

Par conséquent, le Groupe International de la colonne *Ortiz* et la *Centurie Sébastien Faure* ont été réunis dans cette étude.

Enfin, deux départs, ceux des 15 et 25 décembre 1936, ne précisent pas de destination particulière au front.

Les affectations des volontaires.



Graphique 4 : Affectations des volontaires par départs.

Le Groupe International de la colonne *Durruti* est la première destination pour les volontaires étrangers : sur les 21 départs présentés ici³²¹, 14 sont à destination de

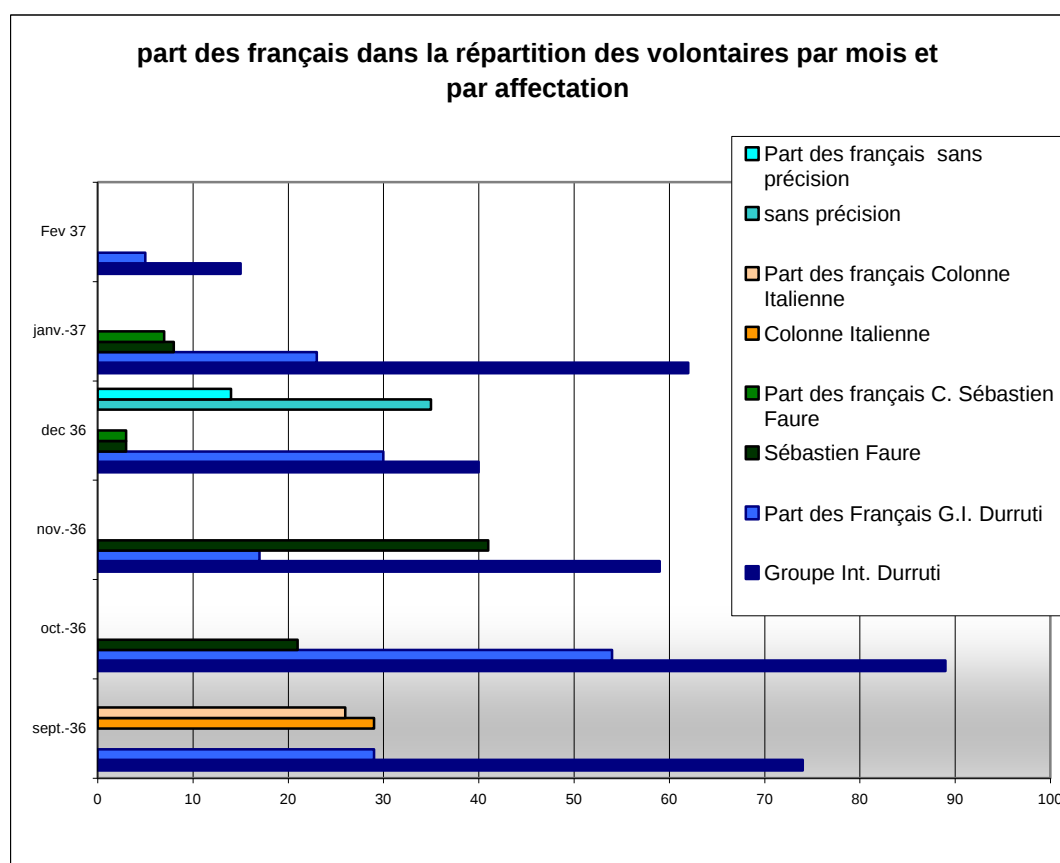
³²⁰ Zaranine pourrait être le nom du délégué de la centurie, sans confirmation.

³²¹ 21 départs illustrés représentant les 23 départs au total, voir plus haut.

cette unité, divisés sur trois périodes : de la fin septembre à la fin octobre, de la mi novembre à début décembre puis janvier et février 1937. La *Colonne Italienne* ne reçoit plus de volontaires non italiens à la mi septembre et les départs vers la colonne *Ortiz-Centurie Sébastien Faure* se ventilent de novembre 1936 à janvier 1937. La *Centurie Sébastien Faure* reçoit deux groupes importants répartis sur des départs très rapprochés, les 29 octobre et 4 novembre 1936, ce qui s'explique par l'arrivée avant le 6 novembre du groupe d'une quarantaine de français préalablement nommé « *Centurie Sébastien Faure* » formée par l'Union Anarchiste et le CEL.³²²

Les départs suivant vers la centurie sont particulièrement insignifiants, 11 individus sur trois départs.

La distribution des français dans les différents groupes internationaux.

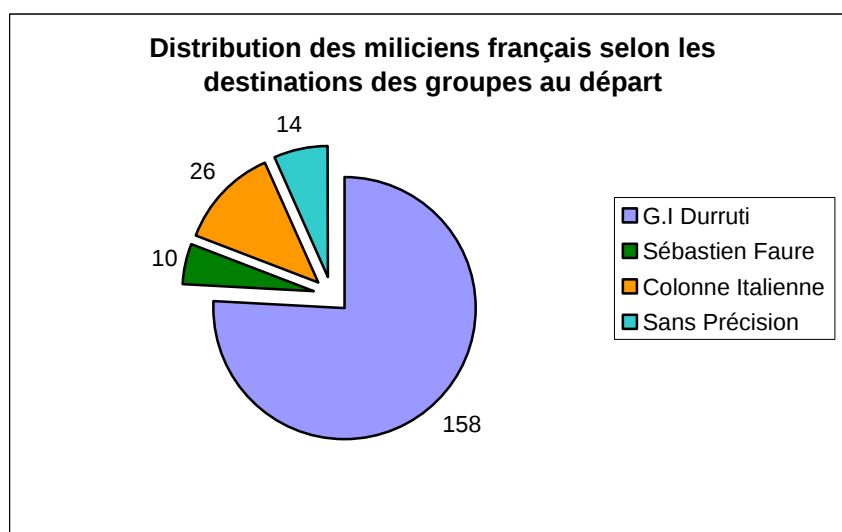


Graphique 5 : part des français dans la répartition des volontaires par mois et par affectation.

³²² D'après la photo du groupe à Caspe (Aragon) publiée dans *Le Libertaire* n°521 du 6 novembre 1936.

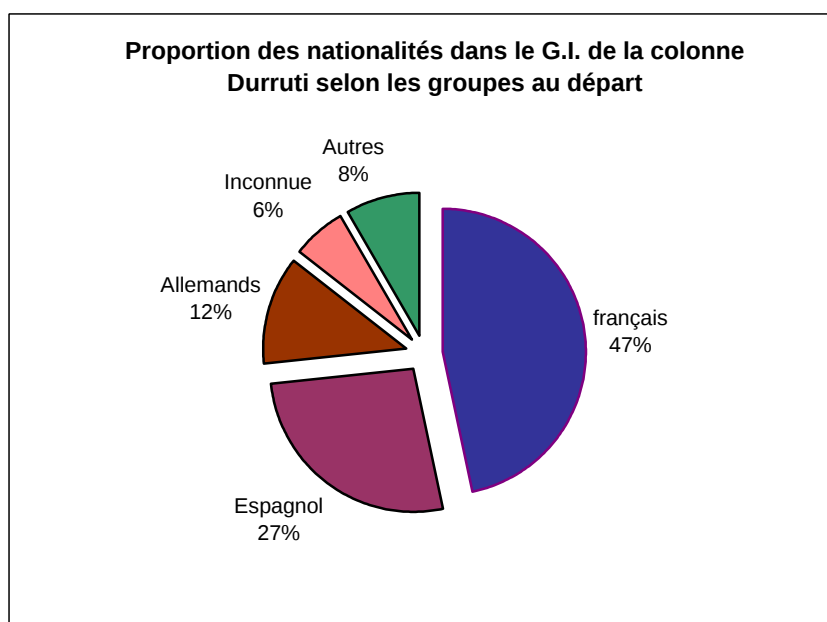
On peut constater dans la répartition mensuelle des volontaires vers les groupes étrangers que la *Colonne Italienne* et la *Centurie Sébastien Faure* reçoivent des groupes composés quasi exclusivement de français. Si on conserve le postulat que les trois groupes au départ de nationalité inconnue sont dans leur grande majorité des français, on s'aperçoit qu'il y a dès octobre l'ambition de faire de ce groupe international une unité majoritairement française.

Dans le même temps, l'affectation des français vers le Groupe International de la colonne *Durruti* reste constante ; cette unité reçoit d'ailleurs sur ces six mois plus de la majeure partie des volontaires français. Sur les 209 français partis au front, 179 sont orientés vers cette formation, sans compter les 14 miliciens dont la destination n'est pas précisé et qui, logiquement, ont dû être acheminés vers le Groupe International de la colonne *Durruti*.



Graphique 6 : Distribution des miliciens français selon les destinations des groupes au départ.

On retrouve cette importance des français vers le Groupe International de la colonne *Durruti* dans la distribution des volontaires étrangers à l'intérieur de celui-ci :



Graphique 7 : Proportions des nationalités dans le Groupe International de la colonne Durruti selon les groupes au départ.

Cependant, ces listes ne représentant pas les effectifs totaux au front, il est absolument nécessaire de croiser ces informations avec d'autres notamment issues des *Listes des miliciens français* constituées par les différents services français de Barcelone et le recensement des français engagés début 1937 dans les unités italiennes de la colonne Ascaso³²³.

En effet, les archives de l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* d'Amsterdam possèdent un certain nombre de listes de français au front³²⁴. Celles-ci sont souvent incomplètes mais recensent tout de même beaucoup de noms absents des listes de départ au front. La liste figurant dans le carton FAI Pe 20 3c des archives de la FAI (Propagande étrangère) semble être la plus complète, elle est la base de référence de l'étude suivante.

³²³ Archives AGGCE PS Barcelona B 454 et B 455, *Voluntarios extranjeros*.

³²⁴ On retrouve ces listes notamment dans les cartons suivants : IISG FAI Pe 20 3c, FAI Pe 15 A2 et CNT 94 E.1

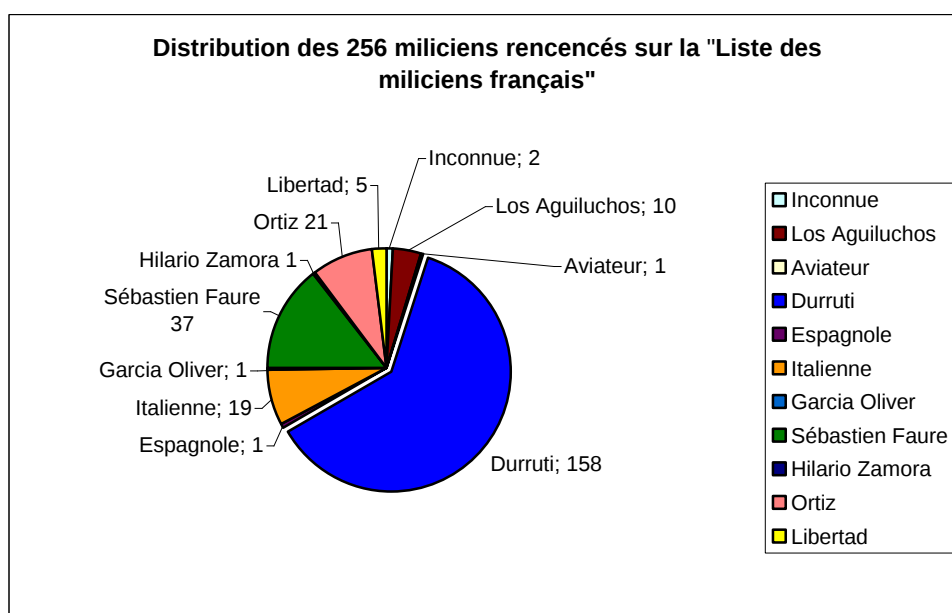
III. Les effectifs français totaux combattants dans les milices de la CNT-FAI.

Typologie de la « *Liste des miliciens français* ».

La *Liste des miliciens français* apparemment rédigée par la Section Française de Barcelone est particulièrement difficile à dater. Elle pourrait avoir été rédigée à la fin de l'année 1936 ou début 1937 si on exclue le fait qu'elle soit simplement un document sans autre but que de tenir une estimation des miliciens français au front ; il ne s'agit pas d'un instantané de la présence au front à un moment précis des miliciens français mais plutôt de la liste des miliciens passés à un moment par le front. Elle est extrêmement incomplète et ne recense en fait que 126 miliciens déclarés « Français » sur 256 miliciens au total, les autres étant d'autres nationalités ou bien signalés avec un doute sur la nationalité³²⁵. Ces miliciens non français sont peut être des étrangers résidant en France avant le 19 juillet 1936 car beaucoup de ceux-ci sont connus pour avoir milité en France³²⁶. Enfin, il y a 39 noms avec la mention « espagnol ».

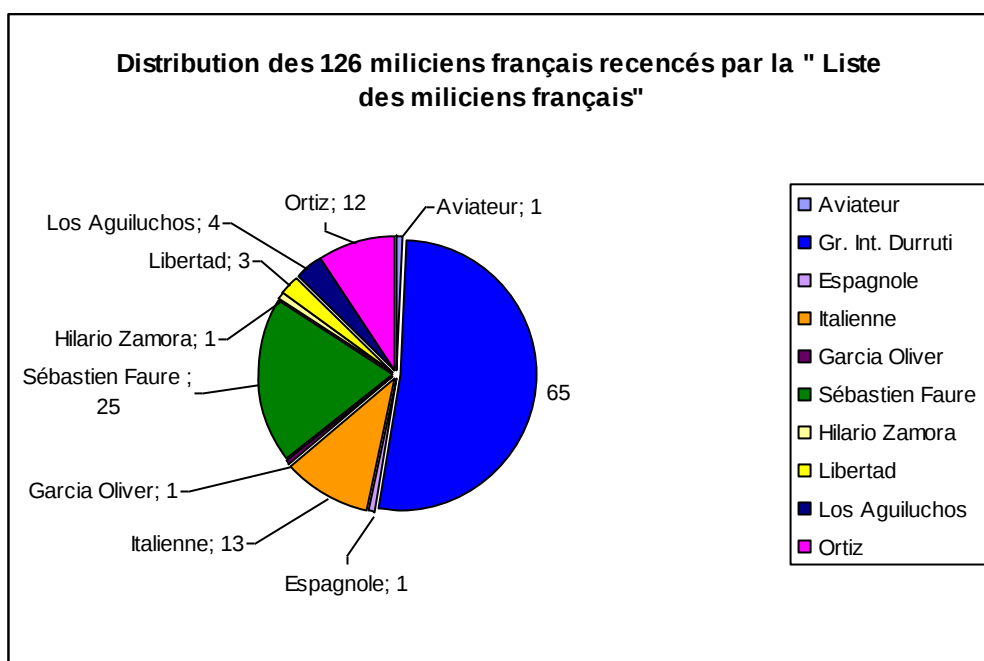
³²⁵ Beaucoup de travaux sur les miliciens étrangers (ou même sur les français) des colonnes de la CNT FAI ont fait abstraction de ce fait.

³²⁶ Mais pas la majorité, il y a beaucoup de suisses par exemple qui n'étaient pas en France avant la guerre d'Espagne.



Graphique 8 : Distribution des miliciens selon la Liste des miliciens français.

Les unités mentionnées illustrent bien le caractère imprécis de la liste : une même colonne est parfois représentée sous des noms différents : *Garcia Oliver* et *Los Aguiluchos de la FAI*. Seuls deux miliciens n'ont pas été localisés par les rédacteurs de cette liste. Le Groupe International de la colonne *Durruti* demeure l'unité de référence des miliciens étrangers, plus de 60 % d'entre eux ont rejoint cette unité.



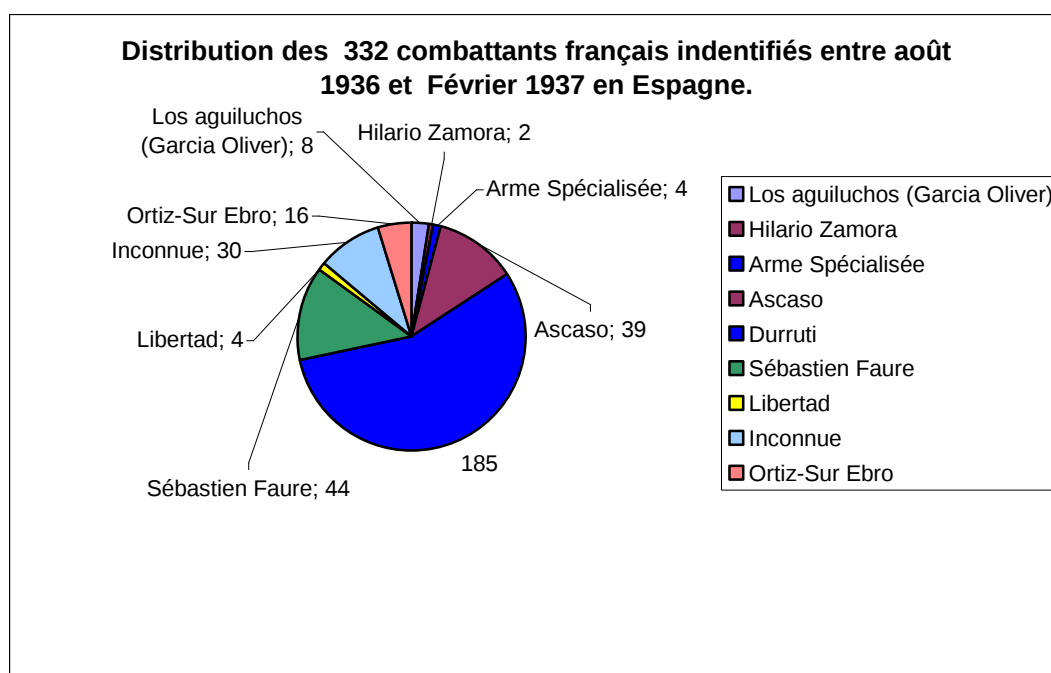
Graphique 9 : Distribution des français selon la Liste des miliciens français.

L'effectif des miliciens français est beaucoup plus ventilé que l'ensemble des miliciens de cette liste, Le Groupe International de la colonne *Durruti* ne concentre que 50% des français.

Etude globale après recoupement.

Afin de parvenir à une illustration la plus proche de la réalité possible, il est nécessaire de constituer un corpus de volontaires français en croisant l'intégralité des informations disponibles. A partir de la liste des départs au front, de la *Liste des miliciens français*, des archives personnels de volontaires retrouvées dans les Archives de Salamanque, des informations issues des organisations libertaires françaises (presse et témoignages) et en les comparants avec les autres études réalisées sur les miliciens étrangers (David Berry pour les français et Nic Hulmi et Peter Huber pour les suisses) on obtient un total de 332 miliciens français identifiés en tant que tel³²⁷, après avoir mis de côté ceux dont la nationalité est mise en doute par au moins deux sources différentes.

³²⁷ Sont ici pris en compte les séjours d'environ un mois au minimum.



Graphique 10 : Distribution des 332 miliciens identifiés entre août 1936 et Février 1937

Le Groupe International de la colonne *Durruti* et dans une moindre mesure la *Centurie Sébastien Faure* réunissent le plus grand nombre de français, on retrouve ici à peu près la distribution proposée par la *Liste des miliciens français*. Il faut signaler toutefois le grand nombre de français dont l'unité n'a pas été formellement identifiée. Les français du groupe international Italien sont relativement nombreux mais peu de sources françaises ou espagnoles les évoquent, sans doute cela tient il du fait qu'ils aient été pris en charge par les services italiens.

Chapitre 7

Les colonnes antifascistes catalanes.

I. Des milices urbaines aux colonnes miliciennes.

Les premiers combats de la guerre d'Espagne sont évidemment urbains, entre les unités soulevées qui sortent des casernes soutenues par les formations paramilitaires favorables au « golpe » et la résistance opposée par les travailleurs armés organisés en milices par les organisations ouvrières et nationalistes accompagnés par les rares unités demeurées fidèles au régime en place.

Les armes accumulées par la CNT et la FAI durant les années de clandestinité sortent des cachettes, les plans établis sur les réquisitions de stock d'armes sont appliqués : les décennies de préparation à l'action directe révolutionnaire ont ainsi remarquablement préparé le terrain et expliquent en partie la promptitude de la réaction des organisations révolutionnaires et l'encadrement efficace des travailleurs armés. Le manque d'armes est en partie comblé par le pillage des armureries, la saisie des stocks de la *Guardia Civil* et des casernes capturées. La décision du Gouvernement de distribuer des armes aux syndicats et partis profite essentiellement aux partis nationalistes Catalans et à l'UGT, bien moins à la CNT-FAI et au POUM notamment. Mais, à défaut d'armement, la CNT réunit de toute manière plus de miliciens à elle seule que l'ensemble des autres organisations en Catalogne. Les principales institutions économiques sont contrôlées par elle, au Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne les délégués de la CNT-FAI dominent.

Dès que la rébellion semble circonscrite à quelques foyers de résistance périphériques et contenus à Barcelone comme dans la plupart des grandes villes

espagnoles, les milices urbaines sont organisées en colonnes et dirigées non pas au front puisque celui-ci n'existe pas encore mais vers les villes proches pour épauler les miliciens locaux que l'on sait en difficulté : En Catalogne vers Saragosse, Huesca et plus largement les villes de l'Est de l'Aragon. Au pays Basque vers Oviedo et vers la Navarre, de Madrid vers Tolède et la Sierra Maestra au nord, en Andalousie vers Jaën et Grenade.

La Colonne, une entité hybride.

La colonne, la *columna*, est le nom générique que l'on donne pour qualifier les différents rassemblements de miliciens. Avec un effectif très variable de quelques centaines de miliciens à plusieurs milliers selon les cas, elle est organisée en centuries qui se composent d'environ dix groupes de dix miliciens, moins dans la plupart des cas. Tous les miliciens sont des volontaires, la conscription n'est réimposée par la République que fin août 1936 et subit un échec patent en Catalogne avant l'intégration forcée dans l'*Ejercito Popular* en 1937. La démocratie interne de la colonne et son mode de fonctionnement reposent ipso facto sur le système de délégués élus et révocables par groupes et par centuries dans toutes les unités confédérales. Il est possible de changer de centurie selon ses affinités, il s'agit d'une structure à la fois politique (unité de base démocratique) et militaire : elle peut être identifiée alors à la section. Le « commandant », appelé plus volontiers « délégué-général », est lui-même théoriquement dépendant des décisions prises par ses hommes. Cependant, on ne peut nier que la présence à la tête des principales colonnes de noms tels que Garcia Oliver, Durruti ou Jover suffit généralement pour obtenir la cooptation tacite des miliciens la composant. L'autorité librement consentie étant souvent la règle plutôt que le respect de la démocratie directe stricto sensu dans la plupart des colonnes. Au délégué de la colonne est associé un ancien militaire, dit délégué-technicien³²⁸, dont le rôle est d'épauler le délégué-général sur les questions strictement militaires. Il est à la tête du *Comité Militar*, l'état-major de la colonne. Le Comité Central des Milices Antifascistes a cependant une influence de plus en plus directe sur les compositions

³²⁸ Nommé également Technicien Militaire.

des états-majors des colonnes et sur le choix des commandants mais encore une fois cela varie selon le prestige de son délégué général.

Aux centuries de fantassins on rajoute des groupes spécialisés (artillerie, mitrailleuses, cavalerie, infanterie de montagne, pontonniers, pionniers, équipes sanitaires, transmissions, etc.) dont la dotation dépend de l'équipement de la colonne. Les unités spécialisées des grandes colonnes confédérales sont regroupées en compagnie ou bataillon mais la majeure partie des formations issues des organisations ouvrières manquent absolument de tous types d'armes lourdes ou de matériel de campagne ce qui, de fait, les cantonne dans un rôle statique.

Enfin les colonnes adoptent des fonctionnements opérationnels souvent distincts qui marquent la personnalité de chaque colonne. La Colonne Durruti par exemple fonctionne par *agrupaciones*. Il s'agit d'un échelon supplémentaire qui apparaît au front avec le besoin de disposer d'une formation opérationnelle plus apte à répondre aux nécessités tactiques. D'un point de vue strictement militaire, l'*agrupación* tend à remplacer le bataillon sans toutefois en avoir la rigidité. Il intègre les centuries et selon les besoins, on lui retire ou adjoint des formations spécialisées (artillerie, *dinamiteros*³²⁹ véhicules blindés, etc). Cet échelon permet un roulement plus rationnel des unités et des hommes, une perception tactique plus efficace pour l'état-major. Cette formation n'est qu'à vocation opérationnelle et n'est pas généralisée, d'autres colonnes conservent un système plus classique de bataillons. Les plus petites colonnes sont progressivement intégrées aux unités plus puissantes, à la fin de l'été 1936 il ne subsiste que sept colonnes sur le front d'Aragon³³⁰ aux côtés desquelles évoluent un certain nombre d'unités plus ou moins autonomes de guérilleros ou d'internationaux.

La stabilisation et la constitution d'une ligne de front s'effectuent à la fin juillet 1936 lorsque sont rencontrés les points d'appuis ennemis et ses axes de progression dangereux repérés : En Andalousie et Estremadure en direction du nord, vers Grenade et la Sierra Nevada. On passe alors d'une politique de guérilla urbaine dans laquelle

³²⁹ Sections d'assaut chargé des attaques de tranchées ou du combat contre des cibles blindées ou fortifiées. Les *dinamiteros* Asturiens sont les héros des milices de l'été 36 et sur leur exemple de nombreuses unités s'équipent de formations similaires, voire même en unités indépendantes d'anciens mineurs comme lors des combats de Madrid.

³³⁰ Une vingtaine de colonnes de tailles extrêmement variables existent en Catalogne au début du mois d'août.

les milices urbaines excellent à la formation d'unités cohérentes capables de combattre en rase campagne.

Les premières formations ad hoc, regroupant des compagnies de gardes civiles ou de militaires associées à des groupes de miliciens, qui ont quitté Barcelone, Valence ou Madrid dans les premiers jours ont généralement été immédiatement écrasées lors des rencontres avec l'ennemi, souvent suite à la trahison ou à la défection des officiers ou même de compagnie entière de la Garde Civile³³¹. Le CCMA retient la leçon et organise les premières colonnes sur un système plus sûr : les officiers demeurés fidèles intègrent les colonnes comme techniciens militaires, les soldats comme simples miliciens ou bien dans des groupes mixtes encadrés par des militants issus des organisations ouvrières, suivant le principe classique de l' « amalgame ».

Les premières colonnes catalanes organisées partent pour le front le 24 juillet 1936 de Barcelone. Celles composées par la CNT-FAI prennent à l'origine une numérotation qui est rapidement abandonnée, les colonnes sont le plus souvent nommées du nom de leur délégué général ou bien du nom d'une grande figure du mouvement ouvrier ce qui, dans le cas des colonnes anarchistes, peut surprendre. Il existe de toute manière une grande variété de nom pour une même colonne ; avec l'intégration des colonnes les plus petites aux colonnes plus importantes et la création de formations autonomes, la distinction devient d'autant plus complexe. Précisons également qu'aux effectifs relativement faibles des colonnes au départ de Barcelone s'ajoutent très rapidement des volontaires venus de Catalogne et d'Aragon au point de doubler voir tripler le nombre initial de volontaires.

Afin de suivre l'évolution des différents noyaux ou groupes étrangers comprenant des français, il est nécessaire de présenter tout d'abord succinctement les formations militaires mises sur pied par les organisations ouvrières catalanes³³².

³³¹ C'est le cas de la première colonne partie de Valence vers Teruel, la *Columna Fernández Bujanda* dont le contingent de gardes civiles passe à l'ennemi le 30 juillet 1936 en faisant prisonnier les miliciens qui les accompagnaient ; ces derniers sont alors passés par les armes. Abel Paz, *Chroniques passionnées de la Colonne de Fer*, Nautilus, Paris, 2002. p 32.

³³² Les colonnes nationalistes catalanes ou « apolitiques » ne sont pas évoquées n'ayant pas de rapports directs avec la création des groupes étrangers.

Les Colonnes confédérales.

La Colonne *Durruti*, qui porte évidemment le nom de son charismatique commandant, est la première grande formation confédérale à être dirigée sur le front d'Aragon. Elle porte le nom de *Primera Columna Durruti-Perèz* pour les noms de son délégué général et son délégué technicien³³³ mais elle est identifiée par tous comme étant la colonne *Durruti*. Elle quitte Barcelone le 24 juillet avec 3 000 combattants³³⁴ et quelques engins blindés³³⁵. Elle se dirige vers Saragosse³³⁶ via Caspe où ont lieu les premiers combats. La colonne comprend quelques étrangers début août qui décident de se rassembler au sein d'un groupe international qui, les effectifs augmentant, devient le Groupe International de la colonne *Durruti* tandis que la colonne établit ses quartiers à Pina de Ebro face à Saragosse.³³⁷

La colonne *Sur Ebro* nommée également *Roja y Negra* ou *Segunda Columna Ortiz-Sur Ebro* puis simplement *Ortiz* part de Barcelone le 24 juillet 1936 avec 2 000 hommes et trois batteries d'artillerie. Dirigée par Antonio Ortiz Ramírez de la CNT assisté du conseiller militaire Fernando Salavera, elle a également pour objectif Caspe, tenu par les nationalistes. Elle est orientée par la suite vers la rive sud de l'Ebre où elle est divisée en deux parties, l'une tient le front d'Híjar à Escatrón, l'autre est dirigée vers Belchite et occupe les positions de Sástago, La Zaida et d'Azaila.

Début septembre s'agrège à la colonne *Ortiz* la colonne *Hilario Zamora*, partie de Lérida avec 600 hommes. Elle tient un secteur voisin sur les rives de l'Ebre face à Saragosse et Belchite. Fin octobre elle s'agrège elle aussi à la colonne *Ortiz*.

Le 15 août 1936 part la colonne *Ascaso* ou *Tercera Columna Ascaso-Jover* menée par Gregorio Jover et Domingo Ascaso³³⁸. Elle est dirigée sur Huesca, seconde métropole de l'Aragon tenue par les nationalistes. Elle est rejointe par le groupe italien

³³³ Pérez Farràs est rapidement remplacé par un autre officier plus proche de la CNT.

³³⁴ Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936. Un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Les Editions de Paris-Max Chaleil, Essais et Documents, Paris, 2000. p 289.

³³⁵ Les usines automobiles gérées par les organisations ouvrières produisirent un certain nombre de véhicules sommairement blindés à partir de voitures ou de camions « cannibalisés » promis à une certaine célébrité, cibles de choix tant pour les photographes étrangers que pour l'artillerie ennemie.

³³⁶ Voir en annexe la carte n°2

³³⁷ Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936*. Op cit. p 297.

³³⁸ Frère de Francisco Ascaso tué le 20 juillet 1936 à Barcelone lors de l'attaque de la caserne Atarazanas.

des frères Rosseli du groupe « *Guistizia e Liberta* » et des anarchistes Camillo Berneri et Fausco Falschi qui est nommé parfois *Colonne Italienne* pour la taille de son groupe international.

Enfin, la dernière grande formation confédérale catalane à destination de l'Aragon est mise sur pied à partir du 19 août 1936 à Barcelone et prend le nom de *Los Aguiluchos de la FAI* ³³⁹ ou simplement *Garcia Oliver* ³⁴⁰ du nom de son délégué général. Celui-ci, également membre du Comité Central des Milices Antifascistes, souhaite la constitution d'une nouvelle colonne pour une offensive en Aragon. Il demande à Miguel Garcia Vivancos et à Gregorio Jover de l'assister dans la création de cette unité, l'objectif étant de réunir 10 000 à 15 000 hommes. Mais il y a déjà eu beaucoup de départs et on craint de vider les industries d'armement, la colonne ne sera pas une unité d'offensive.

Elle part le 28 août de Barcelone avec 1 500 combattants qui, contrairement aux premières colonnes, ont tous reçu une arme individuelle. Un noyau d'étrangers est déjà présent à son départ de Barcelone. Elle est conduite vers le front de Huesca via Grañen.

Les autres colonnes.

Le 26 juillet part la *Columna Del Barrio*, connue également sous le nom de *Carlos Marx*, du PSUC et de l'UGT commandée par le communiste Del Barrio secondé du technicien militaire Sacanell. Composée de 2 000 hommes environ, elle a pour mission d'occuper la ligne qui va de Tardienta à la Sierra de Alcubierre, soit la région située entre Huesca et Saragosse. La colonne comprend le groupe *Thaelmann* commandé par le célèbre communiste allemand Hans Beimler (qui vient de s'évader du camp de concentration de Dachau) qui rassemble la majeure partie des volontaires étrangers communistes, y compris les sportifs initialement venus en Espagne pour participer aux olympiades à Barcelone, les fameuses Spartakiades, ajournées sine die

³³⁹ « *Les Aiglons de la FAI* ».

³⁴⁰ Les informations proviennent de Runacre William, *Portrait of an anarchist general. The Military career of Major General Miguel Garcia Vivancos*, http://struggle.ws/spain/general_vivancos.html.

pour cause de guerre civile. Ils forment l'embryon des futures Brigades Internationales.

La colonne *Lenín* est la première colonne formée par le POUM à Barcelone. Sous le commandement de José Rovira secondé par le technicien militaire italien Russo³⁴¹, elle quitte la ville le 24 juillet mais elle reçoit la majeure partie de ses effectifs une fois au front. A la caserne *Lenín* on continue à accueillir un grand nombre de volontaires (selon *La Batalla*³⁴², le POUM dispose de 10 000 miliciens dans l'ensemble du pays, la majeure partie étant toutefois en Catalogne et au Levant³⁴³) ; une deuxième colonne intitulée *Maurín* est constituée en août et rejoint la première sur le front de Huesca. Ces deux colonnes sont composées d'environ 2 000 hommes chacune et partagent une grande faiblesse dans l'armement. Le 15 août est créé la *Columna Internacional Lenín*³⁴⁴ qui regroupe une cinquantaine de volontaires étrangers. La colonne internationale *Lenín* est envoyée au front de Huesca rejoindre la première colonne du POUM et est immédiatement engagée.

D'autres colonnes comptent dans leurs rangs des miliciens français, c'est le cas de la *Columna Motorizada* du POUM à Madrid commandé par Hyppolite Etchébéhère et sa compagne française Mika³⁴⁵, la petite colonne de 120 miliciens français et étrangers est anihilée à Siguënza le 12 août 1936.

³⁴¹ Ex officier de l'armée italienne.

³⁴² *La Batalla* du 22 novembre 1937.

³⁴³ En plus des deux colonnes catalanes et de la *Columna Motorizada* de Madrid, le POUM possède un bataillon à Madrid, nommé également *Lenín*, en plus de l et deux autres au Levant : l'une vient de Valence et l'autre de Castellón.

³⁴⁴ *La Batalla* du 18 août 1936. Appelé par le POUM *Batallón Internacional Lenín*.

³⁴⁵ Hippolyte Etchebehere dit Juan Rustico. Né le 7 mars 1900 en Argentine, tué le 16 août 1936 à la lisière du village de d'Atienza près de Madrid. Traducteur, anarchiste, communiste puis oppositionnel de gauche. A la fin de l'année 1934, il est avec notamment André Ferrat, Georges Kagan, Kurt Landau, à l'origine de la revue *Que faire ?* Rallié au POUM il écrivit dans *La Batalla* sous le pseudonyme de Juan Rustico.

Mika Etchebehere est née le 2 février 1902 (14 mars 1904 selon une autre source) à Moises-Ville en Argentine. Journaliste, anarchiste, communiste puis oppositionnelle de gauche. Epouse d'Hippolyte. Elle s'occupe du service sanitaire et logistique de la petite colonne. Après la mort de son compagnon elle prend un fusil et participe à tous les combats. En novembre 1936 sur le front de Madrid, elle fait partie de la 2eme Cie des milices du POUM que commande Antonio Guerrero. Lors d'une attaque franquiste, il est grièvement blessé. En son absence, elle prend la tête de la centurie et devint capitaine par décision de ses camarades.

Début décembre 1936, elle couvre avec sa centurie un front des environs de Madrid, à la Pinada de Hùmera , spécialement menacé. A cette époque est créée la 14^e division à Madrid avec à sa tête Cipriano Mera qui l'accueille parmi ces officiers ; elle y poursuit le combat jusqu'au mois de juin 1938.

A partir de cette date, sur décision de la CNT, elle s'occupe de tâches culturelles dans un grand hôpital de Madrid, continuant ainsi son grand travail d'alphabétisation initié dans les tranchées auprès des miliciens

La Colonne *Libertad* est formée à Barcelone à la fin octobre 1936 par le PSUC avec les survivants de l'attaque infructueuse sur Majorque. Elle est immédiatement dirigée vers Madrid gravement menacée, accompagnée par la colonne confédérale *Tierra y Libertad*. Il existe en son sein un noyau international comprenant des miliciens libertaires français : les listes de miliciens français signalent la présence de 4 d'entre eux membres de la 13^e centurie du 11^e groupement de la colonne. La colonne *Libertad* s'agrège comme la *Tierra y Libertad* à la colonne *Del Rosal*. On retrouve alors certains de ces volontaires dans le bataillon *Francisco Ferrer*, section de *dinamiteros* en avril 1937³⁴⁶ stationné au Prado à Madrid. Ils sont une dizaine de français dans cette unité, apparemment indépendante de la centurie *Gastone Stozzi* italienne du PSUC qui rejoindra en novembre la XII^e Brigade Internationale *Garibaldi*.

Enfin, un nombre indéterminé d'étrangers évolue dans des unités spéciales, les groupes de guérilleros chargés des missions de reconnaissance, sabotage ou d'infiltration profonde sur le front d'Aragon³⁴⁷ en se rattachant plus ou moins à une colonne confédérale : "*Los Hijos de la Noche*", "*La Banda Negra*", "*Los Dinamiteros de Utrillas*"³⁴⁸, "*Los Metalúrgicos*", *Los Iguales* » et dans diverses batteries d'artillerie ou corps spécialisés comme l'aviation. L'orientation des volontaires qui disposent de connaissances dans une arme particulière comme l'aviation, l'artillerie, marine, transmission expliquent la présence de français éparpillés³⁴⁹ dans des unités espagnoles.

blessés. En janvier 1939, elle parvient à quitter Madrid. Source : DBMOF Maitron, Mika Etchebehere, *Ma guerre d'Espagne à moi. Une femme à la tête d'une colonne au combat*, Denoël, Les Lettres Nouvelles, Paris, 1975.

³⁴⁶ « Lettre du front » in *Le libertaire* n° du 8 avril 1937.

³⁴⁷ Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936. Un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Les Editions de Paris-Max Chaleil, Essais et Documents, Paris, 2000. p 340.

³⁴⁸ Ramon Ruffat, *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la Guerre d'Espagne*, Editions Allia, Paris, 1990. p27.

³⁴⁹ Et par conséquent extrêmement difficiles à localiser.

II. Les groupes internationaux.

Genèse et premiers volontaires.

Les colonnes parties de Barcelone se dirigent vers Saragosse et Huesca en s'appuyant au Sud sur la vallée de l'Ebre et au nord sur les flancs des piedmonts pyrénéens. Les postes avancés nationalistes en Aragon tombent les uns après les autres : Caspe le 25 juillet, Bujaraloz le 26, Barbastro début août mais les premiers combats démontrent les difficultés des colonnes à affronter un ennemi en rase campagne. L'enthousiasme compense le manque d'expérience militaire et l'absence d'armement approprié comme l'écrit Ridet au *Libertaire* début août :

« Pleins de bonne volonté, les guérilleros de Barcelone ont dû évidemment s'adapter au nouveau genre de combat, maintenant guerre véritable où entrent en jeu aviation et artillerie.

*Ici le courage ne suffit plus, il faut calculer, organiser, prévoir. En face d'eux, il y a une dizaine de régiments qui tiennent Saragosse et les alentours [...] Si n'intervenait que la question purement militaire, les fascistes seraient forts. Mais un ver les ronge : c'est leurs troupes qui ne marchent que contraintes et forcées et qui peuvent se retourner au premier contact avec les révolutionnaires. Chez ces derniers, le désordre du début fait place à l'organisation nécessaire. L'enthousiasme est sans bornes. La seule difficulté, ce sont les atermoiements de la Généralité, lésinant sur les armes, les hommes et le matériel, freinant, traînant, parfois refusant. Le gouvernement redoute une victoire sur Saragosse qui serait un coup fatal à la sédition militaire. Ce serait ensuite un énergique nettoyage de la Navarre par les troupes confédérales et l'assurance que la CNT verrait son influence devenir prépondérante.[...] L'épuration des régions contrôlées se fait normalement : à la barbarie et à la cruauté fasciste répond la justice révolutionnaire. Curés et officiers fascistes en font également les frais ».*³⁵⁰

³⁵⁰ Lettre de Ridet du 2 août 1936 « Avec la colonne Durruti... » in *Le Libertaire* n°508 du 7 août 1936.

La colonne *Durruti* établit son Comité Militaire à Bujalaroz³⁵¹ où elle complète ses effectifs avant de se diriger vers Saragosse. A 20km de Saragosse, le front se stabilise début août devant les premiers points d'appui nationalistes. La colonne *Sur-Ebro Ortiz (Roja y Negra)* la flanque au Sud, de l'autre côté de l'Ebre entre Saragosse et Belchite. Elle est rejointe au sud de l'Ebre par la colonne *Hilario-Zamora*. Entre Saragosse et Huesca s'installe la colonne du PSUC *Trueba-Del Barrio* à Tardienta, en face de Zuera fortifiée par les nationalistes. Huesca est l'objectif des colonnes *Ascaso*, *Lenín* du POUM puis de *Los Aguiluchos de la FAI*.

Les premiers internationaux présents au front à la fin juillet début août sont dispersés dans les colonnes, il y a alors deux dynamiques qui conduisent à la présence de groupes spécifiquement étrangers au front. D'une part, les groupes composés d'internationaux formés directement à Barcelone et qui rejoignent le front déjà constitués, ils intègrent alors leur colonne d'affectation en conservant une certaine autonomie, et, d'autre part, les groupes internationaux proprement dits qui se forment directement dans les colonnes en Aragon par les miliciens étrangers eux-mêmes.

Les formations internationales organisées à Barcelone.

La Columna Internacional Lenín.

La colonne internationale *Lenín*³⁵² est mise sur pied début août à la caserne éponyme du POUM à Barcelone. Après un entraînement succinct de ses miliciens, elle quitte Barcelone le 15 août 1936³⁵³ pour rejoindre la première colonne du POUM devant Huesca. Elle compte alors une cinquantaine de volontaires étrangers d'une dizaine de nationalités³⁵⁴ différentes mais composée majoritairement d'Italiens

³⁵¹ Idem.

³⁵² Appelée également à tort *Bataillon international Lenín* mais cette appellation concerne en fait le « Bataillon de Choc international » *Lenín* à partir de décembre 1936, après la militarisation.

³⁵³ *La Batalla* du 18 août 1936.

³⁵⁴ Mary Low et Juan Breá, *carnets de la guerre d'Espagne (The Red Spanish Notebook)*, Verticales, Genève, 1997, p 20.

bordiguistes ou maximalistes. La petite colonne est commandée par l'ex-officier de l'armée Italienne Enrico Russo³⁵⁵ secondé par le français Robert Fauconnet³⁵⁶.

Le POUM compte déjà un certain nombre d'étrangers dans ses rangs intégrés dans ses propres unités en tant que techniciens militaires. En effet, par défiance idéologique, le POUM renâcle à intégrer des officiers issus de l'ancienne armée républicaine en tant que techniciens militaires et préfère accepter les offres de volontaires étrangers venus d'organisations révolutionnaires. Le POUM est particulièrement vigilant sur le recrutement de ses miliciens³⁵⁷, on accepte les volontaires du POUM, les autres doivent prouver leurs valeurs « prolétariennes » en intégrant préalablement la *Retaguardia* ou des unités de fortification de campagne encadrées par le POUM. Elaborés selon les préceptes de Trotsky pour l'Armée Rouge, les principes de la guerre révolutionnaire appliquée aux formations du POUM ont une grande rigidité : un commissaire politique est nommé pour chaque bataillon avec un rang et des prérogatives équivalentes à celles des officiers. Les officiers ne portent pas de signes de grades, on ne les salue pas et ils partagent la même paye que les miliciens du rang et, grande différence avec les unités confédérales, ils ne sont pas élus mais nommés par le parti, tout comme les commissaires politiques. Le POUM traite avec méfiance les volontaires trotskystes et communistes dissidents étrangers³⁵⁸, c'est sans doute ce qui motive la création d'une unité séparée internationale.

Les volontaires étrangers miliciens dans les colonnes du POUM ont un fonctionnement moins sévère que dans les unités du POUM car ils se regroupent par affinités et élisent leurs officiers. Les centuries étrangères de la Colonne Internationale *Lenín* s'organisent par nationalités mais surtout par proximité idéologique. *La Batalla*

³⁵⁵ Andy Durgan, « International Volunteers in the POUM Militias » in *Les Brigades internationales entre solidarité révolutionnaire et politique du Comintern*, Actes du colloque organisé par la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, les 18, 19 et 20 décembre 1997. p14.

³⁵⁶ Robert Fauconnet, né le 5 juin 1913 à Marseille, militant trotskyste. En juin 36 il déserte de son service militaire dans les chasseurs alpins et se rend clandestinement en Espagne. Il est tué vers le 30 août 1936 face à Huesca. Son enterrement est troublé par un violent incident entre les trotskystes étrangers et le POUM. Sources : Fiche DBOMF Maitron.

³⁵⁷ D'après Andy Durgan, néanmoins George Orwell soutient plutôt le contraire alors qu'il est assez sévère sur d'autre point avec le POUM. George Orwell « Notes on the Spanish Militias » in *An age like this 1920-1940, The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, Edition Sonia Orwell, Harcourt, 1971. p 361-362.

³⁵⁸ Andy Durgan, op cit.p15.

signale en septembre qu'il y a 17 français dont 7 algériens³⁵⁹ parmi les 50 volontaires étrangers que compte la Colonne Internationale *Lenín*.

La Colonne Internationale *Lenín* est engagée fin août lors de l'attaque de Casetas de Quincena sur la route Huesca-Barbastro, son commandant en second Robert Fauconnet y trouve la mort. Après de violents combats autour de Huesca en septembre³⁶⁰, la colonne est renvoyée à Barcelone début octobre. La menace de la militarisation de la colonne se précise et le 11 octobre une assemblée des miliciens de la colonne a lieu, ils menacent d'abandonner le front si celle-ci est effectuée, le POUM leur donne l'assurance que celle-ci ne sera pas effective pour leur unité. En novembre la Colonne Internationale *Lenín* est finalement militarisée comme toutes les milices du POUM. La plupart des volontaires repartent en France, les autres forment alors le *Batallón Internacional de Choque Lenín*. Il ne semble pas qu'il y demeure encore des miliciens français dans cette unité.

Le *Batallón de la Muerte*.

La colonne *Maltesta* est créée début août sur le projet d'une unité mixte italienne accueillant à la fois les anarchistes et les socialistes de *Giustizia e Libertà*. Le socialiste Carlo Rosseli³⁶¹ propose ainsi aux anarchistes le 5 août 1936 de former un groupe regroupant toutes les tendances de l'antifascisme italien. Le groupe prend le nom de « *Battaglione Malatesta*³⁶² » et rassemble entre 120 et 200 italiens, anarchistes en majorité, commandés par Mario Angeloni.

La formation cultive un certain appareil, arborant un drapeau noir flanqué d'une tête de mort et de tibias entrecroisés qui lui donne son surnom de « *Il battaglione della Morte*³⁶³ ». Ses membres sont tous habillés d'un uniforme gris sombre et portent un poignard à la ceinture ce qui évoque évidemment l'aspect des *Arditi*³⁶⁴ italiens de la Grande Guerre (voir document 16 en annexe) : ils font sensation à Barcelone.

³⁵⁹ *La Batalla* du 16 septembre 1936. On connaît les noms de certains de deux de ces algériens : Berenguer et Gaston, tous les deux tués ou « capturés » face à Huesca en septembre.

³⁶⁰ *La Batalla* du 24 septembre 1936, 3 français de la colonne trouvent la mort.

³⁶¹ Carlo Rosseli, socialiste italien contribue à la création du mouvement de résistance antifasciste en exil *Giustizia e Libertà*. Il est assassiné par la Cagoule en France en 1939.

³⁶² Un autre groupe nommé *Malatesta* composé d'Italiens existe dans les Asturies.

³⁶³ *Bataillon de la Mort* en italien.

³⁶⁴ Troupes d'assaut italiennes, imitation des *Stosstruppen* allemandes, chargée des missions d'attaques spéciales et de nettoyer les points d'appui ennemis.

Le groupe *Malatesta* quitte Barcelone en août 1936 et prend position face à Huesca aux côtés de la colonne *Ascaso* où ils forment la *Section Italienne (Columna Italiana)* avec tout de même une certaine autonomie. Fin août le bataillon est sévèrement bombardé par l'aviation, le 28 août le groupe part à l'assaut du Monte Pelato où il est repoussé avec de lourdes pertes dont son commandant. Une nouvelle attaque est initiée en septembre sans plus de succès. Le groupe s'enterre devant la ville et établit sa base à Santa Perpetua de Mogoda. Avec la dissolution de la colonne *Los Aguiluchos de la FAI* en novembre, les italiens de la colonne, soit la majeure partie des étrangers de la colonne, rejoignent le bataillon *Malatesta*. Renvoyée à Barcelone en mars 1937 après l'attaque de Siétamo, elle est réengagée en avril pour l'offensive sur Santa Quitéria où le bataillon se fait étriller.

Au début de l'année 1937, l'état-major souhaite son intégration dans l'*Ejercito Popular* ce que refuse la majorité des membres de la formation ; ceux-ci ont adopté les principes libertaires dès leur arrivée au front et les partisans des Brigades Internationales ont rejoint les centuries *Matteotti* ou *Gastone Sozzi* du PSUC³⁶⁵. Francesco Fauto Nitti est chargé de la réorganisation. Le *Bataillon de la Mort* devient finalement le 3e Bataillon de la 153e *Brigada Mixta* en juin 1937.

Les groupes internationaux formés au front.

Le groupe international de la colonne *Sur Ebro-Ortiz*.

La colonne *Hilario Zamora*, qui comprend le groupe de français d'Armand Aubrion, s'installe en août au sud des positions occupées par le Groupe International de la colonne *Durruti*, sur l'autre rive de l'Ebre à Azaïla et à Sastago. En septembre la colonne *Hilario Zamora* est agrégée à la colonne *Ortiz* et les lettres envoyées par Aubrion au Libertaire portent désormais la mention « *Le groupe international de la seconde colonne Ortiz* »³⁶⁶. La colonne *Ortiz* possède elle aussi un noyau d'international, les deux groupes furent sûrement unifiés. Vers le 1er septembre, le

³⁶⁵ Embryon de la XIIe Brigade internationale *Garibaldi*.

³⁶⁶ *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936.

« nouveau » groupe international est envoyé à l'attaque de La Zaida dans le cadre d'une offensive vers Belchite. Charles Carpentier, dans un article envoyé plus tard au *Libertaire*, signale qu'à cette occasion est engagé le « *Groupe international dit de Puigcerdà* »³⁶⁷ aux côtés de la colonne Ortiz. Nul doute, le groupe d'Armand Aubrion est alors le groupe international de la colonne Ortiz. La colonne *Los Aguiluchos de la FAI* est également dissoute en novembre 1936 et ses internationaux, dont beaucoup d'Italiens, se dispersent dans les autres unités internationales³⁶⁸.

Enfin, le groupe international de la colonne Ortiz doit accueillir le groupe de français parti début novembre de Paris : la *Centurie Sébastien Faure*.

« *Comme à la première colonne Durruti, la seconde colonne qui opère dans le secteur sud de Saragosse, possède son groupe international.[...] Cantonnée à Azaila et à Sastago[...]* Sous peu le groupe Sébastien Faure ira rejoindre Sastago [...] »³⁶⁹

On ne possède que d'infimes informations sur la *Centurie Sébastien Faure*, elle participe à des attaques dans les alentours de Belchite mais nous ne savons pas quand est dissous le groupe international. La colonne est militarisée en février 1937, sans doute est-ce à ce moment là que l'unité est amalgamée au Groupe International de la colonne Durruti. Une lettre du 25 juin 1937 du groupe est envoyée au *Libertaire* le confirme :

« *L'ancien groupe Sébastien Faure est maintenant définitivement intégré dans l'armée populaire espagnole et fait actuellement partie de la division Durruti qui se trouve sur le front d'Aragon* »³⁷⁰

Le groupe international de la colonne Ortiz-Sur Ebro connaît donc une existence éphémère, contrairement au Groupe International de la colonne Durruti.

³⁶⁷ « La vérité sur le front paresseux » de Ridel et Carpentier in *Le Libertaire* n°544 du 15 avril 1937.

³⁶⁸ Albert Minnig, *Por el bien de la Revolución. Crónica de un anarquista suizo en el Frente de Aragón*, Alikornio ediciones, 2005, Barcelone. p 41.

³⁶⁹ *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936.

³⁷⁰ *Le Libertaire* n°558 du 22 juillet 1937.

Le Groupe International de la colonne *Durruti*.

La plupart des grandes colonnes de la CNT parties de Barcelone à la fin juillet comprennent des volontaires d'étrangers dispersés dans les centuries. Première colonne à être partie au front mais aussi formation fortement symbolique du fait de la présence de l'icône de l'anarchisme espagnol à sa tête, c'est la colonne Durruti que rejoint la majeure partie des français venus en Espagne pendant l'été 1936. Les militants de l'Union Anarchiste Ridel et Carpentier arrivent en Espagne le 30 juillet et rejoignent la colonne Durruti le 2 août à Bujaraloz³⁷¹. Ils y retrouvent alors des miliciens étrangers mais aussi des camarades venus de France qu'ils connaissent :

« Dans presque toutes les centuries des Italiens, des Allemands, voire des belges et des bulgares se retrouvent. Un tel, habitué des meetings de Saint Denis ou d'Aubervilliers, est retrouvé dans un bled quelconque d'Aragon. On parle français dans tous les coins.

Le tout s'amalgame aisément et forme un ensemble solide malgré certaines difficultés de langage.

*Un noyau d'Italiens et de français s'est constitué avec comme délégué un ancien officier de la coloniale, dont l'absence de doctrine bien précise est suppléée par une intelligence très vive et sans préjugés. Ce sont tous des gars de Paris, de Toulon ou de Grenoble. »*³⁷²

Si l'on ne parle pas encore de groupe international, le principe est posé : Ridel et Carpentier parlent ainsi de « *La légion internationale* » contre la « *Légion marocaine* »³⁷³. La première mention du Groupe International paraît en septembre dans *Le Libertaire* qui publie une lettre des deux amis datée du 18 août ; on y apprend que le groupe compte alors 25 miliciens dont « *Simone Weil qui vient de nous*

³⁷¹ Lettre de Ridel du 2 août, op cit, *Le Libertaire* n°508 du 7 août 1936.

³⁷² *Le Libertaire* n°510 du 21 août 1936, la lettre n'est pas datée, sûrement entre le 8 et le 16 août 1936.

³⁷³ En référence évidemment aux *Regulares* marocains de Franco.

rejoindre »³⁷⁴. Il est installé à Pina de Ebro sur les rives du fleuve, en face de points d'appui solides nationalistes, Quinto, Puebla de Alfindèn et Fuentes de Ebro, d'où partent les tirs d'artillerie sur Pina et ses environs. Les premiers combats des internationaux ont lieu vers la mi-août :

*« Lundi 17 août. Nous sommes établis à Pina [...] Le pays est occupé par deux centuries, un groupe de mitrailleurs, La Banda Negra (Une douzaine d'hommes et un ancien colonel italien), le GI antifasciste et la Croix Rouge. Il y a quelques jours, une attaque des fascistes sur Osera, village voisin, a été repoussée. »*³⁷⁵

La colonne Durruti s'enlise devant Saragosse, les volontaires français mettent à profit ce temps pour observer ou participer à la collectivisation des villages d'Aragon et l'instauration du communisme libertaire dans la vallée de l'Aragon (Pina, Caspe, Fraga) mais surtout à appeler leurs compatriotes à les rejoindre au sein du Groupe International de la colonne *Durruti* comme l'illustre cet appel paru dans *l'Espagne Antifasciste* :

« Notre boîte aux lettres :

*Nos camarades Carpentier et Ridel, colonne Durruti du GI antifasciste de Pina de Ebro, prient les camarades français, belges, italiens, bulgares, venus de France pour combattre, de leur écrire en vue de renforcer ce groupe. »*³⁷⁶

Dès le mois d'août, le petit groupe initial devient le groupe international le plus important du front d'Aragon, la colonne italienne mise à part. Les volontaires français donnent la dynamique du groupe jusqu'à sa militarisation.

³⁷⁴ « Extrait d'un carnet de route » in *Le Libertaire* n°514 du 18 septembre 1936. Simone Weill est arrivée le 10 août en Espagne et le 14 à Bujaraloz.

³⁷⁵ Idem

³⁷⁶ *L'Espagne Antifasciste* n°7 du 30 août 1936.

III. « *Los del gorro negro* »³⁷⁷, les volontaires français du Groupe International de la colonne *Durruti*.

Le groupe international est rejoint par de plus en plus de miliciens étrangers, plusieurs centuries étrangères sont créées en son sein, en octobre il compte plus de 200 miliciens :

*«Les étrangers des sections françaises et allemandes, après une instruction élémentaire rejoignent le Groupe International de la Colonne Durruti qui compte actuellement 230 camarades dévoués jusqu'à la mort.»*³⁷⁸

Le groupe se fabrique une mascotte : « *un chien de sciure aux oreilles pendantes qui surmonte le drapeau rouge et noir* »³⁷⁹, chaque centurie crée ses propres codes affinitaires, jusqu'à reproduire les paroisses de l'anarchisme français sur les contreforts de la Sierra de Alcubierre comme l'écrit fièrement Saïl Mohamed à *L'Espagne Antifasciste* :

« Farlete 30 octobre 1936

A mes bons camarades de la CGT-SR

Je vous ai écrit dernièrement en vous disant que nous étions une douzaine de copains de la CGT-SR au Groupe International ;

Nous sommes actuellement 52, venant d'un peu partout en France, et pour célébrer ce petit groupement de camarades sur le champ de bataille, nous avons improvisé un chiffon peint rouge et noir, avec l'inscription : CGT-SR, FAF, AIT, en gros caractères, et l'avons planté là, face à la canaille fasciste tremblant de frousse.[...]

³⁷⁷ « Les bérets noirs », en référence au bonnet militaire que portaient volontiers les miliciens confédéraux. Antoine Gimenez dit dans ses *Souvenirs* que la population leur avait donné ce surnom car Berthomieu souhaitait que ces miliciens le fasse faire de couleur noire pour éviter d'être repéré lors des opérations d'infiltrations. Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006, p 66.

³⁷⁸ Lettre du Comité Français de Pédralbes au Comité central de la caserne. Sans date mais identifiée comme ayant été rédigée en octobre 1936. Archives IISG FAI Pe 15 A2.

³⁷⁹ *Le Libertaire* n° 515 du 25 septembre 1936.

*Saïl Mohamed, sans grade ni matricule, comme tous ses camarades. »*³⁸⁰

Ce groupe de la CGT-SR décide même de créer un Comité Anarcho Syndicaliste au sein de la colonne en janvier 1937.³⁸¹

La cohésion et la discipline du Groupe International tiennent beaucoup à son délégué, l'ex-capitaine d'artillerie coloniale Louis Berthomieu³⁸². Bien que celui-ci ne soit ni un militant ni même anarchiste, on est frappé par le respect dont font preuve les témoignages à son égard :

*« Notre délégué, qui a fait Verdun et heureusement la plupart des colonies françaises s'y connaît à merveille et ses conseils seront plus d'une fois indispensables à l'existence de la petite colonie »*³⁸³

ou encore :

*« Louis Berthomieu, délégué général du groupe. Excellent technicien militaire, véritable guide et ami connu pour sa bravoure et son esprit de calcul, sa disparition constitue une lourde perte pour nous. Il avait l'âme d'un aventurier avec toutes les qualités que cela comprend. Profondément antifasciste, il négligeait toute question de tendance disant qu'il n'y connaissait rien. Se nourrissant de quinine, habillé à la diable, il était éternellement en route, explorant, cherchant, observant. [...]»*³⁸⁴

C'est Berthomieu qui pousse les miliciens internationaux à s'entraîner régulièrement et qui organise les expéditions en territoire hostile. En effet, les membres du Groupe International livrent une guerre de guérilla, opérant par petits groupes qui traversent les lignes ennemies, franchissent l'Ebre pour détruire des nids

³⁸⁰ *L'Espagne Antifasciste* n°17 du 4 novembre 1936.

³⁸¹ *L'Espagne Antifasciste* n°30 du 1^{er} janvier 1936.

³⁸² Voir document 17 en annexe.

³⁸³ *Le Libertaire* n°514 du 18 septembre 1936.

³⁸⁴ Idem. Ces deux témoignages de Ridet illustrent parfaitement les autres témoignages disponibles sur Louis Berthomieu : Simone Weil, Antoine Gimenez et Durruti lui-même dans une interview donnée à *Vendredi* en septembre 1936. Il meurt parmi ses miliciens à Perdiguera le 17 octobre 1936.

de mitrailleuses ou même pour récupérer des antifascistes espagnols demeurés dans les territoires contrôlés par les nationalistes. Ils gagnent ainsi une réputation de « Centurie de Choc » pour les succès de ses coups de main :

« Le GI de la colonne Durruti est bien connu pour son action et son véritable héroïsme. Composé de Suisses, d'Italiens, d'Allemands, d'Espagnols et de Français il fut toujours aux avants postes de la ligne de feu. A lui seul il constitue une centurie à l'organisation intérieure autonome. [...] Notre ami Durruti ne nous a pas caché sa satisfaction d'avoir près de lui cette légion internationale et nous savons la peine qu'il dû ressentir quand les exigences de la situation sur un point névralgique du front lui firent prendre la décision d'envoyer en renfort du côté de Huesca, en pleine fournaise, la centurie de choc. »³⁸⁵

Malgré un manque cruel d'armement, le Groupe International fait preuve d'une grande abnégation au combat :

« [...] Mais soulignons que bon nombre de ces camarades sont restés environ 15 jours sans pouvoir monter au front, faute de fusils, que notre armement, nettement inférieur, n'a pu qu'être difficilement compensé par la valeur des miliciens. Rappelons que le manque de fusils, de mitrailleuses, de canons, de munitions coûte tous les jours des vies humaines. »³⁸⁶

Cette abnégation qui lui vaut d'être engagé lors de nombreux affrontements difficiles où il perd à chaque fois une grande partie de ses effectifs en octobre et novembre 1936. C'est sans doute pour ces qualités au combat que Durruti décide en novembre d'emmener avec lui une centurie du Groupe International à Madrid. En effet, un détachement de la colonne Durruti est créé en novembre pour prêter main forte à la défense de Madrid qui menace de s'effondrer. Durruti prend la tête de deux *agrupaciones* et trois centuries dont une issue du Groupe International. On sait peu de chose sur la composition de ce groupe, il est commandé par un certain « Ramon » qui :

³⁸⁵ «Le Groupe international dans la bataille » reportage in *Le libertaire* n°515 du 25 septembre 1936. Pour les détails de ces opérations de guérillas, voir : Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006 et Ramon Ruffat, *Espion de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la Guerre d'Espagne*, Editions Allia, Paris, 1990.

³⁸⁶ « A ceux qui sont tombés... » de Charles Ridet in *Le Libertaire* n°519 du 23 octobre 1936.

« comprend les survivants du Groupe International de Louis Berthomieu. »³⁸⁷ Il est engagé sur le Pont des Français à Madrid selon Mathieu Corman qui relate le combat épique que livre le détachement durant la bataille de Casa de Campo.³⁸⁸ En tout cas, une grande partie des français, voire tous, est restée en Aragon.

Le Groupe International au combat

Le Groupe International connaît deux époques bien distinctes, séparées par le carnage de Perdiguera. Lors de ce violent combat une grande partie des vétérans trouvent la mort ainsi que son délégué Louis Berthomieu le 16 octobre 1936. A la lecture des témoignages concernant le Groupe International, celui d'Antoine Gimenez en premier lieu, on est frappé par la différence entre « l'avant » et « l'après » Perdiguera.

Siétamo.

Perdiguera n'est pas le premier combat extrêmement difficile du groupe : dès le 4 septembre 1936 une offensive est lancée en direction de Huesca et le *Groupe International* y est engagé en renfort vers le village de Siétamo, non sans pertes :

« Vingt-quatre heures après le départ du GI, Siétamo village important sur la route de Huesca était pris et il était pris par le groupe de nos chers compagnons. Trois des nôtres ont laissé leur vie dans le dur combat, une vingtaine y ont été blessés et parmi eux Carpentier et Giral. Nous les avons vus à l'hôpital de Barcelone où ils ne pensaient qu'à une chose : à la guérison qui leur permettrait de retourner au combat et cela c'est simplement sublime. Et qui refuserait alors d'aider de toutes ses forces cette légion internationale de combattants antifascistes ? »³⁸⁹

³⁸⁷ Mathieu Corman *Salud Camarada ! Cinq mois sur les fronts d'Espagne*, Edition Tribord, Paris, 1937. p 214. Mathieu Corman n'est pas un milicien mais un journaliste français de gauche qui passe un certain temps avec la colonne Durruti. C'est l'italien Pietro Vagliasindi qui remplace ensuite Berthomieu à la tête du *Groupe International*.

³⁸⁸ Ce détachement étranger est retiré des lignes à la mort de Durruti le 20 novembre 1936.

³⁸⁹ « La prise de Siétamo » in *Le Libertaire* n°515 du 25 septembre 1936.

« La nuit passe. Les fascistes se défendent âprement. Des deux côtés des hommes tombent. Sauf l'éclatement des grenades et le « pouh ! » des bouteilles incendiaires, on n'entend aucun bruit.

Au petit jour Siétamo est complètement pris. Nous avons perdu 37 hommes sur 60 (tués, disparus ou blessés). Parmi les tués, un camarade, un anarchiste, venant d'un coin de l'Europe pour lutter, est tombé en criant : « Vive la Révolution ! »³⁹⁰

Farlete.

Début octobre le Groupe International est encore aux premières lignes lors de l'attaque franquiste sur Farlete le 8 octobre. Une forte concentration ennemie devant Saragosse est observée, elle rassemble de la cavalerie et un tabor de *Regulares* marocains. Après un bombardement de plusieurs jours, les nationalistes montent à l'assaut de la Sierra de Alcubierre. Une lettre d'un milicien français, Mouret, écrite à la fin du mois illustre l'envergure de l'attaque sur les positions tenues par les internationaux :

« Le 8 octobre, les fascistes, en force, attaquent, il semble que leur ruée ne puisse être endiguée. La cavalerie, l'artillerie, l'aviation, les tanks et l'infanterie, conjuguent leur action [...]. Bataille homérique ! D'un côté 2 000, 3 000 peut être qui, dans une ruée sauvage tentent d'écraser la poignée d'homme qui leur barre la route. Poignée ? Oui, car ils ne sont que 190 sur un front de 7 km [...]. »³⁹¹

Une fois de plus le groupe doit composer avec le manque d'armement :

« La défense de Farlete, au début d'Octobre 1936 a été assurée par les centuries de la colonne Durruti et le groupe international anarchiste. Une centaine d'hommes appartenant à ce groupe ont du rester à Pina ne disposant pas de fusils. »³⁹²

Antoine Gimenez ne rapporte qu'un tué parmi les internationaux³⁹³ mais une revue de la presse nous apprend que les pertes furent bien plus lourdes, une dizaine,

³⁹⁰ « Le Groupe International au combat » in *L'Espagne Antifasciste* n°10 du 10 octobre 1936.

³⁹¹ « L'affaire de Farlete. » de R.Mouret in *Le Libertaire* n°520 du 30 octobre 1936.

³⁹² « La vérité sur le 'front paresseux.' » de Ridet et Carpentier in *Le Libertaire* n°544 du 15 avril 1937.

dont l'anarchiste Emile Cottin, qui avait tenter (mollement) d'assassiner Clémenceau le 8 février 1919.

Après la défense réussie de Farlete, ordre est donné de couper définitivement l'accès à la Sierra de Alcubierre en prenant d'assaut le village de Perdiguera sur la route de Saragosse.

Perdiguera.

L'attaque sur Perdiguera occupe une partie de la colonne Durruti ; lui-même participe aux opérations. Le Groupe International est au complet, soit environ 230 miliciens. Après avoir réussi l'approche du village, une partie du Groupe International prend position dans un bâtiment agricole. Mathieu Corman résume dans son témoignage le déroulement des opérations :

« Le 17 octobre, la colonne monte à l'assaut des pentes de la Sierra de Alcubierre, et, d'un effet de surprise bien amené, tire un important bénéfice. [...] »

Dans le courant de l'après midi, la tête du groupe international parvient à prendre position dans les premières maisons de Perdiguera, après avoir progressé de 10 kilomètres. Mais Berthomieu et quarante de ses hommes ont été trop intrépides. Par suite de l'impétuosité de leur avance, ils sont sans liaison avec le gros de la colonne. L'ennemi s'en rend compte et il expédie sur leurs arrières la cavalerie marocaine de Saragosse.

Encerclés dans quelques maisons, quarante hommes tiennent tête à un nombre vingt fois plus grand de Marocains. Leurs munitions s'épuisent rapidement aux attaques répétées des hommes de couleur. Deux miliciens, Ridel et Carpentier, acceptent alors la dangereuse mission de se glisser à travers les positions marocaines pour aller signaler la situation à Durruti. Des hommes du groupe entrés à Perdiguera ce jour-là ce sont les deux seuls qui purent ressortir. Tous ceux qui restent meurent à leur poste de défense, la plupart déchiquetés par des grenades à mains. Parmi eux : Berthomieu, Giralt, Trontin, Boudoux et de nombreux allemands que j'avais appris à estimer.

³⁹³ Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p 77.

*Les nouvelles tranchées passent à quinze cents mètres de Perdiguera, le front a été avancé de huit kilomètres. Le gain de terrain de compense pas la perte que la colonne vient de faire. Berthomieu, à lui seul, valait plus. »*³⁹⁴

Antoine Gimenez s'attarde également longtemps sur cet épisode difficile : les prisonniers ont été exécutés y compris les miliciennes³⁹⁵. Suivant les sources, entre 40 et 60 miliciens étrangers ont trouvé la mort à Perdiguera. Deux listes des tués ont été conservées dans les archives de l' *Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*³⁹⁶ d'Amsterdam (voir document 24 en annexe).

Perdiguera est finalement prise par une contre-offensive mais beaucoup de vétérans du groupe sont tombés, le Groupe International continue à combattre mais les temps ont changé.

³⁹⁴ Mathieu Corman op cit. pp 121-124.

³⁹⁵ Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. pp 94 à 107.

³⁹⁶ Archives IISG FAI Pe 15 A 2 et FAI Pe 17.4

Quatrième partie

«Ceux qui meurent peuvent nous maudire.

Prenons garde ! La défaite de nos frères d'Espagne sonnerait le glas du prolétariat international tout entier.

Pour ne pas avoir voulu risquer un petit doigt en faveur de l'Espagne, c'est tout le corps qui sera broyé dans le grand cataclysme que nous préparent les grands impérialismes fascistes et démocratiques.

Le moins qu'on puisse dire c'est que nous ne l'aurons pas volé ! »

(Extrait de l'éditorial du *Libertaire* du 26 janvier 1939.)

Violence et désillusions

Chapitre 8

L'intégration dans l'*Ejército Popular de la República*.

I. Le front « paresseux ».

Au début de l'année 1937, les colonnes catalanes piétinent toujours devant Huesca, Saragosse et Belchite en Aragon. Aucun des objectifs que s'était donné le CCMA n'a été atteint : les deux capitales de l'Aragon demeurent entre les mains des factieux, les Basques et les Asturiens sont enfermés dans une poche qui ne cesse de rétrécir depuis l'été 1936.

Dans le camp antifasciste, du ministre au milicien, tout le monde a conscience de l'incapacité du front d'Aragon à passer à l'offensive. En août et en septembre, des offensives ont été lancées sur Huesca ou en contournement ; à chaque fois les gains ont été minimes et les pertes terribles. Saragosse était peu défendue fin juillet mais, de par sa situation de clef sur la vallée de l'Ebre, les nationalistes dépêchent à la mi-août un certain nombre d'unités en renfort : à l'automne, la ville est une véritable forteresse³⁹⁷. Le manque d'armement des milices catalanes est patent et est aggravé

³⁹⁷ Ramón Salas Larrazábal, *Historia del Ejército Popular de la República. 1 De los comienzos de la guerra al fracaso del ataque sobre Madrid (noviembre de 1936)*, La Esfera de los Libros, Madrid, 2006. (1^{ère} édition : 1973). pp 520-523. Il ne s'agit pas ici de faire de l'histoire fiction ni d'attribuer les responsabilités à propos de « l'occasion manquée » de juillet 1936 ou de la stagnation du front d'Aragon par la suite. Il faut

encore lorsque la Catalogne décide de lancer une offensive amphibie sur l'île de Majorque. Dès la première semaine d'août, l'armement et les munitions sont stockés à Barcelone en prévision. L'opération est lancée le 16 août, une tête de pont est établie mais rapidement contenue. Les colonnes catalanes rembarquent le 3 septembre 1936, le « front de Salonique »³⁹⁸ de la Catalogne sera finalement face à Saragosse et Huesca.

On cherche les responsables, les communistes accusant la CNT-FAI d'incapacité et celle-ci accuse la République et la Généralité de faire obstruction sur les munitions ; chez les miliciens libertaires français on parle de « sabotage du front d'Aragon »³⁹⁹ et on insiste sur l'absence de matériel de guerre :

« Lors d'une exposition au-delà de l'Ebre, organisée en vue d'établir une tête de pont pour permettre le passage des centuries de la colonne Durruti , une cinquantaine de miliciens du Groupe International durent repousser une attaque de phalangistes trois ou quatre fois supérieurs en nombre. Pour cette opération, seuls deux FM étaient à notre disposition comme armes automatiques, et le fait qu'ils avaient servis souvent, qu'ils avaient été réparés fréquemment, les rendis inutilisables dès la première rafale. [...]

*Pour prendre la ville [Saragosse] il nous faut de l'artillerie (la colonne ne dispose que de très rares batteries et presque pas d'obus), des tanks (elle ne possède que quelques camions blindés), des munitions, des avions (il y a 12 avions pour un front qui va de Belchite à Jaca) »*⁴⁰⁰

Communistes et libertaires ont pourtant un coupable idéal : les *Incontrolados*⁴⁰¹ de l'arrière ; le 22 octobre 1936 les deux courants antagonistes signent un accord

cependant se garder de voir les premiers mois de la Guerre civile Espagnole à l'aune des autres conflits : aucun des deux camps ne peut prétendre disposer d'une véritable armée avant septembre 1936, sauf à propos les forces coloniales venues du Maroc.

³⁹⁸ C'est l'un des nombreux surnoms du front d'Aragon, tant par sa situation de front secondaire, oublié, que par sa stagnation avant l'offensive nationaliste en mars-avril 1938. Voir « *Nuestro « frente de Salónica », en furiosa actividad »* in *El Frente, Portavoz de la 26a Division (Durruti)* n°96 du 29 août 1937.

³⁹⁹ *Le Libertaire* n° 559 du 29 juillet 1937.

⁴⁰⁰ « La vérité sur le front paresseux », op cit *Le Libertaire* n° du 15 avril 1937.

⁴⁰¹ « Incontrôlés », terme vague et pratique pour qualifier à la fois les « planqués », la pègre mais aussi les militants remuants.

visant à faire la chasse aux embusqués et aux détenteurs d'armes à l'arrière⁴⁰². La presse révolutionnaire espagnole multiplie les injonctions : « *Tout le monde au front, tout pour le front ! Vive l'Espagne antifasciste !* »⁴⁰³. A l'automne 1936 un discours plus martial commence à apparaître dans le discours de la CNT-FAI : la discipline est la clef de la victoire. Ridel lui-même offre aux lecteurs du *Libertaire* un discours quelque peu différent des premiers mois en Aragon : « *La guerre n'est ni libertaire, ni communiste, ni socialiste : c'est la guerre.* »⁴⁰⁴

II. Les premiers pas du « Circonstancialisme » et la militarisation.

A Barcelone la Section Française constate elle aussi la nécessité d'une réforme des milices tout en insistant sur son caractère révolutionnaire :

« D'un extrême nous tomberons dans l'autre. La juste mesure c'est la stricte application aux circonstances, c'est l'organisation des milices en vue du but de guerre qu'elles poursuivent. La pagaïe qui en certains coins existait au début ne signifiait pas la liberté, elle signifiait incohérence, incompetence et aboutissait logiquement au bon plaisir de quelques uns. [...] Deux principes devront présider à la refonte, à la réadaptation des milices révolutionnaires : celui du contrôle ouvrier permanent, celui de la responsabilité qu'assume chaque milicien et qui l'oblige à se plier devant le danger qui menace l'ensemble du prolétariat. Ces deux point sont inséparables. »

⁴⁰² Et donc s'accusent ainsi mutuellement. De nombreux témoins des journées de mai à Barcelone font part de leur surprise quant au nombre d'armes utilisées lors des combats de rue, y compris des mitrailleuses et des blindés.

⁴⁰³ « Un luchador completo » in *Boletín de Información* n°118 du 2 décembre 1936 mais aussi *La Batalla* du 8 août 1936 déjà. Traduction de l'auteur.

⁴⁰⁴ « La militarisation des milices » de Charles Ridel in *Le Libertaire* n°518 du 16 octobre 1936.

Tandis que les colonnes confédérales appliquent le communisme libertaire dans les campagnes d'Aragon (une instance économique spécifiquement libertaire en Aragon a même vu le jour : le Conseil d'Aragon), la révolution marque le pas à l'arrière. Le 1^{er} octobre la Généralité de Catalogne dissout les Comités révolutionnaires locaux par le biais d'une municipalisation et supprime le Comité Central des Milices Antifascistes pour le remplacer par le Conseil de Défense⁴⁰⁵. Ce dernier reste entre les mains des centrales ouvrières mais les prérogatives militaires sont désormais du ressort de la Généralité. La nomination du cénétiste Garcia Oliver au poste de secrétaire général de la défense permet de mieux faire accepter la chose aux militants mais la nomination de quatre membres de la CNT comme ministres du gouvernement de Madrid le 4 novembre 1936 suscite plus de remous.

Enfin, la militarisation des milices est décrétée le 8 octobre 1936 et, deux jours plus tard, la constitution de l'*Ejército Popular* s'applique également en Catalogne. Peu après, les femmes (et les enfants de moins de seize ans) ne sont plus acceptées dans les milices⁴⁰⁶. L'obligation de militariser les milices n'est imposée que début novembre mais le débat a déjà largement pénétré les unités au front.

La réorganisation des forces gouvernementales, catalanes et celles des syndicats et partis se fait dans le cadre de l'*Ejército Popular* instituée en septembre 1936 par Largo Caballero alors Premier ministre. L'armée gouvernementale doit ainsi agréger l'ensemble des formations existantes dans un système de bataillon, régiment et brigade mixte. Le 5^e *Regimiento*, formation communiste de Madrid, sert de modèle à la nouvelle armée, ses officiers encadrent les premières *Brigadas Mixtas* qui sont formées sur le front de Madrid. L'influence du PCE sur la réorganisation des forces armées est indéniable. Celui-ci pénètre profondément dans les rouages de l'Etat en se forgeant une réputation de parti modéré, partisan de l'ordre, mais surtout en s'appuyant sur la grande dépendance de la république espagnole vis-à-vis du seul Etat

⁴⁰⁵ Appelé « Conseillerie » par les volontaires français.

⁴⁰⁶ *Bulletin d'Information* n°3 du 3 décembre 1936. Les femmes ne sont pas exclues tout de suite, on les confine tout d'abord dans des rôles d'intendance ou sanitaires, c'est le cas dans le Groupe International de la colonne Durruti. On chasse cependant les femmes de certaines colonnes, y compris libertaires, notamment dans la colonne *Sur Ebro-Ortiz*, en les accusant de « répandre des maladies vénériennes ». Nihil novi sub sole...

prêt à lui céder⁴⁰⁷ du matériel de guerre moderne : l'Union Soviétique. L'Etat républicain reprend peu à peu le contrôle de l'armée, la conscription et l'appel des classes permettent en novembre 1936 de réunir 355 000 combattants dans le camp antifasciste dont 41 500 en Aragon⁴⁰⁸, *l'Ejército Popular* rassemble plus de 500 000 combattants en 1937.

Le principe de la brigade mixte repose non pas sur un amalgame militaires-miliciens mais sur la base de bataillons d'infanterie auxquels on adjoint des compagnies spécialisées. Les brigades possèdent un commissaire politique à l'échelle du bataillon mais surtout les officiers ne sont plus issus du rang ni élus mais viennent des écoles militaires populaires et reçoivent désormais un salaire relatif à leur fonction. Le salut militaire et les galons sont rétablis.

Les unités qui ont accepté la militarisation sont mieux pourvues en ravitaillement et en munitions. Les batteries d'artillerie sont intégrées rapidement, les casernes militarisées à Barcelone en décembre 1936 ; les colonnes qui refusent la militarisation sont, de fait, réduites à l'impuissance et volontairement marginalisées.

Une menace confuse.

Au front on parle de militarisation dès la fin du mois de septembre ; les volontaires français en parlent régulièrement dans leurs lettres. Jusqu'en novembre la réorganisation n'est pas prise au sérieux : la CNT est forte, elle impose ses règles : les miliciens répètent inlassablement les mots d'ordres de juillet :

« *Quand à la question de la militarisation des milices, criez-le à qui voudra l'entendre sans risque d'être démentis : dans toutes les colonnes dirigées par des anarcho-syndicalistes, et elles sont nombreuses : Miliciens, oui, soldats, jamais !* ».[...]

⁴⁰⁷ Vendre devrait on dire et pour un prix astronomique : le 25 octobre 510 tonnes d'or de la Banque d'Espagne sont envoyées en URSS.

⁴⁰⁸ Ramón Salas Larrazábal, *Historia del Ejército Popular de la República.1De los comienzos de la guerra al fracaso del ataque sobre Madrid (noviembre de 1936)*, La Esfera de los Libros, Madrid, 2006. (1^{ère} édition : 1973). p 686.

*Saïl Mohamed, sans grade ni matricule, comme tous ses camarades. »*⁴⁰⁹

Les avis sont pourtant de plus en plus partagés, la CNT reconnaît elle-même le besoin de réorganisation. Durruti est interviewé par *L'Espagne Antifasciste* avant de partir à Madrid ; sa colonne a alors déjà entamé un premier processus de réorganisation, le journal fait un résumé de la question :

« Mis dans l'alternative de se soumettre à la nouvelle loi ou de laisser le fusil en quittant les milices, les combattants considéraient les deux choses comme également nocives à la révolution qu'ils entendaient défendre et, malgré les ordres des organisations, la plupart tranchèrent la question en ne faisant ni l'un ni l'autre. Mais le moral en souffrit beaucoup. Ce fut la force de la colonne Durruti de se tenir dans l'ignorance de la nouvelle loi tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté, et qui la mettait à l'abri du reproche d'indiscipline »

Puis cède la parole à Buenaventura Durruti :

« - Est il vrai que l'on va rétablir dans les milices les règlements et la hiérarchie de l'ancienne armée ?

*-Non ! Ce n'est pas ainsi que les choses se présentent. On a mobilisé certaines classes et on a institué le commandement unique. La discipline suffisante pour un combat de rue est naturellement insuffisante pour une longue et dure campagne, face à une armée moderne. Il a fallu y remédier. [...] Nous avons jusqu'à ces derniers temps un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs, ils variaient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaire, son arsenal, son train d'équipage, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants et bien souvent aussi sa manière particulière de comprendre la guerre. Cela ne pouvait plus durer. On a apporté quelques améliorations et il en faudra encore d'autres. »*⁴¹⁰

De fait, en novembre, la militarisation est amorcée dans les colonnes confédérales du front d'Aragon. La colonne *Durruti* est devenue virtuellement la 26^e

⁴⁰⁹ *L'Espagne Antifasciste* n°17 du 4 novembre 1936.

⁴¹⁰ *L'Espagne Antifasciste* n°18 du 11 novembre 1936.

Division de l'*Ejército Popular*, la colonne Ortiz la 25^e, la *Lenín* du POUM forme la 29^e Division et plus tard la Ascaso prend le nom de 28^e division. Mais la militarisation n'est pas totalement effectuée, les centuries sont hostiles à une militarisation complète et lui préfère une réorganisation sur des bases révolutionnaires ; des accords sont passés dans chaque unité, la militarisation sera adaptée et non imposée.

La CNT multiplie les démarches pour tenter de mieux faire passer le processus. On retrouve à cette occasion María Ascaso du Comité de liaison venue spécialement de Barcelone pour rencontrer le Groupe International, Antoine Gimenez relate cette rencontre entre le groupe et la sœur d'Ascaso :

*« La réorganisation de la colonne allait bon train. [...] C'est dans le Groupe International que cette transformation fut le plus mal reçue, au point que de Barcelone on nous dépêcha une commission de militants pour nous convaincre d'accepter, au moins en apparence [...]. María Ascaso faisait partie de la commission [...]. La majorité des composants du groupe se rallièrent aux suggestions de la commission de propagande qui rentra à Barcelone fière de la mission accomplie. »*⁴¹¹

Une militarisation sans le militarisme ?

Pour la majeure partie des volontaires étrangers, les compromis acceptés ne signifient pas la fin du système de milice, on préfère parler de « militarisation technique » que de militarisation tout court. De plus, ils bénéficient d'une relative autonomie par rapport au reste de la colonne :

« C'est à Farlete que nous avons appris le décret de militarisation des Milices. [...] La Milice sera-t-elle l'Armée avec tout le sens que comporte ce mot ? Non. Les Milices militarisées ce n'est pas la vieille armée bourgeoise, force, oppression, source d'autorité et de contrainte. Les Milices restent et resteront avant tout l'expression du peuple en armes, ce n'est que l'organisation du combat qui diffère.

⁴¹¹ Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006 p147

Nous sommes en guerre et si l'on accepte la guerre, il faut la faire avec toute notre énergie, avec toutes nos forces : il faut de l'organisation c'est une nécessité vitale, indispensable pour conduire la lutte, indispensable pour vaincre. [...] La stratégie et la tactique de guerre nous sont indispensables pour conduire une attaque avec le plus de chance de succès possible et pour cela l'appareil guerrier de l'armée moderne nous est nécessaire.

Une discipline de combat n'est pas une discipline de caserne : voilà toute la question.

Qui peut soutenir que l'abandon d'un poste est l'acte d'un révolutionnaire ?

Militarisation est un terme qui fait frémir, si l'on regarde les choses superficiellement ; au contraire, en réfléchissant on constate tout ce que cela nous apporte d'aide dans la lutte que nous menons. [...]

Le nouveau code des Milices sera établi par nous et pour nous et non par une autre classe que la nôtre, cela est une garantie, le combat terminé nous resterons libres, c'est une autre garantie. Si nous gagnons la guerre, nous garderons nos armes et nous briserons nos cadres, nous supprimerons l'appareil militaire, c'est la plus sérieuse des garanties.

Si, nous, qui luttons pour la Liberté, nous acceptons la militarisation telle qu'on l'applique à l'heure actuelle ; si nous, qui combattons l'autorité nous en acceptons un semblant momentanément, c'est pour un fait bien précis, bien net, la victoire sur le fascisme : rien de plus.

La Révolution Sociale a des nécessités que nul ne peut prévoir. La guerre à des obligations que personne ne peut éviter sans courir vers une catastrophe. [...]. »⁴¹²

Dans les rangs des volontaires étrangers du POUM la question se pose de manière identique. Le 11 octobre, une assemblée de miliciens de la colonne internationale *Lenín* déclare qu'ils vont abandonner le front s'ils sont militarisés de force. Une conférence militaire est alors organisée à Lérida afin de discuter des consignes de militarisation. Les troupes sont alors réorganisées dans une sorte de pré-militarisation. Il est décidé du maintien des conseils de soldat et du salaire unique.

⁴¹² « La militarisation des milices et les miliciens » in *Le Libertaire* n° du 27 novembre 1936.

Après avoir obtenu la garantie que la militarisation ne serait pas appliquée dans leur unité, ils repartent au front⁴¹³.

Fin octobre, la militarisation est finalement totalement appliquée, la colonne se retire immédiatement du front. Les bordiguistes et trotskystes, soit la très grande majorité des miliciens français, rentrent chez eux, d'autres rejoignent les unités de la CNT⁴¹⁴.

La colonne internationale *Lenín* devient le *Batallón Internacional de Choque Lenín*. Il ne reste plus qu'une majorité d'allemands et le groupe anglophone de *Independent Labour Party* qui compte dans ses rangs Eric Blair (alias George Orwell) qui a rejoint le Bataillon au début de décembre 1936. Le bataillon de choc est commandé par l'allemand Hans Reither puis par le belge Georges Kopp.

Au sein de la colonne *Durruti*, le débat prend de l'ampleur à la fin novembre : Manzana, qui prend la tête de la colonne, accélère le processus de militarisation. Les rares attaques livrées pendant l'hiver sont infructueuses ; quand bien même des positions sont prises, la colonne n'a pas les moyens de les tenir. Le moral est affecté et les défections se multiplient ; les assemblées générales aussi. Edi Gmür, volontaire suisse du Groupe International, témoigne du climat délétère régnant au sein de la formation :

« 31 décembre. Le Grupo Internacional est actuellement composé d'une centaine d'hommes ; il y en a plus encore en permission. En tout cas il y a une centaine de combattants de langue allemande dans ce groupe⁴¹⁵, pour la plupart des émigrés. Cet après-midi s'est tenu une réunion de tous les internationaux. Thème : la militarisation. Le débat a été assez houleux. Les français et les espagnols sont assez opposés à la militarisation de la milice. Les allemands et les autres internationaux y sont favorables, mais ils posent certaines conditions. La réunion a fini dans le chahut. Mes camarades et moi, nous avons de la peine à saisir qu'on puisse encore discuter à propos d'une nécessité si urgente »⁴¹⁶.

⁴¹³ Domenico Sedran, « Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire » in *Cahiers Léon Trotsky*, n°29, mars 1987. p 87.

⁴¹⁴ C'est le cas de Benjamin Peret notamment.

⁴¹⁵ Les survivants allemands du groupe *Erich-Mühsam* s'agrègent à la colonne au mois de novembre.

⁴¹⁶ Journal d' Edi Gmür cité dans Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p 380.

Les opposants à la militarisation se rassemblent autour d'une proposition de restructuration qui tente d'aménager les deux parties. Après son adoption les 5 et 8 janvier 1937 par quatre formations de la colonne, dont le Groupe International, le projet est porté à la connaissance du plus de miliciens possible du front d'Aragon par des tracts (voir document 23 en annexe) :

« Ce que pense la majorité des camarades de la Colonne Durruti

Nous n'acceptons pas la graduation hiérarchique parce que c'est la négation de l'anarchisme et en tant qu'anarchistes nous ne pouvons l'accepter. Nous proposons une solution intermédiaire, un type d'organisation dont personne ne pourra nier l'efficacité. [...] [pour triompher] Il nous manque seulement les éléments offensifs pour rendre possible la victoire. [...] Le militarisme est pour nous, hommes libres, l'Etat dans toute sa splendeur. Comme nous nous battons contre l'Etat nous refusons logiquement la militarisation.

*Nous acceptons la technique et la stratégie militaire mais pas la militarisation, c'est ainsi. »*⁴¹⁷

La proposition repose sur un remembrement des colonnes sur la base de groupements qui comporteraient 4 groupes divisés en sections. Les « nouvelles » colonnes formeraient de petites unités de 660 hommes avec un système de délégués élus à chaque niveau.

La proposition est rejetée, la crise est totale au sein de la colonne et du Groupe International. Manzana ne leur laisse comme choix que la militarisation ou le départ.

⁴¹⁷ *A los compañeros de las columnas confederales.* Archives CNT 94 E.1. Traduction de l'auteur.

III. La rupture et la fin du Groupe International.

En janvier 1937 le conflit éclate violemment. Des dissensions profondes séparent en deux la colonne Durruti et, par conséquent, le Groupe International. Le manifeste adopté lors des assemblées générales a été rejeté par Manzana, les étrangers se divisent sur la conduite à tenir. Début janvier le Groupe International est déchiré : ceux qui ont accepté la militarisation « aménagée » ont été conduits à Pina de Ebro, les autres qui maintiennent leur refus de toute forme de militarisation se regroupent à Gelsa.

Pour les miliciens étrangers qui ont accepté la militarisation le choc est dur, Manzana n'a pas tenu les promesses : à peine arrivés les internationaux apprennent que leurs délégués élus ne sont pas reconnus. Partis voir Manzana, ils sont alors vertement reçus :

« Barcelone, le 13 janvier 1937.

Note pour le Comité Régional de la CNT.

Les soussignés 49 compagnons du 12 janvier sont partis de la colonne Durruti, Groupe International, pour la CNT afin de trouver une solution au problème qui les préoccupe et qui est considéré comme une juste revendication par l'ensemble du Groupe International. Depuis approximativement deux mois nous entendons parler au front du commandement unique et dans le même temps de la militarisation, de l'organisation d'une nouvelle armée populaire. [...]

Nous autres qui avons accepté la nouvelle organisation avons été transférés à Pina le même jour. Nous avons immédiatement procédé aux nouvelles directives et avons procédé à l'élection de notre délégué dans le sens du susdit manifeste. Or, le 10 janvier on a annoncé à nos délégués qu'ils n'étaient pas reconnus par le quartier général. Ensuite, nous nous sommes mis en contact avec le quartier général.

Le camarade Manzana nous a déclaré qu'en premier lieu le manifeste publié par le quartier général antérieur n'avait aucune valeur et en second lieu que celui-ci entravait la réorganisation militaire dans le sens que lui, le nommé Manzana, l'approuvait. En cela nous y avons vu une attaque contre nos droits de miliciens et que nous étions unanimement d'accord à propos de la résolution reproduite plus bas. Dans le même temps, nous avons élu une délégation pour présenter notre résolution au Comité Régional à Barcelone. Nous croyions alors que le Comité Régional nous aiderait à satisfaire nos justes demandes.

Mais Manzana nous refusa toute autorisation pour le voyage à Barcelone, nous déclarant de façon catégorique : Barcelone, c'est moi ! Ensuite, il nous a déclaré que toutes nos assemblées générales sur le thème de la militarisation seraient interdites. Il y aurait, selon lui, deux choses dorénavant : ou accepter sans condition les directives de militarisation de Manzana ou partir de la colonne. Comme nous n'avions pas d'autre possibilité pour pouvoir aller présenter notre pétition au Comité Régional que de quitter la colonne, nous avons choisi cette solution. »⁴¹⁸

Les miliciens précisent enfin que, malgré le fait qu'ils aient quitter la colonne, ils veulent continuer à se battre et que, tout en reconnaissant l'utilité d'un point de vue militaire de s'organiser, cela doit se réaliser « dans un esprit révolutionnaire et fédéraliste qui constitue l'essence même de nos convictions et les fondements de la CNT. »

Sur les 76 miliciens qui ont acceptés la militarisation et qui s'estiment trahis, la majorité, soit 49 d'entre eux, fait le choix de quitter la colonne pour s'entretenir directement avec le comité central. Ainsi, le Groupe International « a constaté avec une profonde indignation que ces garanties non seulement ne se sont pas réalisées mais qu'en plus elles ont été changées en leur exact contraire.⁴¹⁹ » Ils apportent une nouvelle résolution, plus coercitive, sur laquelle ils entendent obtenir satisfaction qui comporte quatre pages de signatures :

⁴¹⁸ Informe para el Comité Regional de la CNT. Archives IISG CNT94 E.1. Traduction de l'auteur.

⁴¹⁹ Idem.

« A l'assemblée générale tenue à Pina le 10 janvier 1937 ; à laquelle tous les soussignés ont participé, fut adoptée la résolution suivante pour obtenir des garanties irrévocables et écrites de la part des comités responsables, garanties qui furent jusque là sans suite, en tout cas non concrétisées.

Les membres étrangers du groupe international sont venus en Espagne avec la seule motivation de lutter contre le fascisme aux côtés du prolétariat espagnol. C'est pour cette raison que nous exigeons ce qui suit afin de réaliser la réorganisation militaire que nous avons acceptée mais qui se déroule d'une manière que nous désapprouvons.

1) Chaque section élit un conseil de soldats. Les quatre conseils de soldats de chaque compagnie ont les droits suivants :

a) Droit de prendre part à tous les travaux militaire et administratif qui concernent le Groupe International.

b) Ils ont l'autorisation, à propos de leurs documents provenant du quartier général, de les diriger dans les cas urgents dans tous les lieux nécessaires pour la résolution d'un problème.

2) Libre élection de tous les chefs avec les exceptions signalées.

3) Rémunération identique pour l'ensemble des combattants des colonnes confédérales. Nous nous référons à un article publié dans Solidaridad Obrera du 9 janvier 1937, sur le nivellement des salaires, avec lequel nous nous sommes totalement conformés.

4) Aucune obligation concernant le salut militaire.

5) Aucune obligation d'un temps fixe de service.

6) Les compagnons que nous désignons pour présenter ces requêtes au Comité Régional n'ont pas le droit de la modifier. Ils ont l'obligation de revenir 48 heures après, dans le cas où ils ne recevraient pas de réponse écrite de la part du Comité responsable. Si nous n'obtenons pas de réponse à nos exigences, nous considérerons que celles-ci ont été refusées.

7) Dans le cas où nos justes revendications seraient rejetées ou resteraient sans réponse, chacun des signataires considérera qu'il a retrouvé son entière liberté d'agir.

*Pina, le 10 janvier 1937. »*⁴²⁰

La démarche semble avoir rencontré un certain écho car le 14 février 1937 le Comité Régional exhorte les miliciens à « réfléchir » : « *Nous vous demandons de vous départir de votre attitude intransigeante [...] Ceux qui ont des scrupules idéologiques peuvent partir* » A Gelsa, qui est devenue le lieu de rassemblement des opposants à la militarisation, on annonce que d'ici 15 jours ils quitteront le front.⁴²¹ A la fin janvier, le *Groupe International* semble souffrir de graves dissensions internes, une série de procès-verbaux des miliciens étrangers réunis en assemblée générale illustre que des membres sont partis ou bien ont été chassés :

« *Gelsa sur Ebro* [sic]

Résolution

La 1^{ère} Section du Groupe International-Colonne Durruti réunie en assemblée générale le 25 1 37 salle du Casino après avoir étudié le cas du délégué de Section Landru, décide que la solde qui lui est due restera au Bureau, un délai de quinze jours est accordé pour son retour, décisions seront prises selon ses explications. Passé ce délai l'assemblée décidera et statuera définitivement. Jusqu'au 9 février sous aucun prétexte il ne sera touché a cet argent.

Voté à l'unanimité. Fais le 25 1 37.

Le Délégué de Section

Marseille

Le Secrétaire de Séance

*A. Neveu »*⁴²²

Ou encore :

⁴²⁰ *Resolución del Grupo Internacional*. Archives IISG CNT94 E.1 Traduction de l'auteur.

⁴²¹ Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p 372.

⁴²² Résolution 1. Archives IISG CNT94 E.1

« La 1^{ère} Section du Groupe International-Colonne Durruti réunie en assemblée générale le 25 1 37 salle du Casino après avoir étudié le cas du milicien Charles Crespin prend la décision suivante : expulsion du Groupe International ainsi que notification et mise en garde aux organismes compétents. »⁴²³

Tandis que le Groupe International stationne à l'arrière du front, un grand nombre de miliciens étrangers a déjà quitté la vallée de l'Ebre pour Barcelone ou la France. En février le Groupe International est militarisé et devient la Compagnie Internationale de la division *Durruti*.⁴²⁴ Une ultime tentative de désamorçage est initiée sous le patronage de la Section Française de Barcelone le 9 mars 1937 à Barcelone.

Le point de vue des volontaires français à travers la réunion extraordinaire des miliciens.

Le mardi 9 mars 1937 à 18 heures, dans la « *Sala de Actas* » de la Casa CNT-FAI à Barcelone a lieu une réunion exceptionnelle motivée par la situation nouvelle engendrée par la militarisation⁴²⁵. Appel avait été fait à tous les miliciens étrangers au front ou en permission. La présidence de la réunion est donnée à Lobel de la Section Française, la vice présidence à Fortin. Les assesseurs sont Blédine⁴²⁶ et Styr Nhair, Félix Danon est secrétaire. On retrouve donc au grand complet ou presque toute la Section Française de Barcelone. Le seul « véritable » milicien du bureau est Blédine : la Section Française tient peut être à jouer un rôle d'arbitrage vu que Domingo

⁴²³ Résolution 2. Idem.

⁴²⁴ Archives AGGCE PS Aragon AR 64.

⁴²⁵ Le compte rendu de la réunion paraît dans le *Bulletin d'Information* n°29 du 19 juin 1937. C'est de cette version que proviennent les passages cités. Retranscrite également dans Abel Paz *Chronique passionnée de la colonne de Fer, Nautilus, Paris, 2002*. p 200 -211. Très curieusement, alors qu'Abel Paz précise page 212 qu'il a lui même repris le texte du *Bulletin d'Information*, les deux versions diffèrent parfois très franchement sur certaines déclarations.

⁴²⁶ Militant de la CGT-SR, Abel Paz le nomme « Flodig ».

Ascaso, Souchy et Joaquín Cortés⁴²⁷ de la CNT sont présents. La réunion donne l'occasion à un grand nombre de points de vue de s'exprimer, d'autant plus que certains déclarent ne pas parler « *comme antifasciste mais en tant qu'anarchiste* ». La réunion a pour sujet les raisons qui ont poussés les camarades à quitter le front et ce qu'ils veulent faire désormais.

La guerre ou la révolution

Georges Bougard⁴²⁸ prend tout d'abord la parole pour affirmer son attachement à l'idée de discipline « *car l'armée ennemie est formidablement organisée. Il ne s'agit pas bien sûr de militariser de la façon dont beaucoup l'ont prévu. Il faut bien comprendre que nous sommes venus ici pour aller jusqu'au bout. La militarisation telle que je la ressens n'est pas autre chose qu'une autodiscipline bien assimilée et appliquée. En outre, il nous faut davantage d'instructions sur la technique militaire, chose que l'on peut obtenir, étant donné que nous avons plusieurs camarades français « officiers » parmi nous.*»

Il ajoute ensuite que pour ces raisons les milices doivent être placées sous le contrôle de la CNT. Julien Cadet, autre milicien français, est lui absolument opposé à la militarisation et considère que, comme toutes les personnes affiliées à la CNT ne sont pas anarchistes, c'est la FAI qui doit contrôler les milices. Ce premier échange est particulièrement révélateur ; en effet, les volontaires français pour ou contre la militarisation considèrent que la révolution n'est pas allée jusqu'au bout, c'est à dire la prise totale du pouvoir par les anarchistes. La guerre paraît accessoire à la plupart d'entre eux comme le résume un autre milicien :

« Il ne faut pas s'obnubiler sur la question de la guerre. Il faut bien s'occuper un peu aussi de la Révolution. Ils veulent nous abuser avec le tout pour Madrid! Tout pour les enfants! Il existe deux capitalismes qui tentent d'écraser le mouvement révolutionnaire : le capitalisme interne, représenté par le pouvoir de la Generalitat, et l'externe, représenté par l'Angleterre, l'Amérique et la France, où l'incarnent les Léon Blum et consorts. Pour nous, la CNT n'est pas uniquement constituée par ses « dirigeants ». Nous avons confiance dans l'opinion de toute la CNT. [...]. Si les

⁴²⁷ Secrétaire du Comité Régional de la CNT, ce qui souligne l'importance de la réunion.

⁴²⁸ Il s'agit en fait de Georges Pucard, milicien français, comme l'écrit justement Abel Paz.

techniciens militaires sont nécessaires, ceux-ci doivent être contrôlés par des délégués politiques syndicaux...mais il semble que l'on pense déjà à laisser les syndicats en dehors de cette question comme en Russie. Ils veulent écraser la révolution, mais, comme ils n'y arrivent pas, ils essayent de l'étouffer.»

Un intervenant italien va encore plus loin, mettant en avant son expérience de militant :

« J'ai été en Russie où j'ai vécu la Révolution. J'ai pu observer la manière dont les anarchistes furent liquidés. [...] Tout est possible tant que nous avons des armes dans les mains. Ici, nous vivons encore la Révolution, la vraie vie ; ce qui compte vraiment c'est l'esprit qui anime les choses. Nous ne devons pas encore nous avouer vaincus, nous n'avons pas encore perdu et c'est ici que se joue la révolution mondiale. Je crois que certains camarades critiquent très facilement. Maintenir l'esprit anarchiste est primordial. Il s'agit également de trouver les moyens qui nous donnent la force. »

Domingo Ascaso tente de rassurer ses camarades français en insistant sur la difficulté du combat « face à un ennemi militarisé. » et que « Tout cela est bien dur pour un anarchiste, nous avons même dû organiser des écoles militaires afin de ne pas perdre le contrôle militaire sur les milices. Les anarchistes espagnols ont dû accepter la nécessité de la discipline, de la responsabilité. [...] Il faut bien comprendre que nous sommes aussi anarchistes que vous. »

Ascaso explique que les concessions sont tout à fait circonstancielles, Souchy renchérit, si la militarisation « est bien comprise, elle peut nous sauver. » mais ajoute cependant un point capital : La révolution s'est transformée en guerre. Styr Nhair précise les enjeux de la situation :

« Les miliciens ne semblent pas vouloir se battre pour une république bourgeoise. C'est leur droit, bien que personne ne soit capable de dire en ce moment pour quel état social on est en train de lutter. La CNT n'a jamais dit que nous nous battons pour instaurer le communisme libertaire ou l'anarchie [...]. On combat toujours le plus possible pour obtenir un minimum. C'est la loi de toutes les luttes sociales. Entre l'idéal et la réalité, il y a toujours un compromis. »

Plus loin il revient sur les débuts de la révolution dans un sens qui sans doute a dû laisser un certain froid :

« Pour imposer (possibilité qui reste à démontrer , en tenant compte que nos camarades, malgré leur héroïsme, n'auraient pas pu gagner si, depuis les premiers instants, ils n'avaient pas été armés par certains policiers qui furent fidèles à la République, et c'est d'autant plus vrai que dans les régions où ces possibilités n'ont pas existé, nos camarades furent vaincus), je disais donc, pour imposer nos consignes sans disloquer le front antifasciste, il aurait fallu utiliser la dictature, justement ce qui est à l'opposé de la CNT. Et ces gens plus ou moins timorés qui aujourd'hui reprochent à la CNT les concessions qui, selon eux, sont du pur réformisme, tournant le dos à la révolution, n'auraient-ils pas été les premiers à reprocher énergiquement d'avoir et recours à des moyens autoritaires ! »

Ce point de vue est d'ailleurs volontairement dirigé contre les militants français de la CGT-SR puisqu'il prend la peine de préciser que :

« Il y a au fond de l'attitude des miliciens, un défaut d'information, excusable d'ailleurs pour des combattants isolés de l'activité sociale et politique. La CNT a manqué d'un organe en langue française scrupuleusement à son service. »⁴²⁹

Déserters ?

Un milicien français prévient l'assemblée : *« dans le cas où notre proposition de reformer un corps franc ne serait pas acceptée et si il n'y a pas moyen de s'entendre, je me sens prêt dans ces conditions, à retourner en France. »* Styr Nhair dans sa longue intervention, accuse les miliciens français qui sont du même avis d'être des déserteurs :

« Renoncer à la lutte armée afin de se soustraire à la militarisation, acceptée depuis longtemps par la CNT, cela ressemble à de la désertion. [...] Alors je pense qu'un refus de la militarisation est un prétexte pour se retirer du combat. Ces miliciens se sentent fatigués et la fatigue est humaine. »

⁴²⁹ En mars 1937 la Section Française commence à se fissurer, peut être est ce également une remarque à propos du Bulletin d'Information.

Certains miliciens français sont en tout cas tout à fait résolus à propos de leur choix. Blumenthal, un autre milicien habitué de la *Section Française* résume la position de beaucoup de ses camarades : « *En tant qu'anarchiste et tout anarchiste que je suis, je refuse non seulement d'être soldat mais également un valet du capitalisme.* » Blédine va dans le même sens : « *Donc, à moins de nier l'idée anarchiste ou d'aller vers un révisionnisme de l'anarchisme, il n'est pas possible de comprendre ou d'admettre toute cette échelle hiérarchique et ses formes extérieures : salut, uniforme, galons, etc. »*

Face à l'intransigeance de la plupart des miliciens français qui s'expriment, une solution est envisagée, la création d'un corps autonome étranger qui évoluerait sur le front d'Aragon sans être attaché à une division.

Une ultime solution : le corps franc

Fortin intervient longuement et distingue trois catégories de volontaires étrangers :

1. « *Ceux qui refusent catégoriquement toute militarisation. Actuellement, à Barcelone, nous subissons les répercussions de la guerre, il y a des privations et toute personne qui ne subvient pas à ses besoins selon ses moyens est une bouche inutile. Pour ces camarades, il serait préférable de retourner en France ou dans un autre pays démocratique. Nous n'avons pas les moyens de juger leurs décisions : venus volontairement, leur retour le sera aussi.*
2. *Il y a un certain nombre de camarades qui sont des déserteurs ou des réfractaires à l'armée ou condamnés à la prison par contumace. Il est évident qu'ils ne seront pas livrés aux autorités, cas probable s'ils retournent en France. Pour ceux-ci, nous pouvons chercher du travail avec l'aide du Groupe français de la CNT et de la maison internationale de volontaires.*
3. *Enfin, reste ceux qui veulent continuer à se battre. De deux choses l'une : ou ils retournent au front en acceptant la militarisation et ses conséquences, ou, si c'est encore possible, ils tentent de créer un corps franc, tel que certains camarades l'ont déjà prévu. Reste aux camarades espagnols de nous indiquer s'il existe toujours une possibilité de constituer ce corps franc. »*

Domingo Ascaso, tout en reconnaissant l'aide apportée par les volontaires étrangers, répond qu'il est impossible de constituer un corps franc de ce type et que : « *ceux qui ne veulent plus se battre peuvent se retirer, mais ceux qui veulent continuer à lutter doivent accepter la militarisation* ». Pas de corps franc donc, mais certains volontaires français jugent recevable le fait de minorer pour un temps l'aspect révolutionnaire de leur engagement :

« En ce moment, il ne s'agit plus de la révolution des barricades. Le peuple espagnol ne peut ni ne doit continuer à jouer à l'héroïsme. C'est une véritable guerre et il faut la gagner coûte que coûte. On peut s'amuser avec les théories et l'esprit des anarchistes pour mieux les désarmer. Notre militarisation n'est ni la parade ni le salut militaire. Ce qu'il nous faut c'est de bons cadres sur le front, afin de ne pas voir des choses aussi extravagantes que notre artillerie tirant contre notre infanterie. Nous reconnaissons que nous avons dans la Colonne Durruti et Ascaso des officiers qui sont de vrais camarades... Il ne faut pas non plus jouer sur le mot militarisation. »

Deux points de vue particulièrement antagonistes ont été exprimés lors de cette réunion, ceux qui se considèrent avant tout comme des anarchistes n'ont pas d'autre choix que de partir, les autres restent et rentrent alors dans la nouvelle Compagnie Internationale de la colonne *Durruti* ou bien vers les Brigades Internationales. Selon Antoine Gimenez, « *Le seul résultat tangible de la militarisation fut que presque tous les allemands, une bonne partie des français et des italiens nous quittèrent pour aller grossir les rangs des Brigades [Internationales] à Albacete.* »⁴³⁰

⁴³⁰ Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p147.

IV. Les derniers volontaires, les « maures » de la République.⁴³¹

Les Français du *Batallón Internacional de choque*.

Le Groupe International devient au printemps 1937 le *Batallón Internacional de choque* de la colonne Durruti, 4e Bataillon du 3ème régiment de la 121 Brigade Mixte. Son officier est un français, Alexis Cardeur. Il semble qu'il ait été élu, ce qui prouve que le groupe a conservé certains de ses principes initiaux. Le journal de Gmür évoque rapidement son élection :

« Nous avons élu un nouveau capitaine, un Français du nom de Cardeur. Il nous avait été proposé par le quartier général. La majorité a voté pour lui, mais a demandé un temps d'essai. Il n'a pas été d'accord. Soit nous lui accordons notre pleine confiance, comme il le fait de son côté, soit il renonce à reprendre la compagnie. Alors on l'a élu définitivement. Ca me plaît. Cardeur a été officier colonial, il a environ 50 ans ».⁴³²

Cardeur ne reste pas très longtemps à la tête du bataillon, il est en effet accusé en juillet 1937 d'avoir quitter ses hommes au front et, en août, il est arrêté à l'arrière : il est soupçonné d'avoir détourné à son profit de la paye de ses hommes. Particulièrement détesté de tous, surnommé le « commandant »⁴³³, « l'affaire Cardeur » fait alors couler beaucoup d'encre. Néanmoins, il dispose d'un certain nombre de contacts haut placés qui lui permettent d'être simplement expulsé du territoire⁴³⁴.

⁴³¹ Référence au plénum des milices confédérales de Valence du 5 au 8 février 1937 où certains délégués espagnols des milices se plaignent de ne pas avoir de chair à canon à sacrifier en première lignes comme, pensent ils, Franco le fait avec les *Regulares* marocains. Cité dans Abel Paz *Chronique passionnée de la colonne de Fer*, Nautilus, Paris, 2002. p 301-320.

⁴³² Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p 379.

⁴³³ Les documents parlant de l'affaire « Cardeur » portent parfois cette mention entre guillemets sans doute par dérision.

⁴³⁴ *Informe sobre la actividad de la Section Francesa de propaganda CNT-FAI*, Archive IISG FAI Pe 17.5.

Le bataillon est divisé en quatre compagnies d'une centaine de noms, plus l'état-major. Il est au complet au 1^{er} juin 1937, il stationne alors à Monegrillo. Le capitaine est Ascencio Francisco Rodriguez, le commissaire André Patural. La première compagnie et la quatrième sont confiées à des français : les capitaines Jean Schwartz et Mohamed Sana. Les étrangers sont répartis entre trois compagnies (1^{ère}, 2^{ème}, 4^{ème}) dont une trentaine de français identifiés car déjà membres d'un des anciens groupes étrangers. Une fourchette de plus de 50 français est tout à fait plausible parmi les 409 soldats du bataillon⁴³⁵. En juillet, la proportion d'étranger est légèrement plus faible, la plupart d'entre eux rassemblés dans la 4^e compagnie du capitaine Mohamed Sana, la 1^e compagnie et dans la compagnie d'état-major.

En juin 1937 le Bataillon International participe aux combats du Monte Oscuro dans le secteur que, décidemment, les volontaires français ont appris à connaître au bout de dix mois de combats dans la Sierra de Alcubierre. Il compte alors une cinquantaine de volontaires français dont plus des trois quarts sont des noms d'ex miliciens déjà présents à l'époque du Groupe International. Les combats sont extrêmement durs, le *Batallión Internacional de choque* est utilisé pour des attaques directes de points fortifiés. Les volontaires ont conscience de servir de chair à canon. Les refus d'obéir se multiplient, comme en témoigne le suisse Edi Gmür peu de temps avant la dissolution du bataillon :

*« 22 juillet. Ceux qui le désirent peuvent être libérés définitivement. La solde sera versée à Barcelone. Grande excitation, discussion. Le bataillon devait attaquer à Quinto en plein jour sans avions ni préparatifs d'artillerie. Il s'y est refusé, tout comme quatre bataillons espagnols. »*⁴³⁶

A la fin du mois le bataillon est dissous, certains choisissent certainement de rester puisque la 4^e compagnie compte encore une dizaine de noms français à la fin juillet⁴³⁷, les autres ont été obligés d'intégrer les Brigades Internationales ou bien de quitter le pays.

⁴³⁵ Archives AGGCE PS Aragon AR 64 et AR 23.

⁴³⁶ Journal d'Edi Gmür, cité in Antoine Gimenez et les Giménologues, op cit. p 416.

⁴³⁷ Archives AGGCE PS Aragon AR 64.

V. Les volontaires français isolés et les désertions des «interbrigadistes » vers les unités de la CNT.

Tous les français qui n'ont pas rejoint les Brigades Internationales ne sont pas forcément dans le *Batallón Internacional de Choque*. Quelques anciens miliciens anarchistes étrangers sont dispersés dans des unités espagnoles. C'est le cas, par exemple, des français de l'ancienne *Columna Libertad* intégrés dans l'(ex) *Columna Del Rosal* en mars 1937 à Madrid. En face de la Cité Universitaire qui a connu durant l'hiver de durs combats, ils écrivent au *Libertaire* leur sentiment d'isolement et d'abandon :

« Depuis le début de la guerre civile en Espagne de nombreux français, militants anarchistes ou simples sympathisants, se trouvent dans les milices confédérales.

Ils luttent en Espagne pour leur liberté. Beaucoup sont morts et ceux qui restent savent que ce sort les guette et ils sont prêts à verser leur sang pour le triomphe de leur idéal.

Nous qui luttons dans les tranchées de Madrid par tous les temps, nous aurions besoin d'un peu de réconfort. Nous sommes très désavantagés à côté de nos camarades de la brigade internationale qui reçoivent tabac, colis et journaux.

Dispersés dans les bataillons, perdus au milieu d'espagnols que nous comprenons difficilement, nous manquons de nouvelles de France et nous ne recevons absolument rien.

Nous avons réussi à nous grouper à une dizaine pour former une section de « dynamiteros ».

Nous serions très heureux de fumer de temps en temps une cigarette française, de lire un journal que nous comprenons, de voir enfin qu'en France on ne nous oublie pas.

Nous espérons que cet appel ne sera pas vain.

L'Espagne sera libre ou nous mourrons.

Salut camarades,

*Pour les camarades français du bataillon : Marcel Greffier.*⁴³⁸

Un français, Maurice Audoin, ancien milicien anarchiste parti avec sa femme en Espagne, est capitaine en mai de la 3^e Compagnie du Bataillon 4 de *Septiembre* appartenant à la 117 Brigade Mixte (25^e Division *Ortiz*)⁴³⁹. Il n'est pas le seul français du bataillon : sa femme, Yvonne Audoin-Naud est brancardière dans le bataillon. On retrouve également quelques noms connus dans la 153^e Brigade Mixte (25^e Division *Ascaso*) en juillet 1937, huit noms d'ex volontaires identifiés ; en août il n'y en a plus qu'un⁴⁴⁰.

Enfin un certain Léo V⁴⁴¹ envoie un article à *L'Espagne Nouvelle* en février 1938⁴⁴² traitant des combats de rue dans Teruel dans le froid terrible de l'hiver⁴⁴³. Il appartient à la 82e Brigade Mixte (*Seccion de Choque*) c'est-à-dire à l'ancienne *Columna de Hierro* de la CNT. Cette unité compte effectivement un certain nombre de français, des trotskystes pour la plupart, qui ont quitté les Brigades Internationales durant la bataille de Teruel et rejoint les rangs confédéraux pour échapper à la discipline sévère ou à la répression au sein des brigades de Marty. La CNT comme le PCE sont parfaitement au courant de ces transferts. Rémi Skoutelsky signale un rapport de Marty, antérieur, qui aborde des désertions issues de la XIIIe Brigade Internationale (Bataillon *Henri Vuillemin* et *Louise Michel*) à Teruel en décembre 1936⁴⁴⁴ : « Un bataillon entier est perdu en tués, blessés, déserteurs et soldats passés à la *Columna de Hierro*.⁴⁴⁵ »

Il pourrait d'ailleurs y avoir eu beaucoup de cas semblables comme l'illustre un rapport de la CNT de mai 1937 :

⁴³⁸ « Pour ceux de Madrid » in *Le Libertaire* n°543 du 8 avril 1937.

⁴³⁹ Archives AGGCE PS Aragon AR 82

⁴⁴⁰ Archives AGGCE PS Aragon AR 83

⁴⁴¹ Il s'agit assurément du fils de Voline.

⁴⁴² *L'Espagne Nouvelle* n°38-39 du 18 février 1938.

⁴⁴³ La région de Teruel est la zone la plus froide d'Espagne, l'offensive républicaine contre le saillant de Teruel fut effectuée dans des conditions extrêmes.

⁴⁴⁴ Il s'agit plutôt de l'année 1937.

⁴⁴⁵ Rapport de Marty de décembre 1936, signalé dans Rémi Skoutelsky *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Grasset, Paris, 1998. p 71 et p 222.

« Tout cela créé les conditions responsables de nombreuses désertions de la Colonne Internationale⁴⁴⁶ qui partent vers les rangs de la CNT-FAI, comme par exemple au front de Teruel, où 250 [membres] de la Colonne Internationale ont rejoint les rangs de la Columna de Hierro de la CNT-FAI.[...] Il y a beaucoup de sympathie [envers nos idées], notre matériel se diffuse sans aucune difficulté. »⁴⁴⁷

La confédération se tient d'ailleurs très au courant de l'évolution des Brigades Internationales et demande à la Section Française de propagande de la CNT-FAI⁴⁴⁸ d'accomplir un certain nombre de missions d'espionnage et de propagande dans les Brigades Internationales. Le militant franco-russe Michel Vorobieff effectue ce travail dans la région de Madrid⁴⁴⁹. Enfin, *Le Combat Syndicaliste* tire un portrait peu flatteur des interbrigadistes en 1937 mais insiste, lui aussi, sur les « fraternisations » :

« Je puis chaque jour de leur passage à Perpignan, saisir les impressions des volontaires de la Colonne Internationale revenant d'Espagne.

[...] Ces libertaires on les leur avait présentés comme des ennemis, leur conseillant même de ne pas sortir le soir de crainte de se faire assassiner par eux. La plupart des gars, insoucieux du danger et n'ayant pas froid aux yeux passèrent outre et ... ne furent pas descendus par les anarchistes. Au contraire, pour prix de leur bordée bien légitime après les horreurs du front, ils furent flanqués en prisons par les « cocos », après un passage à tabac soigné des geôliers allemands et polonais fanatisés.

[...] A chaque contact avec les colonnes libertaires des mutations imprévues s'opérèrent et pour y couper court les « cocos » eurent recours à la terreur chère aux séides de Moscou.

Un vieil adhérent de 14 années du PC, âgé de 54 ans, ayant manifesté son indignation et son intention ferme de passer dans les milices de la CNT et de la FAI, entendu par un officier, fut flanqué en prison pendant un mois et demi sans raison explicable, et cela fit un ennemi de plus pour les larbins de Staline.

⁴⁴⁶ La Colonne Internationale est le nom que l'on donne en Espagne pendant un certain temps aux Brigades Internationales. On peut d'ailleurs se demander si ce surnom n'est pas volontairement utilisé : la Colonne Internationale, véritable légende depuis la bataille de Madrid, aurait ainsi la faculté de combattre sur plusieurs fronts à la fois.

⁴⁴⁷ *La Columna Internacional* (rapport de mai 1937). Archives IISG CNT 81 B. Traduction de l'auteur.

⁴⁴⁸ La Section Française de propagande de la CNT-FAI est la structure remontée en 1937 par la CNT et confiée à Ferdinand Fortin chargée de produire le matériel de propagande en langue française.

⁴⁴⁹ Rapports Vorobieff Archives FAI PE 62 3.

Quantité de ceux qui voulurent passer chez les anarchistes furent accusés de trotskisme et traités comme des fascistes.

*Ils se sont tués sur la terre d'Espagne mais ici en France ils sont décidés à parler, à dire aux ouvriers français quel est le vrai visage du parti bolchevik. »*⁴⁵⁰

La CNT édite même un journal en français à destination des interbrigadistes, *L'Indomptable*. Preuve du succès de ces initiatives, le Groupe Français de la CNT-FAI possède un dossier complet sur les ex-interbrigadistes qui rejoignent les rangs anarchistes. Un groupe de jeunes cuisiniers français, dont certains militent aux Jeunesses Anarcho Communistes de Paris et à l'Union Anarchiste, sont sollicités pour partir en Espagne comme cuisinier ou comme personnel d'intendance à la base des Brigades Internationales à Albacete⁴⁵¹. Partis de Paris le 28 novembre 1936, ils s'aperçoivent de leur erreur dès leur arrivée :

*« Après un exposé ces deux orateurs moscovites [Marty et Vidal] ou ils nous firent comprendre que nous étions « des soldats et non des miliciens » (Marty) Nous, les cuisiniers nous commençons à nous demander dans quel guêpier nous avons mis les pieds. »*⁴⁵²

*« Je quitte cette brigade communiste essentiellement pour éviter toutes représailles [...] Je suis un militant syndicaliste, anarchisant, et je n'aurai pas plus longtemps supporté la dictature rouge grandissante chaque jour au sein de cette colonne. »*⁴⁵³

Après un séjour de quelques semaines, ils sont 7 à quitter Albacete pour rejoindre la CNT à Barcelone. Ils livrent alors un témoignage particulièrement fourni sur le fonctionnement interne des casernes des brigades. Certains d'entre eux s'engagent dans les rangs confédéraux.

⁴⁵⁰ « Ceux de la Colonne Internationale » de M Roumilhac in *Le Combat Syndicaliste* n°217 du 19 juillet 1937.

⁴⁵¹ Voir notamment la fiche de Robert Léger dans le DBMOF Maitron et *Le Libertaire* n°568 du 23 septembre 1937.

⁴⁵² *Témoignage de Maslard des Brigades Internationales à Albacete*. Archives FAI Pe 17.5

⁴⁵³ *Témoignage de Dubois Henri, cuisinier à Benicassim, des Brigades Internationales*. Archives FAI Pe 17.5

La militarisation forme le point de rupture pour une majorité de volontaires étrangers. C'est cette décision plus encore que le « circonstancialisme » de la CNT qui motive le plus les raisons du retour vers la France. Ceux qui ont choisi de rester voient leurs unités transformées en formations « *de Choque* » dont l'épithète illustre parfaitement de quelle manière elles sont utilisées. Les « journées » de mai à Barcelone et les luttes fratricides des français de Barcelone ne laissent de toute manière guère plus de choix aux derniers étrangers sauf celui de quitter le pays avec amertume.

Chapitre 9

1937-1938. La « normalisation » dans la douleur de l'activité française en Espagne.

Pour un certain nombre d'anarchistes espagnols et la majorité des militants étrangers, l'acceptation par la CNT de la militarisation et la nomination de ministres anarchistes viennent parachever la dérive « bourgeoise » de la confédération espagnole. A l'instar des critiques de la CGT-SR en France et de l'italien Camillo Berneri à Barcelone, une véritable opposition anarchiste se développe en Espagne face à la politique « circonstancialiste » de la CNT-FAI. Certaines déclarations posthumes parfois ambiguës de Durruti, comme « *Nous renonçons à tout sauf à la victoire* », servent de prétexte à la CNT dans la mise en place d'un vaste processus de « normalisation » de ses structures et de ses objectifs : la victoire avant la révolution. Si le Conseil d'Aragon, dernière véritable structure communiste libertaire, parvient à résister jusqu'à l'automne 1937, dans le reste du pays la révolution est peu à peu « dévorée par la guerre ». A Barcelone, les militants et miliciens étrangers sont de plus en plus partagés sur la conduite à tenir : faut-il accepter les concessions au nom de l'antifascisme, profiter de la situation pour tenter d'initier un nouveau souffle révolutionnaire ou bien partir en considérant que la CNT a trahi les idéaux de juillet 36 ? Si les volontaires étrangers au front ont été dans l'obligation de faire un choix, les volontaires de l'arrière subissent un processus plus long de retour à la réalité avant d'être, eux aussi, confrontés à l'heure du choix lorsque d'avril à juin 1937 la Catalogne se déchire en faisant d'eux les premières victimes.

I. La guerre civile des libertaires français à Barcelone.

La mort de la Section française

En 1937 la colonie libertaire française de Barcelone est majoritairement rassemblée dans la Section Française de Barcelone. Celle-ci a réussi à s'imposer auprès de la CNT à défaut de l'être par les organisations françaises de l'autre côté des Pyrénées. Cependant, si le conflit avec la CGT-SR a permis à la Section de trouver son équilibre, il a mis à jour des oppositions et des rivalités internes qui se transforment peu à peu en affrontements entre les membres de la section.

Les « Individualistes d'action » à l'assaut de la Section Française

Tandis que Ferdinand Fortin se fait le héraut de la ligne officielle de la CNT, suivi en cela par ses compagnons Styr Nhair et Félix Danon, d'autres se rapprochent du Comité International Anarchiste animé notamment par les italiens ; on retrouve alors la ligne de fracture entre les « circonstancialistes » et les « critiques ».

Cette séparation était en fait déjà présente à la création de la Section. Styr Nhair avait créé à Barcelone un groupe intitulé Les Amis de la *Revue Anarchiste* qui, rejoint évidemment par Fortin, s'était agrégé à la Section Française de Barcelone. Début janvier 1937, ils font paraître dans le *Bulletin d'Information* un manifeste, déjà publié en novembre par le *Boletín de Información* de la CNT, intitulé *Les « individualistes d'action » de la Revue Anarchiste a leurs camarades de la FAI et de la CNT*⁴⁵⁴. Ce texte, véritable ovni dans le paysage anarchiste français⁴⁵⁵, prône un soutien total à la politique « réaliste » de la CNT comme l'illustre cet extrait :

⁴⁵⁴ *Bulletin d'Information* n° 12 du 9 janvier 1937, *Boletín de Información* n°106 du 18 novembre 1936.

⁴⁵⁵ Et tout à fait méconnu, l'ouvrage de référence de Jean Maitron sur l'anarchisme français, *Le mouvement anarchiste en France. Tome 2, de 1914 à nos jours*, n'en parle pas. Cette tendance originale de l'anarchisme prônant un scepticisme actif et militant mériterait d'être sortie de l'oubli.

« Les « individualistes d'action » de la Revue Anarchiste exhortent leurs camarades révolutionnaires espagnols à faire provisoirement toutes les concessions qui s'avèrent indispensables, et ils applaudissent à la politique réaliste adoptée par eux ces temps derniers. Ils déplorent que ceux-ci aient un peu tardé dans l'acceptation de certaines mesures, peut-être parce que trop influencé par les conseils de gens à l'étranger et hors des réalités de la guerre. Ils regrettent que l'entrée dans l'appareil gouvernemental ne se soit effectué plus tôt, comme ils le préconisèrent déjà lors de la constitution du ministère Largo Caballero, alors qu'ils incitaient les anarcho-syndicalistes et anarchistes à réclamer les départements de la Guerre et des Finances. Ils regrettent enfin que la mobilisation générale -qu'ils demandèrent dès le 26 juillet, prévoyant la durée et la dureté de la lutte engagée- n'ait pas été décrétée et réalisée plus tôt, ni plus complètement, tout en invitant les camarades à veiller à l'existence des milices, gage des conquêtes révolutionnaires.

Au nom des sacrifices faits et de ceux à venir, et afin que ceux-ci ne soient pas vains, les « individualistes d'action » invitent leurs camarades révolutionnaires espagnols à faire fi de toutes les critiques et remontrances dogmatiques des timorés et des « vieilles barbes », personnages fossiles n'ayant d'intérêt que pour l'histoire, dont l'irréalisme frappe d'impuissance tout ce qu'ils touchent et qui, en maints pays contribuèrent à mettre la révolution au tombeau. »

Ce texte fait évidemment bondir la CGT-SR qui demande immédiatement des comptes à la rédaction du Bulletin et à la Section Française, mais cette dernière se solidarise autour de Fortin, non sur le texte, mais « *au nom de la pluralité des opinions*⁴⁵⁶ »; la Section Française, qui compte parmi ses membres beaucoup de militants de la CGT-SR, accuse le coup. La seconde offensive est plus dure encore pour la Section Française lorsque est créé à Barcelone un groupe français de la CNT, porté par les mêmes Fortin, Styr Nhair et Danon.

⁴⁵⁶ Echange de correspondance entre la Section, Fortin et la CGT-SR. Archives IISG Pe 59 A 3.

La création du Groupe Français de la CNT.

Lors de la réunion du 9 janvier 1937 de la Section Française⁴⁵⁷, Ferdinand Fortin présente à l'assemblée un projet personnel sous la forme d'un « *appel aux camarades [français] de la CNT* ». Lui-même adhérent à la branche Journalisme de la confédération espagnole, il fait cette proposition parce qu'« *il est nécessaire de rassembler les camarades français ou de langue française adhérents à la CNT.* » Vu que la Section Française se fixe déjà comme objectif de fédérer les libertaires francophones de Barcelone, sans distinction d'appartenance ou de tendance, Fortin justifie son projet par deux raisons :

« 1) *En formant un noyau de la CNT, nous aurons plus de poids auprès des camarades espagnols, et nous serons encore plus intimement mêlés au mouvement ;*
2) *Nous n'assisterons plus à ce spectacle ridicule de compagnons adhérents à l'importante CNT obligés d'être à la remorque de Centrales de l'étranger.* »

C'est une véritable déclaration de guerre à la CGT-SR. Sans être citée nommément, l'allusion est parfaitement implicite : celle-ci est définie crûment comme une « centrale étrangère ». Fortin invite « *ceux que la question intéresse à se mettre en relation avec lui pour une réunion éventuelle* ». La réaction du secrétaire Schlauder, membre de la CGT-SR, est tout à fait surprenante, il pense en effet que « *les compagnons sont libres de se grouper par affinités (un groupe de la FAI existe au sein de la Section) et, puisqu'il y a bien à Barcelone un groupement de la CGT-SR, il est logique qu'il y ait également un groupement des Français appartenant à la CNT* »

Il s'agit du premier coup fatal à l'encontre de la Section Française dont la raison d'être, réunir l'ensemble des libertaires français en Catalogne, est remise en question. En effet, Fortin propose purement et simplement à ses camarades de se réunir hors de la Section, non pas pour débattre des limites ou des problèmes rencontrés par la Section Française, mais de le rejoindre pour poser les jalons d'une nouvelle structure fédérative francophone, cette fois au sein de la CNT. Il s'agit d'une stratégie classique d'entrisme « à l'envers » : l'intégration individuelle des membres

⁴⁵⁷ Compte rendu de la réunion du 9 janvier 1937 *Bulletin d'Information* n°13 du 20 janvier 1937.

d'un groupe à une autre structure et non l'intégration du groupe en lui-même ; ce dernier perdant ainsi sa substance. Si le résultat est le même, la transition paraît moins menaçante.

Très vite effectivement, dès la réunion du 6 février 1937, une motion de la Section présente ces membres comme appartenant «*pour la plupart à la CNT* ». La naissance du Groupe français de la CNT est annoncée à la réunion suivante du 13 février 1937 par son créateur, Fortin⁴⁵⁸, en même temps que l'annonce de sa première réunion ouverte, le 18 février, à la Casa CNT-FAI, réunion dite «*Intersyndicale d'Information* ».

La carte de la CNT est exigée à l'entrée, on y tolère néanmoins la présence de quelques non syndiqués à la centrale confédérée «*parce que militants connus* », apparemment avec le statut de simple auditeur. Dans le compte rendu, on note la présence d'un délégué espagnol de la puissante branche CNT de l'industrie du Bois et d'un autre sans plus de précision. Il s'y trouve en revanche l'exilé français Gaston Leval⁴⁵⁹, lui-même membre ancien de la CNT. A la lecture de ses interventions on devine qu'il n'est pas favorable à la création d'une telle structure et qu'il a sans doute eu connaissance de cette réunion sans qu'il n'y ait été personnellement invité initialement : tous les français de la CNT ne sont donc pas forcément en lien avec le Groupe de Fortin, ni favorables à une telle initiative. En plus des personnages cités, deux français prennent la parole dont George Chéron du POUM, qui est syndiqué dans son usine à la CNT comme cela est souvent le cas.

La Section Française écartelée.

Fortin est devenu entre temps le responsable de la Section Française de Propagande de la CNT-FAI, résurgence de la première Section Française de l'été 1936. En mars 1937 il est nommé par la CNT au Foyer du Français Antifasciste pour y

⁴⁵⁸ La création du Comité Français de la CNT date donc des premiers jours de février. Il semble que Felix Danon, déjà syndiqué comme Fortin dans la branche « Professions libérales de la CNT », ait également eu un rôle dans la création du Comité.

⁴⁵⁹ Leval Gaston, alias de Piller Pierre Robert. Né le 20 octobre 1895 à Saint Denis et mort le 8 avril 1978, correcteur typographe, théoricien et militant anarchiste, franc maçon. Il gagne l'Espagne en 1915 pour éviter son incorporation et rejoint la CNT. Sous le pseudonyme de Gaston Leval, il collabore néanmoins au Libertaire et à l'Idée Anarchiste. Il rejoint définitivement la France en 1938. Source : *DBOMF Maitron*.

représenter le Comité Régional de la CNT. Il est violemment attaqué lors d'une réunion début avril⁴⁶⁰, il quitte la Section et sa démission est suivie quelques jours après de celle de Félix Danon, Gaby Doly et Styr Nhair.

Les démissionnaires s'attaquent dès lors aux membres restant qui, de leur côté ont transformé la Section Française en *Sección Francesa Anarquista* du Comité International Anarchiste de Barcelone⁴⁶¹. Conduits par Schlauder et Lobel, ils commettent l'erreur d'usurper les tampons de la CNT-FAI, ce qui motive la suppression pure et simple de la Section le 13 mai 1937. Sans doute, le fait que certains des derniers membres de la Section aient pris activement part aux combats de rue à Barcelone début mai n'y est pas étranger⁴⁶².

La défiance du Comité Régional vers la Section Française de Barcelone s'était déjà traduite par une récupération complète du *Bulletin d'Information* par la CNT en avril 1937 ; il redevient ce qu'il était lors de sa mise en circulation en juillet 1936 : l'expression de la Section Française d'Information et de propagande de la CNT-FAI. Il demeure entre les mains de Fortin qui en précise bientôt les nouvelles règles :

« *De nombreux camarades nous adressent journellement des réclamations concernant la « Section Française ». Nous tenons à préciser que la « Section Française CNT FAI » Via Durruti 32, 4a, n'a rien de commun avec celle qui avait son siège Calle Consejo de Ciento et qui fut dissoute le 13 mai, au lendemain de la tragique semaine, dans des conditions que nous n'avons pas à commenter ici.* »⁴⁶³

Le bulletin disparaît le Premier janvier 1938, sans doute dans une assez grande indifférence, le journal était alors redevenu depuis le printemps 1937 ce qu'il était lors de sa première série : la traduction française d'articles de la presse officielle libertaire⁴⁶⁴, avec quelques brèves personnelles de la rédaction qui soulignent

⁴⁶⁰ Déduction après lecture des différentes lettres de démission et des échanges d'amabilités qui s'ensuivent. Archives IISG FAI Pe 59 A-5

⁴⁶¹ Archives AGGCE PS Barcelona 1428.

⁴⁶² Le fait est d'ailleurs souligné, et dénoncé, par Fortin dans son rapport postérieur de 1938 : *Informe sobre la actividad de la « Sección francesa de propaganda CNT – FAI »*, p.4. Archives IISG FAI Pe17.5.

⁴⁶³ *Bulletin d'Information* n°27 du 12 mars 1937.

⁴⁶⁴ Officielle pour la distinguer des productions libertaires en rupture avec la Confédération, journaux clandestins pour la plupart, qui se multiplient à partir de l'été 1937 comme par exemple *El Amigo del Pueblo*.

l'attachement coûte que coûte du Bulletin aux positions de la CNT. Le *Bulletin d'Information de langue Française* est alors l'organe de la Section Française de Propagande de la CNT- FAI qui n'a évidemment plus rien à voir avec l'antique Section Française de Barcelone. Le dernier numéro du Bulletin comporte un seul article de la rédaction qui signale simplement sa suspension et résume rapidement ses treize mois d'activité :

« *Modification des activités de la Section Française de Propagande ;*

Avec ce numéro se termine l'édition du Bulletin d'Information CNT-FAI en langue française. Par suite d'un arrangement, les camarades désireux d'avoir des informations sur le mouvement espagnols sont priés de s'adresser dorénavant à la « Nouvelle Espagne Antifasciste », la partie française étant, dorénavant, confié au responsable de la Section Française de Propagande ».

La « Nouvelle Espagne Antifasciste » sera adressée régulièrement aux abonnés du Bulletin. [...] Nous profitons de ce dernier numéro pour remercier ceux qui, directement ou indirectement, nous ont aidés dans la parution du Bulletin. Nul n'ignore les conditions difficiles dans lesquelles il fut publié : période de guerre et toutes ces conséquences, manque de papier, machines cassées, bombardements et, même parfois, confection à la lueur d'une bougie, etc.

Sans oublier un tas de compagnes hostiles plus ou moins sourdes, dont nous aurons peut-être un jour l'occasion de parler assez longuement mais sur lesquelles nous nous taisons actuellement afin, de ne pas déroger de notre ligne de conduite, opposée à toute polémique et qui nous évite de tomber dans les pièges de certaines provocations. Afin, d'autre part, de ne pas nous laisser dissiper un seul instant de notre objectif primordial : La lutte contre le fascisme.

*Encore une fois, merci à tous ceux qui ont, d'une façon où d'une autre, en ce qui concerne le Bulletin Français, allégé la tâche difficile des camarades chargés de la propagande. »*⁴⁶⁵

⁴⁶⁵ *Bulletin d'Information* n°50-51 du 1^{er} janvier 1938.

Le dernier carré libertaire hors de la CNT.

La Section Française de Barcelone avait poursuivi depuis sa création l'objectif de créer à Barcelone un athénée pour « *attirer des français et des espagnols connaissant notre langue. Cet Athénée serait ouvert à tous et par contre la « Section française » serait ouverte seulement aux camarades « connus ou vérifiés sérieux.* »⁴⁶⁶ Avec les tensions récentes avec la CNT, il est demandé à la FAI en janvier 1937 qu'elle parraine le projet : celui-ci aura plus de chance de voir le jour en demandant à la FAI, où la Section a de bons contacts, qu'à la Confédération :

« De plus en plus affluent à la « Section française » des éléments recrutés en France par des politiques, mais n'ayant aucune idéologie –marxiste ou autre- ou sympathisants à l'anarchisme.

*Afin de ne pas laisser s'échapper ces éléments, afin de leur faire mieux connaître davantage les idées anarchistes, la « Section française » de Barcelone a décidé la création d'un Athénée libertaire –d'autant plus que les camarades français résidant à Barcelone éprouvent le besoin, dans un but culturel, de se rencontrer. »*⁴⁶⁷

La disparition de la Section Française ne fait pas disparaître le projet car sa réalisation est annoncée dans *Le Combat Syndicaliste* en mai 1937⁴⁶⁸. L'Athénée est ainsi la « *maison de la CGT-SR à Barcelone* », avec le soutien du comité péninsulaire de la FAI. Il est situé *calle Claris 32* et animé par deux membres de la confédération française et ex sociétaires de la Section Française de Barcelone : Dupoux et Blédine.

L'athénée héberge le nouveau groupe libertaire français « *oppositionnel* », émanation de la CGT-SR, le Groupe International des Jeunesses Anarchistes qui fait part de son existence le 20 avril 1937 :

Sous le nom de Groupe International des Jeunesses Anarchistes, vient de se constituer à Barcelone une section de jeunes ayant pour but d'intensifier la

⁴⁶⁶ « Compte rendu de la réunion de la Section Française du 16 janvier 1937 » in *Bulletin d'Information* n°13 du 20 janvier 1937.

⁴⁶⁷ Lettre de la Section Française au Comité Local de la FAI, archives IISG FAI Pe 17.5

⁴⁶⁸ « Notre athénée à ouvert » in *Le Combat Syndicaliste* n°208 du 14 mai 1937.

*propagande libertaire en France. D'un commun accord, nous avons décidé de tirer un bulletin de jeunes qui paraîtra bimensuellement et nous enverrons aux organisations et aux groupes de la CGT-SR, de la FAF et surtout à ceux des Jeunesses Syndicalistes et Anarchistes. »*⁴⁶⁹

Le groupe édite un *Bulletin* qui est une imitation française des *Juventud Libertarias* espagnoles. Il rejoint d'ailleurs les idées d'un autre groupe, espagnol celui là, proche des *Juventud Libertarias* : Les Amis de Durruti (*Los Amigos de Durruti*).

En effet, les journaux anarchistes français les plus critiques se rapprochent des Jeunesses libertaires espagnoles et d'un mouvement clandestin de la CNT, qu'ils découvrent par l'intermédiaire des miliciens rentrés du front : *Los Amigos de Durruti* créé à Barcelone par des miliciens espagnols de l'ex-colonne Durruti qui ont refusé la militarisation. Son journal, *El Amigo del Pueblo*, séduit les français par un contenu très virulent contre la CNT, mais aussi extrêmement orthodoxe. Contrairement à ce que l'on lit souvent, tous les libertaires français en opposition à la CNT n'ont pas approuvé la démarche des Amis de Durruti. Cet extrait d'un article de Paul Lapeyre de la CGT-SR dans *l'Espagne Nouvelle* d'André Prudhommeaux :

« A Barcelone, vers le début de l'année 1937, se forma au sein de la CNT le groupement dit « des amis de Durruti ». Il se caractérisait par une attitude de violente opposition : opposition au gouvernement, aux dirigeants de la CNT, à la militarisation, aux compromissions politiques, etc. Les JL révoltées de sentir la révolution en recul, flirtèrent un moment avec eux. Mais leur succès fut grand surtout auprès des miliciens étrangers revenant du front parce qu'ils refusaient la militarisation. Beaucoup de ceux là y adhérèrent sans trop l'examiner, seulement à cause de son opposition. (Et l'on peut dire que la plupart des miliciens emprisonnés en mai-juin avaient des attaches, soit avec les Amigos de Durruti, soit avec le POUM). Ainsi se répandit à l'étranger la légende des Amigos de Durruti, groupements d'anarchistes révolutionnaires s'opposant aux anarchistes réformistes officiels. Ainsi naquit la légende d'une opposition au sein de la CNT. Et des camarades français,

⁴⁶⁹ Lettre du Groupe International des Jeunesses Anarchistes .Archives IISG FAI Pe 17.5

*aussi bien intentionnés que mal renseignés, qui refusèrent, hélas ! obstinément d'écouter la voix de ceux qui leur criaient : « casse cou » - allèrent jusqu'à écrire que Amigos de Durruti constituaient la « véritable CNT FAI ».*⁴⁷⁰

Les derniers groupes français autonomes ne survivent pas longtemps : les affrontements qui déchirent Barcelone du 4 mai au 7 mai 1937 les emportent bientôt. Les combats de rue contre les forces de l'ordre et le PSUC achèvent de les rejeter dans la marginalité vis-à-vis de la CNT. La colonie libertaire française de Barcelone disparaît lentement, les volontaires repartent en rapportant en France avec eux frustrations et désillusions d'Espagne.

⁴⁷⁰ « Pour ou contre les amis de Durruti ? » in *L'Espagne Nouvelle* n°38-39 du 18 février 1938.

II. La fin de « l'expérience espagnole ».

Des affrontements isolés ont lieu avant les journées de mai en Catalogne : au Levant par exemple, à un climat de méfiance succède une tension extrême entre les communistes et les anarchistes. Le prétexte de la déflagration est trouvé avec l'assassinat du dirigeant de l'UGT Roldán Cortada à Barcelone le 25 avril 1937, sans que les auteurs du crime soient retrouvés.

La première partie des affrontements a lieu à Puigcerdà, avant de gagner logiquement Barcelone dans les premiers jours de mai.

La reconquête sanglante de Puigcerdà par la République.

La réinstallation des douaniers à Puigcerdà ordonnée par le président Caballero suscite une vive opposition chez les libertaires cerdans. Lorsque la compagnie de Carabiniers arrive à la gare de Puigcerdà le 21 avril 1937, ils sont accueillis par des mitrailleuses. Le 25, ils reviennent en force et prennent possession de la frontière. Le 27 avril, à la suite d'une sombre histoire de rivalité d'influence dans le village de Bellver⁴⁷¹, les milices locales anarchistes livrent combat contre des habitants du bourg et Antonio Martín est tué lors de l'affrontement. La nouvelle de la mort du « *Cojo de Malaga* »⁴⁷² se répand parmi les libertaires de Cerdagne ; elle est transformée au fur et à mesure en assassinat pur et simple. La tension monte encore d'un cran et des forces régulières arrivent en Cerdagne. En mai, les anarchistes ne sont plus maîtres de la ville, des perquisitions sont effectuées chez les militants et les arrestations se multiplient. Quelques combats sporadiques ont lieu dans la ville mais à la mi mai le pouvoir a changé de main. Quelques ex-miliciens français qui fuient les combats de

⁴⁷¹ Jean Louis Blanchon, *Une expérience libertaire en Cerdagne 1936-1937*, op cit, p 159.

⁴⁷² « Boiteux de Malaga », surnom d'Antonio Martín.

Barcelone sont arrêtés sur place et échappent de peu au peloton d'exécution⁴⁷³. Les mois suivants sont le théâtre d'une répression intense qui affecte notamment les miliciens français de Puigcerdà ; Les membres du Groupe Anarchiste de langue Française écrivent ainsi en juillet au journal libertaire français *Terre Libre*:

« Six de nos meilleurs camarades anarchistes, ex membres du Comité Révolutionnaire de Puigcerdá (dissout par les communiste du gouvernement de Valence) viennent d'être sauvagement assassinés par eux. [...] Ce n'est pas tout. La ville fut mise en état de siège. De tous côtés, on arrêtait en masse les copains d'Action Révolutionnaire. C'est ainsi que furent emprisonnés trois de nos camarades français. Les autorités communistes niaient leurs arrestations, que réservaient elles à ces camarades ? Ce n'est que grâce à la compagne de l'un deux⁴⁷⁴, qui remua toutes ces maudites autorités par le consul de France de Puigcerdà qu'il n'y eut pas de conséquence tragiques.

Le malheur, c'est que, depuis, nous sommes sans nouvelles de cette camarade qui, peut-être, sauva la vie de ces trois compagnons. Par la suite, ils furent refoulés à la frontière française mais, hélas, on leur a soustrait tout leur avoir, soit 4500 francs français et 500 pesetas. Toutes ces actions, dignes du fascisme rouge, ne sont pas finies. Nous verrons qui aura le dernier mot : le parti communiste avec ces mercenaires ou la Révolution.

*Les camarades anarchistes de Puigcerdà.*⁴⁷⁵

Effectivement de nombreuses arrestations ont lieu parmi les français de Puigcerdà, l'*Indépendant* rapporte que cinquante neuf miliciens ont été arrêtés, dont de nombreux français⁴⁷⁶. Les autres miliciens français sont refoulés vers la France, non sans avoir été au passage dépouillés comme le précise encore *Terre Libre* : « on leur a soustrait tout leur avoir 5450 francs et 500 pesetas⁴⁷⁷ »

⁴⁷³ C'est le cas du milicien français Raymond Pantais, ses compagnons espagnols sont fusillés tandis qu'il est expulsé vers la France. C'est sans doute son témoignage qu'évoque Jean Louis Blanchon page 169.

⁴⁷⁴ Il s'agit assurément de Paule Tricheux.

⁴⁷⁵ *Terre Libre* n°4 de Juillet 1937.

⁴⁷⁶ *L'Indépendant* du 12 juin 1937 cité in Jean Louis Blanchon, *op. cit.* p 172.

⁴⁷⁷ *Terre Libre* *op cit.*

Alphonse Tricheux est particulièrement visé. Militant français influent à Puigcerdà, il fait sans doute figure d'exemple car il est emprisonné et, contrairement aux autres, inculpé. On a trouvé chez lui des sommes importantes suspectes :

« Les perquisitions effectuées chez tous les prisonniers ont donné des résultats extraordinaires. Ils avaient fait des approvisionnements considérables en vivres alors que la population manque de diverses denrées. Ils détenaient des sommes importantes tel ... chez qui ont a retrouvé trente-neuf mille pesetas et le français Alphonse Tricheux qui détenait deux cent mille pesetas ⁴⁷⁸ »

Les libertaires français se mobilisent, *Le Libertaire* rend régulièrement compte dans ses colonnes de ce qui devient de fait « l'affaire Tricheux ». Dans le même temps effectivement, la presse de droite s'est emparée de l'affaire pour vilipender les volontaires français :

« Un mensonge

Voici l'un des mensonges qui, ces jours-ci, ont couru sur Puigcerdà ;

Sur l'Eclair du 12 juin, page 5, avec le titre : « Les bandits de Puigcerdà », on lit qu'en effectuant une perquisition chez le vieux et connu militant anarchiste français, Alphonse Tricheux, on a trouvé 200 000 pesetas.

Sur le même journal du 16 juin et en 6^e page, la même nouvelle.

Sur le Marseille Matin en 7^e page on parle des 200 000 pesetas.

Sur la Dépêche du 12 juin, en 4^e page, la même nouvelle.

Quand le camarade Tricheux, qui se trouvait en France, connut cet affreux mensonge, sentant sa conscience légère et propre, il revint en Espagne et se présenta aux autorités.

C'est que l'on cherche avec cette campagne, c'est discréditer ce camarade, vieil anarchiste connu à Toulouse.

Ceci n'est pas seulement démenti par nous, car le commissaire des frontières le démentit aussi.

Si le geste de ce camarade, celui de se présenter aux autorités espagnoles, n'est pas suffisant, il est preuve plus que convaincante que pour ces journaux de droite se

⁴⁷⁸ L'Indépendant du 12 juin 1937, op. cit.

rendent compte qu'il y a des mensonges qui ne peuvent se digérer. Malgré toute cette propagande, notre sympathie est réservée au vieux militant Tricheux. ⁴⁷⁹»

Libéré en août 1937⁴⁸⁰, il est finalement relaxé faute de preuve. Il repart aussitôt à Toulouse en compagnie de sa femme rejoignant ainsi les autres français de Puigcerdà qui ont eux aussi quitté la région. Ils se consacrent désormais aux travaux de solidarité depuis la France.

Le brasier allumé à Puigcerdà a gagné toute la Catalogne et en premier lieu Barcelone où le conflit éclate le 3 mai 1937.

⁴⁷⁹ « Réponse à une calomnie » in *Le Libertaire* n°556 du 8 juillet 1937.

⁴⁸⁰ *Le Libertaire* n°562 du 19 août 1937.

III. Les étrangers, cibles privilégiées de la répression.

La célébration du 1^{er} mai a été suspendue à Barcelone, signe de la tension qui y règne. Depuis la fin avril la police a ordre de désarmer les miliciens qu'ils croisent. Le 3 mai, le ministre de l'intérieur de la Généralité de Catalogne envoie un détachement de gardes d'assaut prendre l'immeuble de la *Telefónica*, tenu par la CNT, sous le prétexte que les conversations entre Madrid et Barcelone sont écoutées. Les miliciens présents se retranchent et les barricades fleurissent dans Barcelone. Les appels de la CNT à ses membres ne sont pas écoutés, les combats durent jusqu'au 7 mai. Il y a 400 morts et 1 000 blessés, les combats ont été particulièrement sérieux autour des bâtiments publics et des casernes. Le rapport de force est totalement inversé, la Généralité perd ses compétences de police mais l'investiture du gouvernement de Juan Negrín, du PSOE comme son prédécesseur, le 17 mai signifie la fin de la participation des ministres anarchistes et la pénétration de l'influence communiste jusqu'au plus haut des instances de la République.

Durant les journées de Barcelone, les volontaires internationaux présents dans la caserne *Espertaco* participent activement au combat de rue⁴⁸¹. Certains volontaires français trouvent la mort pendant ces affrontements, comme Jean Ferrand et Francisco Ferrer :

« Les tragiques événements des 3 mai et jours suivants, ont fait des vides douloureux dans nos rangs. Le petit fils de ferrer, Francisco Ferrer, le petit Quico comme l'appelaient familièrement ses proches, a trouvé la mort dans le putsch stalino bourgeois.

⁴⁸¹ Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006. p 405.

*Il était parti se battre dès les premiers temps de la révolution. Il avait été blessé dans les premiers jours d'avril et se trouvait en convalescence à Barcelone quand les événements se produisirent. »*⁴⁸²

Les anarchistes italiens Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont assassinés parmi tant d'autres par des hommes du PSUC le 5 mai, les exécutions sommaires sont de fait très nombreuses. On donne la chasse aux « incontrôlés » et les militants et volontaires étrangers sont particulièrement visés, on parle même de « *mystérieuses brigades* » qui « *procédaient à des arrestations illégales dont étaient victimes des militants étrangers des colonnes confédérales* »⁴⁸³, les militants germanophones sont les plus touchés avec les italiens : du fait de leur nationalité, les accusations d'« hitléro trotskysme » ou bien d'être des agents de la gestapo ou de l'OVRA sont aisées. Le POUM est particulièrement pourchassé, l'Hôtel Falcón est mis à sac le 28 mai, et le parti interdit en juillet. Les accusations dont font l'objet les volontaires étrangers sont de véritables romans :

*« [Les détenus] s'étant mis d'accord avec des individus étrangers membres de la gestapo allemande qui, jusqu'à présent n'ont pas été présentés, réalisèrent au mois de mai dernier à Barcelone un soulèvement militaire dans le but de perturber l'action du gouvernement par des actes hostiles [à la République] à caractère secret et confidentiel faisant arriver jusqu'à la capitale les milices constituées par le POUM, sous le nom de Bataillon Lénine, abandonnant le front de Huesca avec leurs armes et mêmes l'artillerie, pour soustraire des forces à la défense de la République et aider les rebelles et pour obtenir la décomposition de l'arrière. Le parti en question réalise un trafic illicite d'arme pour son propre bénéfice, en vue du soulèvement mentionné, ainsi qu'un trafic d'exportation d'argent et d'objet de valeur vers la France ».*⁴⁸⁴

Les arrestations pleuvent, souvent sans motivation autre que des contrôles de routine, qui débouchent en fait sur des détentions administratives souvent extrêmement longues. François Godicheau, spécialiste français de la question, signale

⁴⁸² « Une lettre du petit fils à Ferrer (sic) tué pendant les journées sanglantes de Barcelone » in *Le Libertaire* n°551 du 4 juin 1937.

⁴⁸³ Cité in François Godicheau *La Guerre d'Espagne. République et Révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, Paris, 2004. pp 178. On retrouve pourtant ce genre d'accusations dès septembre 1936 dans les colonnes du journal *L'Humanité* en France, parfois sous la mention « Trotskysme et gangstérisme ».

⁴⁸⁴ Idem, p 279.

que les arrestations commencent en avril mais ne culminent réellement qu'en juin 1937 ; elles concernent 3700 individus : 90% anarchistes, 4% POUM, 3% UGT PSUC, 3% de membres d'organisations étrangères⁴⁸⁵. Les suspects sont généralement conduits à la *Carcel Modelo*, vieille prison de Barcelone dont le qualificatif de « modèle » a, en 1936, perdu de son sens : les conditions sanitaires sont exécrables⁴⁸⁶ mais un régime spécial est donné aux « prisonniers antifascistes » comme ils se nomment eux-mêmes en opposition aux autres détenus, dits « fascistes ». Les détenus peuvent circuler dans leurs galeries, les portes des cellules sont ouvertes, mais cela ne signifie pas que les portes de la prison s'ouvrent facilement vers l'extérieur : en juillet 1938, tandis qu'il y a encore 200 prisonniers antifascistes à la *Carcel Modelo* en juillet 1938, on n'hésite pas à tirer sur les évadés⁴⁸⁷.

Ce régime spécial permet toutefois aux militants détenus de se réunir et de s'organiser.

Les comités de prisonniers étrangers.

Les prisonniers étrangers s'organisent, la plupart à la *Carcel Modelo* de Barcelone. Là bas, ils occupent une galerie entière, la première galerie sur les six que compte la prison. Il y a majoritairement des anarchistes, en tout cas une grande majorité de militants. Sous l'impulsion de Félix Danon, arrêté le 13 juin 1937⁴⁸⁸ pour avoir participé à la défense du Comité Régional, et donc accusé de « port d'armes », ils montent le Comité intérieur des prisonniers de la première galerie. Le 28 juin 1937, le groupe adopte une stratégie de communication vers l'extérieur pour informer de leurs situations en formant le Comité International des Antifascistes emprisonnés⁴⁸⁹ (voir document 15 en annexe). Le Comité compte sur deux structures pour l'aider : le Groupe Français de la CNT de Fortin, qui par son influence est le principal relais dont il dispose à l'extérieur, et Solidarité Internationale Antifasciste. SIA envoie plusieurs délégations visiter les détenus et l'un de ses délégués, le français Marius Berger, est

⁴⁸⁵ Idem, pp 181-182.

⁴⁸⁶ « Derrières les grilles de la contre révolution ; Policiers et geôliers staliniens » in *Le Libertaire* n° du 2 décembre 1937.

⁴⁸⁷ « Tueurs de prisonniers » in *Le Libertaire* n° du 2 décembre 1937. Signée de 200 détenus appartenant à Signé de 200 signatures de prisonniers appartenant aux organisations suivantes : CNT, FAI, UGT, POUM, Gruppo Anarchico Italiano, Union des Rabassaires, Esquerra Republicana de Catalunya, Joventud de Izquierda Republicana, Groupe français de la CNT, Parti Socialiste Français, Parti Communiste Allemand d'Opposition.

⁴⁸⁸ Il rentre à la *Carcel Modelo* le 15 juin 1937. Archives AGGCE Madrid M 550.

⁴⁸⁹ Archives IISG FAI PE 17-3 et FAI Pe 52-12. Parmi les 25 noms de cette liste, 5 au moins sont des anciens du *Groupe International* de la colonne *Durruti*.

chargé de les suivre particulièrement⁴⁹⁰. Fortin est particulièrement sollicité, il entretient une grande correspondance avec certains détenus dont son ami et collègue du Groupe Français de la CNT Danon⁴⁹¹. Pourtant Fortin est mal à l'aise avec cette responsabilité : si il transmet effectivement à la CNT les informations et requêtes que lui formulent ses correspondants, il ne souhaite pas participer à l'accusation portée à la CNT de cautionner ces détentions arbitraires. Le *Bulletin d'Information* est par exemple extrêmement discret sur cette situation. La censure n'explique pas tout, Fortin applique en fait les consignes de la CNT : faire un tri parmi les détenus⁴⁹². Félix Danon lui envoie les informations qu'il a recueillies :

*« Je me suis contenté d'enregistrer les déclarations des différents détenus, ne me portant pas garant ni de leur personnalité exacte ni des motifs qu'ils veulent bien donner de leur arrestation. Vous pouvez reconnaître les nôtres facilement. »*⁴⁹³

Cela vaut à Fortin les critiques de certains autres détenus, notamment des anciens miliciens français qui ont refusé la militarisation. Cela n'empêche pas le Groupe Français de la CNT de publier des communications des prisonniers de la *Carcel Modelo*, parfois tout à fait curieuses du fait de leurs situations, comme par exemple les félicitations de 300 prisonniers à la CNT pour son alliance avec l'UGT le 6 août 1937⁴⁹⁴. En effet, la détention de ces militants, ces réunions mais aussi le temps qu'il faut bien occuper, permettent aux discours de chacun d'être entendus. Dans la prison est notamment détenu Jaime Bailus, un des initiateurs du groupe clandestin *Los Amigos de Durruti*, mais également des militants du POUM, qui occupent une autre galerie. Le discours des détenus se radicalise d'autant plus qu'ils ont le sentiment, justifié, que la CNT ne fait pas grand-chose pour les sortir de là. En effet, la répression contre les « incontrôlés » et les militants étrangers muselle une opposition anarchiste remuante, notamment dirigée par les ex miliciens et militants étrangers à Barcelone.

La correspondance avec SIA est plus productive et permet de diffuser un grand nombre d'information et de communiqués vers la presse étrangère ; ils reçoivent

⁴⁹⁰ Correspondance Marius Berger. Archives IISG FAI Pe 62 A-1.

⁴⁹¹ Correspondance Danon. Archives IISG FAI Pe 18 7c.

⁴⁹² Archives IISG FAI Pe 18 5.

⁴⁹³ *Comité international des antifascistes emprisonnés*. Op cit.

⁴⁹⁴ Archives IISG CNT 81 A.

également les fruits d'une souscription lancée en leur faveur en France⁴⁹⁵. Suivant le type d'inculpation, ils sont jugés puis libérés pour une grande partie d'entre eux. C'est le cas, par exemple, de Félix Danon le 9 juin 1938⁴⁹⁶. Déclaré non coupable, il est relâché sans être expulsé du territoire. En effet, la plupart des ex volontaires étrangers détenus sont expulsés à la suite de leur incarcération ou même immédiatement après leur arrestation. L'intervention de SIA permet à certains d'éviter le pire, le consul de France à Barcelone est souvent mis à contribution pour aider les français⁴⁹⁷, les listes de détenus français portent dans la majeure partie des cas la mention : « *Extranjeros por lo que se interesa el consulado General de Francia* »⁴⁹⁸. Les autres étrangers, généralement italiens ou allemands, ne peuvent évidemment obtenir de l'aide à ce niveau ; certains sont tout de même expulsés vers la France⁴⁹⁹ ; ils sont alors détenus dans les terribles camps du sud de la France ou encore expulsés vers l'Italie par le gouvernement français⁵⁰⁰.

Les détenus étrangers enfermés dans d'autres prisons subissent un sort bien pire, c'est le cas de Samuel Kaplan : en détention administrative depuis février 1937 pour port d'arme, il est envoyé sur le navire-prison *Uruguay*. Sa correspondance avec Fortin traduit l'extrême difficulté de sa détention dans un lieu qui rappelle ceux des pontons anglais du XIXe siècle.⁵⁰¹

Les arrestations et la « chasse aux sorcières » en Catalogne prennent fin à l'été 1938, la majeure partie des anciens volontaires étrangers ont de toute manière déjà quitté d'eux mêmes l'Espagne ou bien ont été expulsés. Le Groupe Français de la CNT est la dernière structure libertaire française à demeurer. Jusqu'à la chute de la Catalogne en janvier 1939 il survit tant bien que mal, les journées de mai 1937 ayant également laminé la plupart des activités du groupe.

⁴⁹⁵ « Une honte qui doit cesser » in *Le Libertaire* n°574 du 11 novembre 1937.

⁴⁹⁶ « Félix Danon mis en liberté » in *Le Libertaire* n°609 du 21 juillet 1938.

⁴⁹⁷ Gaston Ladmiraal, volontaire français de la *Gauche Révolutionnaire* dans les rangs du POUM échappe ainsi à la mort, accusé « de haute trahison ».

⁴⁹⁸ « Etrangers auxquels s'intéresse le Consul Général de France ». Archives AGGCE PS Madrid M 550.

⁴⁹⁹ *Expulsiones. Propuestas de expulsiones que se remiten a Estado para que gestione cerca del Cónsul frances su verificación*. Archives AGGCE PS Madrid M 454/154.

⁵⁰⁰ « Comment le front populaire respecte le droit d'asile » in *Le Libertaire* n°570 du 14 octobre 1937.

⁵⁰¹ Correspondance Kaplan. Archives IISG FAI Pe 18 7d. Cité par François Godicheau, « Militer pour survivre. Lettre d'anarchistes français emprisonnés à Barcelone (1937-1938) » in *Sociétés et représentations* n°13, 2002.

IV. Le Groupe Français de la CNT, entre le soutien inconditionnel à la CNT et la quête d'une identité propre.

La création du Groupe Français de la CNT formé par Fortin, Danon et Styr Nhair est accompagnée peu après de la formation par les mêmes d'un groupe français de la FAI, le groupe Mimosa⁵⁰². Le nom est choisi en hommage à l'ancienne compagne de Ferdinand Fortin, Georgette Kokoscinzski qui, milicienne française sur le front d'Aragon, fut tuée par les nationalistes en octobre 1936. Le fait de former un groupe français de la FAI est une suite logique à la création du groupe CNT : ses membres peuvent dorénavant siéger dans toutes les structures anarchistes espagnoles et par la même évincer d'autres formations anarchistes françaises non affiliées à la FAI mais s'en réclamant. En juillet 1937 il compte 6 membres dont un au front, Dessaigne et un autre en prison : Danon. Le groupe Mimosa à ses activités dans les quartier de Gracia, Barrio de la Salud, Via Durruti et bien sûr à la *Carcel Modelo*. Désormais également membre de la FAI, le petit groupe de français sollicite auprès de celle-ci un local. Fin avril 1938, ils obtiennent une maison à Barcelone qui devient la « Maison du Groupe Français de la CNT », elle héberge des français ou des francophones de passage et, plus largement, tous ceux qui en font la demande, comme l'écrit fortin lors d'un projet d'article destiné à présenter la *casa*⁵⁰³ :

« Cette maison collective de la CNT étant placée sous le signe de la communauté et mise pour les (illisible) il n'est point nécessaire de règlement.

Pourtant, pour la bonne de cette maison il est indispensable de donner quelques indications générales. [...]

⁵⁰² *Declaración del grupo Mimosa*. Archives IISG FAI Pe 50 d

⁵⁰³ C'est le diminutif que lui donne certains militants du Groupe Français de la CNT.

Cette maison, 40 calle Balcells est mise à la disposition du « Groupe français de la CNT » par la CNT qui elle-même s'entend avec la généralité.

Elle est exclusivement réservée aux membres du « Groupe français de la CNT » ou des militants connus pour leur activité anarchiste.

Exceptionnellement, peuvent y habiter des camarades qui collaborent effectivement aux travaux de la Section Française, des réfugiés ou compagnons en état détresse.

Tous les cas d'hospice seront soumis au Secrétaire du Groupe français de la CNT qui délégué de la Section Française au Comité régional décidera d'accord avec le Bureau du groupe français de la CNT.

La maison est sous le règne de la collectivité, ce qui n'empêche pas que chacun peut s'affirmer dans ses (illisible) comme il l'entend à condition de ne pas nuire à la collectivité.

Les frais seront répartis. »⁵⁰⁴

D'après l'état des comptes de la « casa », un certain nombre de personne souhaite être hébergé là bas, notamment des travailleurs français des usines d'armement. En effet, le Groupe Français de la CNT fonctionne bien puisqu'en août 1938, il a reçu depuis sa création 93 demandes d'admission dont 5 ont été refusées, 10 acceptées immédiatement le reste sans suite ou à l'étude (parti, mort, attente d'un complément d'information)⁵⁰⁵. Il y a parmi des ex membres du POUM. En 1938, on demande systématiquement une attestation où le postulant jure n'avoir jamais appartenu au Parti Communiste (voir document 13 en annexe) ou bien de « renonciation » au communisme :

« Barcelone le 26-4-38

Je soussigné Edouard Louis Boulin de nationalité suisse. Déclare quitter le parti communiste pour n'être plus en accord avec le la politique du parti.

En plus m'étant adressé au parti socialiste unifié de me facilité du travaille ou mon entrée dans une clinique pour avoir été donné inutil total, pour un commencement de tuberculose pulmonaire, après quinze mois de front. Il me fut répondu que le parti ne pouvait rien faire, est qu'on ne se souvenait du parti en demandé quelque chose. Ne

⁵⁰⁴ Brouillon retrouvé dans le paquet FAI Pe 52-5.

⁵⁰⁵ Archives IISG FAI Pe 53 A1

pouvant pas rentré en Suisse pour condamnation politique, je sollicite mon entrée dans le sindica C.N.T.

Je déclare quitter toute relations avec le parti communiste sans aucune influence étranger, que ma propre volonté »

Edouard Boulin

(au front depuis le 7 septembre 1936 au 8 novembre 1937)»⁵⁰⁶

Ce succès ne dure guère car Fortin, de plus en plus arc-bouté sur la position officielle est l'objet de critiques violentes qui ont notamment pour effet de conduire à un véritable exode de ses membres vers la France. En septembre 1938, il ne reste que 5 membres et seulement Fortin et Danon du groupe initial : Styr Nhair s'est enfui en France après un bombardement intense de Barcelone et sous les railleries de Fortin. Danon subit à son tour les foudres en novembre 1938, sans doute pour s'être enfui également, comme en témoigne un des derniers documents officiels du groupe :

« Considérant que FELIX DANON -par suite, peut être, d'un état débile dû à son emprisonnement- ne semble plus posséder le contrôle de ses actes et que, malgré des avertissements répétés, il a commis de nombreuses inconséquences (pour ne pas dire plus) portant tort aux groupes auxquels il appartient, ainsi qu'à divers compagnons, Le Comité du "Groupe Français de la CNT" et le Groupe Anarchiste "Mimosa" (FAI) lui enjoignent d'avoir à se séparer d'eux immédiatement. »⁵⁰⁷

Le groupe n'a pas réussi à fédérer les derniers français. Les miliciens ont quittés l'Espagne par refus des concessions faites par la CNT ou bien par peur de servir de chair à canon dans les *Batallónes de Choque*. Fortin, attaqué de toute part, demeure le dernier des militants français accourus pour participer à la réalisation de la révolution en Espagne. L'un de ses derniers articles publiés en France traduit l'état d'esprit qui était le sien en 1938, tandis que la Catalogne n'est plus qu'une poche comprimée suite à l'offensive nationaliste en direction de la mer ; cet extrait illustre parfaitement le climat qui règne alors entre l'Espagne et la France, entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés malgré tout :

⁵⁰⁶ Idem.

⁵⁰⁷ Aux camarades du camp de Pins del Valles (confidentiel), Archives IISG FAI Pe 18 5. Sans date.

« J'apprends de plusieurs sources que, en France, quelques individus soi-disant anarchistes – parmi lesquels certains désertèrent l'Espagne révolutionnaire et parfois dans des conditions douteuses alors qu'il était indispensable de rester pour lutter-utiliseraient contre quelques militants d'ici, et particulièrement contre moi l'arme qui leur est favorite : calomnie, « traître », « vendu » sont leur plus minimes épithètes. [...]

Pour l'instant, nous continuons le combat dans des conditions difficiles et en méprisant insultes et calomnies : les bombes fascistes créent d'ailleurs des soucis autrement urgents.

Sans compter la période tragique qu'ils traversent, il n'est pas beau d'attaquer des camarades qui ne peuvent se défendre, ni s'expliquer actuellement sur certains points. Et de se borner à critiquer et calomnier haineusement (en fournissant des armes à l'ennemi) alors que l'on est tranquillement à l'abri. »⁵⁰⁸

⁵⁰⁸ « Calomniez, calomniez ! » in *Le Libertaire* n°593 du 7 avril 1938.

Conclusion

« *Il n'y a plus de Pyrénées* » déclare Sébastien Faure dans *Le Libertaire* du 7 août 1936. Les révolutionnaires français montrent effectivement pendant toute l'année 1936 un extraordinaire effort de solidarité en assurant une liaison directe avec le front depuis Paris. Les appels publiés dans *Le Libertaire* en faveur de l'inscription, on ne parle pas d'enrôlement, aux départs pour l'Aragon de la *Centurie Sébastien Faure* illustrent simplement l'extension d'un processus d'engagement déjà largement entamé. Ces départs ne concernent pas que des militants, certains sont simplement tentés par l'aspect aventureux sans être de prime abord conduits par des raisons idéologiques. C'est le cas de deux jeunes Orléanais de 16 ans qui fuguent en Espagne⁵⁰⁹ et que l'on retrouve dans le Groupe International en décembre 1936. C'est aussi un des aspects de ce volontariat sans contrainte : n'importe qui est milicien ; quand la militarisation s'amorce dans les colonnes confédérales, l'une des principales revendications porte sur le refus d'un temps fixe, d'un temps de service. Les miliciens étrangers veulent demeurer maîtres de leur choix, ce choix qui les a conduit à exposer leur vie en Espagne.

D'autres occupent des postes sans gratifications dans l'administration des casernes, du ravitaillement, du contrôle et des patrouilles de sécurité ; si cet engagement à moins de panache à nos yeux c'est parce que la dimension militante de la participation à l'œuvre collective révolutionnaire nous échappe encore beaucoup. Ainsi, l'engagement des volontaires français en Espagne hors du cadre du Parti Communiste est profondément marqué par la démarche militante. La motivation initiale de s'opposer les armes à la main à la progression du fascisme est en fait ambiguë, les témoignages montrent essentiellement qu'ils sont venus pour défendre des acquis révolutionnaires et une société idéale future qui sans nul doute va germer et s'étendra ensuite aux autres pays. Lorsqu'ils ont le sentiment qu'ils se battent

⁵⁰⁹ Disparition de Marc Baby/observations à propos de l'avis de recherche, Archives Ppo 663.

désormais pour autre chose qu'un idéal et que la révolution fait fausse route, la plupart repartiront.

On trouve peu de femmes parmi ces miliciens mais le Groupe International en compte tout de même au moins une vingtaine. L'étude des femmes parmi ces milices est un bon exemple pour illustrer les limites d'un travail abordé sous l'angle de la nationalité. En effet, si le choix des français permet d'aborder largement les caractéristiques élémentaires de cet engagement militant, il rend difficile la mise en relief de certaines problématiques propres à cet ensemble de volontaires. Pour continuer sur cet exemple : il y a cinq miliciennes françaises identifiées dans le Groupe International de la colonne Durruti, si on s'arrête aux rares témoignages concernant ces françaises on obtient des informations sans reliefs. Par contre, il y a au moins une vingtaine de femmes dans ce même groupe : en considérant la nationalité comme secondaire, on obtient alors un corpus riche qui révèle d'autres pistes de réflexion. De la même manière, du fait du très petit nombre de volontaires dans les rangs du POUM, on obtient ici également des observations trompeuses car beaucoup de français proches du POUM ont choisis de combattre dans les rangs de la CNT tandis que l'on retrouve plus de britanniques chez le POUM que dans les rangs confédéraux. L'angle d'étude choisi dans cette étude pour illustrer cette forme singulière d'engagement, la nationalité française, est en pratique impropre pour aboutir à la compréhension de ce que furent les enjeux et les modalités du volontariat non communiste dans sa globalité. Il s'agit en effet d'une question qui doit être traitée d'un point de vue plus large, c'est-à-dire à partir de l'ensemble de ces volontaires, toutes nationalités confondues.

Cependant, ce travail sur les français a tenté de montrer le dynamisme et l'énergie de la communauté française tant à Barcelone qu'au sein des groupes internationaux. C'est sous l'impulsion de volontaires français que le Groupe International de la colonne *Durruti* s'est constitué, c'est la Section Française qui organise en mars 1937 une réunion des miliciens à propos de la militarisation, c'est enfin le Groupe Français de la CNT qui s'occupe des prisonniers étrangers. Les italiens forment à l'évidence le groupe national étranger le plus important tant au POUM qu'à la CNT, devant les français puis les allemands mais les français en

imitant la structuration de leurs voisins transalpins à Barcelone réussissent, pendant six mois, à faire de la Section Française de Barcelone l'équivalente de la Section Italienne. Mais les italiens n'ont pas à composer avec des organisations à l'étranger qui ont leurs intérêts propres à Barcelone. D'autre part, les miliciens français sont partout, comités, sections, CNT, POUM, etc.

En ayant tenté de dresser un panorama de l'activité des volontaires français en Espagne, de nombreux aspects ont été ordonnés et précisés et, enfin, la lecture de très nombreuses archives encore très partiellement dépouillées a permis de sortir de l'ombre des points parfaitement ignorés. Il faut espérer que d'autres travaux semblables viendront compléter ce panorama afin de pouvoir envisager cette étude d'un point de vue globale d'une période fascinante où l'Europe entière se retrouve en Espagne, tout à fait indépendamment du phénomène des Brigades Internationales.

Sources et Bibliographie

Sources

1 Fonds d'archives

France

Archives de la Préfecture de Police de Paris (Paris)

BA 1663 à 1666 :
Révolution espagnole

Espagne

Archivo General de la Guerra Civil Española (Salamanque)
(Archives Générales de la Guerre Civile Espagnole)

PS ARAGON AR 4
Colonne Ascaso

PS ARAGON AR 23
117e et 121e Brigades Mixtes

PS ARAGON AR 64, AR 91 et AR 103
Bataillon International de la 26^e division Durruti

PS ARAGON AR 82
Ex Colonne Hilario Zamora

PS ARAGON AR 83
Ex Colonne Ortiz

PS BARCELONE B 454 et B 455
Etrangers enrôlés individuellement

PS BARCELONE B 1428
Casa Internacional de los Voluntarios

PS MADRID M 454
Expulsions d'étrangers indésirables

PS MADRID M 19 et M 485 à M 488
Volontaires étrangers (divers)

PS MADRID M 550

Expulsions d'étrangers indésirables

SM MILITAR 4974

Divers colonne Durruti

Hollande

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam)
(Institut international d'Histoire Sociale)

Fonds de la CNT

CNT 61A et 61B

Echanges CGT-SR et CNT

Echanges AIT et CNT

Divers CNT

CNT 81 A et 81 B

Groupe Français de la CNT

Liste de miliciens

CNT E-94.1

Groupe International de la colonne Durruti

Divers Colonne Durruti

CNT 103-D

Divers Section Française de Propagande de la CNT-FAI.

Fonds de la FAI Propagande étrangère

FAI Pe 15 A-2 et A-3

Listes des départs au front

Documents comité français de Pédralbes

Documents bureau français de contrôle

Divers français

FAI Pe 1E-1 et E-2

Divers FAI

SIA

Choses d'Espagne

La Revue Anarchiste

FAI Pe 17-3 à 17-5

Section Française Anarchiste
Divers Français
Groupe International des Jeunesses Anarchistes
Comité international des prisonniers antifascistes
Divers Danon
Groupe Français de la CNT
Liste de miliciens

FAI Pe 18-5

Expulsion de Danon

FAI Pe 20 3b

Liste de miliciens

FAI Pe 20 1b à 1d

L'Indomptable
Divers Section Française de Propagande de la CNT-FAI.

FAI Pe 50a à 50d

FAI groupe Mimosa
Dossier Georgette Kokoscinski

FAI Pe 52 11 à 13

Comité international des prisonniers antifascistes

FAI Pe 53 A-1 à A-4 et 53 B1

Groupe Français de la CNT

FAI Pe 62 C-3

Projet de réorganisation des Sections Etrangères du service d'Information.

2 Presse

(Le titre du périodique est suivi de la mention des périodes parcourues lors de l'étude.)

France

Le Combat syndicaliste (de juin 1936 à décembre 1938)

L'Espagne Nouvelle (épisodiquement)

Le libertaire (de juin 1936 à mai 1939)

La Revue Anarchiste (épisodiquement)

L'Espagne antifasciste (d'août 1936 à janvier 1937)

Terre Libre (épisodiquement)

Espagne

Boletín de Informacion de la CNT y FAI (de juillet 1936 à décembre 1937)

Bulletin d'Information en langue française (de novembre 1936 à janvier 1938)

L'Indomptable (épisodiquement)

L'Avant-Garde (épisodiquement)

Le journal de Barcelone (épisodiquement)

El Frente, journal de marche de la Colonne Durruti (épisodiquement)

La Révolution Espagnole (épisodiquement)

La Batalla (de juillet 1936 à mai 1937)

Sembrador (de septembre 1936 à juillet 1937)

3 Témoignages et récits personnels

CORMAN (Mathieu), *Salud, Camarada ! Cinq mois sur les fronts d'Espagne*, Edition Tribord, Paris, 1937.

ETCHEBEHERE (Mika), *Ma guerre d'Espagne à moi. Une femme à la tête d'une colonne au combat*, collection Les Lettres Nouvelles, Denöel, Paris, 1975.

GIMENEZ (Antoine) et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque et les Giménologues, Montreuil Marseille, 2006.

JOYEUX (Maurice), *Souvenirs d'un anarchiste, 1910-1944*, Editions du Monde Libertaire, Antony, 1986.

KAMINSKY (Hans-Erich), *Ceux de Barcelone*, Allia, Paris, 2003. (1^{ère} édition Paris 1937)

LANDRIEUX (Pierre), *Avec « l'Espoir » dans ma musette*. Chez l'auteur 1991.

LEVAL (Gaston), *Espagne Libertaire : 1936 1939*, TOP/H Trinquier, Antony, 2002.

LONDON (Artur), *Espagne...*, Editions Tribord, Bruxelles, 2003 (1^{ère} édition Prague 1963)

LOW (Mary), BREA (Juan), *Carnets de la guerre d'Espagne*, Verticales, Genève, 1997 (1^{ère} édition sous le nom original *The Red Spanish Notebook* Londres, 1937)

MEFFRE (Liliane), *Carl Einstein (1885-1940) Itinéraires d'une pensée moderne*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 2002.

MINNING (Albert), *Por el bien de la revolución, crónica de un anarquista suizo en el Frente de Aragón*, Alikornio ediciones, Cita de irrecuperables, barcelona, 2005.

ORWELL (George), "Notes on the Spanish Militias" in *An age like this 1920-1940, The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, edition Sonia Orwell, Harcourt, 1971.

ORWELL (George), *Hommage à la Catalogne*, Coll. 10/18 « Domaine étranger », éditions Ivrea, Paris, 2004 (1^{ère} édition sous le titre original *Homage to Catalonia*, Londres, 1938)

RUFFAT (Ramon), *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la Guerre d'Espagne*, Editions Allia, Paris, 1990.

SEDRAN (Domenico) « Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire » in *Cahiers Léon Trotsky*, n°29, mars 1987.

La vérité sur l'Espagne républicaine. Récit du voyage accompli par une délégation de la Fédération des Cheminots, au mois de Novembre 1937, Imprimerie Nouvelle, Paris, sans date. (1938 ?)

4 Brochures et recueils de textes divers :

DUPONT (Cédric), *Ils ont osé ! Espagne 1936-1939 Chroniques, témoignage, reportages de l'époque*, Los Solisarios-Editions du Monde Libertaire, Toulouse, 2002.

GUERIN (Daniel), *Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme* tome 2, Collection Essais, La découverte/Poche, Paris, 1999.

MANFREDONIA (Gaetano), 1936 : « face au fascisme et à la révolution » in *Les œillets rouges* n°1 septembre 1986.

MANFREDONIA (Gaetano), 1936 : « De la révolution à la guerre » in *Les œillets rouges* n°2 mars 1987

RIOUX (Jean Pierre), *Révolutionnaires du Front populaire. Choix de documents 1935-1938*, Union générale d'édition, Coll. 10/18, Paris, 1976.

WEIL (Simone), *Ecrits historiques et politiques* Tome 2 : *L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution, Juillet 1934-juin 1937*. Textes établis, présentés et annotés par Géraudi, Leroy et Anne Roche, Gallimard, Paris, 1991.

Revue de presse française et espagnole 1936-1939

PIKE (David Wingate), *Les français et la guerre d'Espagne 1936-1939*, (Appendices relatifs à la presse) Publications de la Sorbonne - Presses Universitaires de France, Paris, 1975.

Etudes et recensements biographiques

MAITRON (Jean) (dir.), *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français (1914-1939)*, Paris, 1973 et réédition corrigée et augmentée de 1991.

Bibliographie

1. Aspects historiographiques et méthodologiques

BERNECKER (Walter L.), « El anarquismo en la guerra civil española : Estado de la cuestión » in *Cuadernos de Historia Contemporánea* 1992 (numéro spécial).

BROSSAT (Alain) et COMBE (Sonia), « Anti-mémoires de brigadistes », in *Madrid 1936-1939 Un peuple en résistance ou l'épopée ambiguë*, Autrement, Coll. Série Mémoires n°4 janvier 1991.

CANCIANI (Domenico), « Débats et conflits autour d'une courte expérience ou les guerres d'Espagne de Simone Weil », in *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque de Perpignan les 28,29 et 30 septembre 1989 sous la direction de SAGNES (Jean) et CAUCANAS (Sylvie), Presses Universitaires de Perpignan, Saint Estève, 2004.

Mc LOUHLIN (Barry), « Colder light and the good fight : revisiting volunteers in the Spanish civil war », in *Saothar* n°24 1999 (Irlande)

SERRANO (Carlos), « Guerre d'Espagne et historiographie », in *Le Mouvement social* n° 181, octobre-décembre 1987.

2. Ouvrages généraux sur la Guerre d'Espagne.

BROUE (Pierre), TEMINE (Emile), *La révolution et la guerre d'Espagne*, Minuit, Paris, 1961.

JACKSON (Gabriel), *Histoire de la guerre civile d'Espagne*, Ruedo Iberico, Madrid, 1974.

PAPY (Michel) (dir.), *Les espagnols et la guerre civile*, Atlantica, Biarritz, 1999.

SALAS LARRAZABAL (Ramon), *Los datos exactos de la guerra civil*, Edica, Madrid, 1980.

SALAUN (Serge), SERRANO (Carlos) (dir.), *Autour de la Guerre d'Espagne 1936-1939*, actes du colloque organisé à la Sorbonne par le CRID les 7-8 novembre 1986, Publications de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 1989.

THOMAS (Hugh), *La guerre d'Espagne Juillet 1936- mars 1937*, Robert Laffont, 1999 (5^e édition corrigée)

3. La France et l'Espagne 1936-1939

PIKE (David W.), *Les français et la guerre d'Espagne 1936-1939*, Publications de la Sorbonne - Presses Universitaires de France, Paris, 1975.

SAGNES (Jean) et CAUCANAS (Sylvie) (dir), *Les Français et la guerre d'Espagne*, actes du colloque de Perpignan les 28,29 et 30 septembre 1989, Presses Universitaires de Perpignan, Saint Estève, 2004.

4. Les gauches révolutionnaires en France 1936-1939.

AUZIAS (Claire), *Mémoires libertaires*, Lyon 1919-1939, L'Harmattan, Coll. Chemins de la mémoire, 2000.

BERRY (David), « Fascism or Revolution ! Anarchism and Antifascism in France 1933-1939 », in *Contemporary European History* vol 8 n°1, 1999

BERTHUIN (Jérémie), *De l'espoir à la désillusion. La CGT-SR et la Révolution espagnole – Juillet 1936-décembre 1937*, CNT-RP, Paris, 2000.

GUERIN (Daniel), *Front populaire, révolution manqué. Témoignage militant*, Maspéro, Paris, 1976.

JANVIER (Félix) « Les vies parallèles de Benjamin Perret à l'épreuve de la guerre d'Espagne » in *Aden. Paul Nizant et les années trente*, revue du Groupe Interdisciplinaire d'Etudes Nizaniennes n°3 octobre 2004, 2004

MAITRON (Jean), *Le mouvement anarchiste en France de 1914 à nos jours, tome II*, Gallimard, Paris, 1975.

MONFREDONIA (Gaetano), *Les anarchistes italiens en France dans la lutte antifasciste*, in *Les Italiens en France de 1914 à 1940* dir. MILZA (Pierre) Rome, Ecole Française de Rome, de Boccard, Paris, 1986.

(Collectif) *De l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*. Actes du colloque international « Pour un autre futur » tenu à Paris du 1^{er} au 8 mai 2000 à Paris, Editions CNT-RP et Nautilus, Paris, 2001.

5. Les révolutionnaires Français en Espagne.

BERRY (David), « Solidarité Internationale Antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne », in *Les Français et la guerre d'Espagne* actes du colloque de Perpignan les 28, 29 et 30 septembre 1989 sous la direction de J. Sagnes et S. Caucanas , Presses Universitaires de Perpignan, Saint Estève, 2004

BERRY (David), « Les volontaires anarchistes français en Espagne (1936-1939). Contribution à une biographie collective du mouvement anarchiste français », in *Les Brigades internationales entre solidarité révolutionnaire et politique du Comintern*, Actes du colloque organisé par la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, les 18, 19 et 20 décembre 1997, en cours de publication.

BLANCHON (Jean Louis), *Une expérience libertaire en Cerdagne, Puigcerdá sous le pouvoir des anarchistes (Juillet 1936-Juin 1937)* Mémoire de Maîtrise sous la direction de MM Almaric et Estèbe, Toulouse –Le Mirail, 1986. Mémoire publié en résumé in *Annales du Midi* n°99, 1987.

DURGAN (Andy), « International Volunteers in the POUM Militias », in *Les Brigades internationales entre solidarité révolutionnaire et politique du Comintern*, Actes du colloque organisé par la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, les 18, 19 et 20 décembre 1997. En cours de publication.

6. La révolution espagnole.

a) Aspects généraux..

BORKENAU (Franz), *Spanish Cockpit*, Edition Ivrea, Paris, 2003.

PAECHTER (Henri), *Espagne 1936-1937. La guerre dévore la révolution*, Spartacus, 1986.

VERNON (Richard), *Enseignement de la révolution espagnole*, éditions Acratie, Paris, 1989.

b) L'anarchisme en Espagne.

FONTENIS (Georges) *Le message révolutionnaire des « Amis de Durruti » - Espagne 1937*, Le Fil du Temps- UTCL, 1983.

PAZ (Abel), *Buenaventura Durruti, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*. Les éditions de Paris-Max Chaleil, Paris, 2000.

PEIRATS (José), *La CNT en la revolucion espanola* –Tome 1, CNT, Toulouse, 1951.

PEIRATS (José), *La CNT en la revolucion espanola* –Tome 2, CNT, Paris, 1971.

PEIRATS (José), *La CNT en la revolucion espanola* –Tome 3, CNT, Toulouse, 1953.

c) Sur le POUM et les organisations trotskystes espagnoles.

ALBA (Victor), *Histoire du POUM : Le marxisme en Espagne (1919-1939)*, Champ libre, Paris, 2000.

SOLANO (Wilebaldo), *Le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, éditions Syllepse, Coll. Utopie Critique, Paris, 2002.

d) La répression en Catalogne

GODICHEAU (François), *La Guerre d'Espagne. République et Révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, Paris, 2004.

GODICHEAU (François), « Militer pour survivre. Lettres d'anarchistes français emprisonnés à Barcelone (1937-1938) », in *Sociétés et représentations* n°13, 2002

7. Le volontariat antifasciste en Espagne.

CASTELLS (Andreu), *Las Brigadas Internacionales de la guerra de Espana*, Ariel, Barcelone, 1974.

COLL (J) et PANE (Josep Rovira), *The Spanish Civil War. The view from the left in Revolutionary History* Vol 4, n°1/2, London, 1992.

DELPERRIE DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades Internationales*, Fayard, Paris, 1968.

DURGAN (Andy), « Freedom fighters or comintern army ? The International brigades in Spain », in *International socialism journal* n°84 automne 1999.

MAYER (Daniel), « Antifascistes français et républicains espagnols », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps* BDIC n°44, 1996.

OLMI (Nic) et HUBER (Peter), *Les combattants suisses en Espagne républicaine 1936 1939*, Antipodes, Lausanne, 2001.

SKOUTELSKY (Rémi), *L'Espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales 1936-1939*, Grasset, 1999.

Las Brigadas Internacionales. Ayer Revista de Historia Contemporánea n° 56 4/2004, Asociación de Historia Contemporánea, Marcial Pons- Ediciones de Historia, Madrid, 2004.

8. *L'Armée Républicaine et les milices ouvrières*

ALPERT (Michael), *El Ejercito republicano en la guerra civil*, Iberica de Ediciones y publicaciones, Barcelona, 1977.

ENGEL (Carlos) *Historia de las brigadas mixtas del Ejercito popular de la republica*, Almena, Madrid, 1999.

PAZ (Abel), *Chronique passionnée de la Colonne de Fer, Espagne 1936-1937*, Nautilus, Paris, 2002.

SALAS LARRAZABAL (Ramon), *Historia del Ejercito popular de la República*, 5 tomes, La esfera de los libros, Madrid, 2006 (1973).

La Guerra Civil Espagnola, Volume 10 : *Milicias y Ejercitos*, Collectif, Folio, Barcelona, 1997.

9. *Recueils de photographies et d'illustrations sur le sujet.*

FONTAINE (François), *La guerre d'Espagne un déluge de feu et d'images*, BDIC/Berg International, Paris, 2003.

LEFEBVRE (Michel), SKOUTELSKY (Rémi), *Les Brigades Internationales. Images retrouvées*, Le Seuil-BDIC, Paris, 2003.

VAN DAAL (Julius), *Le rêve en armes. Révolution et contre révolution en Espagne, 1936-1937*, Nautilus, coll. Utopies en action, Milan, 2001.

Durruti 1896-1936, collectif, L'Insomniaque, Paris, 1996.

Table des Matières

Remerciements	p 2
Sommaire	p 3
Abréviations	p 4
Introduction	p 5

PREMIERE PARTIE : SOLIDARITE ET VOLONTARIAT.

Chapitre 1 *L’Espagne, extension naturelle des aspirations révolutionnaires*

I	De la République à la Révolution.	p 15
	Espagne, Terre promise de la révolution.	p 16
II	Les identités des gauches révolutionnaires en France.	p 19
	Les minorités et dissidents : les révolutionnaires du Front populaire.	p 19
	Une famille à part, les libertaires.	p 22
III	L’Espagne vue de France.	p 26
	Le Front populaire français et le soutien à l’Espagne.	p 26
	Les révolutionnaires français face à la Révolution espagnole.	p 27
IV	L’effort de solidarité des révolutionnaires français, une solidarité effective mais divisée.	p 29
	Perpignan, cheville ouvrière entre l’Espagne et la France.	p 29
	Les premiers comités et la création du CASDLPE.	p 30
	La fondation du Comité pour l’Espagne Libre.	p 33
	La scission.	p 34
	Solidarité Internationale Antifasciste.	p 35

Chapitre 2 *Une solidarité combattante : du militant au milicien*

I	Du ravitaillement au recrutement, les activités multiples du Comité pour l’Espagne Libre.	p 38
	Le CEL, base logistique arrière des volontaires étrangers au front.	p 38
	Le parrainage des miliciens	p 40
	Une activité de recrutement	p 41
	Partir combattre.	p 43
II	La CNT-FAI et le POUM et le volontariat étranger.	p 48
	L’accueil des étrangers	p 51
III	Les filières vers la frontière.	p 54
	L’arrivée en Espagne	p 57

Chapitre 3 *Un trait d'union entre solidarité et participation directe : la communauté française de Puigcerdà*

I	La révolution en Cerdagne.	p 60
	Une identité liée à la frontière.	p 60
	Les premières arrivées de volontaires français à Puigcerdà.	p 62
II	Les miliciens français.	p 64
III	Le Groupe de Langue Française de Puigcerdà.	p 67
	Vers une Section Française ?	p 69
IV	Le Groupe Féminin libertaire.	p 72

DEUXIEME PARTIE : LA COLONIE FRANCAISE DE BARCELONE.

Chapitre 4 *1936-1937, aspects de la « Barcelone française »*

I	Délégations et permanents.	p 76
	La mise en place des « Sections étrangères » de la CNT-FAI.	p 76
II	Les français de Barcelone : Dispersion et structures affinitaires.	p 81
	Le modèle italien.	p 81
	Les trotskystes français à Barcelone.	p 82
	Première tentative de fédération : Le Comité français de Barcelone.	p 84
III	La Section Française, un microcosme français à Barcelone.	p 85
	Le Bulletin d'Information « Nouvelle série ».	p 85
	L'organe de la Section Française de Barcelone	p 86
	La seconde naissance de la Section Française de Barcelone.	p 87
	Fonctionnement interne.	p 90
	Une vie dynamique et autonome	p 92
	La Section Française et les miliciens français	p 95

Chapitre 5 *Bureaux et secrétariats, les « fonctionnaires » français de la Révolution espagnole*

I	Pédralbes, plaque tournante des miliciens confédéraux.	p 98
	Les sections étrangères de la caserne.	p 100
	La Section Française de Pédralbes.	p 100
II	Le Comité français de Pédralbes.	p 102
	Les membres du Comité.	p 104
III	Accueil et contrôles, les tracasseries du milicien Deflèche.	p 107
IV	L'instruction militaire et le déménagement à la caserne Espertaco.	p 110

TROISIEME PARTIE : LE FRONT

Chapitre 6 *Les volontaires français des colonnes confédérales*

I	Les départs au front des volontaires étrangers.	p 117
	Présentation du corpus	p 117
	Chronologie des départs et composition des groupes.	p 119
	Une illustration de l'ensemble des miliciens français ?	p 124
II	Destinations et affectations des miliciens étrangers.	p 126
	Critiques des sources.	p 126
	Les affectations des volontaires.	p 127
	La distribution des français dans les différents groupes internationaux	p 128
III	Les effectifs français totaux combattants dans les milices de la CNT-FAI.	p 131
	Typologie de la « Liste des miliciens français »	p 131
	Etude globale après recoupement	p 133

Chapitre 7 *Les colonnes antifascistes catalanes*

I	Des milices urbaines aux colonnes miliciennes.	p 135
	La Colonne, une entité hybride.	p 136
	Les Colonnes confédérales.	p 139
	Les autres colonnes.	p 140
II	Les groupes internationaux.	p 143
	Genèse et premiers volontaires	p 143
	Les formations internationales organisées à Barcelone.	p 144
	Les groupes internationaux formés au front.	p 147
	Le Groupe International de la colonne Durruti	p 149
III	« Los del gorro negro », les volontaires français du Groupe International de la colonne Durruti.	p 151
	Le Groupe International au combat	p 154

QUATRIEME PARTIE : VIOLENCE ET DESILLUSIONS

Chapitre 8 *L'intégration dans l'Ejército Popular de la República*

I	Le front « paresseux ».	p 159
II	Les premiers pas du « Circonstancialisme » et la militarisation.	p 161
	Une menace confuse.	p 163
	Une militarisation sans le militarisme ?	p 165
III	La rupture et la fin du Groupe International.	p 169
	Le point de vue des volontaires français à travers la réunion extraordinaire des miliciens.	p 173
IV	Les derniers volontaires, les « maures » de la République.	p 179
	Les Français du Batallión Internacional de choque.	p 179
V	Les volontaires français isolés et les désertions des interbrigadistes vers les unités de la CNT.	p 181

Chapitre 9 *1937-1938. La « normalisation » dans la douleur de l'activité française en Espagne.*

I	La « guerre civile » des libertaires français à Barcelone.	p 186
	La mort de la Section française	p 187
	Le dernier carré libertaire hors de la CNT.	p 187
II	La fin de « l'expérience espagnole ».	p 193
	La reconquête sanglante de Puigcerdà par la République.	p 196
III	Les étrangers, cibles privilégiés de la répression.	p 200
	Les comités de prisonniers étrangers.	p 202
IV	Le Groupe Français de la CNT, entre le soutien inconditionnel à la CNT et la quête d'une identité propre.	p 205

Conclusion	p 209
------------	-------

Sources	p 215
---------	-------

Bibliographie	p 221
---------------	-------

Mémoire soutenu le 29 juin 2006 à l'Université François Rabelais de Tours devant un jury
dirigé par Mr Chassaigne, assisté de MM. Chobet et Largeaud.